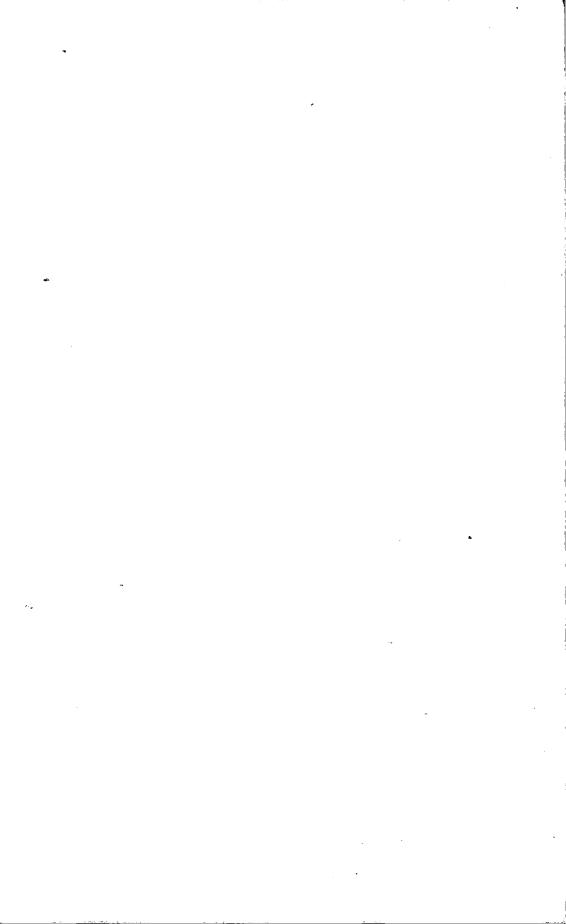
Textes de la Révolution palestinienne

présentés et traduits par Bichara et Naïm Khader

LA BIBLIOTHEQUE ARABE
Sindbad



Textes de la Révolution palestinienne

1968/1974 présentés et traduits par Bichara et Naïm Khader



Sindbad
1 et 3 rue Feutrier
Paris 18

255 35 23 256 25 35

La longue marche des Palestiniens 1900-1974

Les auteurs expriment à l'éditeur, et aux collaborateurs de La Bibliothèque arabe, leurs remerciements pour leur participation à la constitution de cet ensemble inédit de textes :

La société et la résistance palestiniennes jusqu'en 1948

Au début de ce siècle on compte en Palestine environ 600 000 arabes et 50 000 juifs ¹. La collectivité juive n'est pas homogène : elle comprend des ashkenazes (israélites d'origine occidentale) et des sépharades (d'origine orientale). On y parle une mosaïque de langues. Jusqu'en 1900, la Palestine vit surtout de son agriculture ². Le commerce y revêt un caractère essentiellement local. Cet état de choses change avec le temps, puisqu'en 1912-1913, les Arabes de Palestine exportent en Europe 1 608 570 caisses d'oranges, pour un prix de 1 488 000 dollars ³. Quant à l'industrie, elle est essentiellement de type artisanal. La production agricole et la répartition de la terre et de son produit restent de « type féodal » jusqu'à la moitié du XIXe siècle. La caractéristique marquante est l'existence de grands domaines.

^{1.} Consulter à ce sujet l'article de Janette Abou Loughod : « L'évolution démographique en Palestine » (en arabe), dans La judaïsation de la Palestine, Centre de Recherches palestiniennes, Beyrouth 1972, p. 155-183.

Centre de Recherches palestiniennes, Beyrouth 1972, p. 155-183.

2. Sur cette question cf. Nabil Badran: « La campagne palestinienne avant la première guerre mondiale », dans Chou'un Filastiniyyah, Beyrouth, no 7, mars 1972, p. 116-129. Ainsi que: G. T. Wilson: Peasant Life in the Holy Land, London, 1906; L. Oliphant: The Land of Gilead, Edingburgh, Blackwood, 1880; A. Bonne: Palestina Land und Wirtschaft, Leipzig, 1932.

3. Cf. Sami Hadawi: Bitter Harvest, N. Y., New World Press, 1967, p. 10.

Le déclin progressif de ce système traditionnel sera marqué, d'une part, par l'introduction du Code de la Propriété foncière par les Turcs, en 1858, et d'autre part, par la pénétration étrangère. Le Code va introduire diverses mesures qui favoriseront le développement du capitalisme marchand. Les impôts que les fellahs payaient en nature seront désormais perçus en espèces, ce qui les introduit dans l'économie monétaire. Par ailleurs, ces impôts seront considérablement augmentés, endettant les paysans qui doivent souvent abandonner leurs terres, créant ainsi une couche de paysans sans terre. De plus, le Code va renforcer les droits de l'État ottoman sur la propriété foncière, et entamer un processus de dissolution de la propriété collective au profit de la propriété privée, grande et petite 1. Les terres abandonnées par les fellahs écrasés par les dettes, sont rachetées par de grands propriétaires privés ou même par des capitalistes des villes.

On observe également à cette époque une pénétration importante de capitaux étrangers, essentiellement en vue d'acquérir des propriétés foncières, apportés par des congrégations religieuses de tous ordres venues en Palestine pour « protéger les minorités chrétiennes ». Ainsi, les églises chrétiennes — catholiques, orthodoxes, protestantes — procèdent à des acquisitions immobilières importantes et investissent. Les curés et les moines font travailler les fellahs. Des colons allemands, appartenant à la secte des Templiers, affluent en Palestine jusqu'en 1906-1907; leur première colonie (Sarona) est fondée en 1871. Comme les curés et les moines, ces colons ont recours au travail des indigènes. L'immigration juive, quant à elle, débute avec la fondation de Petakh-Tikva en 1878.

Au début du siècle, la grande propriété foncière est constituée par des terres appartenant aux effendis (grands propriétaires palestiniens, syriens, égyptiens ou turcs), des domaines de l'État (domaines appartenant au Sultan ou simplement confis-

^{1.} Voir: A. Granott: The Land System in Palestine, London 1952 et J. Weuleresse: Paysans de Syrie et du Proche-Orient, Paris, 1946.

qués par lui) 1, des terres waqfs (biens religieux frappés d'inaliénabilité), et les terres des églises chrétiennes. Mais la Palestine n'est pas uniquement un pays de grandes exploitations. Il existe une petite et moyenne propriété, souvent collective. Ce sont essentiellement des terres mucha', c'est-à-dire des terres dont la propriété appartient aux communautés villageoises et qui sont soumises à la répartition périodique par lots. Il s'agit d'un régime foncier coutumier, propre à l'ensemble du monde arabe. Parallèlement à ce régime foncier, on assiste, surtout après 1860, sous la pression ottomane et à cause de la pénétration capitaliste, à un développement de la propriété privée.

L'intégration de l'activité agricole dans le marché capitaliste se poursuit selon un processus semblable à celui des régions arabes voisines, entre 1860 et 1920. La production agricole est de plus en plus commercialisée et les exportations se développent. C'est ainsi que la valeur des exportations des oranges de Jaffa passe de 26 500 livres sterling, en 1885, à 297 700 livres sterling, en 1913 ². Ceci explique comment, à côté du système traditionnel encore largement dominant, apparaît un secteur capitaliste urbain, donc de nouvelles classes sociales. La dépossession des paysans jette vers les villes une main-d'œuvre importante, une véritable « armée de réserve », disponible pour le développement industriel.

Cette évolution — et c'est là ce qui caractérise la Palestine par rapport aux autres pays arabes — est brusquement bloquée, à partir de la fin de la première guerre mondiale, par l'immigration sioniste qui accompagne le Mandat anglais sur la Palestine. En effet, la colonisation de la Palestine par l'Angleterre n'a jamais, pendant l'entre-deux-guerres, débouché sur des activités économiques importantes, comme ce fut le cas dans les

^{1.} A. Ruffin estime à 1 million de feddans la superficie des terres confisquées par le Sultan Abdul Hamid, in *Der Aufban des Landes Israel*, Berlin, 1919, p. 117.

p. 117.
2. S. Tolkowsky: The Gateway of Palestine, A History of Jaffa, London, 1924, p. 184; aussi: Guide Beadeker, Paris, 1912; Aref El-Aref: L'Histoire de Gaza, Jérusalem, 1943, p. 288; W. M. Thomson: The Land and the Book, 2° éd., London, 1911, p. 517.

autres colonies. Dans le processus habituel de colonisation, après une période de « pacification », la puissance coloniale commence à intégrer le pays colonisé aux activités économiques capitalistes sur le mode de la dépendance. C'est là le but de la colonisation. En Palestine cette colonisation économique fut peu développée car la période de « pacification » ne se termina jamais, ce qui obligera d'ailleurs l'Angleterre à remettre son Mandat à l'ONU. Cette situation spécifique était due aux contradictions du Mandat britannique car il impliquait l'immigration juive, provoquant de perpétuels troubles dans la société palestinienne.

La colonisation sioniste était, elle aussi, spécifique. Les colons excluaient les Arabes de leurs activités économiques de production et d'échange. Ils ne cherchaient pas tant à exploiter la main-d'œuvre arabe ou utiliser les marchés arabes, qu'à prendre possession de la terre et à en refouler les Palestiniens, en vue de réaliser leur projet d'État juif : les Arabes de Palestine n'étaient pas destinés à être exploités, mais à être déplacés dans leur totalité 1. Ces deux traits spécifiques à la Palestine expliquent que les rapports de classes y soient restés, plus qu'ailleurs, dominés par l'aristocratie foncière, et que les nouvelles classes s'y soient nettement moins développées qu'ailleurs, à partir de 1920. On peut subdiviser sommairement la société palestinienne. en quatre classes sociales : l'aristocratie foncière, l'élite intellectuelle qui gravite autour d'elle, les fellahs et la classe moyenne urbaine, à peine différenciée et dont se détache un prolétariat en voie de formation.

Au sommet de la pyramide sociale, caractérisée par une structure rigide et traditionnelle, on trouve la couche des effendis (notables), « ce phénomène particulier au Proche-Orient », « le notable des villes », propriétaire absentéiste dont la fonction essentielle est d'avancer le crédit et qui ne s'intéresse pas du tout

^{1.} Sur la spécificité du fait colonial sioniste, cf.: Bichara Khader: Anatomie du Sionisme et d'Israël, Alger, Sned, 1974; Nathan Weinstock: Sionisme contre Israël, Maspero, Paris 1969; Abdo Ghanem: Les Éléments de la Formation d'un État juif en Palestine, Univ. de Beyrouth, 1946.

à l'agriculture. L'indifférence dont ils font preuve en ce qui concerne la vie paysanne, leurs activités économiques (placements) et leur rôle parasitaire, les apparentent ainsi, dans une certaine mesure, à la bourgeoisie compradore des pays coloniaux. Autour de cette aristocratie foncière - qui avait été associée aux cercles dirigeants de l'Empire ottoman - gravite une élite intellectuelle qui - sauf une minorité très nationaliste - lui est structurellement liée: avocats, médecins, architectes, clercs, etc. Au sein de la classe dirigeante s'affrontent plusieurs clans régnant en fait sur le pays : les Husseini, les Nachachibi, les Dajani, les Khalidi, les Abdul Hadi, les Jarrar, les Tougan, les Jayyousi, les Barghouthi, etc. En raison de la structure « féodale » et particulariste des campagnes où les cheikhs recherchent la protection des puissants clans rivaux, l'aristocratie foncière règne pratiquement sans partage sur la vie politique. Aucune force sociale ne sera en mesure de la contre-balancer durant toute la période de l'entre-deux-guerres.

A l'autre extrémité de l'échelle, se trouvent les fellahs qui forment la masse de la population (près de 70 %), vivant dans 850 villages arabes du pays. En 1936, le revenu moyen par tête d'agriculteur palestinien était de 7 livres palestiniennes. La Commission Johnson-Crosby qui, en 1930, a étudié la situation de 104 villages arabes, a abouti aux conclusions suivantes: 77 % des paysans palestiniens sont des fellahs sans terre; 35 % de ceux-ci avaient été dépossédés de leurs terres à la suite de l'implantation sioniste 1. Dans ces conditions, il n'y a guère d'espoir d'échapper à l'endettement, perpétuellement renouvelé et aggravé jusqu'à la perte des terres. Ainsi, parmi les fellahs, la catégorie des paysans sans terre, ouvriers agricoles, saisonniers ou rattachés en permanence à une exploitation, croît sensiblement. Ils sont 30 000 familles en 1931. Par ailleurs, l'exode rural est important. En 1936, 25,9 % des musulmans résident en région urbaine. Ce taux est sensiblement

^{1.} Al-Muqawamah al Filastiniyyah: Al-Waqal'wal Tawaqou'ât (La Résistance palestinienne : situations et perspectives), Dar Attali'a, Beyrouth, 1971, p. 17-20.

plus élevé pour les chrétiens dont plus des trois quarts sont citadins et plus de la moitié vivent à Jérusalem, à Haïfa et à Jaffa ¹ et s'occupent principalement de commerce. La population urbaine palestinienne s'accroît rapidement : 194 000 en 1922, 298 000 en 1936. On y distingue une classe moyenne hétérogène, bourgeoisie embryonnaire de marchands, de boutiquiers, d'artisans, de professions libérales. Restent les masses urbaines, comprenant les couches inférieures des artisans, des ouvriers, généralement des manœuvres, et un lumpen-prolétariat de déclassés ou de paysans clochardisés. Cette structure sociale explique pourquoi la mentalité conservatrice a imprégné la politique palestinienne et dirigé — à la différence des courants nationaux arabes des pays voisins — le mouvement national arabe palestinien.

La résistance palestinienne à l'implantation sioniste est en fait aussi ancienne que cette implantation elle-même. Mais les premières oppositions, de manière générale, viendront des Arabes — souvent chrétiens — qui forment la majorité du tertiaire. Ces palestiniens craignent en effet l'afflux de rivaux juifs dans les emplois qu'ils occupent : marchands, fonctionnaires, interprètes, etc². La compétition aiguë entre artisans et commerçants arabes et juifs se double rapidement d'une concurrence sévère entre fellahs palestiniens et colons sionistes. Les premières frictions apparaissent quand les colons juifs, justifiant d'un droit de propriété, s'opposent à l'exercice traditionnel du droit de pâture sur leurs terres. Elles s'aggravent par la spéculation foncière qu'entraîne la présence d'acheteurs juifs. Les cultivateurs arabes — métayers et ouvriers agricoles — sont chassés progressivement de leurs terres. Déjà, en 1899, un notable

^{1.} Ce fait nous éclaire sur la cause de l'opposition des chrétiens des villes à l'immigration sioniste en Palestine qui introduisait dans les centres urbains de dangereux concurrents dans ce qu'on appelle, communément, le secteur tertiaire.

^{2.} Neville Mandell: « Turks, Arabs and Jewish Immigration into Palestine, 1882-1914, dans St Antony's Papers, no 17, (Middle Eastern Affairs, no 4), London, Oxford Univ. Press, 1965, p. 77-108.

de Jérusalem, l'ancien président du tribunal municipal, Yusuf Diya Al-Khalidi, écrit au rabbin sioniste Zadoc Kahn, prévoyant explicitement des explosions de colère populaire qui s'annoncent.

L'opposition se radicalise en 1904, en raison de la nouvelle orientation du mouvement sioniste qui, au nom de slogans mystificateurs tels que « travail juif », « production juive », commence à adopter à l'égard des fellahs palestiniens une politique ségrégationniste outrancière. Au cours de la même année, le Palestinien Négib Azoury, fonde à Paris la Ligue de la Patrie arabe, et publie en 1905 Le réveil de la Nation arabe¹ où il affirme que l'effort latent des juifs pour reconstituer, sur une très large échelle, la très ancienne « monarchie » d'Israël se heurtera inéluctablement au « réveil de la Nation arabe ». Effectivement, à partir de 1908, les assauts des fellahs contre les colonies juives se multiplient², à tel point que le kayemakâm (vice-gouverneur) de Tibériade autorise en 1909 la formation d'une garde juive.

Toujours en 1909, le député de Jérusalem au Parlement ottoman stigmatise la colonisation sioniste. Ce n'est pas nouveau, dès 1891, des notables de Jérusalem avaient fait pression sur les autorités ottomanes, et obtenu un décret interdisant la cession de domaines de l'État aux colons sionistes. Certes, les Turcs n'étaient pas très favorables au projet sioniste, malgré son attrait financier et technique. Ils craignaient que l'introduction, au sein de l'Empire Ottoman, d'un élément « national » nouveau ne se termine, comme en Grèce, en Bulgarie, en Roumanie, en Serbie, par des revendications d'indépendance soutenues par l'étranger, et de nouvelles guerres fatales pour l'Empire. Malgré la réticence des Turcs, des effendis (propriétaires privés) cèdent leurs terres aux colons juifs, réalisant des profits importants. Les fellahs expulsés organisent donc des assauts contre les colonies juives.

1. Publié chez Plon, Paris, 1905.

^{2.} Notamment Gedera, Petakh-Tikva et Yesod Hamaalé.

Dans les villes, dès 1908, un quotidien anti-sioniste Al-Karmal est fondé. Les premiers nationalistes arabes lancent une véritable campagne de presse contre le sionisme. En 1911 apparaît le premier pamphlet anti-sioniste, publié par Nagib Nassar. La même année est fondé à Jaffa un parti anti-sioniste dit Parti national 1. En avril 1913, Albert Anteb note que le sentiment populaire était tel à Jérusalem qu'aucun notable arabe responsable ne désirait compromettre sa situation politique en favorisant les sionistes 2. Dès cette date, le ségrégationnisme sioniste, l'autarcie et la menace de domination inhérente au mouvement colonisateur sont perçus par la population palestinienne comme tels. Cela donne à la résistance palestinienne une tonalité particulière. Elle est dirigée contre les Sionistes, non pas parce qu'ils étaient juifs, mais parce qu'ils étaient des « étrangers animés d'un projet de colonisation ».

La résistance palestinienne, relativement faible jusqu'à la fin de la première guerre mondiale, va s'accentuer considérablement à partir de 1920, avec le Mandat britannique, l'application de la Déclaration Balfour du 2 novembre 1917, et les nouvelles aliyah (vagues d'immigration juives) à partir des années vingt. Toute la première période d'entre-deux-guerres, en particulier entre 1933 et 1939, sera marquée par de violentes émeutes. Pourtant, l'immigration sioniste s'est poursuivie, la résistance n'a pu l'entraver, et l'État d'Israël a finalement été créé. On peut dire que, jamais au cours de cette période, les révoltes et les émeutes palestiniennes n'ont atteint le niveau d'une

Eastern Studies, April 1965.

^{1.} Le Parti national a été créé pour défendre les intérêts des Palestiniens. Voir : Anis Sayegh : Les Hachémites et le problème palestinien (en arabe), Beyrouth, 1966, p. 43-52. Une tentative de former un parti pour la défense des intérêts des chrétiens a avorté. En effet, lorsqu'en 1914 une délégation des chrétiens orthodoxes de Jaffa est allée trouver son leader Khalil Sakakini à cette fin, celui-ci s'y opposa vigoureusement et déclara : a Si votre objectif est politique alors je ne m'y oppose pas parce que je suis arabe avant tout, et je pense qu'il est préférable que nous formions un parti national pour unir tous les fils de la patrie, sans avoir égard à la religion et aux sectes, afin d'éveiller le sentiment national et de lui insuffler un esprit nouveau. » Elie Kedourie: « Religion and Politics: the Diaries of Kalil Sakakini », St Anthony's Papers, no IV, London, 1958, p. 92.
2. N. Mandell: « Attemps at an Arab-Zionist Entente, 1913-1914 » Middle

véritable révolution, animée par un projet politique précis et une pensée idéologique cohérente. Pourquoi?

Outre la collusion anglo-sioniste en Palestine, il faut expliquer cette incapacité de la résistance d'arrêter le processus sioniste et d'empêcher que le vichouv débouche sur la création d'Israël par des rapports de classes au sein de la société palestinienne elle-même. La position de l'aristocratie foncière et de certaines autorités civiles palestiniennes est imprégnée d'ambiguïté. Elles cherchent à profiter de la révolte populaire pour consolider leur pouvoir, en adoptant des revendications nationalitaires d'indépendance, mais veulent tirer profit des avantages financiers (spéculation foncière surtout) qu'apporte le sionisme. Cette contradiction détermine leur stratégie politique qui sera toujours la même : laisser se développer la colère du peuple, et même s'il le faut, l'exciter, pour négocier en position de force, puis arrêter la révolte, au moment où elle pourrait se transformer en révolution populaire, et proposer une solution négociée. De multiples exemples de cette stratégie jalonnent l'histoire de la résistance. En voici quelques-uns :

1. En 1920-1921 de violentes émeutes populaires éclatent à Jérusalem et à Jaffa ¹ et font plus de 157 morts. Ces émeutes apparaissent comme le pendant palestinien de la révolte égyptienne, de l'insurrection irakienne et du sursaut national de la Syrie, qui se situent à la même époque. A l'instar des insurrections des pays voisins, l'insurrection palestinienne de 1920 et de 1921 était dirigée consciemment contre le colonialisme britannique, avec la seule différence toutefois que l'implantation sioniste donnait à la lutte une note particulière. Ce n'est pas un hasard si les émeutes palestiniennes de 1921, et plus tard de 1922, suivent d'importantes vagues d'immigration juives. Ces émeutes populaires sont spontanées. Ce sont les masses qui sont le plus durement touchées par l'implantation sioniste se manifestant par l'exclusion des Palestiniens de l'économie

^{1.} Sur les émeutes de Jérusalem, voir les mémoires du commandant militaire britannique: The Memoirs of Sir Ronald Storrs, N. Y., 1943, p. 346-349.

du pays ou par la concurrence exercée à leur détriment dans le secteur tertiaire. Les masses sont donc plus révolutionnaires que leurs dirigeants. La preuve : quelques mois après que les Anglais eurent chargé la Commission Haycraft d'enquêter sur les causes du « désordre », les autorités palestiniennes se réunissent en congrès à Jérusalem et décident d'envoyer à Londres une délégation, sous la direction de Moussa Khathem Al-Husseini (nationaliste arabe et maire de Jérusalem), pour présenter les doléances des Palestiniens au gouvernement britannique. La délégation restera à Londres près d'un an, sans résultat.

- 2. Pour contrer l'offensive sioniste, les notables tiennent sept congrès entre 1919 et 1928 \(^1\). Ils réunissent des notables aux vues souvent contradictoires : tous étaient pour l'indépendance, mais certains ouvertement pro-britanniques, d'autres plus nationalistes (partisans de l'Émir Fayçal et de l'unité avec la Syrie) \(^2\). Ceci explique leur hésitation quant à la méthode à suivre : lutter contre les Britanniques et les sionistes, ou collaborer. Cette ambiguïté les empêcha de produire une ligne politique et idéologique de masse, susceptible d'orienter le mouvement populaire. Les Britanniques, de leur côté, mettaient à profit les luttes intestines entre grandes familles palestiniennes pour opérer un mouvement de diversion dans la lutte nationale et empêcher qu'elle ne se dirige contre eux.
- 3. Par ailleurs, Ben Gourion a rappelé récemment les entretiens secrets qu'il a eus avec Auni Abdel Hadi, dirigeant du Parti Istiklal, ainsi qu'avec le Mufti de Jérusalem. Ajoutons à cela, les négociations entre l'Emir Abdallah et les chefs sionistes, en vue de l'implantation de colonies sionistes en Transjordanie, négociations qui se sont poursuivies en 1922 avec la participation de Weizmann et l'agent britannique Sir John Philby, arabisant

Voir Abdel Wahab Kayyali : Histoire contemporaine de la Palestine, Beyrouth, Institut arabe d'études et de publication, 1970 (en arabe).
 Ainsi, par exemple, sur les 27 représentants que comprenait le 1^{er} Congrès de Jérusalem en 1919, 11 étaient pro-britanniques, 4 indépendants, 12 partisans de l'Emir Fayçal et de l'unité avec la Syrie.

célèbre, et en 1933 sous les auspices de Shertok et d'Arlosoroff. Ces entretiens commencèrent quelques mois après l'échec des pourparlers tenus au Caire, en mars 1922, entre les représentants de l'Organisation sioniste et le Congrès des Partis de la confédération des pays arabes. D'ailleurs, même le Parti national, dont le président était Cheikh Souleiman Al-Tagi Al-Farouki entretenait des relations douteuses avec les autorités britanniques et les sionistes, ce qui discrédita le Parti aux yeux des masses. Ceci n'empêcha, ni les autorités britanniques ni les sionistes, d'aider, même financièrement, pareil parti qui, somme toute, servait les intérêts des colons sionistes, puisqu'il leur facilitait l'achat de terres 1.

- 4. La faiblesse de la résistance pousse certains nationalistes à créer, à partir des années 30, de nombreux partis. Ils n'ont ni structure démocratique ni ligne politique; ils se livrent à une âpre concurrence afin de s'emparer de la direction du mouvement nationalitaire. Chacun est, en réalité, le fief d'un des grands clans palestiniens. Ainsi, le Parti arabe Palestinien est sous la coupe des Husseini, le Parti de la défense nationale, le fief des Nachachibi, le Parti de la réforme, celui des Khalidi, le Parti du bloc national, dirigé par certains notables de Naplouse, et le Parti du Congrès de la jeunesse arabe, fondé par la bourgeoisie urbaine, mais qui tombe rapidement sous la dépendance d'un membre d'une riche famille de Ramleh. Même l'Istiklal, section palestinienne du mouvement panarabe, tomba finalement sous l'influence des Abdul-Hadi.
- 5. Lors de la révolte de 1929, les masses exprimèrent leur opposition, non seulement à la colonisation sioniste et à l'occupation britannique, mais aussi à la politique des congrès et à celle de la Commission exécutive du Congrès national palestinien qui, depuis 1921, sombrait dans des querelles de clans et paralysait la résistance. La révolte de 1929 fut motivée par la campagne diplomatique sioniste déclenchée pour modifier le statu-quo relatif à l'accès au Mur des Lamentations à Jérusalem, et afin

^{1.} Anis Sayegh: Les Hachémites et le problème palestinien, op. cit., p. 126.

d'acquérir les biens et les terres waqfs situés à proximité du Mur ¹. Elle s'étendit comme une traînée de poudre, de Jérusalem à Jaffa, de Haïfa à Safed, et s'attaqua aux colonies sionistes. En une semaine, on dénombra 133 tués et 339 blessés sionistes, 116 tués et 232 blessés palestiniens. Ces chiffres donnent une idée de l'ampleur de la révolte. Une fois de plus, les Anglais mirent sur pied une « Commission d'enquête » (la Commission Shaw), et les dirigeants palestiniens s'efforcèrent de « calmer » la colère populaire. Le 25 juillet 1930, la Commission exécutive palestinienne publia un manifeste demandant à la population, qui s'apprêtait à célébrer le 1er anniversaire de la pendaison de trois nationalistes par les autorités britanniques, de s'abstenir de toute manifestation publique et de « prier pour le repos de leurs âmes ». 6. Les années 1933-1935 furent marquées par de nouvelles flambées de colère populaire dans tout le Proche-Orient. Cette fois, l'agitation est telle que les nationalistes traditionnels semblent dépassés par le mouvement. Les pratiques anglo-sionistes (fortes vagues d'immigration légale et clandestine, boycottage de la main-d'œuvre et des produits arabes, répression violente, expulsion des paysans vers les collines rocailleuses, etc. 2), ont provoqué une réaction violente des paysans et des ouvriers. En novembre 1935, tous les partis palestiniens forment un front unique pour négocier avec les autorités britanniques 3. Les leaders abordent cette négociation en position de force relative : le peuple est en révolte. Les Anglais admettent en principe les revendications d'autonomie, sous leur supervision dans le cadre d'un Conseil législatif. Les sionistes font obstruction à cette solution négociée.

^{1.} Cf. Nagi Allouch: op. cit., p. 61. Les arabes fondent alors un « Comité pour la défense de la mosquée Al-Aqsa », à l'initiative du Conseil suprême musulman de Hajj Amine Al-Husseini. Les sionistes, de leur côté, mettent sur pied un Comité pour la défense du Mur (Cf. Migeon et Jolly: A qui appartient la Palestine?, éd. Publications Premières, Paris, 1970, p. 52.

2. Sur la politique du Mandat britannique, voir: John Marlowe: The Seat

^{2.} Sur la politique du Mandat britannique, voir : John Marlowe : The Seat of Pilate : An Account of the Palestine Mandate, London, Cresset Press, 1959. Et Norman and Helen Bentwich : Mandate Memories 1918-1948, N. Y., 1965. 3. L'Istiklal ne s'y joindra pas. Il prône une politique de non-collaboration avec la puissance mandataire.

7. Devant l'évidente impossibilité de résoudre le problème par la négociation, le Cheikh Al-Kassam¹ organise la résistance armée clandestine dans le nord de la Palestine. Il recrute ses résistants parmi les paysans et les ouvriers. L'organisation entre en action à partir de novembre 1933. Souhaitant voir se développer ce type de lutte dans le sud du pays, Al-Kassam presse le Mufti de Jérusalem Amine Al-Husseini, d'y organiser la résistance armée. La réponse du Mufti est cassante : « Le temps n'est pas mûr pour une action de cette espèce, les efforts politiques suffisent pour permettre aux Arabes de recouvrer leurs droits. » Un peu plus tard, l'armée britannique finit par quadriller la région où étaient installées les bases des résistants d'Al-Kassam. Refusant de se rendre, ce dernier est tué avec bon nombre de ses compagnons. Ses obsèques prennent valeur de symbole.

8. Les années 1935-1936 connaissent les plus fortes vagues d'immigration juive avant la création de l'État d'Israël. Il s'agit sans doute de l'effet des persécutions fascistes en Europe. La situation des travailleurs palestiniens ne fait qu'empirer. Les écarts de salaires avec les travailleurs juifs atteignent des proportions extraordinaires. Les Arabes sont de plus en plus exclus des activités économiques, et paupérisés. Les villes grossissent de sans-emplois chassés des campagnes. Le commerce arabe est progressivement détruit par la concurrence des produits juifs. De lourdes taxes frappent les produits arabes alors que les produits juifs sont détaxés et protégés de la concurrence étrangère par un système de protection douanière. Les fellahs sont écrasés par l'exploitation usurière des effendis. Les taux d'intérêts,

^{1.} A 33 ed-Din Al-Kassam est né à Jabla en 1871 (Syrie). Il fait ses études à Al-Azhar. Il se réfugie à Haïfa en février 1922. Il s'affilie à l'Association de la jeunesse musulmane, dont il devient le président en 1927. Dès cette date, il forme des « noyaux de résistants » dans la clandestinité. Sur cette révolte, cf. : Ibrahim Issa Al-Masri : Majma'al-'Athâr al-Arabiyyah wa rijâl al Nahda al-Fikriyyah (Documents arabes et personnalités de la renaissance intellectuelle) ; Omar Abou al-Nasr : Djihad Falastin al-Arabiyyah (La lutte de la Palestine arabe) ; Issa al-Safari : Falastin al-Arabiyyah bein al intidhâb wal sahyouniyyah (La Palestine arabe entre le mandat et le sionisme). Ces ouvrages sont cités dans l'article de Adel Hassan Ghneim : « La révolte de Cheikh Al. Kassam » in Chou'un Filastiniyyah, nº 6, janvier 1972, p. 11-181-91.

couramment de 30 %, atteignent parfois 50 %. Endetté, le fellah ne peut moderniser son exploitation; les « féodaux », de leur côté, se prêtent à la spéculation foncière et vendent leurs terres aux sionistes.

Pour faire face à la situation, les partis politiques palestiniens forment un Haut comité arabe, présidé par le Mufti de Jérusalem, qui déclenche une grève générale. Cette grève durera 174 jours (la plus longue dans l'histoire des mouvements de libération), et sera suivie par l'écrasante majorité de la population palestinienne, à l'exception des fonctionnaires des services britanniques. Dans les montagnes, des « guerilleros » palestiniens font leur apparition et attaquent les installations sionistes et britanniques; leurs rangs sont renforcés par l'afflux de volontaires arabes (dont beaucoup seront tués) 1. Les Britanniques renforcent leurs troupes et la répression est d'une violence extrême ; la loi martiale est décrétée en septembre 1936. Après cette phase d'affrontement, les négociations commencent. Les Anglais chargent une nouvelle commission de faire une enquête (la Commission Peel) 2; et les dirigeants palestiniens, pressés d'ailleurs en ce sens par les dirigeants de certains pays voisins, s'efforcent de calmer la révolte 3 : « Le Haut comité arabe, après consultation avec les représentations des comités nationaux et leur approbation, a décidé à l'unanimité de répondre positivement à l'appel de Leurs Majestés les rois arabes et de Son Altesse l'Emir... et d'inviter la nation de Palestine à mettre fin à la grève et aux agitations à partir du lundi 12 octobre 1936. » Cet appel était accompagné d'un communiqué soulignant l'importance de la médiation des souverains arabes, remerciant le peuple pour ce qu'il avait fait! Certains nationalistes refusèrent toutefois de témoigner devant la Commission Peel, mais le

(Parliamentary Papers, CMD, 5479, London, 1937). 3. Texte arabe dans Fatch, no 311, 1971, p. 8.

^{1.} Parmi les volontaires arabes on peut citer : Saïd Al-Ass (mort en octobre 1936), Cheikh Mohammad al-Asmar, Fawzi El-Kaoukji, Cheikh Attiyah, Abou Ibrahim el-Kébir, Abou Kémal (Cf. Mohammad Izza Darwaza: « La révolution de 1936 », in Fateh, (en arabe), nº 316, 1971, p. 10.

2. Great Britain, Colonial Office, Palestine: Report of the Palestine Commission

roi Abdel-Aziz Ibn Séoud et celui d'Irak, le roi Ghazi, firent de nouvelles pressions : « ... Considérant notre confiance dans les bonnes intentions de notre allié, le gouvernement britannique, (et dans son souci) de rendre justice aux Arabes, il nous est apparu que l'intérêt exige de se mettre en contact avec la Commission Peel » 1. De son côté, l'Emir Abdallah de Transiordanie parvint à convaincre son favori, Ragheb Nachachibi, de ne pas boycotter la Commission. Peu de temps après, le 11 novembre 1936, le Commandement général de la Révolution arabe dans le sud de la Syrie-Palestine publiait un communiqué signé par Kaoukii « demandant l'arrêt des hostilités en vue de ne pas troubler l'atmosphère des négociations en cours et dans lesquelles la nation place tous ses espoirs » 2. La Commission Peel, après avoir tenu 66 sessions 3, proposa le premier partage de la Palestine, que les Arabes refusèrent, et la révolte reprit en juillet 1937.

La Grande-Bretagne décide donc la chasse aux guerilleros. L'offensive est menée par 17 bataillons d'infanterie appuyés par des bandes armées sionistes. La contre-attaque britannique s'accompagne de tueries, pendaisons, châtiments collectifs, de destructions massives d'habitations, d'arrestations, de bombardements de villages insurgés. La révolution est noyée dans le sang 4. Par ailleurs, le Haut comité arabe est dissout, de nombreux nationalistes sont arrêtés, d'autres déportés aux Iles Seychelles, d'autres enfin regagnent Damas où se reconstitue, avec peine, la direction politique de la résistance 5.

Fondé par des immigrants juifs, le parti communiste eut

2. Watha'iq al-Mukawamah al Filastiniyyah al-Arabiyyah 1918-1939, (Documents sur la résistance palestinienne arabe, 1918-1939) publiés par le Centre de Recherches palestiniennes, Beyrouth, 1970, p. 457.

5. Voir Walid Khalidi: From Haven to Conquest, I.P.S., Beyrouth, 1971, Jerusalem, The Arab Case, Amman, 1967.

^{1.} Cf. Ghassan Kanafani: « La révolution palestinienne de 1936 à 1939 », in Chou'un Filastiniyyah (en arabe), janvier 1972, nº 6, p. 66. (Cet article est sûrement un des meilleurs essais sur cette période).

^{3.} Aucun témoin arabe n'est entendu avant la 56e session, le 12 janvier 1937. 4. Cf. Saleh Mas'oud Abou Yassir: Jihad Cha'ab Filastin Khilal Nisf Karn (La lutte du peuple de Palestine en un demi-siècle), Beyrouth, p. 247 et sq., Dar al-Fat'h, 1968.

beaucoup de peine à se dégager de l'emprise de l'idéologie sioniste. Ses mots d'ordre étaient contradictoires et sa ligne idéologique imprécise ¹. Bien que fort minoritaire, il se scinda en une aile arabe et une aile juive dans les années quarante. Après la création d'Israël, soutenue par l'URSS, les organisations communistes arabes et juives fusionnèrent à Haïfa et fondèrent le Maki, qui suivit fidèlement la ligne tracée par l'Union soviétique. Le parti fut donc incapable d'apporter un soutien substantiel à la résistance. Telles furent, brièvement retracées, les contradictions de la société palestinienne, qui favorisèrent le développement du yichouv sioniste en Palestine. Entre 1900 et 1948, la résistance ne trouva pas de direction politique susceptible de lui proposer la lucidité de l'analyse et l'efficacité de l'action nécessaires pour affronter la puissance d'un sionisme soutenu par la poussée impérialiste de l'Occident.

Entre deux batailles : 1948-1967

Contrairement à la période précédente, où les masses palestiniennes étaient regroupées sur un territoire homogène, délimité après 1948, on assiste à une véritable dispersion palestinienne, due aux pratiques terroristes et discriminatoires des sionistes. En effet, puisque l'objectif avoué du mouvement sioniste était la création d'un État juif, il fallait, soit faire venir massivement des colons juifs de la diaspora pour noyer la population locale (majoritaire jusqu'en 1948), soit vider la Palestine de ses habitants arabes. C'est la deuxième méthode, plus radicale, qui

^{1.} Durant les émeutes de 1929, le parti donna ordre à ses militants de participer aux brigades d'auto-défense, aux côtés de la Hagana (milices arméss sionistes). Mais en 1936-1939, le parti lança le mot d'ordre : « Rejoignez les rangs du mouvement de libération arabe ».

sera choisie. C'est le sens du massacre de Deir-Yassin, le 9 avril 1948, pour ne citer que celui-ci 1.

Pour justifier l'expulsion de la population arabe, les sionistes ont soigneusement entretenu le mythe de la « fuite volontaire » des Palestiniens arabes en 1948, encouragés par les radios arabes qui leur promettaient un prompt retour une fois le pays reconquis. L'argument, qui a fait long feu, est démenti par l'étude du journaliste irlandais, Erskine Childers ². C'est bien la politique de terreur, planifiée de main de maître par le service spécial de l'Agence juive, dirigée par Léo Kahn, qui est à l'origine de l'exode massif des Palestiniens.

Il n'est pas aisé, vu leur dispersion forcée, de procéder à un recensement général des Palestiniens. On peut cependant, se basant sur des sources dignes de foi, avancer le chiffre de 2 923 000 Palestiniens, répartis de la manière suivante : 900 000 en Transjordanie, 670 000 en Cisjordanie (la partie de la Palestine occupée depuis 1967), 364 000 à Gaza, 340 000 en Israël (la partie occupée de la Palestine depuis 1948), 240 000 au Liban, 155 000 en Syrie, 140 000 au Koweit, 33 000 en Egypte, 14 000 en Irak, 15 000 dans les pays du Golfe, 5 000 en Libye, 20 000 en Arabie saoudite, 7 000 aux États-Unis, 5 000 en Amérique latine et 15 000 en Allemagne Fédérale. D'après les plus récents recensements effectués par l'UNRWA, l'organisation de l'ONU d'aide aux réfugiés, il existe actuellement 1755 370 réfugiés palestiniens, dont 1506 640 sont assistés officiellement par cette organisation. Environ 830 000 réfugiés palestiniens vivent en Jordanie, y compris la rive occidentale occupée par Israël, 325 000 dans la bande de Gaza, les autres en Syrie et au Liban.

London.

^{1.} Sur le massacre de Deir Yassin, voir le témoignage du délégué de la Croix rouge, Jacques de Reynier: A Jérusalem, un drapeau flottait sur la ligne de feu, éd. de la Braconnière, Neuchatel, 1950, p. 72 et sq. John Kimche: The Seven Fallen Pillars, N. Y., Preager, 1953, p. 228; Begin Menachim: The Revolt: The Story of the Irgun, N. Y., Henry Schuman éd. 1951, p. 71 (c'est le leader du groupe qui commit le massacre). Sur d'autres massacres, voir: Sykes: op. cit. p. 400-401; Weinstock: op. cit. p. 234.

2. Erskine Childers: « The Other Exodus », in The Spectator, 12 mai 1961,

La population palestinienne est d'abord éclatée, de camps de réfugiés en camps de réfugiés, parfois distants de plusieurs centaines de kilomètres les uns des autres. Il n'existe pas, entre 1947 et 1967, une infrastructure politique palestinienne reliant les camps, avec une autorité politique représentative, pour l'ensemble des Palestiniens expulsés, et ceci jusqu'à l'apparition de la résistance : sans droits, jusqu'à la percée au grand jour de la résistance, ils étaient oubliés. La population palestinienne est aussi, dans sa grande majorité, une population misérable, puisque l'aide qui lui est fournie est insignifiante : trop pour mourir, pas assez pour vivre. Cette configuration sociale et économique (dispersion et désinsertion économique) du peuple palestinien a eu, pendant la période 1948-1967, des implications évidemment directes sur l'action de la résistance et a constitué une des causes de sa faiblesse.

L'environnement arabe

Un simple coup d'œil sur la carte politique du Proche-Orient fait apparaître une caractéristique spécifique de la résistance palestinienne: elle ne possède pas de territoire qui lui soit propre, aucun cadre géographique définissant les limites territoriales de la nation qu'elle entend défendre. Elle combat essentiellement à l'extérieur du territoire palestinien, fait sans précédent dans l'histoire des guerres de libération. Après l'expulsion de la population, les résistants sont appelés à utiliser les territoires arabes comme rampe de lancement. La résistance devient alors un facteur interne de la vie politique des États arabés, elle agit sur les affaires intérieures de ces États par la politisation conséquente qu'elle exerce sur l'ensemble des masses de ces pays: Syrie, Liban, Égypte et Jordanie.

Au début des années 40, le monde arabe était confronté avec des projets d'unité, différents et antagonistes. Le premier, appelé projet de la Grande Syrie, était soutenu par Abdallah de Transjordanie, et visait l'extension de l'Emirat de Transjordanie

jusqu'à la Syrie 1. Le deuxième, appelé projet du Croissant fertile, était prôné par Nouri El-Saïd d'Irak, et visait l'unification du Croissant fertile dans une espèce de Ligue arabe 2. Ces deux projets dissimulaient mal les visées hégémoniques de l'Irak et de la Transjordanie, et ne pouvaient que se heurter à l'opposition des Égyptiens, qui craignaient que le leadership du monde arabe ne leur échappe. C'est alors que l'Égypte prend l'initiative de présenter, à son tour, un projet d'unité aux gouvernements arabes. Le 25 septembre 1944, une conférence inter-arabe se tient à Alexandrie; et le 7 octobre, le protocole d'Alexandrie annonce la création de la Ligue des États arabes. Ce protocole fut élaboré par les délégations de la Syrie, de la Transjordanie, de l'Irak, du Liban et de l'Égypte, auxquelles fut adjoint Musa Alami, délégué des partis arabes de Palestine. Théoriquement, la Ligue semble être l'aboutissement des idéologies et des mouvements politiques - quoique encore à l'état de gestation puisqu'elles ne réalisent pas une unité organique — qui ont jalonné le processus nationalitaire dans le monde arabe depuis la fin du dernier siècle 3. Mais, dans les faits, la Ligue devenait un champ de bataille en miniature où « s'affrontaient toutes les tendances, tous les appétits, toutes les rivalités »4. Concernant la Palestine, la politique de la Ligue rejoint celle du Livre Blanc de 1939 5, c'est-à-dire la limitation de l'immigration juive et la préservation de la Palestine des visées sionistes. Mais ce n'était là qu'un objectif théorique, car la défense des intérêts

2. Sur le projet du Croissant fertile, cf. : Nouri El-Said : L'indépendance des arabes et l'unité (en arabe) Bagdad, La Presse gouvernementale éd. 1943.

3. Certains Arabes considéraient la Ligue comme « le pas le plus important

^{1.} Sur le projet de la Grande Syrie, cf. : Nicola Al-Durr : Ainsi elle a été perdue, et ainsi elle se récupère, (en arabe), Beyrouth, Dar El-Hawadeth, 1963, p. 85-110; Patrick Seale : Struggle over Syria (trad. arabe), Beyrouth, Dar El-Anwar, 1968, p. 21-32.

^{3.} Certains Arabes considéraient la Ligue comme « le pas le plus important dans le processus de l'unification arabe depuis la révolte arabe de 1915 ». Cf. Magid Khaddouri : « Towards en Arab Union : The League of Arab States », in American Political Review, février 1946.

^{4.} Jacques Berque: Les Arabes d'Hier à Demain, Paris, Le Seuil, 1969, p. 280-281.

^{5.} Le Livre Blanc de 1939 a été publié par l'Angleterre après la révolution palestinienne de 1936-1939. Il limitait l'immigration juive en Palestine.

palestiniens présupposait la lutte sans merci, non seulement contre les sionistes, mais aussi contre leurs alliés objectifs: les Anglais. Or, si la Ligue consacrait la suprématie de l'Égypte, dont elle était censée faire valoir les intérêts, elle n'était pas moins, à l'époque, dominée par l'Angleterre. Cette ambiguïté fondamentale entre les objectifs déclarés et les mesures prises sera à l'origine de ses tergiversations, chaque fois qu'elle fut confrontée avec le problème palestinien. Comment la Ligue pouvait-elle, en bonne logique, appuyer les revendications palestiniennes d'une libération totale de la Palestine — du Jourdain à la Méditerranée —, sans nécessairement rencontrer une levée de boucliers, au moins d'un de ses membres, la Jordanie, qui a annexé la Cisjordanie au royaume hachémite? La Ligue était l'expression de l'arabisme des patries, et non pas un prélude à l'unité arabe 1.

Les buts essentiels de la Ligue étaient, en 1945, d'arrêter l'immigration massive de juifs en Palestine, de protéger les terres de Palestine, de boycotter les produits sionistes, et finalement, de réaliser l'indépendance de la Palestine et son admission dans la Ligue. A cet effet, la conférence de Bludan, en juin 1946, proposa la création d'un Comité pour la Palestine, d'un organisme représentatif des Arabes de Palestine, d'un « fonds spécial pour la Palestine », d'un système de propagande pour la cause arabe. Tout cet échafaudage savant s'est réduit à néant en 1948. La Ligue fut alors dans l'incapacité d'empêcher la création de l'État d'Israël et ses membres de gagner la première guerre : ils affrontaient l'armée sioniste sans coordination ². Elle alignait face à l'ennemi des armées mal entraînées, sans commandement

^{1.} Boutros Ghali: « Le problème de la Ligue Arabe », in Renaissance du Monde Arabe, (colloque de Louvain, octobre 1970), Duculot, Gembloux, 1972, p. 479-488.

^{2.} Du 27 novembre 1947 au 15 mai 1948, les États formant la Ligue ont refusé d'intervenir en Palestine alors que les bandes sionistes massacraient les Palestiniens. On a même désarmé des Palestiniens qui s'entraînaient à Katanah. Certes, une armée de « sauvetage » fut constituée (Al-Inkâz), mais celle-ci resta inactive jusqu'au 15 mai, et inefficace après cette date. Pour plus de détails cf. Mounir Chafik: « Le problème palestinien de 1948 à 1950 et ses leçons », in Chou'un Filastiniyyah, nº 21, mai 1973, p. 69-81.

unique, et, plus grave encore, poursuivant des objectifs différents. Il ne viendrait à l'esprit de personne de croire que la Légion arabe, commandée par un Britannique, Glubb Pacha, devait libérer la Palestine : elle s'arrêta là où le roi Abdallah et les Britanniques voulaient qu'elle s'arrête. Mais il serait facile d'imputer tous les revers de la guerre à la seule Transjordanie. L'Égypte de Farouk, l'Irak de Nouri El-Saïd, la Syrie de Kouatly, étaient tout aussi responsables. Pour la plupart de ces régimes, la guerre permettait de se présenter comme les champions de l'arabisme, forme la plus sournoise, et la plus radicale, d'écrasement. Ajoutons que la guerre, surtout dans le cas de l'Égypte, allait fournir au Palais et aux Anglais, aux prises avec un mouvement patriotique de masse très puissant, « une occasion de reprendre vraiment l'initiative des événements, en utilisant le danger de la création de l'État sioniste comme un moyen de redonner à Farouk le rôle d'un dirigeant national » 1.

Sur la question du statut palestinien, après la guerre de 1948, les États de la Ligue ne s'étaient pas accordés. Réuni le 8 juillet 1948 à Alexandrie, le Comité politique de la Ligue décide de donner à la Palestine une « administration civile provisoire ». chargée de toutes les affaires d'administration générale, mais aucune question politique ne sera de son ressort. Lors d'une réunion politique tenue du 6 au 12 septembre 1948, Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue, dit à la presse : « ... La Ligue a formé une administration pour gérer les affaires vitales de la Palestine. Mais les Palestiniens sont libres de transformer cette administration en gouvernement ou de constituer un nouveau gouvernement 2. » Ce changement d'attitude de la Ligue, d'abord opposée à la constitution d'un gouvernement palestinien, ensuite favorable, s'explique sans doute par la volonté de l'Égypte (qui dominait la Ligue), de couper l'herbe sous le pied du roi Abdallah. Celui-ci exprimait son

^{1.} Mahmoud Hussein: La lutte de classes en Égypte de 1945 à 1968, Maspero, Paris, 1969, p. 79.

^{2.} Cité par les Cahiers de l'Orient contemporain, Paris, 1948, vol. XIV-XV, p. 140-141.

désir d'annexer à son royaume la partie de la Palestine occupée par la Légion arabe, l'Égypte espérait utiliser ce gouvernement dans sa politique anti-hachémite 1.

Le 15 septembre, le Haut comité arabe se réunit en Égypte sous la présidence du Mufti. Peu après, un « gouvernement arabe pour toute la Palestine » est constitué à Gaza. Le 30 septembre une « assemblée constituante » de 83 membres est réunie à Gaza. Elle élit comme président Haji Amin El-Husseini. Le 4 octobre, elle prend le nom de « Conseil national ». Peu après, les membres du gouvernement provisoire, fantomatiques, sont rappelés au Caire. Les Palestiniens opposés au Mufti et favorables à la Jordanie se réunirent à Amman le 2 octobre 1948. Ce Congrès palestinien devait voter une motion de défiance à l'adresse du gouvernement de Gaza. Le ler décembre, un second Congrès fut réuni à Jéricho, et décida que « soit constitué, de la Palestine à la Transjordanie, un seul royaume et que sa Majesté le roi Abdallah Ibn al-Hussein soit proclamé souverain constitutionnel de Palestine » 2. Immédiatement après l'annexion de la Palestine à la Transjordanie, le commandant militaire de la Palestine non occupée par Israël est remplacé par un gouverneur civil (en mars 1949). En décembre de la même année, les Palestiniens acquièrent la citoyenneté jordanienne et perdent leur citoyenneté palestinienne. En avril 1950, ont lieu les premières élections. Le parlement issu de ces élections proclame l'unité des deux rives. En mai, les grandes puissances (États-Unis, Angleterre et France) lancent leur Déclaration tripartite sur la sécurité des États de la région.

L'élimination du peuple palestinien de la scène politique a été

2. La bande de Gaza, géographiquement reliée à l'Egypte, restait évidemment en dehors de cette décision. Le texte des résolutions du Congrès : Abdallah El-Tell : « La catastrophe de Palestine », (Kârithat Falastin),

Matba'at-Misr, Le Caire, 1959, p. 378.

^{1.} Glubb Pacha parle de ce gouvernement « qui n'existe que sur le papier, qui n'avait ni territoire, ni budget, ni armée, ni fonctionnaire. Cette extraordinaire manœuvre fut généralement interprétée comme une tentative de l'Égypte pour s'assurer, grâce à un gouvernement fantoche, le contrôle de toute la Palestine arabe, tout en privant la Transjordanie et le roi Abdallah d'une autorité quelconque sur le pays ». (in, Soldat avec les Arabes.)

rendue possible par l'utilisation abusive du slogan « la libération passe par l'unité », la confiscation du pouvoir de décision du peuple palestinien par des régimes arabes non qualifiés, et enfin par la création du mouvement dirigé par Ahmed Choukeiri. Nous allons examiner ces trois éléments.

L'unité avant la libération : Pendant longtemps, les idéologues arabes estimaient que la voie pour la libération de la Palestine passait par l'unité. Et les Palestiniens eux-mêmes, il faut le reconnaître, avaient cru à ce mot d'ordre. Certes, le problème de l'existence commune des arabes a été, au cours des dernières années, le pivot des slogans. Les idéologues en firent même le centre de gravité de leurs constructions théoriques. Pour beaucoup d'entre eux, l'unité n'est même pas un devenir, elle est un acquis, présent dans le vécu des masses. Mais la définition de l'unité est différente selon les tendances. Grossièrement, il y a deux manières de concevoir l'unité.

1. « L'unité des régimes et des armées. » Certains arabes concoivent l'unité - définie comme une sorte de décision venue d'en haut — de transférer le pouvoir de décision politique de plusieurs appareils à un organisme unique. La défense des intérêts particuliers des régimes en place n'est pas étrangère à cette façon de voir. Mais puisque l'ennemi sioniste occupait une partie du sol national arabe (la Palestine) des voix se sont élevées, qui réclamaient l'unité des armées arabes, pour affronter l'ennemi sioniste. Là encore, des Palestiniens joignirent leurs voix à ce concert. L'unité des armées arabes signifiait le regroupement des forces armées arabes du Liban à l'Égypte. Mais aucun État arabe ne voulait risquer son armée dans une confrontation avec l'ennemi sioniste (qu'ils dénonçaient verbalement), tout d'abord car les armées constituent l'appareil central de certains États et le garant d'un certain type de régime. Enfin, la nature de ces armées est profondément marquée par l'éducation et l'entraînement, et aussi par une pratique militaire qui s'est soldée par trois défaites: 1948, 1956 et 1967. Ceci explique pourquoi la coordination militaire dont ces régimes parlaient tant, s'est révélée un vain mot. Les arabes avaient des chars et des blindés, pas une armée; ils avaient des avions et des aviateurs, mais pas une aviation.

2. « Unité de lutte des peuples arabes contre le sionisme et l'impérialisme. » Selon les partisans de cette conception, la lutte des peuples contre l'hégémonie impérialiste et son avant-garde sioniste, est la seule voie vers l'unité, définie alors comme une unité de lutte. Selon cette optique, l'unité n'est plus un thème de mobilisation de masses et son application n'est pas strictement militaire. Quant à la lutte, elle ne peut être que populaire et ne peut être confinée dans les limites patriotico-nationalistes. En d'autres termes, elle constitue « un approfondissement considérable de la notion de révolution sociale en conjonction avec la révolution nationale ». C'est poser le problème social comme condition de la révolution nationale... Concrètement, l'unité de lutte des peuples arabes aboutit nécessairement à la transformation de la réalité intérieure des régimes, au renouvellement des générations, à la reconstitution du potentiel moral de combat. Dans une pareille perspective, l'unité devient une dynamique capable de transformer la configuration politique, sociale et économiaue.

La confiscation du pouvoir de décision: Un deuxième facteur, qui explique l'élimination du peuple palestinien du jeu politique, réside dans la confiscation du pouvoir de décision par des leaders arabes, qui s'arrogèrent le droit de parler et de traiter en son nom. Le nassérisme voulait-il que le peuple palestinien descende dans l'arène politique, provoquant une cassure dans la continuité du mouvement nationaliste? La prise en charge directe de la défense et de la réalisation de leurs intérêts par les Palestiniens eux-mêmes, pouvait créer une situation nouvelle au sein du monde arabe, donnant force et prestige à un mouvement populaire qui se développerait en dehors des canaux traditionnels et en dehors des structures étatiques de n'importe quel État.

Malgré cela, bien des Palestiniens croyaient dans le nassérisme, devenu rapidement l'idéologie dominante dans le monde arabe. La politique hachémite à l'égard des Palestiniens a toujours été teintée d'ambiguïté, sinon d'hypocrisie. Ayant annexé une partie de la Palestine au royaume transjordanien, la famille hachémite s'est trouvée devant la difficile tâche de sauver l'intégrité du royaume, et de parler de la libération de la Palestine. Mais n'est-ce pas là rechercher deux objectifs contradictoires, car la libération de la Palestine ne passe pas seulement par le démantèlement des structures sionistes, mais aussi par la dislocation du « Royaume hachémite de Jordanie »? Ceci explique l'incompatibilité des déclarations guerrières de Hussein avec les mesures répressives, d'une rare violence, appliquées à l'égard des Palestiniens de 1950 à 1967. Les Palestiniens ne pouvaient, ni constituer des groupes de résistants ni posséder des armes ni constituer un parti pour la défense de leurs intérêts ni mobiliser les masses ni revendiquer le droit à une existence autonome. Mais la surenchère est payante. Hussein le savait. Kassem proposa pour sa part, en 1959, la création d'une « entité palestinienne autonome » à Gaza et en Cisjordanie, et annonça la création d'une armée palestinienne à Bagdad. Ces déclarations concurrençaient Nasser sur le terrain du nationalisme et du soutien à la cause palestinienne. Peu après, en mai 1960, le roi Hussein présida à Amman, un Congrès palestinien, dans le but de faire pièce au projet de Kassem. Bourguiba commença, le 6 mai 1965, une tournée des pays du Proche-Orient, au cours de laquelle il proposa une « politique par étapes », malgré la caution qu'il apportait au fait accompli de l'État d'Israël.

3. La création de l'organisation de Choukeiri : Malgré toutes les tentatives de casser le mouvement populaire dans le monde arabe, et de récupérer la cause palestinienne, en particulier, pour l'utiliser comme un moyen de « diversion », ou un atout politique, des noyaux de résistance purent se constituer dans la clandestinité, à partir de 1956. Bien que fort minoritaires, ces noyaux prirent de l'ampleur au début des années

soixante. C'est alors que, sous les injonctions de Nasser, le 1er Sommet d'Alexandrie, tenu au Caire, du 13 au 16 janvier 1964. en vue d'arrêter un plan commun face aux tentatives israéliennes de détourner les eaux du Jourdain, décida de créer une entité palestinienne. Le Sommet faisait écho à une proposition faite au Conseil de la Ligue arabe, lors de sa réunion du 15 septembre 1963. Ahmad Choukeiri, un avocat palestinien, est alors nommé président de « l'Organisation pour la libération de la Palestine 1 ». Son armée, l'Armée de libération de la Palestine, est partie intégrante des armées arabes. Et, le 28 mai 1964, Ahmad Choukeiri publiait un communiqué annonçant la naissance de l'OLP: « Réaffirmant les droits du peuple arabe palestinien sur la Palestine, sa Patrie. Confirmant sa volonté inébranlable de lutter pour la libération de sa patrie usurpée en mobilisant toutes ses forces matérielles, militaires et spirituelles afin de devenir son avant-garde militante et combattante. Résolu à réaliser le vœu le plus cher de la Nation arabe, tel que l'ont exprimé les décisions de la Ligue des États arabes et les débats de la Première conférence arabe au sommet. Et comptant sur l'assistance de Dieu. Je proclame, au nom du Premier Congrès arabe de Palestine tenu dans la ville de Jérusalem, ce jour du 28 mai 1964, la création de l'Organisation de Libération Palestinienne, afin qu'elle soit un organe de commandement, rassemblant et unissant toutes les forces du peuple arabe palestinien dans sa lutte pour la libération de sa patrie... Cette organisation était considérée par les autres organisations palestiniennes comme « un ministère des Affaires étrangères sans État », et on l'a désignée sans ambiguïté comme « une éponge pour aspirer l'ardeur révolutionnaire des Palestiniens ». Le fait qu'elle ait été monopolisée par la bourgeoisie palestinienne facilitait cette tâche. Là encore, la volonté de récupération du problème palestinien de la part de certains États arabes était apparente. Il s'agissait de couper l'herbe sous les pieds des organisations naissantes, qui avaient opté pour la

1. A ne pas confondre avec l'actuelle OLP dirigée par Yasser Arafat.

guerre populaire, et de constituer une voie officielle pour diriger le sursaut national palestinien.

La répression sioniste contre les arabes de Palestine

Une autre condition structurelle, expliquant la faiblesse de la résistance palestinienne, nous paraît être la politique repressive israélienne à l'encontre de la minorité arabe demeurée en Palestine occupée. Formant 14 % de la population, les Arabes demeurés « en Israël » sont devenus avec le temps « les juifs des juifs » 1, vivant sous un « régime colonial » 2. Ce régime colonial se caractérise par la spoliation systématique des terres arabes au profit ces immigrants juifs, par l'autorité militaire, par la discrimination dans la vie professionnelle et une situation culturelle et politique peu enviable 3. Il se caractérise également par les mesures adoptées pour briser le sentiment national et la conscience arabe palestinienne.

Sur le plan culturel, la population palestinienne, essentiellement rurale, qui était restée dans l'État sioniste, ne tarda pas à être soumise à un brutal blocus 4, et fut coupée, non seulement de sa culture, qui dut tant bien que mal se développer à l'étranger, mais aussi des courants idéologiques et culturels nouveaux dans le monde arabe. Cette entreprise coloniale de déculturation allait non seulement s'attaquer au patrimoine, mais aussi à la culture et à la pensée contemporaines, afin d'organiser l'isolement et la dépersonnalisation des Palestiniens, restés

Paris, 1970, p. 11.

^{1.} Cf. le chapitre consacré à la minorité arabe dans le livre de Marc Hillel :

Israël, en danger de paix, Fayard éd., Paris, 1968, p. 213-242.

2. L'expression est du député israélien Uri Avnery, in Haolam Hazé, 07/08/64.

3. Beaucoup de livres ont été écrits sur ce sujet. Dont : Sabri Geries : Les Arabes en Israel, Maspero, Paris, 1969; Jacob Landau : The Arabs in Israel, London, 1969; Walter Achwartz : The Arabs in Israel, London, 1959; Don Peretz : Israel and the Palestine Arabs, Washington, 1958; Al-Ard Co Ltd : Les Arabes en Israël, rapport anonyme adressé en 1964 à son Excellence le Secrétaire général des Nations-Unies, N. Y., paru dans les Temps Modernes, op. cit. p. 792-810.

4. Cf. Abdellatif Laabi: La poésie palestinienne de combat, Pierre-Jean Oswald

en Israël 1. C'était dans la logique des choses, car le dessein sioniste en Palestine ne pouvait aboutir, en bonne logique coloniale, sans s'attaquer à l'histoire et à la mémoire du peuple palestinien. L'État d'Israël, reposant sur l'idée de l'exclusivité raciale et culturelle juive, ne peut non seulement concevoir de place pour les Palestiniens, mais doit faire disparaître jusqu'au souvenir de leur histoire et de leur culture : les sionistes interviendront dans l'histoire des Palestiniens vivant en Israël afin de l'orienter en fonction de leur stratégie de déculturation. Naturellement, la population Palestinienne scolarisée atteint des taux largement inférieurs à ceux des juifs 2.

Sur le plan politique, la situation des Palestiniens présente bien des particularités. Le fondement de la politique israélienne consiste, tout bonnement, à nier leur existence nationale. La législation d'exception a réussi à merveille à empêcher la communication entre les villages arabes et à renforcer le particularisme local. Niant le fait palestinien, le gouvernement s'emploie à diviser la communauté arabe en une poussière de communautés religieuses ou ethniques, dont on affecte de ne pas voir la caractéristique nationale commune. C'est ainsi que les circassiens et les druzes font l'objet d'un régime préférentiel, et que les autorités exploitent les vieilles rancunes locales pour les dissocier de la masse par un traitement de faveur. « Israël » est une de ces « démocraties » où toutes les apparences sont sauves. De ce fait, il est indéniable que les Arabes disposent de certains canaux d'expression, tels que les partis politiques. Quelques observations méritent cependant d'être soulevées ici.

a. Toute la vie politique villageoise est marquée par l'intervention constante des autorités militaires dans les affaires intérieures de la communauté arabe³:

^{1.} Sur l'ensemble de ce problème, voir l'excellent article de Ghassan Kanafani. La situation culturelle des Arabes en Palestine occupée, trad. de Samia Asaad,

ronéotypé, s. d., 16 p.

2. Dans Sabri Geries : op. cit. p. 258 et sq.

3. Des exemples dans Abner Cohen : Arab Border Villages in Israel, Manchester, 1965, p. 88 et sq.

b. La répression de tout mouvement nationaliste arabe est quotidienne;

c. Les Arabes constituent pour les partis politiques, une sorte de « butin électoral ». D'ailleurs les listes arabes sont essentiellement constituées par des leaders traditionnels et développent souvent la division confessionnelle parmi eux. Ces listes, surtout celles du Mapai, jouissent de « l'appui de tous les services gouvernementaux soumis au Mapai, surtout du gouvernement militaire » 1.

Dans sa quête aux suffrages arabes, le parti Mapai fut suivi par le parti des Sionistes généraux, le Parti Progrossifim, le parti Ahdout Aavoda, le parti Mapam, le parti Herout, les partis religieux et le parti communiste. C'est ce dernier qui a le plus d'affiliés arabes. Issu d'une fusion, le 22 octobre 1948, entre les organisations communistes juives et arabes d'Israël, il s'appelle depuis le Maki. Il publie en langue arabe un semihebdomadaire. Al-Ittihad. un mensuel. Al-Jadid. une revue mensuelle pour les jeunes, Al-Ghad et une revue idéologique Al-Darb. Le Maki atteint l'apogée de son influence chez les Arabes d'Israël en 1958, après la création de la RAU. Durant cette période, le parti communiste crée le « Front arabe » qui devient par la suite le « Front populaire ». Après la scission de la RAU, en 1961, le parti abandonne les slogans nationalistes pro-arabes et perd une grande partie de son influence. On note actuellement une désaffection vis-à-vis des partis politiques. Plus utilisés à des fins électorales que véritablement défendus, les Arabes en sont arrivés à la conclusion que, quels que soient les discours, les slogans et les promesses, ils ne pourront jamais compter sur les partis politiques israéliens pour faire reconnaître leur personnalité politique arabe, car « reconnaître une pareille personnalité, n'est-ce pas mettre en question la spécificité juive qui assure le fondement de l'État sioniste d'Israël » 2 ?

Est-ce à dire que le mouvement national parmi les Arabes

^{1.} Maariv du 07/10/59.

^{2.} Jacques Lefort : « Israël et les Palestiniens », Le Monde, 18/08/67.

d'Israël est renvoyé aux calendes grecques? Certes pas. Parmi les signes avant-coureurs d'une prise de conscience nationale, signalons la réunion à St-Jean d'Acre en juin 1951, de 7 000 Arabes venus de 14 villages de Galilée, exigeant le retour de leurs terres. A cette manifestation a succédé, l'année suivante, une grève déclenchée en guise de protestation contre la « loi sur la nationalité » 1, qui consacrait le ségrégationisme juif.

Une première tentative de donner une expression politique aux revendications des Arabes s'est concrétisée par la constitution en 1952 de La Ligue des Poètes dont les membres se recrutaient dans les cercles culturels arabes et dans certains milieux des juifs irakiens. L'action de la « Ligue », qui a sympathisé avec le Maki entre 1952 et 1956, se limitait essentiellement à l'envoi de requêtes, de mémorandums, ou à l'organisation de meetings publics, mais elle n'a pratiquement jamais pris un « caractère violent », de « confrontation armée. » Il ne fallait « donner aucun prétexte au gouvernement pour sévir encore plus contre la population arabe », affirmaient ses dirigeants. Cela n'a pas empêché la police israélienne d'intervenir violemment, lors d'une manifestation organisée le 1er mai 1957 à Nazareth. blessant grièvement plusieurs manifestants, en interpellant plus de 300 autres. C'est à la suite de cette manifestation que fut ' décidée la création du Front arabe dont il a été déjà question. Une scission déchira le Front, à la suite du conflit égyptoirakien, et ses leaders nationalistes décidèrent de fonder, en avril 1959, le groupe Al-Ard, autour de l'hebdomadaire du même nom. Deux semaines après sa parution, l'hebdomadaire fut suspendu et six rédacteurs traduits devant le tribunal. Plus tard, Tel-Aviv déclara l'organisation « illégale » et la dissout, en justifiant cette mesure par un recours à une loi ottomane de 1903. Cette dissolution souligne le statut colonial des Arabes. En fait, le programme d'Al-Ard constituait un défi à l'idéologie

^{1.} C'est la fameuse « Loi du Retour » qui reconnaît d'office comme citoyen israélien, tout immigrant juif qui va en Israël. Cf. Joseph Badi: Fundamental Laws of the State of Israel, N. Y., 1960, p. 156.

sioniste. Cette castration politique et culturelle 1 des Arabes vivant en Israël trouve son fondement dans la conception de l'altérité juive qui assure le soubassement idéologique de l'État israélien.

Malgré toutes les brimades et les persécutions dont furent victimes les Arabes, ils surent développer une véritable conscience nationale. Écrivains et poètes y participèrent. Nous citerons, au hasard de la mémoire, les noms devenus célèbres des poètes Samih el-Kassem, Mahmoud Darwiche, Tawfiq Zayyad². L'avocat palestinien, Sabri Geries, qui écrivit en hébreu son livre Les Arabes en Israël, en 1965, a été depuis 1964 assigné à résidence à Haïfa et, à sept reprises, incarcéré. Ses avocats, également arabes, Ali Rafi et Hanna Nakara, furent eux-aussi assignés à résidence. Dans sa prison de Damoun, Sabri Geries connaît le régime des condamnés de droit commun. Pour protester contre sa détention illégale, il entame une grêve de la faim avec 17 co-détenus. Même libéré, en 1970, Sabri Geries n'aura-t-il finalement apporté que ce témoignage : « Les Arabes sur cette terre, doivent se taire ou partir ». 3 Ce sont essentiellement les écrivains et les poètes qui surent organiser cette résistance passive à l'occupation sioniste, en orchestrant la démonstration de l'existence du peuple palestinien, de sa permanence, de sa continuité et de son identité 4. Mais cette forme de résistance appelle trois remarques :

a. Elle a pris de l'ampleur surtout après 1960. Ceci s'explique par le fait qu'à la création de l'État d'Israël, la composition de

2. Recueil de leurs poèmes dans Abdel-Latif Laabi : op. cit. et dans Mahmoud Darwiche: Poèmes palestiniens: les fleurs du sang, (Trad. d'Olivier Carré), Cerf, Paris, 1970, 132 p.

3. Sur la détention de Sabri Geries, voir l'article de François Maspero: α Pour Sabri Geries, Arabe en Israēl », in Le Monde, 13 mai 1970.

^{1.} A cet égard la déclaration de l'Israélien Gardèche, responsable de l'enseignement arabe en Israël, est éclairante : « Les anciens enseignants (arabes) ne doivent pas se croire aussi fixés qu'un clou, si profondément enfoncé qu'on ne puisse le bouger. Je creuserai autour, et je l'arracherai » in Al-Ghad, nº 2, mars 1967.

^{4.} Pour une analyse conceptuelle de la poésie palestinienne de combat, voir Olivier Carré: L'idéologie palestinienne de combat, Armand Colin, éd. Paris, 1972, p. 35-55 et p. 119-127.

la société arabe palestinienne est complètement bouleversée. La quasi totalité de la population urbaine ayant été forcée à quitter leurs foyers, la majorité des Arabes demeurés sur place sont des ruraux. Or les villes n'étaient pas uniquement le siège du commandement politique; elles étaient celui de la direction culturelle et idéologique. Aussi au lendemain de la perte de la Palestine, il ne restait plus d'axe culturel arabe qui pût constituer le noyau de la renaissance d'une littérature et d'une poésie de combat. Il a fallu attendre qu'une nouvelle génération prenne le relais des générations d'écrivains exilés;

- b. Le thème central de la poésie palestinienne de combat c'est la terre. Gardien-dépositaire du patrimoine le plus précieux, le poète palestinien, reviendra constamment sur l'origine et la réalité de ses racines;
- c La résistance palestinienne dans les territoires occupés depuis 1948 n'a pas su se hisser à un niveau révolutionnaire, dans le sens d'un recours à la lutte armée. Cela s'explique par la prédominance, dans la société rurale, de la mentalité « féodale », l'isolement des masses palestiniennes vivant en Israël et les difficultés de communication entre villages arabes à cause du régime militaire.

L'atomisation de la société palestinienne aboutit tout naturellement à une coupure nette opérée au sein du peuple, à un manque de communication entre ses fils, à l'absence d'un trait-d'union, à la cessation de toute pratique politique et sociale (du fait de l'hostilité de l'environnement et de l'impérialisme à tout mouvement de masse dans la région) ¹. Ces effets acquièrent toute leur signification, et se trouvent aggravés, par l'affaiblissement du mouvement national palestinien dans la période qui suivit la publication du Livre Blanc de 1939 jusqu'à la création, sur le sol palestinien, de l'État israélien, en 1948. De nombreux intellectuels, originaires de la petite ou de la grande bourgeoisie,

^{1.} Voir l'article du Dr. Hossam Al-Khatib : « La Révolution palestinienne : vers où va-t-elle? », in Chou'un Filastiniyyah, nº 4, septembre 1971, p. 7.

ont rallié des courants politiques et des organisations nationalistes, même religieuses — comme les Frères Musulmans.

Ainsi, à partir de 1952-1953, des partis politiques tels que le Ba'th, le Mouvement nationaliste arabe (Harakat al-Kawmiyyin al Arab), les Frères musulmans, ont leur branche palestinienne. Par ailleurs, l'adhésion des Palestiniens au Parti communiste jordanien en renforce énormément les rangs. Au crédit de ces intellectuels il faut mentionner la publication, dès 1952, d'une revue hebdomadaire, intitulée Nashrat al-Tha'r, qui a joué un rôle important dans le réveil des masses, malgré les limites de sa ligne idéologique.

Nashrat al-Tha'r 1

Cette revue dont le premier numéro avait paru le 20 novembre 1952 était publiée par un « Comité de résistance à la réconciliation avec Israël », issu du noyau du mouvement des nationalistes arabes (dont le fondateur était un Palestinien : Georges Habache). Paraissant jusqu'en 1958, la revue eut un impact considérable, publiant les premiers essais d'analyse et de théorisation. Dans son analyse de la catastrophe de 1948, la revue attribue les causes de la défaite à « l'anarchie, l'hypocrisie, la trahison dans le camp arabe, « à la situation du peuple arabe », à « l'ignorance », au « manque de mobilisation de toutes les énergies », ainsi qu'à la « division », la « mentalité régionaliste » et à « l'absence de travail clandestin ». Ces causes se trouvaient cependant éparpillées, ici et là dans les numéros de la revue, et jamais réunies dans une analyse globale et exhaustive des contradictions du mouvement national arabe dans son ensemble, de la violence de la ruée sioniste, et de la nature de la poussée impérialiste dans la région. Ce manque de rigueur dans l'analyse se retrouve dans la définition de l'ennemi.

^{1.} Cf. Ossam Sakhnini « Nashrat al-Tha'r : Lecture des prémices de la pensée de la résistance », in *Chou'un Filastiniyyah*, mai 1973, nº 21, p. 119-127 (Nous nous inspirerons de cet important article).

On voit alors toute la réflexion idéaliste de Nashrat al-Tha'r, qui refuse la distinction entre judaïsme et sionisme, « deux noms pour une même chose ». Cette réflexion qui dote les juifs d'une « essence immuable » quels que soient les contextes socio-historiques dans lesquels ils vivent », nuit sûrement à la compréhension fondamentale du sionisme. Mais elle s'explique par la traumatisation de cette génération d'intellectuels, exilés de leur pays, à la suite de l'établissement violent de l'État sioniste en Palestine. Depuis lors, la pensée révolutionnaire a parcouru un long chemin. Concernant la solution du problème palestinien et les méthodes à choisir, Nashrat al-Tha'r lutte contre « le retour partiel », le « dédommagement », les « négociations » et les projets « d'établissement des Palestiniens » ailleurs qu'en Palestine.

L'insistence sur l'importance du nationalisme arabe, conduit les intellectuels palestiniens à mettre en relief son thème originel : l'unité arabe, point central de toute l'histoire du mouvement nationaliste et de ses composantes diverses et dissidentes. La nécessité de cette unité découle d'un constat : la division qui déchire les pays arabes ne leur permet pas d'affronter les juifs. C'est donc une nécessité. Il s'agit de remplacer l'équation « plusieurs contre l'ennemi » par « tous contre l'ennemi ». Et la victoire est assurée, non seulement face à l'ennemi israélien, mais aussi face à l'impérialisme. La part des masses dans cette unité est assez réduite, mais présente. Le peuple arabe est décrit comme « un facteur efficace dans la bataille... obligeant les gouvernements à exécuter sa volonté, ou même les remplaçant par des directions capables de mobiliser ses énergies et ses forces ». Mais la revue n'accorde pas beaucoup d'attention aux « réfugiés palestiniens » avant 1955, c'est-à-dire trois années après sa création. Les réfugiés sont appelés à « contribuer » à résoudre leurs problèmes et ceux de la nation arabe.

Ayant analysé les principaux thèmes autour desquels pivotait l'argumentation de Nashrat al-Tha'r, force est de reconnaître ses limites idéologiques. C'est surtout apparent dans la prépondérance d'une idéologie de type traditionnel, dans laquelle les

masses ne sont pas appelées à jouer un rôle moteur. Malgré cela, Nashrat al-Tha'r a eu le mérite de dénoncer tous les complots qui se tramaient dans la région contre le peuple palestinien, et principalement les projets de l'UNRWA (United Nations Relief Works Agency) qui visaient à l'établissement définitif des réfugiés dans les territoires arabes. La réhabilitation des réfugiés ne pouvait signifier que la reconnaissance du fait accompli israélien, et la perte définitive de la Palestine, ce qu'ils ne pouvaient logiquement accepter.

La naissance de la résistance armée

Dès 1953, un groupe de Palestiniens, résidant dans la bande de Gaza, prit l'initiative d'organiser des opérations de commandos contre Israël. Ce groupe était entraîné par les Égyptiens ¹ et beaucoup plus destiné à ajouter aux soucis d'Israël qu'à constituer le noyau d'une organisation autonome. Mais c'est en « représailles » aux opérations de ce groupe, que les autorités militaires lancent un raid de grande envergure sur Gaza, le 28 février 1955, tuant plusieurs Palestiniens, et un bon nombre d'officiers égyptiens.

La défaite militaire égyptienne lors de la guerre de Suez et l'occupation israélienne de la bande de Gaza 2 incitèrent des Palestiniens à constituer un mouvement de lutte armée. L'idée a germé dans la tête d'étudiants, essentiellement. Elle se concrétise peu après avec la constitution du premier noyau du Fath. Après 1956, plusieurs cellules clandestines de la nouvelle organisation sont créées; mais le développement du mouvement va à contrecourant, ses adhérents sont poursuivis et emprisonnés. Malgré la répression, le mouvement commence en 1959 la publication d'un magazine, « Notre Palestine », édité au Koweit et publié à Beyrouth. Le magazine appelle à la palestinisation du problème,

^{1.} Cf. Leila Kadi: Basic Political Documents of the Armed Palestinian Resistance Movement, PLO Research Center, Beyrouth, 1969, p. 15.
2. Cf. A. Alencastre: El-Fath, les commandos arabes en Palestine, SNED, éd., Alger, 1970, p. 40.

dans ce sens que les gouvernements arabes devraient laisser les coudées franches aux Palestiniens pour travailler à la libération de leur pays. Mais l'unité réalisée entre l'Égypte et la Syrie, en 1958, éclipse ces tentatives. Bien plus, les membres du Fath n'ont pas bonne presse dans le monde arabe.

Deux événements, survenus en 1961 et 1962, jouent en leur faveur. D'une part, l'effondrement de l'unité syro-égyptienne porte un coup dur à toute velléité d'unification, qui devait être le préambule à la libération de la Palestine. D'autre part, l'Algérie accède, après sept ans de lutte, à l'indépendance. Ceci prouvait que la guerre populaire, à laquelle appelait le Fath, pouvait être efficace. Les dirigeants reprennent donc confiance et, malgré la répression, leur mouvement prend de l'ampleur. En décembre 1964, le Fath lance sa première opération. Le 1er janvier 1965 est publié le 1er communiqué militaire de la branche militaire du Fath, Al-Assifa (la tempête) : « Jour où commence notre guerre de libération, début d'une traversée bien longue, sur un chemin ardu, mais traversée aux résultats certains, car il n'y a pas d'autre chemin qui mène à la libération. Notre peuple n'a le choix qu'entre la lutte et la soumission: nous n'avons rien qui puisse faire l'objet de compromis ou de marchandage. » Mais, très rapidement, naissent d'autres groupes militaires. La branche militaire du Mouvement des nationalistes arabes, Abtal al-Audeh (Les héros du retour), inaugure ses activités en 1966. Un autre groupe issu du Mouvement des nationalistes, Munazzamat Shabab al-Tha'r (Organisation des jeunes de la vengeance), lance sa première opération contre Israël à la veille de la bataille de juin 1967. Une organisation militaire, connue sous le nom de Front de Libération de la Palestine (Jabhat Tahrir Filistin) est mise sur pied par Ahmad Jibril et Ahmad Za'rour. Ainsi, à la veille du 5 juin, plusieurs organisations palestiniennes entrent sur la scène politique proche-orientale. Ces organisations, toutefois, agissent comme l'avant-garde de la population : les camps de réfugiés n'occupent pas de positions stratégiques, au même titre que les villages ou les petites villes du Vietnam.

De juin 1967 à la bataille d'octobre 1973

Le 5 juin se termine cette période où les Palestiniens sont — aux yeux du monde — « un conglomérat de réfugiés négociables ». Cette date inaugure aussi l'époque d'émergence du mouvement de résistance. Ainsi, la défaite des armées classiques des États eut le mérite de faire sauter le verrou qui retenait paralysées les forces de combat de la population palestinienne, permettant ainsi la percée du mouvement armé.

Quelques conséquences de la « guerre des Six jours »

Sans analyser la guerre, objet de tant d'ouvrages — les pires et quelques uns plus honnêtes —, nous devons en présenter les faits les plus saillants : pacte de défense mutuelle syro-égyptien (novembre 1966); grave intervention militaire israélienne contre des villages jordaniens frontaliers, à Samou' notamment (13 novembre), sans réactions jordaniennes; manifestations palestiniennes à Hébron, Naplouse, Ramallah, Jérusalem, aux cris de « Des armes au peuple! » et répression par la Légion arabe (14-15 novembre); rupture entre le roi Hussein et l'OLP (29 novembre) : l'aviation israélienne survole Damas et abat six Mig syriens, en « représailles » à des opérations de fedayin palestiniens (7 avril 1967); message égyptien à l'ONU annoncant, selon le droit strict de l'Égypte, le départ d'une partie des forces de sécurité onusiennes, stationnées depuis 1957 à Gaza (18 mai) ; fermeture par Nasser du Golfe d'Akaba à tout navire israélien et à tout cargo transportant vers Israël du matériel considéré comme stratégique (22 mai) 1; Pacte de défense mutuelle égypto-jordanien et réconciliation entre Hussein

^{1.} Cette mesure prise par Nasser est juridiquement irréprochable. Cf. « La Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë », Genève, 29 avril 1958, reproduite par l'Association internationale des juristes démocrates : Le conflit du Moyen-Orient, Notes et documents (1915-1967), p. 120-128.

et l'OLP (30 mai); adhésion de l'Irak audit Pacte (4 juin); attaque israélienne, décidée dès le ler juin contre l'Égypte, la Jordanie et la Syrie tour à tour (5-10 juin) 1; cessation des hostilités sur tous les fronts (10 juin au soir) avec pour résultat la perte pour les États arabes vaincus de 70 000 km² de territoire, dont les 5 500 km² de la Cisjordanie et la Bande de Gaza, c'est-àdire toute la Palestine restée arabe depuis 1949.

Réuni en novembre 1967, le Conseil de sécurité parvient à une résolution demandant l'évacuation des territoires arabes occupés par l'armée israélienne, l'instauration de frontières définitives « sûres et reconnues » et le règlement du « problème des réfugiés ». La résolution est acceptée par les belligérants de la région 2, excepté Israël, la Syrie, l'Irak et, tout naturellement, la résistance palestinienne. Les Palestiniens ont d'ailleurs, à maintes reprises, réitéré leur refus de cette résolution, pour la simple raison qu'elle réduit le fond du problème palestinien l'implantation en territoire arabe d'une population étrangère sioniste — à un simple problème de frontières et de pain. Elle saisit le problème palestinien dans une étape de son évolution, et se refuse à l'examiner dans sa globalité historique. D'autre part, la résolution est rejetée car elle consacre le fait israélien, entérine le fait accompli, puisque le retour aux frontières de 1967 n'affecte en rien l'état antérieur; bien plus, il libère Israël de ses obligations antérieures et lui donne de nouvelles garanties, y compris « l'obligation » imposée aux Arabes de reconnaître « la souveraineté et l'intégrité territoriale d'Israël ».

nº 8. avril 1972, p. 5-18 et surtout p. 12-18.

^{1.} Décidée le 1er juin, l'attaque israélienne était préparée de longue date. Cela ressort des déclarations des généraux israéliens, notamment du brigadier Cela ressort des déclarations des généraux israéliens, notamment du brigadier Mordechai Hod, commandant de l'armée de l'air israélienne, juillet 1967 : « Le plan de seize ans s'était réalisé durant ces 80 premières minutes. Nous vivions avec le plan, nous dormions dans l'idée de ce plan. Nous nour-rissions de ce plan. Nous le perfectionnions constamment », cité par le Sunday Times, Londres, 16 juillet 1967, p. 7.
2. Sur les attitudes arabes face à la résolution, voir : Dr Fayez Sayegh : « Moulahathât 'Ala Karar Majlis Al 'Amn Raqm 242 (Remarques sur la résolution du Conseil de sécurité n° 242), in Chou'un Filastiniyyah, Beyrouth, n° 8. avril 1972, p. 5-18 et surtout p. 12-18.

Rappelons que Harold Beeley et Lord Caradon ont présenté le projet de résolution couronné de succès, et cela dans une forme telle, que chacun des partenaires croira y trouver son compte en l'interprétant au mieux de ses thèses. Si les Arabes ont eu satisfaction en voyant énoncer en tête de motion « le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés lors du récent conflit » et en obtenant que soit « déclarée inadmissible l'acquisition de territoires par la guerre », les Israéliens enregistrent la formulation d'objectifs vainement recherchés dans le passé, à savoir « la cessation de toute assertion de belligérance ou de tout état de belligérance, le respect de la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque État de la région et de leur droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues... » de même que leur est assurée « la liberté de navigation sur les voies d'eau internationales de la région ». Mais, au-delà d'un effort de sémantique par lequel chaque partie voulait soumettre le texte de la résolution à un sens favorable exclusivement à ses propres positions, il ressort clairement que les Arabes avaient été amenés à de larges concessions. Car, si on met dans les deux plateaux de la balance ce que la résolution apporte aux Arabes et ce qu'elle apporte à Israël, elle pencherait, il faut en convenir, du côté israélien : en tout premier lieu, il y a le respect et la reconnaissance de la souveraineté d'Israël et l'intégrité de son territoire. En deuxième lieu, il y a la création de zones démilitarisées. Or, ni avant, ni depuis la bataille de juin 1967, Israël n'a vu ses visées si pleinement réalisées. Par contre, ce que la résolution reconnaît aux Arabes est minime. En effet, la restitution des territoires occupés ne leur apporte rien. Quant à la nécessité de réaliser un « juste règlement du problème des réfugiés » palestiniens, elle est très en decà de la résolution du 2 décembre 1948 qui reconnaît aux Palestiniens « le droit au retour dans leurs foyers » et le droit à des indemnités pour ceux qui décident de ne pas rentrer dans leurs foyers. Ainsi, et c'est l'élément le plus grave de la résolution 242, aucune mention n'est faite de la possibilité de retour pour les Palestiniens, ni la reconnaissance du fait national palestinien, devenue aujourd'hui une revendication fondamentale et commune de tous les mouvements de résistance. Les Palestiniens sont réduits à une « masse de réfugiés » sans personnalité politique; leur volonté politique devrait s'effacer devant les exigences de la coexistence pacifique des superpuissances.

L'analyse arabe de la défaite : « Peu d'événements dans l'histoire du monde arabe contemporain peuvent être comparés à la défaite de juin 1967 ». De par son ampleur et la profondeur de son impact sur les consciences arabes, elle marque un véritable tournant historique. Elle a bouleversé toutes les données politiques arabes, et contraint les forces politiques, les courants idéologiques — au prix d'une critique souvent rigoureuse et féconde — à s'interroger sur les raisons de cet échec et à réfléchir sur les conditions de leurs propres sociétés. A la question « pourquoi avons-nous été vaincus? », les Arabes ont apporté trois réponses, qui représentent les trois grandes visions qui dominent la pensée arabe depuis la première Nahda, à savoir, l'Islam politique, le modernisme libéral et le radicalisme révolutionnaire.

Les tenants du retour à l'Islam attribuent la défaite au manque de foi. Dans un ouvrage récent, un représentant de ce courant islamique écrit : « Les Arabes ont renoncé à leur foi en Dieu. Aussi, Dieu s'est-il séparé des Arabes 1. » L'auteur en arrive tout naturellement à préconiser le refus de la rationalité du monde moderne et le retour à l'ordre traditionnel. On a assisté d'ailleurs, depuis la défaite de 1967, à un certain réveil de l'intégrisme musulman dans les pays arabes, plus particulièrement en Égypte et en Libye. Or le réveil de l'intégrisme musulman a coïncidé, comme toujours, avec les moments de reflux du mouvement national. Comme l'écrit fort pertinemment Laroui « la traditionalisation d'une société est souvent, et peut-être toujours, contemporaine d'une menace d'hégémonie exté-

^{1.} Ahmad Baha' El-Din, in *Démocratie nouvelle*, fév. 1968, p. 41-42, cité par Hossam Issa dans son excellente communication au colloque de l'IPALMO (Florence, 14-15 décembre 1972).

rieure : elle n'en est pas la cause et ne peut en être l'excuse. » Les modernistes libéraux, sans minimiser les effets de la défaite, en attribuent les causes à la déficience technique : effet de surprise, incapacité des chefs militaires arabes, etc. « Sur le plan militaire, la raison principale de la défaite, écrit un des meilleurs représentants de cette tendance, est que nous ne pensions pas que la guerre aurait lieu. La seconde raison de l'échec est le statut archaïque de la direction militaire, c'est-à-dire de l'étatmajor, statut basé sur les privilèges: c'était un état-major ancien qu'on ne renouvelait pas... ». Heykal, alors rédacteur en chef d'Al-Ahram, devait quant à lui mettre l'accent sur la centralisation excessive du pouvoir de décision militaire, l'incapacité d'employer les armes et sur la bonne préparation de l'ennemi. Dans la même lignée, nous pouvons classer des auteurs comme Constantin Zoureiq 1 et Zaki Naguib Mahmoud 2 et, jusqu'à un certain degré, Hisham Sharabi 3 et Hassan Saab 4. Pour ces auteurs, la révolution technologique doit s'accompagner d'une révolution dans le sens de la rationalité, dans la pensée, le mode de vie, le langage et l'institution militaire. La pensée radicale va plus loin. Les efforts des intellectuels radicaux sont portés tant sur « la dualité dans la conscience arabe, entre la science et la mentalité religieuse 5 », que sur l'analyse du mécanisme de la formation de la nouvelle classe au pouvoir, et sa

2. Zaki Naguib Mahmoud : Tajdid al-Fikr al arabi (La rénovation de la pensée

^{1.} Cf. Constantin Zoureiq: Ma'na al Nakbah (La signification de la catastrophe), Dar al-tali'a, Beyrouth, 1967.

Zaki Naguib Mahmoud: Tajdid al-Fikr al arabi (La rénovation de la pensée arabe), Beyrouth, 1972.
 Cf. Hisham Sharabi: Palestine and Israel: The Lethal Dilemna, Pegasus, New York, 1969, p. 131-137. Pour cet auteur, quatre éléments permettent de comprendre la défaite de juin: absence de science, comprise ici comme une attitude de l'esprit (attitude of mind), mobilisation inefficace des ressources (inefficient mobilization of ressources), absence de pouvoir d'organisation et absence de discipline (p. 132-133).
 Hassan Saab: Tahdith al'Aql al'arabi. Dirasât hawla al-Thawrah al-Thaqâ-fiyyah al-lazima li-al taqaddum al arabi fi al-asr al hadith (Modernisation de la raison arabe. Études sur la révolution culturelle indispensable au déveoppement arabe à l'époque moderne). Beyrouth. 1969.

oppement arabe à l'époque moderne), Beyrouth, 1969. 5. Olivier Carré : « Évolution de la pensée politique arabe au Proche-Orient depuis juin 1967 », in Revue française de science politique, vol. XXIII, nº 5, octbore 1973, p. 106.

transformation en une nouvelle bourgeoisie; sur la démystification de son idéologie, comme de toutes ses options économiques et
sociales. Pour les radicaux, « il ne s'agit pas uniquement de
démontrer l'incapacité de cette classe à réaliser les objectifs de
la révolution sociale, mais surtout son incapacité à réaliser
l'objectif national primordial, la libération 1. » Or cette libération, compte tenu des réalités de la coexistence pacifique et de
l'équilibre géopolitique dans le monde et dans la région, « ne peut
être obtenue que par une guerre prolongée, une action globale
des masses populaires arabes et des États directement visés,
dans la longue durée de l'histoire 2. » C'est essentiellement
dans cette ligne de pensée que se situe la réflexion révolutionnaire
palestinienne 3.

La résistance palestinienne jusqu'à septembre 1970

Après la défaite de juin, le sentiment nationaliste des masses, profondément blessé, bouleversé, désorienté, se raccroche à la résistance, qui décide dès juillet 1967, de continuer le combat. Elle ne se soumet donc pas au cessez-le-feu confirmé par les États arabes au Sommet de Khartoum (29 août 1967). Les volontaires palestiniens affluent de toutes parts et s'enrôlent. Le gonflement exagéré du mouvement, surtout après la victoire de Karameh (21 mars 1968), aboutit à une bureaucratisation des organisations et pose, tout naturellement, de graves problèmes de politisation et d'organisation. Mais l'action militaire est privilégiée et le harcèlement de l'armée sioniste est quotidien. Le niveau d'action sur le front jordanien reste constant jusqu'en septembre 1970, tandis que le front libanais est activé à partir d'août 1969 et que les opérations à Gaza s'accentuent fortement en 1970. Selon des sources d'information israéliennes, les pertes civiles et militaires

^{1.} Hossam Issa, article déjà cité, p. 20.

^{2.} Anouar Abdel Malek: La Pensée politique arabe contemporaine, op. cit.

de Belal El-Hassan: « La compréhension palestinienne de la défaite de juin », in Chou'un Filastiniyyah, juillet 1971, nº 3, p. 5-19.

israéliennes dues aux opérations palestiniennes atteignaient entre juin 1967 et février 1970 la moyenne mensuelle de 7 personnes ¹. Mais ce bilan est sûrement restrictif. En Cisjordanie, la résistance prend la forme de manifestations violentes, de grèves, de protestations, mais il n'existe pas, entre 1967 et 1970, de maquis proprement dit, comme lors de la révolte de 1936-1938. Il faudrait trouver les raisons de l'absence d'une véritable résistance armée en Cisjordanie, dans les conditions socio-économiques particulières à cette région (importance du secteur tertiaire, de la petite propriété), la politique de répression pratiquée par le régime hachémite avant 1967 (dissolution des partis politiques et leur interdiction), et tout naturellement la répression sioniste.

Dès juillet 1969, on assiste à une nouvelle méthode de lutte : détournements d'avions, inaugurés par le FPLP, puis par des dissidents (FPLP-commandement général, Front révolutionnaire et Septembre noir), prises d'otages, etc. Ces actions ont atteint un objectif essentiel : rappeler au monde l'existence des Palestiniens. Aussi, l'ONU a dû corriger, et compléter, sa résolution de novembre 1967. Désormais l'on parle des « droits inaliénables du peuple de Palestine » (Assemblée générale, 10 décembre 1969). Dans la lutte armée, la résistance se radicalise de plus en plus. En effet, le Fath, avec sa branche armée, Al-Acifah déborde l'OLP et l'ALP, au cours de l'année 1968 et parvient, au cinquième Conseil national palestinien (février 1969) à prendre le contrôle de l'OLP2. Le groupe de Nayef Hawatmeh se sépare du FPLP et crée le FDPLP (novembre 1968-février 1969). Curieusement le sixième Conseil national palestinien (septembre 1969) est largement dominé par les idées

^{1.} Olivier Carré: Proche-Orient..., op. cit. p. 97.

2. Le Fath exige que l'OLP comprenne des « combattants » et non des « révolutionnaires de salon » (armchair revolutionaries), Voice of Fatah (Cairo), June 8, 1968. Le Comité exécutif issu du Conseil national de 1969 est composé de 11 membres dont deux seulement faisaient partie du Comité sortant : Yasser Arafat, Khalid El-Hassan, Farouq Kaddoumi, Muhammad Youssef Al-Najjar (Fath), Ibrahim Bakr, Kamal Nasser, Hamid Abou Sittah (pro-Fath), Ahmad Ash-Shihabi, Youssef Al-Barji (Saïka), Yasser Amr (pro-Saïka) et Abd Al-Majid Shuman (directeur du Fonds national palestinien, indépendant).

de Hawatmeh. En juin 1970, on met sur pied un Comité central, qui n'est autre chose qu'un compromis entre les exigences des principales organisations de résistance, insistant sur la représentation proportionnelle, et celles des petits groupes qui demandent à être également représentés ¹. S'il existe donc des clivages intra-palestiniens, il est cependant erroné, et politiquement faux, de parler de « gauche » et de « droite ». Qu'on soit membre du Fath ou d'autres organisations, on s'accorde en général à définir la lutte palestinienne comme une lutte nationale, avec la participation de tout le peuple palestinien, bourgeoisie incluse. D'où une commune hostilité envers l'État israélien, l'impérialisme et leurs alliés arabes. L'on s'accorde à vouloir édifier une Palestine progressiste et égalitaire, faisant partie intégrante de la nation arabe unifiée. C'est là un programme d'action générale commun à toutes les organisations de résistance.

Le terrain palestinien se radicalise. Un problème nouveau surgit : comment aménager les relations avec les régimes arabes? La position de la résistance est axée sur ce principe : « Aucune intervention dans les affaires arabes, pour autant que les États arabes ne s'immiscent pas dans les affaires palestiniennes 2. »

2. Dans un article assez critique de la résistance palestinienne, Samir Franjieh, souligne que si la non-ingérence dans les affaires arabes a été considérée comme une simple tactique, elle a été cependant interprétée stratégiquement par les réfugiés qui, ne se trouvant pas insérés dans un processus de production, ne voyaient pas la nécessité de changer l'ordre social. Journal of Palestine Studies, vol. I., nº 2, Winter 1972, p. 55. Voir, sur les relations entre la résistance palestinienne et les régimes arabes, l'article de Fuad Jaber : « The arab Regimes and the Palestinian Revolution » de William B. Quandt, Fuad

^{1.} Le Commandement unifié issu du Conseil national de juin 1970 comprenait 27 membres, dont le président du Congrès national (Yahya Hammouda), le commandant en chef de l'armée palestinienne (Abd-Al-Razzaq Yahya), trois indépendants (Ibrahim Bakr, Abd Al-Khalid Yaghmour et Khalid Fahoum) et 22 autres personnalités: Yasser Arafat, Khalid Al-Hassan, Farouq Al-Qaddoumi, Mohammad Youssef Al-Najjar, Salah Khalaf (Fath), Hamid Abou Shittah (pro-Fath), Kamal Nasser (indépendant), Youssef Al-Barji, Dafi Jamani, Ahmad Ash-Shihabi (Saïka), Hussein Al-Khatib et Yasser Amr (pro-Saïka), Billal Al-Hassan et Nayef Hawatmeh (FDPLP), Georges Habache (FPLP), Mounif Al-Razzaz, Issam Al-Sartawi, Ahmad Za'rour, Abd Al-Fattah Yasr, Bahjat Abou Garbiyya, Ahmad Jibril (représentants d'autres organisations) et enfin Zouheir Al-Alami (directeur du Fonds national palestinien).

La contradiction principale et antagoniste, étant entre les Israéliens et les Palestiniens, toute autre contradiction doit être gelée. En Syrie, les unités palestiniennes sont en réalité sous les ordres du premier ministre, Zu'ayyin jusqu'en novembre 1970, et ensuite étroitement contrôlées par l'état-major syrien. Au cours des années 1969-1970, les unités du FPLP sont rigoureusement interdites sur le territoire syrien. Au Liban, les heurts d'avril-mai et d'octobre-novembre 1969, entre la résistance et l'armée libanaise se soldent, eux aussi, par le fameux accord du Caire favorable à la résistance, mais dont certaines clauses secrètes avantagent probablement l'État libanais (6 novembre 1969). En Jordanie, dès l'année 1968, un double pouvoir s'est instauré, l'un jordanien, l'autre palestinien-résistant. Les heurts, inévitables, aboutissent d'abord en faveur du pouvoir de la Résistance (Accord du 5 novembre 1968). Ce ne sera que partie remise.

La solidarité populaire avec la résistance palestinienne reste inébranlable. Mais l'occupation de la Palestine, la douleur qu'elle suscite chez tous les Arabes, l'appel que soulève la résistance, opèrent différemment sur tel ou tel pays pris à part. On a souvent à faire à deux cercles concentriques, dont le rapport varie de nation à nation : le cercle de la solidarité combattante et celui de l'ébranlement sentimental et des propagations verbales et même des ruses politiques. « La distance entre les deux cercles constitue une zone de redoutable faiblesse, elle-même variable selon le lieu et la situation. L'adversaire le sait, et c'est là qu'il frappe. Au Liban, par exemple, il frappe une nation dont il sait que les parties composantes réagissent au problème inégalement. Donc, il essaie d'en faire sauter le délicat équilibre. En Jordanie, il frappe, tendant à dissocier un régime et ses clients tribaux, de tout ce qu'ils embrassent et n'intègrent pas. Ailleurs, il agira sur la peur ou sur la misère, espérant obtenir le même genre d'éclatement entre une exaltation plus ou moins

Jaber, Ann Moselylesch, in The Politics of Palestinian Nationalism, Univ. of California Press, Berkeley, 1973, p. 186-198 et reproduit également dans le Journal of Palestine Studies, vol. II, no 2, Winter 1973, p. 79-101.

fondée et ses composantes ou résultantes forcément prosaïques 1. »

Les derniers mois de 1969, les premiers mois de 1970, enregistrent une série de difficultés pour les dirigeants israéliens ainsi que pour leurs alliés américains. On peut les résumer comme suit : les raids israéliens en profondeur, au-delà du canal de Suez, se heurtent bientôt au barrage efficace des fusées livrées à l'Égypte par l'Union soviétique et doivent cesser au printemps 1970. La Charte de Tripoli, adoptée en décembre 1969 par l'Égypte, le Soudan et la Libye, dotés depuis peu de nouveaux régimes, renforce les arrières égyptiens. La campagne diplomatique égyptienne, concertée avec l'URSS, isole Israël à l'ONU. La résistance palestinienne développe ses activités et accède au statut de mouvement national reconnu (Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 6 décembre 1969, sur les droits inaliénables du peuple de Palestine). Les États-Unis tiennent compte de cette situation et avancent le Plan Rogers 2, première démarche américaine effective, en vue de l'application dans toutes ses parties de la résolution 242 de novembre 1967. L'acceptation de ce plan par le président Nasser (23-07-70), le soutien que rencontre cette initiative dans de larges couches de l'opinion arabe, son acceptation par le roi Hussein, entraînent, non sans vifs débats, en août 1970, le gouvernement israélien à l'adopter à son tour, acceptant du même coup, et pour la première fois depuis 1967, la résolution de novembre 1967. La Syrie est le seul État directement concerné, à mener ouvertement campagne contre ce plan. Les organisations palestiniennes, tout en confirmant, par principe, leur rejet d'une solution politique, débattent de l'attitude à prendre, En Jordanie, l'agitation anti-hachémite prend des

^{1.} Jacques Berque: « Les nations et le peuple arabe devant la Palestine », in J. Berque, J. Couland, L. J. Duclos, J. Hadamard, M. Rodinson: Les Palestiniens et la crise israélo-arabe, éd. Sociales, Paris, 1974, p. 27.

2. La formulation la plus claire du plan a été faite par M. Rogers lui-même, dans une lettre adressée à M. Mahmoud Riad, ministre des affaires étrangères de la RAU, le 19 juin 1970. Le texte intégral de cette lettre a été publié au Caire, dans Al-Ahram le 22 juin 1970, et sa traduction française, à Paris, dans l'hebdomadaire Témoignage Chrétien, du 6 août 1970.

proportions sans précédent. Le FPLP détourne trois avions pour manifester clairement le refus palestinien du Plan Rogers.

Les massacres de septembre, à Amman

Dès 1968, les relations palestino-hachémites se détériorent : des heurts armés opposent fidayin et Légion arabe. Mais les événements sanglants de septembre 1970 constituent une étape charnière. Le coup d'envoi de Hussein est l'ordonnance du 10 février 1970, ni plus ni moins qu'une stricte réglementation de droit commun pour les organisations palestiniennes de résistance en Jordanie. La résistance réagit aussitôt, formant un commandement unifié. Le conflit se règle directement entre les parties, du 19 au 22 février puis, après de nouveaux incidents, du 5 au 11 juin, Hussein accepte un compromis. Ce qu'il cherche, en réalité, c'est tester la force de la résistance et la grignoter à petites bouchées.

L'acceptation du Plan Rogers finit par dissocier entièrement les États arabes de la résistance palestinienne qui aurait voulu être une résistance nationale arabe. Face à cette nouvelle conjoncture, est organisé un congrès extraordinaire à Amman, 27-28 août, au cours duquel l'unanimité se fait sur le refus des « solutions pacifiques ». Nayef Hawatmeh affirmera en 1971 qu'une résolution du congrès fut prise en vue de la « transformation de la Jordanie en une base révolutionnaire ». Sur ces entrefaites survient, le 6 septembre, le triple détournement d'avions par le FPLP, ce qui lui vaut son exclusion du comité central.

Dès le début de septembre, des accrochages quotidiens opposent l'armée aux fidayin. Le 15 septembre, le roi met sur pied un gouvernement militaire. Les négociations en cours sont rompues. Le chef d'état-major, Mashhour Haditha, est évincé le 16 septembre, le maréchal Habès Al-Majali, connu pour son allégeance à la famille hachémite, le remplace, à la tête de l'armée. Le même jour, Yasser Arafat assume tous les pouvoirs militaires, et le FPLP est réintégré dans le Comité central. Le 16 septembre,

l'armée lance une offensive généralisée 1. Ce n'est pas une guerre civile, comme on l'a souvent écrit, assez hâtivement 2. Ici il v a. d'un côté, une armée bédouine, fidèle au roi, et largement mobilisée contre les Palestiniens, et de l'autre côté, il y a les masses jordano-palestiniennes, unies en septembre dans une égale souffrance. Le contingent irakien stationné en Jordanie avait très souvent brandi la menace d'intervenir aux côtés des fidayin, en cas de confrontation totale. En septembre, les troupes qui auraient pu venir au secours des fidayin restent l'arme au pied, puis commencent à évacuer la Jordanie. Le roi, à en croire des sources officieuses, aurait obtenu la neutralité bienveillante du vice-président irakien, le général Hardan El-Takriti. Les Syriens, eux, interviennent, mais timidement. Une centaine de chars, plus ou moins camouflés en unités palestiniennes, amorcent une percée sur Jérash; ils sont stoppés par l'aviation jordanienne et feront demi-tour, après avoir subi de lourdes pertes 3.

Les troupes israéliennes sont mises en état d'alerte et Moshe Dayan déclare que l'armée est prête à intervenir si « la situation l'exige ». La sixième flotte américaine reçoit l'ordre de se diriger vers les côtes de la Méditerranée orientale. Une division de parachutistes américains à Fort-Bragz se prépare. Le président Nixon déclare, à un journal de Chicago, qu'il serait « enclin à intervenir » en Jordanie si les Syriens et les Irakiens se joignaient aux forces de la résistance palestinienne 4. Un plan d'intervention militaire, israélo-américain, est mis au point. Selon ce plan Israël ferait intervenir son aviation et les États-Unis assureraient le « parapluie » aérien sur le territoire

déjà cité, p. 201.

4. New York Times, 19 septembre 1970.

^{1.} Pour une analyse détaillée des événements, cf. Belal Hassan : « Les événements de Septembre et la responsabilité du régime jordanien » (en arabe), in Chou'un Filastiniyyah, n° 1, mars 1971, p. 39-56.

2. Même des auteurs arabes commettent cette erreur. Cf. Fuad Jaber : article

^{3.} On ne connaît pas exactement le nombre de tanks syriens qui auraient pénétré en Jordanie. Selon certaines sources (jordaniennes et israéliennes) : 300 tanks, d'autres estimations avancent le chiffre, plus modeste, de 60

israélien, au cas où les Égyptiens s'attaqueraient à leur tour à Israël 1. Mais l'intervention de l'aviation jordanienne contre les troupes syriennes rend inopportune l'intervention israéloaméricaine. Il n'en demeure pas moins que d'importantes quantités d'armes sont acheminées en Jordanie via Israël. Pendant les premiers jours des combats, la liquidation des Palestiniens prend l'allure d'un véritable massacre collectif. Le 23 septembre seulement, un sommet arabe se tient au Caire. Un accord entre Arafat et Hussein est conclu le 27 septembre. Comme en juin, un comité supérieur est pourvu d'une commission militaire de contrôle, composée d'officiers égyptiens, koweitiens, soudanais, saoudiens et tunisiens. Aux termes de l'accord, les forces armées jordaniennes se retireraient d'Amman et les fidayin gagneraient les lignes de cessez-le-feu israéliennes, à partir du 1er octobre. L'accord militaire est complété, le 1er octobre, pour la région d'Irbid. L'accord global et politique ne sera signé que le 13 octobre. C'est le fameux accord du Caire. Aux termes de cet accord, le roi hachémite est censé mettre son royaume, un et indivisible, au service de la libération palestinienne, comme base de la révolution palestinienne. Ainsi donc, malgré le rapport de forces sur le terrain, l'accord est défavorable à Hussein. Malgré certaines concessions faites à la résistance, Hussein consolide son pouvoir. Il est assez fort désormais pour continuer à réduire totalement la résistance palestinienne, discrètement et sûrement, en dépit des trois commissions du comité du Tunisien Bahi Ladgham. Justifiant cet accord devant le Comité exécutif de la résistance, réuni à Damas, Yasser Arafat explique: « La poursuite des combats aurait conduit à un véritable génocide de la population palestinienne; on ne construit pas l'avenir sur des cadavres. »

Ainsi donc le problème de la dualité du pouvoir en Jordanie a été résolu. Le gouvernement de Wasfi Al Tall s'est empressé de

^{1.} Sur le plan israélo-américain, cf. New York Times, 08/10/70; sur le rôle américain dans la crise, voir : William Quandt : « The Middle East Conflict in US Strategy, 1970-1971 », in Journal of Palestine Studies, vol. I, nº 1, automne 1971, p. 39-52, et surtout, p. 47-48.

cueillir les fruits de la bataille. Une guerre d'usure, visant à l'affaiblissement de la résistance, a été déclarée par Habès Al-Majali. La propagande diffamatoire a pris la voie des ondes pour jeter le doute sur l'efficacité de la résistance, la moralité des fedayin, etc. Les masses bédouines ont été mobilisées au service du régime. L'armée a été épurée de tous les éléments nationalistes 1.

Après septembre, la traversée du désert

Le massacre de septembre a mis à nu une lacune majeure : l'émiettement des forces de la résistance. Les mouvements avaient conclu à la nécessité de créer une « forme d'unification »; les premières formes de cette unification se confinent à une sorte de coordination politique entre les différentes organisations au niveau des dirigeants. Et la dernière forme était celle du Comité central et des différents Comités centraux des différentes villes. Ces Comités centraux, toutefois, pèchaient par bureaucratisme. Cet émiettement, nous l'avons déjà souligné, a abouti à une surestimation du potentiel humain et matériel des différentes organisations, du fait de la concurrence; ce qui s'est d'ailleurs répercuté sur l'issue de la bataille de septembre. Les politiques arabes visaient à créer des organisations concurrentes, dans le but de contenir le mouvement de résistance, de le contrôler, ou de l'influencer dans un sens favorable à la politique de chaque pays. Mais on peut alors se poser la question. Comment les États arabes ont-ils réussi à créer des organisations liées à eux? La réponse réside dans le déracinement du peuple palestinien, qui ne dispose pas de structure sociale et politique indépendante,

^{1.} Sur la mobilisation de l'armée, voir : Khalid Hindi, Fuad Bawarchi, Shehadeh Moussa, Nabil Ali Shaath : Al-Muqawamah Al Filastiniyyah wal Nizham al-Ourdouni, (La résistance palestinienne et le régime jordanien), Centre de recherches palestiniennes, Beyrouth, septembre 1971, surtout p. 107-137; Khalil Hindi : « La mobilisation jordanienne contre la résistance palestinienne avant l'attaque de septembre 1970 » (en arabe), in Chou'un Filastiniyyah, nº 4, septembre 1971, p. 31-55; Abbas Mourad : Al-Dawr al Siyâssi lil-Djaîch al Urduni, (Le rôle politique de l'armée jordanienne), Centre de recherches palestiniennes, Beyrouth, 1973, surtout p. 121-144.

et qui se trouve intégré dans les structures sociales et politiques des pays hôtes. Le déracinement, l'exil et l'éparpillement ont ainsi exposé les Palestiniens aux différents courants idéologiques qui traversaient la région et, partant, ont facilité les dissensions idéologiques au sein de la résistance palestinienne. Toutes les forces politiques arabes sont représentées dans la résistance, au niveau idéologique. Chaque organisation palestinienne reflète la faiblesse ou la force du courant politique qu'elle représente. Ainsi, nous découvrons que la nouvelle gauche palestinienne reflète la faiblesse de la nouvelle gauche arabe, qui souffre d'une crise de croissance, dont les manifestations les plus importantes sont le dogmatisme et l'éclectisme. Et d'un autre côté, nous remarquons que le courant nassérien occupe une place prédominante, même si les organisations qui représentent ce courant ne sont pas liées au régime nassérien.

La période qui suit septembre est marquée par l'aigreur. Les Palestiniens s'épuisent en joutes dialectiques. C'est, en quelque sorte, l'heure des règlements de compte. Alors que le Fath accuse les Fronts (populaire et démocratique) d'aventurisme, le FDPLP, dans un long rapport (voir plus loin), estime que la résistance s'est noyée dans une « mer de privilèges et de bienêtre matériel et moral : une révolution riche ». « Cela, écrit Hawatmeh, est dû à une orientation patriotique qui frise le chauvinisme. Une bureaucratisation exagérée, jointe à un manque de vision claire et d'une ligne idéologique précise. » Le rapport insiste sur la nécessité de rallier l'armée et les paysans jordaniens. Le FPLP, dans un rapport sur les événements de septembre (voir plus loin), a une appréciation des événements semblable à celle du FDPLP. Il insiste sur « la lutte pour instaurer en Jordanie un régime démocratique au service des masses ». Le massacre de septembre conduit à la disparition de certains groupuscules ou à la dissolution de ceux-ci dans les grandes organisations. Mais celles-ci ne sont pas à l'abri de secousses graves. Ainsi, la jeune génération du Fath conteste, lors du congrès tenu par cette organisation, fin novembre, l'autorité des « chefs historiques », responsables selon elle des

échecs de la résistance ; mais les dirigeants du Fath parviennent à contrôler la situation. Une crise d'autorité semble avoir secoué le FPLP et le FDPLP; la Saïka n'est pas épargnée : ses principaux dirigeants, Youssef Zouyya'in et Dafi Jamani, doivent céder la place à Mahmoud Al-Ma'ita et Zouheïr Mouhsin.

En décembre, la situation semble s'être stabilisée. Un Congrès national, annoncé pour le mois de décembre, est reporté au mois de février 1971. Un nouveau Secrétariat général est mis sur pied, comprenant Yasser Arafat, Salah Khalaf, Kamal Adwan, Ibrahim Bakr, Hamid Abou Sittah, Bahjat Abou Gharbiyyah. Sur les six membres de ce Secrétariat, trois sont du Fath (Arafat, Khalaf et Adwan). En janvier 1971, de violents heurts opposent à nouveau l'armée jordanienne aux fidayin. Pendant les combats, un des dirigeants du Fath, Mohammad Youssef Al-Najiar, déclare publiquement qu'il est temps de renverser Hussein 1, tandis que le porte-parole du Fath, Kamal Adwan, s'en prend au FPLP qu'il accuse d'envenimer les rapports entre l'armée et la résistance 2.

Deux problèmes litigieux dominent les débats avant la tenue du 8º Congrès national, au Caire, du 28 février au 5 mars : l'État palestinien et l'unification des mouvements de résistance. Un plan avait été élaboré à cet effet par l'Organisme de planification de la résistance — qui groupe 15 membres, sous la direction de Youssef El-Sayegh. Présenté le 8 février au Comité central, ce projet prévoyait notamment une révision totale de la lutte populaire armée des organisations de fidayin. Chaque organisation pourra conserver son armature idéologique, mais devra se plier à des « mesures de discipline renforcée, en vue de prévenir les initiatives isolées qui sortiraient du cadre d'une stratégie commune élaborée par la direction politique et militaire de la guérilla ». Le projet affirmait que les idées proposées constituaient la dernière chance de la révolution palestinienne. Il précisait

Cf. New York Times, 12/01/71.
 Cf. Le Monde du 19/01/71 et le New York Times du 18/01/71.

d'autre part que les commandos devront s'abstenir de s'épuiser en luttes marginales dans les pays arabes, et s'implanter dans les territoires occupés, plus spécialement sur les hauteurs qui dominent Naplouse (Cisjordanie) et à Gaza. Le 8e Conseil national dénonce, tout naturellement, le projet d'État palestinien et proclame l'unité du peuple palestino-jordanien. Un paragraphe de la résolution politique adoptée par ce Conseil, intitulé « L'Unité des masses palestiniennes et jordaniennes » précise à ce sujet : « Depuis les premiers temps, un lien national et une unité territoriale forgée par l'histoire, la culture et la langue, rattachent la Jordanie à la Palestine. La création d'une entité politique en Transjordanie et d'une autre en Palestine, ne s'appuie ni sur la légalité ni sur l'existence des éléments généralement reconnus comme contribuant à constituer une entité. Il s'agit là uniquement d'un aspect de la fragmentation par laquelle, après la 1^{re} guerre mondiale, le colonialisme brisa l'unité de notre mouvement national arabe et celle de notre patrie arabe... » La révolution palestinienne, surgie des exigences d'une phase historique spécifique qu'exige la concentration de tous les efforts vers la Palestine afin que cette question apparaisse comme prioritaire aux Palestiniens, aux Arabes et à l'opinion internationale. Pour ce qui est de l'unification des mouvements de résistance, le Conseil adopte le plan du Fath qui prévoit l'élargissement du Conseil national (150 membres), la constitution d'un nouveau Comité central et d'un Bureau politique. Un autre problème est abordé : la représentation des organisations communistes au Conseil qui approuve l'admission d'un représentant de l'organisation Al-Ansâr 1, Faiq Warrad.

Pendant que les organisations palestiniennes s'épuisent en débats, utiles mais interminables, les autorités jordaniennes se préparent à une deuxième grande offensive. A la tête du gouvernement jordanien se trouve alors un homme à poigne : Wasfi

^{1.} Cette organisation s'alignait sur la position soviétique et ne s'opposait pas à un règlement pacifique. Voir l'article de Faiq Warrad, in Al-Akhbâr du 14/03/71, p. 3.

Al-Tall; à la tête de l'armée, des chefs intransigeants qui reprochent au Roi de faire la part belle aux commandos. Des mesures draconiennes sont prises : limogeage des Palestiniens des hauts postes de l'administration, prépondérance des services de renseignements 1. La fermeté d'Hussein ne s'explique pas seulement par la pression que l'armée exerce sur lui. « Le roi a eu connaissance des « hypothèses de travail », formulées par certains diplomates américains et anglais selon lesquelles la création d'un État palestinien en Jordanie — auquel viendrait un jour s'ajouter la Cisjordanie — pourrait constituer une solution au problème du Proche-Orient. Autant dire que ce serait la fin de la monarchie hachémite 2 ». Le comportement d'Hussein pendant les mois qui suivront le 8e Conseil national palestinien sera donc commandé par un impératif vital : apparaître, face aux États arabes et aux grandes puissances, comme le seul interlocuteur valable. C'est d'ailleurs ce qu'il explique tout au long de son périple qui le conduit de Ryad à Londres, à Washington et à Paris. Réconforté par les encouragements ou « les silences complices » qui ont marqué son voyage, conscient de la paralysie des pays arabes, Hussein peut tenter d'en finir avec les fidayin. Les premiers accrochages ont lieu en avril 1971. Pour enlever tout prétexte au roi, les fidayin évacuent Amman entre le 8 et le 15 avril 3. Mais ils entendent préserver les zones boisées qui leur avaient été assignées au nord de la Jordanie (Jérash, Ailoun, Irbid). En mai, les forces royales demandent aux fidayin de auitter leurs bases du nord et de gagner la vallée du Jourdain. Devant le refus des Palestiniens, l'armée prend position autour de Jérash et de Dibbin. Début juin, des rumeurs circulent concernant l'éventualité de la création d'un gouvernement palestinien en exil. Le roi réagit en ordonnant à Wasfi Al-Tall

^{1.} Le Palestinien qui veut obtenir un passeport ou une simple carte d'identité ne doit plus, comme auparavant, s'adresser à l'État civil, mais à la Direction des services de renseignements.

Cf. Bergheaud : op. cit. p. 138.
 Il semble que la décision d'évacuer Amman ait été prise par Salah Khalaf, représentant du Comité Central à Amman. On rapporte qu'Arafat était opposé à cette mesure. Cf. William Quandt : op. cit. p. 138.

de frapper « sans hésitation » ces « comploteurs qui veulent établir un État palestinien séparé » ¹. La bataille d'Ajloun, qui se déroule du 13 au 17 juillet 1971, porte un coup sévère à la résistance. Les affrontements font des centaines de victimes. Comme à l'accoutumée, pendant la bataille d'Ajloun, les pays arabes stigmatisent le pouvoir royal sur les ondes des radios, mais agissent peu. Le sommet réuni en hâte par Khadafi, à Tripoli, est marqué par des absences spectaculaires : l'Arabie Saoudite, la Tunisie, le Soudan et le Liban. Pour les Palestiniens, la bataille d'Ajloun constitue un véritable désastre : désormais, ils n'ont plus de bases en Jordanie. A la veille des combats, le 9e Congrès national palestinien, ne parvient pas à unifier les mouvements de résistance, mais Arafat reprend une autorité un instant contestée.

Le Plan Hussein: du 17 septembre 1970, qui marque le début des « massacres d'Amman » au 17 juillet 1971, date à laquelle le roi Hussein lance son armée contre les derniers réduits de la résistance palestinienne, et au 15 mars 1972, choisi par le même souverain pour annoncer son « plan », dit « plan Hussein », la politique hachémite manifeste cette continuité qui fut toujours sa marque. Le plan Hussein 2 se présente, dans la forme, comme un projet constitutionnel. Il décrit, avec précision, le caractère et les structures d'un futur « Royaume arabe uni », fédérant, sous la couronne hachémite, les deux provinces largement autonomes de la Jordanie (la rive orientale du Jourdain, capitale Amman) et de Palestine (rive occidentale du Jourdain, capitale Jérusalem). Pareille construction politique ne pouvant être réalisée que « le moment venu », l'annonce qui en est faite constitue en elle-même, de façon indirecte mais pressante, une proposition de « solution politique partielle » pour le conflit israélo-arabe. L'évacuation de la Cisjordanie par

^{1.} Cf. New York Times du 03/06/67.

^{2.} Cf. pour une analyse détaillée du plan Hussein, les articles de Naji Allouch, Belal Hassan, Sadek Jalal El-Azm, Ahmed Khalifeh, Abdel Hafiz Mouhareb, in Chou'un Filastiniyyah, no 9, mai 1972, p. 236-267.

les forces et les autorités israéliennes sera en effet une condition préalable indispensable pour l'établissement du « Royaume arabe uni »; les perspectives d'harmonieux avenir ainsi ouvertes allaient-elles suffire à persuader Israël d'en permettre la réalisation en se retirant des territoires occupés en 1967?

Une des motivations de Hussein, au moins, est claire. Elle est résumée par Maxime Rodinson : « Devant l'imminence d'élections municipales organisées par les autorités d'occupation israéliennes, il a voulu éviter que ne se dégage de ces opérations une orientation par trop anti-hachémite. Il est fort conscient en effet de l'impopularité que lui a valu la répression impitoyable de septembre 1970 contre les Palestiniens. La perspective d'un statut plus libéral accordé aux Cisjordaniens au sein du royaume, pourrait à son avis, rendre ceux-ci moins hostiles à un avenir dans le cadre de la Jordanie. Ils pourraient au minimum considérer cette solution comme un moindre mal » 1. Israël, cependant, ne perd pas un instant pour réprouver « cette déclaration prétentieuse et unilatérale » et tourner en dérision son auteur « qui traite comme sa propriété des territoires qui ne sont pas siens et qui ne se trouvent pas sous son contrôle » (Déclaration de Mme Golda Meir, 16 mars 1972) 2. Mais il faut voir dans cette réprobation une manœuvre diplomatique très habile. Car les similitudes entre les vues du souverain hachémite et celles du vice-président du Conseil israélien, M. Yigal Allon, sont frappantes 3. Ce dernier avait auparavant présenté un projet dit « plan Allon » qui préconisait l'évacuation de la Cisjordanie par les troupes israéliennes mais affirmait la nécessité d'une présence israélienne tout le long du Jourdain et une démilitarisation de toute la Cisjordanie; Jérusalem étant, dans son esprit, d'ores et déjà, ville israélienne. Ainsi, malgré quelques différences de détails, le plan Hussein n'est décidément pas autre chose que le plan Allon, « ressuscité

^{1.} Maxime Rodinson: a Plan Hussein... », in Les Palestiniens et la crise israélo-grabe, op. cit. p. 83-84.

israélo-arabe, op. cit. p. 83-84.

2. Cf. Le Monde du 16/03/72 et Le Soir du 17/03/72.

3. Cf. la déclaration d'Allon, Le Monde du 26-27/03/72.

sous une nouvelle appellation, arabe celle-là, mais tout aussi perfide que les précédentes » 1. Aux États-Unis, où il s'est rendu peu de jours après avoir publié son projet, le roi Hussein confie à la presse et à la télévision ses vues sur Jérusalem qui « pourrait devenir une ville ouverte... capitale d'Israël et capitale de la partie palestinienne de la Jordanie ... 2»

Les États-Unis manifestent un intérêt apparent pour le plan Hussein dont beaucoup d'indices prouvent qu'il a été conçu et mûri à Washington. En effet, le Plan Hussein n'est que la version, [plus ou moins corrigée] du projet d'un « commonwealth palestinien » conçu à l'Université de New York à partir du projet américain, dit « plan Fischer » (Affaires Palestiniennes, avril 1972, nº 8, p. 262). Pour les États-Unis donc, le plan Hussein représente une approche vers ces « solutions de compromis » que le Département d'État estime seules « réalistes » et qu'il espère voir, tôt ou tard, rendues possibles par « la lente usure des exigences opposées des antagonistes ». Et pour récompenser le Roi de sa courageuse initiative, les États-Unis accèdent à « toutes ses demandes » d'aide financière et militaire. Le matériel fourni par les États-Unis, comprenant des avions Northrop F. 5, ne sera pas utilisé contre Israël, éventualité que le roi Hussein a publiquement exclue en décembre 1971, mais pour « empêcher que ne se renouvellent des événements pareils à ceux de septembre 1970 », c'est-à-dire pour faire en sorte que les forces jordaniennes n'aient plus à craindre l'éventuelle menace d'intervention d'une autre armée arabe. La Syrie se sent visée. Cela signifie, en dernière analyse, la « vietnamisation du conflit du Moven-Orient ».

Le plan Hussein est d'emblée rejeté par les gouvernements arabes. Le conseil présidentiel de l'Union des républiques arabes (Libye, Syrie, Égypte) publie le 18 mars 1972 un communiqué commun condamnant catégoriquement le projet, car il « vise à

El-Moujahid, Alger, 14 mars 1972.
 Interview au New-York Times, 30 mars 1972.

porter un coup fatal au caractère pan-arabe de la bataille », en « réduisant le problème palestinien à un simple problème régional de frontières ». Par ailleurs, le communiqué reproche au projet « d'approfondir le gouffre qui sépare les fils de la même nation, à la suite des événements sanglants de septembre 1970 ». Le Conseil présidentiel rappelle à cette occasion que la cause palestinienne est une « cause nationale » et ne peut être séparée de celle des territoires occupés. « Nul n'est habilité à trouver individuellement une solution partielle ou totale à cette cause ». Pour toutes ces raisons, la résistance palestinienne s'exprime immédiatement et avec vigueur. Dès le soir du 15 mars, le Fath dénonce le « plan Hussein » « comme la plus grande conspiration à laquelle la cause palestinienne fait face depuis un demi-siècle » et appelle à la destruction du régime hachémite; le FPLP y voit « le début d'un processus tendant à l'établissement d'un empire israélien qui s'étendrait sur l'ensemble des peuples de la région pour piller ses richesses et entraver sa résurrection ». Quant au Congrès populaire palestinien, réuni au Caire du 6 au 10 avril, il suggère aux États arabes des mesures de rétorsion contre la Jordanie. Dès le 6 avril, Le Caire a tenu à accomplir le geste significatif d'une rupture diplomatique avec Amman.

Le tournant arabe, la Palestine devant les nations

Le 6 octobre 1973, les forces égyptiennes et syriennes conjuguées déclenchent la guerre contre l'armée israélienne d'occupation. La traversée égyptienne du Canal se fait sans coup férir. La fameuse ligne Bar-Lev, dont on disait qu'elle était infranchissable, est détruite en quelques heures. Au nord, l'armée syrienne n'a pas de peine à investir tout le Golan occupé. La contre-

offensive israélienne est déclenchée le 8 octobre. Le plateau du Golan est repris aux Syriens et légèrement débordé. Sur le front égyptien, une tête de pont israélien établie sur la rive occidentale du Canal de Suez, se gonfle en Égypte africaine avant qu'Israël se soumette au cessez-le-feu. Ce qui nous intéresse n'est pas de suivre le déroulement des événements sur le champ de bataille ou de réfléchir sur la signification militaire ou stratégique de la bataille d'octobre. D'autres, stratèges ou journalistes, s'en sont chargés ¹. Nous devons nous interroger sur l'origine, la signification politique de cette bataille, et ses incidenses sur l'avenir des Palestiniens.

Les éléments du conflit d'octobre 1973

Si la quatrième guerre israélo-arabe a pris le monde au dépourvu, c'est que l'opinion publique occidentale s'était fort bien accomodée d'un état de « ni paix ni guerre » qui s'apparentait, à beaucoup d'égards, à un fait accompli. Ce qui importe, c'est d'analyser les conditions objectives qui ont conduit à la confrontation. On peut en relever quelques-unes parmi les plus importantes : l'impasse diplomatique (échec de la mission Jarring et du plan Rogers), l'isolement grandissant d'Israël sur la scène mondiale (condamnation d'Israël par 60 États du Tiers Monde lors de la conférence des Non-alignés à Alger, rupture des relations diplomatiques entre Tel-Aviv et dix États africains avant le 6 octobre, succès du commando de Vienne, etc.), la poussée populaire arabe, de plus en plus puissante, face au pourrissement de la situation et, enfin, la politique de colonisation

^{1.} Mais aussi, dans la presse palestinienne: Haitham Al-Ayyoubi: α Étude analytique des forces en présence ». (en arabe), op. cit.; Hicham Abdallah: α Les forces engagées dans le combat » (en arabe in Chou'un Filastinyyah, n° 27, novembre 1973, p. 64-84 et p. 50-64; Mahmoud 'Azmi: α La théorie de la sécurité israélienne à la lumière de la guerre de 1973 » (en arabe), in Chou'un Filastiniyyah, n° 31, mars 1974, p. 71-88; Haitham Al-Ayyoubi: α La surprise arabe dans la 4° guerre », (en arabe), in Chou'un Filastiniyyah, n° 32, avril 1974, p. 9-30; Riad Ashkar: α The syrian and the egyptian Campaigns », in Journal of Palestine Studies, vol. III, n° 2, Winter 1974, p. 15-34.

israélienne dans les territoires occupés. Nous voudrions nous attarder sur ce dernier point.

La colonisation du Sinaï : La péninsule du Sinaï recèle des réserves importantes d'hydrocarbures, tandis que la paralysie du Canal de Suez, par suite des hostilités, confère une importance toute particulière à l'oléoduc, construit par les Israéliens après 1967, et reliant la Mer Rouge à la Méditerranée en traversant le Néguev. Aussi comprend-on, maintenant, les tergiversations israéliennes se manifestant chaque fois qu'il était question de débloquer le Canal de Suez. Dès juillet 1967, on apprenait que Tel-Aviv était décidé à mettre à profit l'occupation du Sinaï pour exploiter à son avantage ses ressources pétrolières. Prétextant que l'occupation des territoires conquis lui coûtait plus cher qu'il n'était prévu, Israël fit main basse sur les puits de pétrole du Sinaï. Rien que la capacité de production d'El-Belayine et de Ras-el-Soudi était estimé, au bas mot, à 4,6 millions de tonnes par an. Selon les experts israéliens, les réserves du pétrole du Sinaï atteindraient 120 millions de tonnes, ce qui occuperait la Compagnie israélienne des Pétroles (NEPFI) pendant une vingtaine d'années. Le Petroleum Press Service révélait, en 1971, qu'Israël avait découvert deux importants gisements. Quant au Financial Times il estimait, dès 1968, que la production pétrolière annuelle du Sinaï pourrait atteindre 40 millions de tonnes, représentant une valeur annuelle de 500 millions de dollars. Ainsi, c'est une véritable vocation pétrolière que se découvrait Israël, grâce à l'occupation du Sinaï égyptien. Car si l'élargissement du pipeline Eilat-Haïfa correspondait aux besoins israéliens en carburant, la construction de l'oléoduc géant Eilat-Asckelon était destiné à approvisionner le marché extérieur. Cet oléoduc, mis en service dès la fin de 1970, est considéré comme un des trois plus grands pipe-line du monde. D'après le Petroleum Press Service, Israël se préparait, dès 1970, à devenir une « puissance pétrolière en tant que région de transit pour le pétrole iranien ». On comprend dès lors que l'occupation du

plateau du Golan, en Syrie, que traverse la Tapline de l'Aramco, soit un atout non négligeable... Au Sinaï, comme ailleurs dans les autres territoires occupés, les annexions de fait se multipliaient et la logique du processus d'intégration des territoires conquis tendait à devenir irréversible. Il suffit pour s'en rendre compte de se référer aux déclarations des responsables israéliens. Ainsi, Moshe Dayan déclarait dans un discours aux mutilés de guerre : « Je préfère Charm El-Cheikh sans paix à une paix sans Charm El-Cheikh » 1. De son côté, Abba Eban, réitérant la position officielle, affirmait « Les forces armées d'Israël ne se retireront pas de Charm El-Cheikh quels que soient les termes de la négociation... » 2. L'opinion publique isréalienne partageait les visées annexionnistes de ses dirigeants. La colonisation israélienne du Sinaï suivait le processus habituel : implantation progressive de colonies, création de cités et de points de peuplement. En 1972, on comptait au Sinaï 14 colonies. Ce sont : Sadot, Minyan, Dikla, Nahal Sinai, Nahal Yan, N'viot, Di-Zahav, Offira, Ain Hatsbah, Nahal Tsufar, Nahal Netserim, Nahal Murg, Faran et Nahal Ketura. Plus importante était l'implantation israélienne à Charm El-Cheihk. Selon Moshe Kol, ministre du Tourisme : « Charm El-Cheihk deviendra une ville de tourisme et de villégiature ». Une cité y était en voie de construction, à la veille du 6 octobre 1973.

La colonisation du Golan : Dès l'arrêt des combats en 1967, Tel-Aviv déclarait sans ambages, que l'armée israélienne ne se retirerait plus jamais du Golan. Deux ans plus tard, Moshe Dayan affirmait : « Les terres du Golan constituent désormais une partie intégrante d'Israël », « il faut qu'Israël et les juifs du monde la considèrent comme telle » 3. En 1972, Golda Meir soulignait que « Même si un accord de paix est signé entre

^{1.} Cité par Yediot Aharonoth, le 10 mars 1971.

^{2.} Ibid., le 21 juin 1971.

^{3.} Déclaration de M. Dayan à la conférence des milliardaires juifs le 26 juin 1969.

Israël et les pays arabes, les forces israéliennes ne se retireront jamais de Jérusalem, des hauteurs du Golan, de Gaza et de Charm El-Cheikh » 1. L'intransigeance officielle se reflétait dans les sondages d'opinion, le dernier en date donnait les résultats suivants: 92 % des personnes interrogées se prononçaient en faveur du maintien des hauteurs du Golan sous contrôle israélien, 7 % étaient favorables à un retrait partiel et 1 % seulement préconisait l'évacuation totale 2. La colonisation israélienne du plateau syrien a démarré dès l'été 1967. S'il faut croire David Eliazar, commandant de la région du Nord, les premiers colons ont tout recu de l'armée : « Ils ont tout recu de nous, les armes, les tracteurs, les vaches et la terre... Tout... Nous les avons soignés comme nos enfants, jusqu'à ce que le gouvernement ait pris le relais » 3. Rien d'étonnant à cela, puisque les nouvelles colonies faisaient partie de ce « cordon sanitaire » établi tout le long de la ligne du cessez-le-feu, destiné à contrer l'action des résistants palestiniens et à préparer l'annexion de la région. Les nouveaux colons se comportaient d'ailleurs comme dans une « région libérée ». Un tract distribué dans la colonie Meron Golan disait : « Celui qui décide de venir ici, dit ceci : ici ma maison... Celui qui décide de se marier ici, dit ceci : ici ma famille; celui qui décide d'élever ses enfants ici, dit ceci : ici la maison de mes fils. Plus de familles, plus d'enfants, voilà ce qui compte » 4.

La principale richesse du Golan est l'élevage. Les pâturages sont abondants et couvrent une superficie de 300 000 dounams. En 1971 les mille personnes qui peuplaient les colonies du plateau, possédaient plus de 4000 vaches et presque 2200 chèvres. Mais ces chiffres étaient, à la veille de la quatrième bataille israélo-arabe, infiniment plus importants, puisque les importations israéliennes de viandes avaient sensiblement diminué ces dernières années. En moins de six ans d'occupa-

Le Monde, 11 avril 1972.
 Cité par Dirasât Arabiyyah, op. cit. p. 114.
 Cité par le journal israélien Maariv, 9 juillet 1970.
 Ibid, 12 juillet 1970.

tion, Israël était parvenu à établir sur le Golan plus de vingt colonies; plus de 1 500 Israéliens étaient établis sur le plateau en 1972. Cinq millions de livres israéliennes avaient été dépensées par l'Agence, de 1967 à 1969, pour l'implantation de ces nouvelles colonies; plus de 170 000 dounams avaient été confisqués aux habitants syriens du plateau. Au Sinaï et sur le Golan, comme d'ailleurs dans les autres territoires arabes occupés après 1967, la multiplication des faits accomplis visait à la création d'une situation irréversible. Le mouvement national arabe pouvait-il accepter cela?

La bataille pétrolière : La particularité de la bataille d'octobre ce sont ses deux volets : militaire et pétrolier. Le mardi 16 octobre 1973, six pays du Golfe décident de fixer unilatéralement le « prix du marché » de leur pétrole à 3,65 dollars le baril, soit une augmentation de 17 % par rapport aux derniers prix pratiqués. Le mercredi 17 octobre, les ministres de l'OPÂEP (l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole) réunis à Koweit, décident de réduire leurs exportations de 5 %. Cette simple rétention pétrolière révèle aux pays importateurs, et plus particulièrement à l'Europe Occidentale et au Japon, combien ils sont vulnérables. Pour le monde arabe, l'utilisation de ce que les mass-média ont appelé l' « arme du pétrole » constitue un tournant fondamental, non seulement dans l'histoire du pétrole, mais aussi dans l'histoire du mouvement national arabe. Précédée par les nationalisations algériennes et irakiennes (les accords de Téhéran, de Tripoli, de Genève et de New-York) la dernière mesure prise par les États arabes a pratiquement balayé les anciennes règles du jeu. L'objectif est double : se servir de l'arme du pétrole pour amener Israël à évacuer les territoires occupés depuis juin 1967; tirer parti au maximum des événements pour accélérer la mainmise arabe sur les gisements d'hydrocarbures situés sur le sol arabe. En ce qui concerne le premier point, l'effet de l'utilisation de l'arme du pétrole devait être sélectif, c'est-à-dire frapper en priorité les pays amis d'Israël et, en tout premier lieu, les États-Unis. Or, ce sont justement les Américains qui furent le moins vulnérables à une diminution des approvisionnements du Moyen-Orient, parce qu'ils n'importent qu'une faible part de leurs besoins totaux en provenance de cette région (entre 7 et 15 %).

On peut, à partir de cette constatation simple, formuler deux hypothèses : a. La rétention pétrolière comme « arme politique » visant à faire pression sur les États-Unis, servait en réalité les intérêts des Américains, dans la mesure où elle permettra l'affaiblissement des économies concurrentes. Les événements ultérieurs confirment cette hypothèse; b. Le recours à l'utilisation du pétrole arabe dans la « guerre » servait politiquement certains dirigeants arabes. Il suffit, pour s'en rendre compte, de constater le rôle prépondérant que joue le roi Faycal dans la politique actuelle. En ce qui concerne les raisons économiques de la rétention pétrolière il faut reconnaître que les États arabes ont conduit leur politique pétrolière de main de maître. En augmentant le prix et en réduisant les livraisons de pétrole, ils se sont fort habilement assuré les moyens d'augmenter leurs recettes fiscales, malgré la diminution de leur production. Mais les compagnies pétrolières, contraintes de partager la rente pétrolière, se sont arrangées pour répercuter sur les consommateurs le renchérissement du prix du pétrole. Cette dernière constatation nous conduit à émettre l'hypothèse suivante : dans le rapport actuel des forces, la rétention pétrolière est une décision importante, mais insuffisante, dans la mesure où elle ne résout pas le problème fondamental : le desserrement de l'étau des hégémonies étrangères, et l'appropriation totale des richesses naturelles nationales. Seule la politique de nationalisation est la forme la plus radicale de la récupération de la souveraineté pétrolière 1. La nationalisation du pétrole arabe ne clôt pas la période de la récupération de la souveraineté arabe, elle l'inaugure. En effet, il ne suffit pas seulement de nationaliser les richesses naturelles, il

^{1.} L'excellent ouvrage du Dr Atef Suleiman : Al -Naft al'Arabi, Silâh fi Khidmat qadayâna al-Assiriyyah, (Le pétrole arabe arme au service des causes qui engage notre destin), Beyrouth, 1973, surtout p. 76-183.

faut les mettre au service du développement arabe. C'est pourquoi. à côté de la nationalisation, l'autre cheval de bataille doit être la coopération.

Arabes et Israéliens après la bataille

L'équilibre établi, depuis 1948, sur les faits accomplis israéliens, sur l'invincibilité israélienne, sur le mythe de « l'incapacité congénitale » des Arabes à « se battre » et « à gagner » est rompu. Désormais, les Arabes ne pourront plus supporter le discours conquérant d'Israël, sa « prétention à projeter sur le monde arabe un rêve conçu en dehors de lui et contre lui » et qui avait représenté pour eux « une offense quotidienne ». Ils n'accepteront plus qu'Israël puisse « garder la moindre de ses conquêtes; non seulement parce qu'il s'agit là de leur souveraineté sur des territoires qui sont à eux, mais qu'il s'agit, par là, de mettre fin, une fois pour toutes, à l'étape de leur histoire où Israël a fait la loi chez eux ». N'a-t-on pas dit, avec raison, que la bataille d'octobre est celle de la « fierté retrouvée »? Dans une chronique, André Miquel souligne que le dernier conflit a permis de révéler aux yeux du monde, étranger à l'arabisme, ce qu'est réellement celui-ci. Il résume ce changement en trois points : accès à la communauté internationale comme partenaire à part entière, doué d'initiative et de valeur militaire reconnue; accès à la patrie comme le prouve la participation de plusieurs pays arabes à l'effort de guerre 2, accès enfin à l'identité. Et, si certains dirigeants arabes, ayant retrouvé leur dignité, sont enclins à tenter l'aventure de la coexistence avec les Israéliens... ironie du sort : « les

^{1.} André Miquel : « Les Arabes après la guerre d'octobre », in Esprit, nº 432,

février, 1974, p. 320-326.

2. Salah Al-Din Bitar insiste tout particulièrement sur ce point : « The implication of october war for the Arab world », in Journal of Palestine Studies, vol. III, no 2, Winter, 1974, p. 34-46.

conditions d'une reconnaissance à long terme des Israéliens par les Arabes, sont celles-là mêmes d'une crise de l'État hébreu, tel que l'ont créé ses fondateurs : ouvert à n'importe quel juif, hostile à n'importe quel Arabe » 1.

Pour Israël, ce grand basculement que fut la bataille d'octobre a pris l'allure d'un séisme. « Cruelle sur les champs de bataille, la guerre a été plus meurtrière encore dans les consciences. 2 » Depuis sa création jusqu'à la veille d'octobre 1973, l'armée d'Israël remportait toutes les victoires. Ce fait suffisait à lui seul à créer en Israël un fond commun de « certitudes rassurantes ». Le Tsahal était devenu ce « parapluie », qui permettait de discuter sans craindre l'orage. Depuis 1967, Israël était un pays victorieux, doté d'une arme « invincible ». Pour les Israéliens, mais aussi pour leurs amis et supporters dans le monde, Israël était devenue une « tour inexpugnable »... En avril 1973, seulement 21 % des Israéliens se déclaraient préoccupés par la défense nationale. Six ans après la bataille du 5 juin, une guerre ouverte entre Israël et ses voisins arabes semblait donc moins probable. Trois éléments, dans l'esprit des Israéliens, confortaient ce sentiment de sécurité : la puissance de l'armée juive, la « profondeur stratégique » obtenue par les frontières provisoires de 1967, et « l'incapacité supposée » de l'adversaire. Certains Arabes reconnaissaient, eux-aussi, l'écrasante supériorité mécànique d'Israël. Interviewé à Beyrouth, le 12 août, par le journal An-Nahar, M. Masri Maalouf, ministre libanais de la défense, affirmait: « Il faudrait dix ans au moins pour que la puissance arabe égale celle d'Israël. » Le second élément, c'était bien entendu les « frontières stratégiques » conquises en 1967. Le front s'était éloigné des centres urbains et névralgiques du pays. « Sur les cartes et dans les esprits, fini le sentiment physique d'encerclement.3 »

3. Ibid. p. 19.

Mahmoud Hussein: Les Arabes au présent, éd. du Seuil, Paris 1974.
 Jean-Claude Guillebaud: Les jours terribles d'Israël, éd. du Seuil, Paris 1974.

Les Palestiniens et la négociation

La résistance a participé directement au combat. Profitant du desserrement de l'étau israélien et du relâchement de la surveillance à l'intérieur des territoires occupés, elle a porté des coups sévères à l'armée israélienne. Dans les territoires occupés, les Palestiniens n'avaient pu se livrer à des actes de violence révolutionnaire sur une large échelle. Cependant, leur action contribua à paralyser de nombreuses entreprises israéliennes. Suivant la consigne de boycottage lancée par le Front national palestinien qui regroupe les organisations de commandos, les diverses formations politiques, les syndicats, les associations professionnelles et nombre de notables, des dizaines de milliers d'ouvriers palestiniens des territoires occupés s'étaient abstenus de se rendre à leur travail pendant toute la durée de la bataille. Dans les semaines qui suivirent, désordres, manifestations et attentats ne purent être réprimés qu'au prix de nouvelles arrestations, de l'expulsion en Jordanie de huit personnalités de premier plan, du dynamitage de maisons appartenant à des « suspects ». Cependant, les autorités ne parvenaient plus à enrayer le mouvement nationaliste. Le développement le plus caractéristique dans ce domaine étant le soutien, quasi unanime, de la population à l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP). Certes, les Palestiniens savaient que la guerre d'octobre avait des objectifs limités : occuper un lambeau du Sinaï et du Golan pour relancer les négociations diplomatiques « à chaud ». Ils espéraient néanmoins que la dynamique de la confrontation pourrait s'étendre à toute la région et conduire tout naturellement à une mobilisation et une participation plus grande des masses. Espoir vite déçu, puisque deux semaines après le déclenchement des hostilités, un cessez-le-feu gelait la situation. La révolution palestinienne s'est donc trouvée confrontée avec les conséquences militaires et politiques de la bataille d'octobre. Contrairement à ce que beaucoup pensent, les décisions que la résistance palestinienne est appelée à prendre n'ont pas trait à la seule participation à la conférence de Genève.

Cette décision de participation ne se pose à la résistance que fort marginalement.

Au cœur des débats qui secouent la résistance après octobre 1973, se trouvent les définitions d'une nouvelle stratégie, la question de l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza. Le débat entre les diverses tendances prend un ton grave. Les analyses diffèrent et les interprétations sont multiples. Quel est donc le fond du problème? Pour les leaders historiques du Fath, la guerre d'octobre a fait naître de nouvelles réalités, dont l'une « est l'activité acharnée de certains qui cherchent la solution au détriment des Palestiniens et des peuples arabes... Pour faire face à ces nouvelles réalités disent-ils, nous devons rechercher des réponses réalistes, qui, sans annuler et sans contredire l'affirmation de notre droit historique, ne négligent pas, pour autant, les gains immédiats que peut réaliser notre peuple ». Car il est évident que « le refus n'est pas nécessairement une attitude révolutionnaire ». Et le Fath en arrive à conclure qu'il faut « tenir compte de cette fraction de notre peuple qui vit la réalité de l'occupation israélienne et de cette fraction de notre peuple qui vit la réalité de l'oppression hachémite », et permettre au peuple palestinien de se doter « d'un pouvoir national et autonome » sur tous les territoires qui seront évacués par l'ennemi. La constitution d'un tel pouvoir « national et autonome » n'est, aux yeux du Fath, « ni une trahison à la cause nationale ni une concession faite à l'ennemi », car elle sert, en dernière analyse « les objectifs stratégiques de la résistance palestinienne » à savoir « la Libération de tout le territoire palestinien par étapes successives ».

C'est donc l'option en faveur d'un État palestinien. La raison en est évidente : empêcher que les territoires occupés puissent être restitués au roi Hussein, ou maintenus sous occupation israélienne. Par ailleurs, l'OLP reconnue par le sommet arabe d'Alger comme étant l'unique porte-parole et représentant du peuple palestinien, doit veiller à ce que les territoires occupés en 1967 ne fassent pas l'objet de marchandages sordides. La

Introduction 79

position du Fath est également soutenue par le Front démocratique populaire de Nayef Hawatmeh. Pour celui-ci, la question de l'État palestinien a donné naissance à deux courants : le premier, qu'il désigne comme l'opposition « révolutionnaire et positive » et le second « l'opposition négative ». Selon Nayef Hawatmeh, le premier courant considère « qu'actuellement la présence palestinienne indépendante sur l'ensemble de la terre palestinienne est inexistante à cause du rapport des forces engagées dans le conflit palestino-israélien et dans la lutte anti-impérialiste. Celui-ci ne crée pas les conditions favorables à une guerre de libération nationale ou à une guerre populaire en vue de liquider l'État israélien ». Par conséquent, selon le dirigeant du Front démocratique. « la disparition de l'État d'Israël ne sera possible qu'une fois que le rapport actuel des forces sera changé au profit de la révolution palestinienne ». Il faut donc que, « dans le cadre des démarches actuelles, la résistance (tout en poursuivant sa lutte armée pour installer son pouvoir national sur une partie ou sur l'ensemble du territoire) impose la présence indépendante palestinienne sur tout territoire palestinien évacué par Israël ». Pour Hawatmeh, toujours, le second courant, celui de l'opposition négative et du « refus absolu » des « déclarations gratuites », bref le courant « qui s'obstine à s'opposer aux nouvelles réalités, s'aligne pratiquement sur la politique et les « projets » de solutions américaines ».

A de très petites nuances près, le leader de la Saïka, Zouheïr, Mohsen, se déclare lui aussi pour « la création d'un État palestinien ». Car pour lui, la résistance est appelée à définir sa position et à élaborer son programme avec sérieux et responsabilité « alliant l'engagement de principe au réalisme ». Il est en effet primordial que le mouvement national palestinien « s'affranchisse de la réflexion romantique et idéaliste ». Et il en vient à préconiser une « politique d'étapes », car « comme le sionisme a consolidé sa présence (en Palestine) par étapes, de même il est indispensable que l'action qui vise à faire

disparaître la présence sioniste soit elle aussi graduée ». Cette vision est partagée par Chafik El-Hout, indépendant, pour lequel « la croyance en la possibilité de faire disparaître Israël par une seule opération militaire est une croyance héritée du passé ». Pour lui, la « révolution ne peut pas se comporter négativement dans la conjoncture actuelle et rester inactive en se contentant de dénoncer les « complots » qui se trament ».

L'idée de la création d'un État palestinien, en Cisjordanie et la bande de Gaza, ne fait cependant pas l'unanimité. Georges Habache, leader du Front populaire, a maintes fois réitéré son refus. « Si nous entrons dans le jeu de la négociation, dit-il, si nous acceptons le principe sur lequel est basée la conférence de Genève, le peuple palestinien perdra ses plus importants atouts : son esprit de résistance, son refus de céder aux pressions de l'impérialisme et du sionisme, sa mobilisation, ses movens décisifs de pression sur les régimes arabes. L'État qu'on nous proposera, si État il y a, sera un État-croupion, dominé par les réactionnaires arabes, le sionisme et l'impérialisme. Notre lutte, nos sacrifices de vingt-cinq ans auront été vains. Si tous les efforts déployés pour unifier l'attitude de la résistance sur le principe adopté par le FPLP aboutissent à un échec, celui-ci sera obligé de rompre avec les autres organisations afin de poursuivre sa lutte en s'appuyant sur les masses palestiniennes et arabes qui refusent le compromis. Sur la scène palestinienne, le Front populaire n'est pas isolé. L'Union générale des étudiants palestiniens (GUPS), par la voix de son comité directeur, prend l'offensive contre tous ceux qui envisagent de participer à la conférence de Genève et de contribuer à la création d'un mini-État palestinien limité à la Cisjordanie et à la bande de Gaza. La GUPS proclame : « Nous n'avons libéré, ni nous ni les États arabes, aucun morceau de territoire palestinien pour y édifier un État ». Un État octroyé par l'impérialisme, qui domine la conférence de Genève, ne pourrait être « ni national ni révolutionnaire ». Cette prise de position, dénuée de toute ambiguité, est importante

Introduction 81

dans la mesure où elle émane de l'une des trois organisations qui siègent au Conseil de l'OLP, et qui lui fournit bon nombre de ses cadres militants.

La contradiction qui déchire le mouvement palestinien provient du fait que chacune des deux tendances qui s'y opposent, détient un aspect de la vérité. Le courant qui penche pour une solution de « compromis » la considère comme la moins mauvaise des options possibles dans le contexte présent. Mais « il est incapable de présenter une vision cohérente de l'avenir qui découlerait d'un tel choix — notamment en ce qui concerne la nature de l'État palestinien qui verrait ainsi le jour » ¹. Les partisans de l'État palestinien s'efforcent de répondre à ces interrogations en assurant qu'un tel État, arraché par la lutte, pourrait être, au contraire, le Hanoï du Proche-Orient, havre des militants de la région et foyer de tous les bouleversements futurs.

Dans quelque camp se range le Front national palestinien? Pour répondre à cette question, voici quelques déclarations publiées en français pour la première fois ²:

« Le FNP se déclare complètement intégré à L'OLP et partage entièrement l'idée de mettre en avant le désir qu'a notre peuple de se libérer de l'occupation et de déterminer son propre avenir sur son territoire... La place qu'a pris dans le cours des événements le peuple palestinien représenté par l'OLP interdit à Israël et à la Jordanie de se partager la rive occidentale (Cis-Jordanie) et la bande de Gaza... sous prétexte que ces territoires seraient négociables, parce qu'ils n'appartiendraient à personne... Le peuple palestinien, grâce à sa représentation par l'OLP peut revendiquer l'ensemble de ses droits que lui a ravis Israël depuis 1948, droits confirmés par l'ONU depuis 1947 jusqu'à maintenant. Aucun pouvoir

Mahmoud Hussein, op. cit., p. 152.
 Texte paru dans Al-Nida', quotidien du PC libanais, Beyrouth, février 1974; traduit par Olivier Carré: « Les Palestiniens à Genève? », in Maghreb-Machrek, juillet-août 1974.

arabe autre que palestinien, qu'il soit progressiste ou réactionnaire, ne détient le droit de revendiquer autre chose que les portions de son territoire propre qu'Israël occupe. Autrement dit, les pays arabes peuvent revendiquer leurs frontières internationalement reconnues et occupées par Israël depuis 1967... Quant aux territoires palestiniens qu'Israël gratifie depuis 1948 de ses richesses, de ses installations et de son occupation, seul le peuple palestinien a le droit légitime et légal de les revendiquer. Si le peuple palestinien obtient ses droits légitimes, en aucun cas, il n'entend ni ne doit couper ses relations avec la Jordanie, au contraire... Le principe national et unitaire, autant que l'intérêt et l'intégration naturelle, veulent l'instauration des meilleures relations possibles avec la Jordanie, comme avec les autres pays arabes... »

Ce document important lève toute ambiguïté quant à la volonté des Palestiniens des territoires occupés de se séparer organiquement et de la terre sous contrôle israélien et de la Jordanie 1.

Le 12e Conseil national palestinien

Jusqu'au mois de mai 1974, les tenants et les opposants du « pouvoir national » s'affrontent. La seule solution possible dans ces circonstances — qui, tout au moins, permet aux deux tendances antagonistes de réaliser un compromis provisoire en attendant qu'apparaissent plus clairement, et le jeu des super-puissances et les derniers enjeux au Proche-Orient — est, au bout du compte, celle qui consiste à admettre certains principes nouveaux (participation palestinienne à la Conférence de Genève, pouvoir national palestinien en Cis-Jordanie

^{1.} Clara Halter, qui fut un des fondateurs, en 1968, de la revue Éléments, tente dans un livre récent consacré aux Palestiniens des territoires occupés, de populariser l'idée d'un État palestinien à côté — et non à la place — de l'État d'Israël : Les Palestiniens du silence, éd. Pierre Belfond, Paris, 1974, 250 p.

Introduction 83

et à Gaza), mais cela sous certaines conditions. C'est dans cette voie que s'engagent sept « chefs historiques » représentant les principaux courants politiques de la résistance qui se réunissent à Beyrouth le 8 mai. Après dix heures de délibérations, la commission des « Sept » adopte un programme en dix points, appelé « Pacte d'honneur ». Habache, Jibril et Kayali, représentants du « camp du refus », font remarquer qu'ils ne comptent pas entraver l'option « tactique » adoptée, mais veilleront jalousement à la « stratégie ».

Le Conseil national palestinien, réuni au Caire du 1^{er} au 8 juin, est marqué par l'adoption du « programme en dix points » qui déclare, entre autres, que l'OLP rejette la résolution 242 (qui considère la cause du peuple palestinien comme un problème de réfugiés), qu'elle lutte contre tout projet ou toute entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, qu'elle lutte par tous les moyens dont elle dispose, notamment la lutte armée, afin de libérer le territoire palestinien et « d'édifier l'autorité nationale indépendante et combattante du peuple sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée ¹ ».

Mais le prix de cette « entité palestinienne » ne doit pas être la reconnaissance d'Israël, la conclusion de la paix ou le renoncement au droit du peuple palestinien au retour et à l'autodétermination. D'ailleurs, l'État palestinien n'est qu'une étape vers l'édification de l'État démocratique palestinien sur la totalité de la Palestine. Aucune décision n'est prise concernant la participation à la conférence de Genève. Mais si une telle éventualité se présente, le Conseil national sera convoqué en session extraordinaire pour en discuter ².

^{1.} Pour une évaluation des éléments qui ont conduit à l'adoption du « programme en 10 points », voir l'excellent article d'Issam Sakhnini, in *Chou'un Filastiniyyah*, juillet 1974.

^{2.} Le nouveau Comité exécutif de l'OLP comprend, après la réunion du Conseil national palestinien de juin 1974 : Yasser Arafat (Fath), Farouq Kaddoumi (Fath), Zoheir Mohsen (Saïka), Abdel Wahab El-Kayali (Front de libération arabe), Ahmed Yamani (FPLP), Ahmed Abd Rabbou (FDPLP), Zohdi El-Nachachibi (indépendant), Hamed Abou Sittah (indépendant), Talal Naji

Cette nouvelle orientation de la Résistance revêt une importance capitale pour l'avenir même de la lutte. En effet, « pour la première fois depuis sa création, la Résistance s'est dotée d'un programme politique comportant des étapes distinctes du but ultime qui est la libération de la Palestine. Jusque-là, tout était assimilé à l'objectif final qui servait de critère unique à la Résistance pour établir ses alliances et définir sa ligne d'action. Le programme politique de l'OLP ne s'adressait exclusivement qu'aux Palestiniens de l'exil. La notion de « retour » qui en était l'élément essentiel ne pouvait s'appliquer aux habitants des territoires occupés, du fait de leur présence en Palestine. Or, ce qui importe surtout à ces derniers, c'est d'acquérir une identité politique qui s'incarnerait dans un État souverain, indépendant de la Jordanie et d'Israël 1 ». En consacrant la réinsertion du mouvement palestinien dans les rapports politiques existants, le Conseil national l'a renforcé, élargissant son assise, et augmentant le nombre de ses alliés, dans le monde arabe et à l'extérieur. En voulant mener la lutte politique et laisser la porte ouverte aux jeux diplomatiques, sans pour autant diminuer l'intensité de sa lutte armée, la Résistance a réussi à isoler Israël, à le priver de toute initiative politique, à le battre sur son propre terrain : celui de la modération apparente, de l'habileté politique, de la propagande. Et en n'excluant pas, a priori, toute participation palestinienne à d'éventuelles négociations de Genève, sans pour autant transiger sur l'essentiel, la Résistance a enregistré une série de succès diplomatiques. L'opinion internationale constatait que l'intransigeance changeait de camp et que rien ne pouvait aboutir sans les Palestiniens.

⁽FPLP, commandement général), Elia Khoury (indépendant de Cisjordanie), Abdel Aziz Wagih (Armée de libération de la Palestine), Mohsen Abou Mayzer (indépendant pro-Fath), Abdel Jawad Salah (indépendant, pro-Fath), Walid Kamhaoui (indépendant).

^{1.} Samir Frangié : « La nouvelle stratégie de la Résistance » in Le Monde Diplomatique, juillet 1974.

Introduction 85

La représentativité de l'OLP

Ouel est le porte-parole des Palestiniens? Pour eux, il n'y a pas de doute possible : l'OLP. Qu'ils soient exilés, réfugiés ou « occupés », ils se reconnaissent tous dans l'OLP : « Nous sommes tous OLP », disaient tout récemment des Arabes des territoires occupés au correspondant d'un quotidien belge, et ils ajoutaient : « Nous la [OLP] soutenons de toute notre âme. Et aucune force - ni expulsions, ni emprisonnements, ni autres sanctions — ne pourra y changer quelque chose... Exiler ceux qui soutiennent l'OLP ne sert à rien aujourd'hui. Cela ne fait que renforcer notre allégeance à l'organisation 1 ». En fait, dès sa création, « l'OLP s'est présentée comme le seul représentant du peuple palestinien, comme son unique porte-parole et comme l'incarnation de l'entité nationale palestinienne 2 ».

C'est le 21 septembre 1974 que le communiqué commun, publié à l'issue de la conférence qui réunissait au Caire des représentants de l'Égypte, de la Syrie et de l'OLP a reconnu cette dernière comme le « représentant unique et légitime du peuple palestinien ». Ce communiqué n'était que l'expression de la doctrine découlant des principes adoptés, en novembre 1973 déjà, par l'ensemble des pays arabes au sommet d'Alger. Ces principes furent confirmés, en février 1974, par les chefs d'États participant à la Conférence islamique de Lahore. Proclamés, ils l'étaient déjà, à la conférence d'Alger, en septembre 1973, qui réunissait les chefs d'États des pays non alignés. Cela donc, avant la bataille d'octobre. Ce communiqué du Caire revêtait pourtant une importance toute particulière. Il annulait le communiqué égypto-jordanien publié à Alexandrie, en juillet 1974, à l'issue de la visite du roi Hussein en Égypte et qui reconnaissait à la Jordanie le droit de représenter les Palestiniens possédant la nationalité jordanienne.

La Libre Belgique du 8/11/1974.
 Isham Sakhnini: PLO, the representative of the Palestinians, Palestine Research Center, Beyrouth 1974.

Et c'est finalement le sommet du 29 octobre 1974 à Rabat qui a définitivement tranché le litige entre le roi Hussein et l'OLP. Sans équivoque possible. Dans une résolution adoptée à l'unanimité, les Chefs d'États arabes « affirment le droit du peuple palestinien à établir un pouvoir national indépendant sous la direction de l'OLP, en sa qualité de seul et légitime représentant du peuple palestinien, sur tout territoire libéré. » Cette résolution adoptée après deux jours d'âpres discussions est une éclatante victoire de la Révolution palestinienne. Et c'est avec raison que les dirigeants arabes ont baptisé ce sommet « Le sommet de la Palestine ». Toute manœuvre tendant à soustraire à l'OLP la représentation d'une quelconque fraction du peuple palestinien ira à l'encontre des décisions du sommet et sera vouée à l'échec. N'est-ce pas pour parer à un tel danger que la Conférence a affirmé « l'obligation de tous les pays arabes de préserver l'unité palestinienne et de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires palestiniennes »? L'OLP a obtenu que la Conférence de Rabat lui assure le soutien de tous les pays arabes « dans l'exercice de ses responsabilités nationales et internationales ». Forte de cette reconnaissance, et assurée de ce soutien, l'OLP pouvait plus librement se tourner vers la conquête d'autres reconnaissances et d'autres soutiens.

En fait, les pays arabes n'ont pas attendu le sommet de Rabat pour aider l'OLP à partir à la conquête de l'ONU. C'est ainsi que le 21 septembre 1974, l'Assemblée générale a décidé d'inscrire sur son agenda pour sa session d'automne, « la question de la Palestine ». Cette décision a été adoptée sans objection et sans tenir compte des protestations israéliennes. Cette inscription a été demandée par les représentants des vingt pays membres de la Ligue Arabe auprès des Nations-Unies. Ils ont présenté leur requête au Secrétaire général, Kurt Waldheim, accompagnée d'un mémorandum. Ce dernier rappelle que l'Assemblée générale a traité de divers aspects de la question de la Palestine depuis 1947 et qu'il n'en demeure pas moins que, pendant plus de vingt ans, la question de la Palestine, en tant que telle, et la question du statut et du sort du peuple de Palestine,

Introduction 87

en tant que tel, ne sont apparues à l'ordre du jour d'aucune session de l'Assemblée. Il ajoute que l'Assemblée générale, depuis 1948, « a reconnu et réaffirmé le droit des réfugiés palestiniens à être rapatriés » et, depuis 1970, réaffirmé « les droits inaliénables du peuple de Palestine et notamment son droit à l'autodétermination » et le mémorandum de conclure : « Étant donné que les Nations Unies portent, depuis le début, une responsabilité historique, politique et juridique à l'égard du problème de la Palestine, il revient en conséquence à l'Assemblée générale de considérer la question de la Palestine dans sa vraie nature et sous sa forme propre, et d'inscrire à l'ordre du jour de sa 29e session un sujet distinct intitulé « la question de la Palestine ».

Le problème palestinien a, en fait, toujours dominé les débats que cet organisme international a consacrés au Proche-Orient. De 1947 à 1971, les Nations Unies ont adopté 220 résolutions concernant, en tout ou partie, la Palestine. Ce qui est nouveau, c'est que cette question soit inscrite à l'ordre du jour comme une question spécifique et précise, alors qu'auparavant il en était débattu dans le cadre de la discussion générale sur le conflit du Proche-Orient. Il est plus exact de parler de réinscription et non d'inscription — de la question de la Palestine. En effet, « la question de la Palestine » était le seul point à l'ordre du jour de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale qui s'est tenue en avril et mai 1947, à la demande de la Grande-Bretagne, puissance mandataire. Et de 1947 à 1952, « la question de la Palestine » figurait à l'ordre du jour de toutes les sessions. Pour sa deuxième session, du 16 septembre au 29 novembre 1947, l'Assemblée générale avait même inscrit à son ordre du jour le point suivant : « La fin du mandat sur la Palestine et la reconnaissance de son indépendance comme État ». C'est en 1952 que « la question de la Palestine » disparut, soudainement, de l'ordre du jour de l'Assemblée. Le Secrétaire général de l'époque, T. Lee, connu pour sa sympathie pour Israël, présenta un ordre du jour comportant un point intitulé : « Rapport du directeur de l'UNRWA sur les réfugiés de Palestine ». Ce point figurera à l'ordre du jour de l'Assemblée générale jusqu'en 1973 ¹. Ainsi fut supprimée de l'ordre du jour « la question de la Palestine », l'idée même qu'il existe un peuple palestinien, expatrié, spolié, luttant pour sa libération nationale et pour recouvrer son droit à l'autodétermination. La racine du problème a été remplacée par un de ses effets!

En 1974, il s'agit, pour les Palestiniens, de rouvrir dans son ensemble le dossier de la Palestine. Ils veulent faire découvrir à la communauté internationale l'ampleur de l'injustice dont ils ont été victimes, et l'illégalité flagrante de certaines décisions prises par l'ONU qui, se substituant au peuple palestinien, a décidé en son nom, violant ainsi les principes de sa propre Charte et ceux de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

Arafat à l'ONU

Les pays arabes n'ont pas seulement demandé la réinscription de « la question de la Palestine » à l'ordre du jour de l'Assemblée générale, ils ont présenté une résolution tendant à inviter les Palestiniens à défendre eux-mêmes leur cause. Et, le 14 octobre 1974, à la majorité écrasante de 105 voix pour, 4 contre ² et 20 abstentions, l'Assemblée générale adoptait une résolution invitant l'OLP à participer aux débats : « L'Assemblée Générale considérant que le peuple palestinien est la partie principale intéressée à la question de la Palestine invite l'organisation de Libération de la Palestine, qui est le représentant du peuple palestinien, à participer aux délibérations de l'Assemblée Générale sur la question de la Palestine en séances plénières. » L'événement est important. Dix minutes d'applaudissements l'ont accueilli. Il a été comparé à l'admission de la

^{1.} Au Conseil de Sécurité, par contre, « la question de la Palestine » est restée à l'ordre du jour jusqu'en 1967. Depuis lors, ce point fut supprimé et remplacé par un autre, plus général : « La situation au Proche-Orient ». C'est dans le cadre de ce nouveau point qu'a été votée la fameuse résolution 242 (22 novembre 1967) qui ne mentionne même pas les Palestiniens mais parle d'une solution juste qu'il faut trouver au « problème des réfugiés ».
2. Israël, les États-Unis, la Bolivie et la République dominicaine.

République populaire de Chine aux Nations Unies. C'est la première fois, en 29 ans d'existence, que l'ONU invite une organisation non membre, révolutionnaire, à participer à ses débats. Ainsi, « des cendres de l'oubli, le peuple palestinien resurgit au sein de l'organisation des Nations Unies. Sa cause a été débattue pendant 26 ans comme celle de réfugiés en quête de moyens de subsistance, il réclame aujourd'hui sa reconnaissance en tant que fait national irréversible 1 ». Et en consacrant l'OLP comme « le représentant du peuple palestinien, l'Assemblée générale a pourvu l'OLP des moyens politiques nécessaires pour se mouvoir sur la scène diplomatique et préparé sa reconnaissance au niveau international. La France a joué un rôle d'avant-garde dans ce domaine. Elle a en effet voté en faveur de la résolution (avec l'Italie et l'Irlande) alors que les autres pays de la CEE s'abstenaient. Mais aussi, et surtout, elle a accepté que son ministre des Affaires étrangères rencontre, à Beyrouth, Yasser Arafat, président du Comité exécutif de l'OLP.

C'est à Beyrouth, à la Résidence des Pins, demeure de l'ambassadeur de France, que Jean Sauvagnargues, ministre français des Affaires étrangères a rencontré, le 21 octobre 1974, Yasser Arafat. L'entretien, qui devait initialement durer une heure s'est prolongé pendant près de deux heures. L'initiative française ne manquait pas de perspicacité et allait dans le sens de l'histoire : les décisions du sommet arabe de Rabat et les débats aux Nations-Unies l'ont confirmé. Cette rencontre francopalestinienne est venue couronner aux dires mêmes de Yasser Arafat « les prises de position positives de la France à l'égard de la cause arabe en général et de la cause palestinienne en particulier. » Elle revêtait, pour l'OLP, une importance spéciale : c'était la première fois que le chef de la diplomatie d'un pays occidental rencontrait officiellement un dirigeant palestinien. Qu'attendaient les Palestiniens de cette rencontre ? Ezzedine Kalak, représentant de l'OLP en France, a répondu à cette

^{1.} Ibrahim Sus: « Renaissance », Le Monde du 16 octobre 1974.

interrogation: « Nous espérons qu'elle donnera l'exemple d'une meilleure compréhension du problème palestinien aux pays de la Communauté économique européenne. Par la même occasion, M. Sauvagnargues pourra trouver des réponses claires quant aux incertitudes que semblent éprouver certains pays amis de la France et dont a parlé Louis de Guéringaud, représentant permanent de la France à l'ONU » 1. Paris a pris les devants d'un mouvement irrésistible vers la consécration internationale de l'OLP, son initiative fera sans doute tache d'huile.

A l'issue de cette rencontre, le ministre français a déclaré: « M. Arafat m'a fait une très bonne impression. Il m'a paru réaliste et modéré, mais certes conscient des droits que lui impose la situation. M. Arafat a la stature d'un homme d'État. » Et les déclarations du Chef de l'État français, Valéry Giscard D'Estaing, lors de sa conférence de presse du 24 octobre l'ont confirmé: « Le fond du problème, c'est de considérer qu'il ne peut y avoir de paix durable au Proche-Orient que si la question palestinienne fait l'objet d'un juste règlement. A partir du moment où la communauté internationale reconnaît l'existence d'un peuple palestinien, quelle est l'aspiration naturelle d'un peuple? C'est de disposer d'une patrie. »

Dans un climat défavorable à ses desseins, Israël se prépare à une nouvelle agression pour imposer sa solution; ainsi les dirigeants israéliens ratent les dernières chances de réaliser la paix. Ils croient pouvoir retarder la marche de l'histoire, par la menace de la guerre, par la répression qu'ils exercent en territoires occupés, par l'exil ou la prison qu'ils imposent aux militants palestiniens, par la destruction systématique des camps de réfugiés. Ces actes conjugués avec leur entêtement aveugle à ne pas reconnaître l'OLP accentuent leur isolement sur le plan international. L'éventualité d'une agression, même si elle se solde par une victoire militaire israélienne, ne résoudra rien et retardera l'échéance. Le plus étonnant, c'est que les 1. Le Nouvel observateur : 21/27 octobre 1974.

responsables israéliens qui ne cessaient depuis six ans de se prévaloir des trois « non » du sommet arabe de Khartoum en 1967, répondent aujourd'hui à l'ouverture arabe et palestinienne par quatre « non » qui ne laissent aucun espoir. Ces quatre « non », on les retrouve dans toutes les déclarations de ces derniers mois des dirigeants israéliens. Ils peuvent se résumer ainsi : non à la reconnaissance de l'OLP, non à la négociation avec l'OLP, non à la présence de l'OLP à Genève, et non à la création de l'État palestinien. Le 13 novembre, Israël contenant difficilement sa colère, bombarde une fois encore les camps de réfugiés; dans ces mêmes camps, les Palestiniens chantent et dansent : aux Nations Unies, le débat sur la question de Palestine sera inauguré par Yasser Arafat, président de l'OLP, reçu et ovationné comme les plus grands parmi les chefs d'État.

Petit, trapu, et la barbe souvent non rasée, Arafat symbolise la lutte du peuple palestinien. Courageux, lucide et déterminé, Arafat est, aux yeux des Palestiniens l'homme qui les représente. Cette confiance, Arafat l'a méritée par sa patience dans l'édification du mouvement de résistance et par sa persévérance dans la lutte pour rétablir son peuple dans ses droits nationaux et légitimes. Né à Jérusalem en 1929, il a participé à la Résistance palestinienne de 1948, sous les ordres d'Abdel Kader El-Husseini. En 1949, il part pour Gaza puis au Caire pour y suivre des cours d'ingénieur du génie civil. En 1956, il prend part à la guerre de Suez dans l'armée égyptienne, comme spécialiste des explosifs et, en 1957, il s'installe au Koweit. où il travaille, mais forme en fait le noyau du Fath qui, le 31 décembre 1964, lance sa première opération contre Israël. Arrêté trois fois dans les pays arabes, Arafat se réfugie dans la clandestinité pour réapparaître après la guerre de 1967 et être élu, en 1969, à la tête du Comité exécutif de l'OLP. Depuis lors, les conseils nationaux palestiniens l'ont toujours confirmé dans ce poste. « De Jérusalem à l'ONU », titrent certains journaux en commentant l'événement... Mais l'aspiration profonde d'Arafat et des trois millions de Palestiniens qui croient en lui, c'est de réaliser

le voyage inverse : de l'ONU à Jérusalem! Et le président de l'OLP déclare : « Je fais appel à vous pour que vous mettiez notre peuple en mesure d'établir une souveraineté nationale et indépendante sur sa propre terre... Je proclame ici que, lorsque nous parlons de nos espoirs communs pour la Palestine de demain, nous incluons dans notre perspective tous les Juifs qui vivent actuellement en Palestine et qui choisiraient d'y vivre avec nous en paix et sans discrimination... Le sionisme encourage le Juif à émigrer de sa patrie et lui octroie une nationalité artificielle. Ceux qui nous appellent terroristes, veulent empêcher le monde de découvrir la vérité à notre sujet... La différence entre le révolutionnaire et le terroriste réside dans les raisons pour lesquelles l'un et l'autre combattent... L'Assemblée générale a partagé ce qu'elle n'avait pas le droit de partager : une patrie indivisible. Lorsque nous avons rejeté cette décision, notre position correspondait à celle de la mère naturelle qui refusa de permettre au roi Salomon de couper son enfant en deux alors que la fausse mère qui se prétendait telle avait accepté ce démembrement 1 ».

Ainsi, à la fin de 1974, le monde est-il confronté à une faute originelle des grandes puissances qui prétendaient rétablir la paix en Palestine. En acceptant la création d'un État artificiel, l'État d'Israël, et cela dans l'exil et la souffrance d'un peuple : le peuple palestinien. Les textes des organisations palestiniennes que nous proposons ici sont des témoignages du combat terrible que livrent — et livreront encore — les fedayine jusqu'au rétablissement de tous leurs droits dans leur pays.

^{1.} Voir dans la partie de ce volume consacrée à l'OLP le texte de l'intervention de Yasser Arafat à l'ONU. La résolution votée par l'Assemblée générale — par 89 voix pour, 8 contre, et 37 abstentions — ne fait aucune allusion à Israël, « reconnaît le droit du peuple palestinien à recouvrer ses droits par tous les moyens conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies ».

Textes de la Révolution palestinienne

Les Palestiniens, dans cet Orient où se sont usés tant d'hommes, de mouvements et d'idées : le nationalisme bourgeois, le fondamentalisme orthodoxe, les pouvoirs militaires, et plusieurs sortes de socialisme, libèrent une énergie révolutionnaire qui n'a pas encore besoin d'idéologie ni même de cohérence pour s'imposer. C'est cela : pas encore. Mais déjà, révolutionnaire, la Muqâwama, ou « résistance », c'est par la conjonction de la fin juste, du moyen tragique et de la signification mondiale.

Jacques Berque



Avertissement

Les textes que nous présentons doivent aider à la compréhension de la pensée révolutionnaire palestinienne. Certains textes de la Résistance ont déjà été traduits et diffusés; ils ne sont pas accessibles, car dispersés dans des revues. Il nous a semblé utile de réunir les plus importants d'entre eux, voire d'en traduire d'autres.

Mais il y avait un problème majeur : devant la floraison de livres, revues, brochures et communiqués émanant des différentes organisations, comment choisir? Nous ne pouvions tout reproduire. Parmi d'autres choix possibles, nous avons retenu les textes qui définissent le mieux les organisations de résistance et la richesse de la pensée politique palestinienne. Nous voulions surtout répondre à d'essentielles interrogations :

- Pourquoi et comment la Révolution? Donc, le programme politique des grandes organisations.
- Quelles étaient les tâches de la nouvelle étape après la défaite de 1967, et comment résoudre la crise de la Résistance après les massacres de Jordanie en septembre 1970?
- Comment agir après l'offensive arabe d'octobre 1973 qui a totalement modifié la situation au Proche-Orient?

— Comment chaque organisation envisage-t-elle la solution démocratique, celle de l'État palestinien? Quels seront les rapports entre Arabes et juifs?

Les interrogations qui suivent la bataille d'octobre 1973 se retrouvent dans un débat important animé par l'écrivain et poète Mahmoud Darwish, et auquel participèrent Abou Ayad (Fath), Georges Habache (FPLP), N. Hawatmeh (FDPLP), Zoheïr Mohsen (Saïka) et Chafiq El-Hout (indépendant). Pour chacune des organisations, nous avons choisi des extraits de l'intervention de leur représentant.

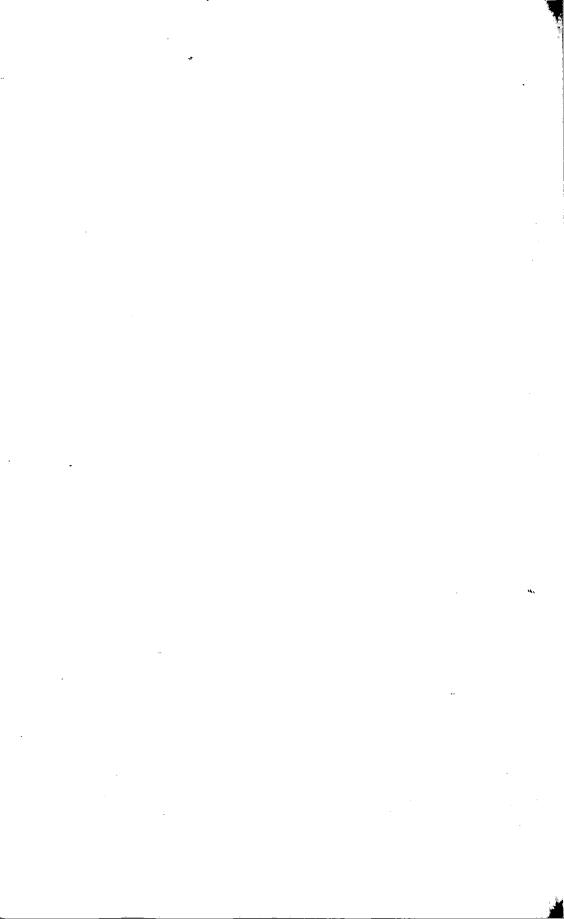
Nous devions aussi choisir parmi les organisations celles dont les textes seraient reproduits. Mais, avant tout, proposer les textes fondamentaux de l'Organisation de libération de la Palestine. Elle regroupe, en effet, pratiquement tous les mouvements palestiniens, même si certains d'entre eux s'en séparent pour un temps plus ou moins long, même si d'autres sont hostiles à certaines de ses décisions. Et elle devient aujourd'hui l'interlocuteur des gouvernements.

Pour les organisations qui composent — ou non — l'OLP, qui est habilité à dire qu'une telle est plus représentative ou plus importante que telle autre? Certes, l'importance numérique est un critère de sélection mais aussi l'importance sur les plans idéologique et stratégique. On pouvait résoudre le problème en condensant les publications de toutes les organisations en quelques centaines de pages. C'eût été tout perdre, à force de vouloir trop résumer. Aussi, avons-nous décidé de nous limiter aux trois plus grandes organisations : le Fath, le Front populaire et le Front démocratique populaire de libération de la Palestine. Nous ne prétendons aucunement que les autres organisations soient insignifiantes et leur pensée révolutionnaire inexistante; nous leur consacrons un chapitre, où nous présentons un bref rappel des conditions de leur émergence sur la scène palestinienne et où nous indiquons leur tendance politique et leurs liens — si lien il y a — avec les pays arabes environnants. Nous avons toutefois retenu l'extrait d'une déclaration du leader de la Saïka et des extraits des communiqués de Septembre Noir.

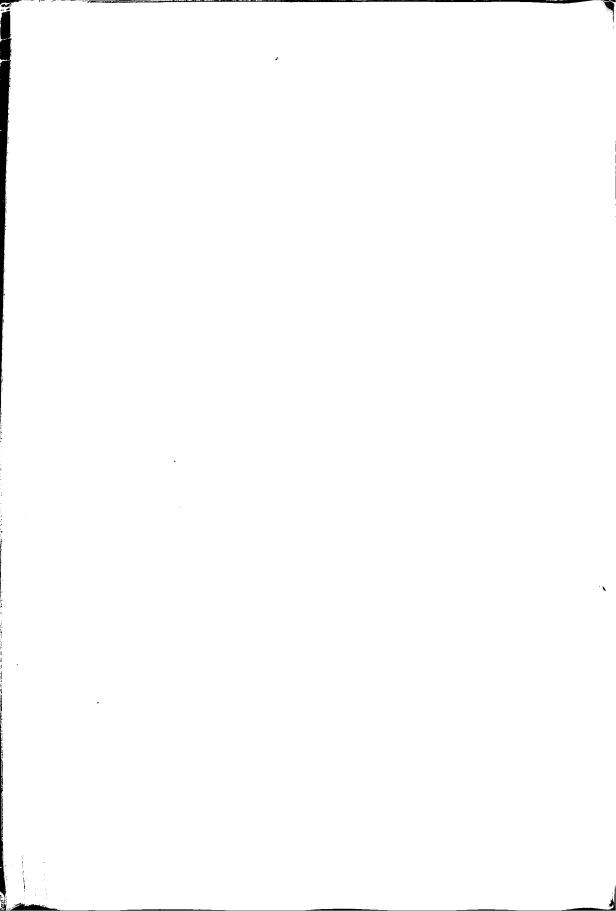
Certains textes ont été traduits de l'arabe, d'autres simplement reproduits dans la traduction française existante. Nous avons dû, à maintes reprises, couper pour éviter les redites ou les répétitions, dans le souci de rendre plus aisée la lecture des textes. Parfois, quand le texte arabe était trop long, et lorsqu'il était difficile de le couper, nous avons dû le resserrer.

En fin de volume, le lecteur trouvera une chronologie palestinienne qui rappelle les événements que, dans notre introduction consacrée à la longue marche des Palestiniens, de 1900 à 1974, nous ne pouvions toujours citer et commenter. Enfin, il pourra consulter également une bibliographie sommaire. Sommaire, car des milliers de livres ou articles ont été consacrés au conflit dans toutes ses implications : une bibliographie monumentale 1, ne comportant pas moins de 4 580 numéros, a paru, et ceci seulement pour les années 1880-1971, alors que les publications se sont multipliées ces dernières années.

^{1.} Walid Khalidi et Jill Khadduri: Palestine and the Arab-Israeli conflict, an Annotaded Bibliography, Institut d'Études palestiniennes et Université du Koweit, Beyrouth 1974.



OLP Organisation de libération de la Palestine



Bref aperçu historique

Le 15 septembre 1963, le Conseil de la Ligue arabe lance l'idée de la création d'une « organisation palestinienne » dont les buts seraient la défense des intérêts du peuple de Palestine et l'affirmation de « l'entité palestinienne » au niveau international. La première Conférence au sommet arabe se tient au Caire du 13 au 16 janvier 1964. Le délégué palestinien est, alors, Choukeiri. Celui-ci, notable palestinien, avocat devenu homme d'affaires, avait été membre de la délégation syrienne et représentant de l'Arabie saoudite à l'ONU. Le Sommet arabe charge Choukeiri de commencer ses consultations avec les États arabes et le peuple palestinien, en vue de la « libération de sa patrie et de la détermination de son sort ». Choukaïri s'attelle à la tâche et commence, le 19 février 1964, un périple qui le conduit en Jordanie, Syrie, Bahrein, Qatar, Irak, Koweit, Liban et Soudan. Il rencontre au Caire le président du Yémen, Abdallah Al-Sallal. Sa tournée prend fin le 5 avril 1964. A son arrivée au Caire, il déclare avoir tenu près de 30 conférences « avec le peuple palestinien », au cours desquelles il affirme avoir

discuté un projet de « Charte nationale » qu'il avait préalablement élaboré. Le 28 mai 1964, le premier Congrès national palestinien est solennellement inauguré à Jérusalem. Participent alors aux travaux du Congrès : 242 délégués venus de Jordanie, et 146 venus de Syrie, Liban, Gaza, Qatar, Koweit et Irak. Choukeiri est élu, à l'unanimité, président du Conseil. Les délégués votent la Charte nationale palestinienne (Al-Mithâq al Watani Al-Filastini). L'Organisation de libération de la Palestine est alors mise sur pied. Un comité exécutif de 15 membres est formé. Le 9 septembre 1964, les Chefs d'États arabes tiennent leur deuxième sommet à Alexandrie. Le 11, le Sommet « sanctionne » l'établissement de l'OLP et adopte la résolution présentée par l'organisation palestinienne de constituer une armée pour la libération de la Palestine (ALP).

Dès la première année suivant sa création, l'OLP rencontre beaucoup de méfiance et soulève une levée de boucliers de presque toutes les organisations palestiniennes alors existantes (notamment le Fath, et la branche palestinienne du Mouvement nationaliste arabe). Elle est taxée d'être un « ministère des Affaires étrangères sans État ». On la désigne sans ambiguïté comme « une éponge destinée à aspirer l'ardeur révolutionnaire du peuple palestinien ». Et on lui reproche de favoriser la corruption et le népotisme. On dénonçe également la dépendance totale de l'ALP des armées arabes conventionnelles. Mais le reproche le plus important est adressé à Ahmad Choukeiri, qualifié de « despote » usant d'un style autocratique, et s'illustrant par des « déclarations personnelles incendiaires » et dénuées de tout sérieux, jetant ainsi le discrédit sur la « cause du peuple palestinien ».

Les trois premiers congrès de l'Organisation, en 1964 à Jérusalem, en 1965 au Caire, et en 1966 à Gaza, avec Choukaïri comme président, restent strictement de pure forme. Mais, dès 1966, on assiste à une sourde lutte opposant Choukeiri à Chafiq El-Hout, directeur du bureau de l'OLP à Beyrouth, et Wajîh El-Madani, commandant en chef de l'ALP. Ces deux derniers préconisent une « direction collective » et un appui

plus « décidé » de la direction de l'OLP à la lutte armée populaire. Ils prennent la tête d'un mouvement groupant des organisations de résistance et des indépendants qui contestent l'autorité de Choukeiri. L'opposition prend de l'ampleur en 1967. L'entrée fracassante des organisations de résistance sur la scène politique du Proche-Orient indique clairement que Choukeiri représente une époque révolue. Le président de l'OLP, acculé à la démission le 24 décembre 1967, est remplacé, jusqu'au 3 février 1969, par Yahia Hammouda qui fut longtemps secrétaire d'un « Front progressiste » dont faisaient partie les communistes jordaniens et qui furent exilés par le roi Hussein. Après la démission de Choukeiri qui prend l'aspect d'une éviction — la majorité de la direction de l'OLP « post-choukaïrienne » adopte les thèses du Fath, principal groupe de résistance, et jusqu'à un certain degré celles de la Saïka, d'obédience ba'thiste. Mais les principaux mouvements de résistance sont divisés. Dès janvier 1968, le Fath invite plusieurs mouvements à une « réunion de coordination ». En juin 1968, un Comité de coordination est formé, groupant l'OLP, l'ALP, le Fath et la Saïka. Yahia Hammouda convoque le IVe Congrès national, du 10 au 17 juillet 1968, au Caire. Le Comité exécutif de l'OLP subit alors peu de changements, mais le Fath et la Saïka y sont présents en force. Lors du Ve Congrès, au Caire début février 1969, le changement est net : la composition du comité de l'OLP marque le triomphe du Fath 1, bien que le nombre des personnalités et des notables liés à l'ancienne OLP reste important. Le Fath dispose de 33 sièges sur les 105 du Conseil national palestinien, la Saïka obtient 12 sièges. Le Conseil national avait été boycotté par le FPLP et l'ALP, auxquels avaient été offerts respectivement

^{1.} Le Comité exécutif comprenait : Yasser Arafat (président), Mohammad Najar (Fath), Farouk Kaddoumi (Fath), Khaled El-Hassan (Fath), Youssef El-Bourgi (Saïka), Ahmad El-Chéhabi (Saïka), Ibrahim Bakr (indépendant, pro-Fath), Kamal Nasser (indépendant, pro-Fath), Hamed Abou Setta (indépendant, pro-Fath), Yasser Amr (indépendant, pro-Saïka), Abdel Majid Shoumanni (indépendant).

12 et 5 sièges, et qui protestaient contre cette répartition « arbitraire ».

Yasser Arafat est élu président du Comité exécutif. De nouvelles élections, le 6 septembre 1969, confirment Arafat dans sa fonction de président, mais trois des onze membres du Comité exécutif sont remplacés par trois membres indépendants. Et, le 12 décembre 1969, le Front populaire (FPLP) de Georges Habache adhère à l'OLP dominée par la principale organisation de résistance, le Fath. A la veille des sanglants événements de Jordanie — septembre 1970 — la structure de l'OLP est la suivante :

Conseil national palestinien.
115 à 120 membres représentant tous les mouvements de résistance.

Comité central.

Juin 1970,

27 membres.

OLP. Comité exécutif.

12 membres de trois

mouvements de résistance.

Secrétariat général.

Comité exécutif, émanant
du Comité central,
6 à 9 membres.

Haut comité
politique
pour les affaires
palestiniennes
au Liban.

Commandement de la lutte armée palestinienne: CLAP. Formé en 1969.

Depuis 1969, la structure de l'OLP n'a pas subi de changements notables. L'organisation a consolidé son assise populaire, raffermi son autorité, acquis au cours des deux dernières années Textes palestiniens: OLP

un statut international et remporté d'importants succès diplomatiques, dont les derniers en date furent la parution de Yasser Arafat devant l'Assemblée générale de l'ONU, le vote de la « motion palestinienne » par cette même assemblée, et l'exclusion d'Israël des activités de l'Unesco.

« Originalité et indépendance de la révolution nationale. » Charte nationale palestinienne juillet 1968

La Charte nationale palestinienne, élaborée une première fois pour le Premier congrès de l'OLP (mai 1964) et reprise et adaptée par le premier Conseil national palestinien réuni en Congrès au Caire en juillet 1968, représente un document charnière, une sorte de prologue à la cristallisation de l'idéologie palestinienne de résistance. Nous en citons le contenu idéologique par les extraits que voici 1:

Article 1. Le peuple palestinien est une partie de la nation arabe.

Article 6. Les juifs qui ont vécu en Palestine en permanence jusqu'au début de l'invasion sioniste seront considérés comme Palestiniens.

Article 7. Sacrifier ses biens et sa vie même jusqu'à la libération est un devoir national.

Article 8. Il s'agit d'une lutte patriotique (watani) palestinienne de libération. Les divergences entre les forces nationales palestiniennes sont secondaires et doivent être suspendues au profit de la contradiction fondamentale entre le sionisme et le colonialisme d'une part et le peuple arabe palestinien de l'autre...

Article 9. La lutte armée est le seul moyen de libérer la Palestine...

Article 11. Mobilisation et libération nationales (qawmi) et unité patriotique (watani) à la fois.

^{1.} La présentation et les extraits de cette Charte ont été publiés dans l'ouvrage de J. Berque, J. Coubard, L. J. Duclos, J. Hadamard, M. Rodinson : Les Palestiniens et la crise israélo-arabe, éd. Sociales, Paris, 1974.

Article 12. Il faut préserver la personnalité palestinienne dans l'actuelle phase de lutte nationale (watani)...

Article 14. La destinée de la nation arabe, et même l'existence arabe, dépendent du destin de la Palestine... Le peuple palestinien joue le rôle d'avant-garde dans la réalisation de cet objectif national (qawmi) sacré.

Article 18. Que le peuple palestinien puisse exercer sa souveraineté nationale (watani) et sa liberté nationale (qawmi) Article 19. La partition de la Palestine en 1947 et l'établissement d'Israël sont nuls et non avenus... et en contradiction avec la Charte des Nations Unies, qui reconnaît avant tout le droit à l'autodétermination.

Article 20. Le judaïsme en tant que religion révélée, n'est pas une nationalité qui jouit d'une réalisation propre. Pareillement, les juifs ne constituent pas un peuple avec une personnalité propre. Ils sont bien plutôt les citoyens des États auxquels ils appartiennent.

Article 21. Le peuple palestinien arabe rejette... toute solution qui serait un substitut à la libération complète de la Palestine.

Article 22. Le sionisme... est fasciste et nazi dans ses moyens d'action.

Article 27. L'OLP coopérera avec les États arabes... sans intervenir dans les affaires intérieures d'aucun État.

Article 28. Le peuple palestinien insiste sur l'originalité et l'indépendance de sa révolution nationale (watani), et rejette toute ingérence, toute tutelle, toute subordination.

« La guerre révolutionnaire du peuple est la voie fondamentale de la libération de la Palestine. » Plate-forme commune du septième Conseil national palestinien Amman, mai 1970

Quatre mois avant les sanglants combats entre Palestiniens et forces du roi Hussein, les organisations de résistance adoptent une plate-forme commune à Amman, au cours d'un Conseil national. On y remarquera la réaffirmation de la nature du combat palestinien : la guerre du peuple, le refus de toute solution pacifique — le Plan Rogers et autres solutions de ce genre dont on parlait à l'époque —, le refus d'un État palestinien établi « sur une partie de la terre palestinienne » et, enfin, le point 8 : les pays du « champ de bataille » doivent être des bases d'action pour la résistance armée.

- 1. Les masses palestiniennes ouvrières et laborieuses, ainsi que toutes les forces qui ont intérêt à participer à l'étape de libération nationale ayant pour but la libération totale de la terre palestinienne, sont les forces constitutives de la révolution palestinienne.
- 2. La lutte palestinienne part de la foi en l'unité du peuple sur le terrain palestino-jordanien et de la conviction que le peuple palestinien fait partie de la nation arabe et que la terre palestinienne fait partie de la terre arabe.
- 3. La révolution palestinienne fait partie intégrante du mouvement de la révolution arabe contemporaine et du mouvement de libération international contre l'impérialisme et le sionisme mondial.
- 4. Les ennemis de la libération nationale palestinienne sont le sionisme, l'État d'Israël, l'impérialisme et toutes

les forces complices liées dialectiquement et fonctionnellement à l'impérialisme et au colonialisme.

- 5. L'objectif de la lutte palestinienne est la libération de la Palestine tout entière et la cohabitation de tous ses citoyens, égaux en droits et en obligations, dans le cadre des perspectives d'unité et de progrès de la nation arabe.
- 6. La guerre révolutionnaire du peuple est la voie fondamentale de la libération de la Palestinè.
- 7. Le peuple de Palestine et son Mouvement de libération nationale luttent pour la libération totale et refusent toutes les solutions pacifiques liquidatrices et capitulationnistes, y compris les manœuvres réactionnaires et impérialistes en vue d'établir un État palestinien sur une partie de la terre palestinienne, ainsi que la résolution liquidatrice du Conseil de Sécurité en date du 22 novembre 1967.
- 8. La résistance considère la terre arabe entourant Israël comme le champ d'action légitime de la lutte palestinienne; et toute tentative de fermer un pays arabe à la résistance équivaut à une trahison des objectifs de libération du peuple de Palestine et de la nation arabe.
- 9. La résistance affirme son indépendance totale à l'égard de tous les régimes arabes et rejette toutes les tentatives d'encerclement, de parrainage, de noyautage ou de récupération.
- 10. Tous les détachements de la résistance s'accordent pour créer un comité militaire unifié pour étendre la lutte armée et passer à un nouveau stade de l'action fedayine (de partisans) et de la guerre populaire de libération.
- 11. Armer les masses palestiniennes et arabes dans les pays limitrophes de la terre palestinienne occupée est une nécessité vitale pour protéger la résistance des tentatives de liquidation et pour la participation directe et efficace de ces masses à la lutte contre l'agression impérialo-sioniste.
- 12. Israël, de par son essence, est une société fermée, raciste et liée à l'impérialisme; de ce fait, les forces progressistes limitées en son sein ne peuvent provoquer une modification radicale de sa nature sioniste, raciste et impérialiste. Il s'ensuit

que le but de la révolution palestinienne est la liquidation de l'entité sioniste d'Israël, avec ses diverses institutions et la réalisation de tous les objectifs de la révolution.

Les points sur lesquels s'établit un accord deviennent impératifs pour tous; les points sur lesquels l'accord n'est pas encore établi sont laissés à l'initiative de chaque organisation dans le cadre de son optique propre et de l'intérêt général de la révolution.

Tous les détachements participeront au prochain Conseil national palestinien et aux institutions issues de l'OLP. L'importance de chaque organisation au sein du Conseil ne sera pas un objet de discussion entre les organisations.

Par décision du Conseil national, un Comité central sera créé, regroupant l'ensemble des détachements de la résistance, pour assumer son rôle dirigeant et remplacer le commandement unifié. Le comité central comprendra le comité exécutif de l'OLP, des représentants de toutes les organisations de résistance, le président du Conseil national et le commandant de l'armée de libération.

Amman, le 6 mai 1970.

Cette déclaration a été signée par :

Le Mouvement de libération nationale palestinienne Fath; L'Organisation de libération palestinienne et toutes les institutions qui en dépendent (ALP, Forces populaires de libération, comité exécutif);

Avant-Gardes de la guerre populaire de libération (Saïka); Front populaire pour la libération de la Palestine;

Front populaire démocratique pour la libération de la Palestine;

Organisation populaire pour la libération de la Palestine; Front de lutte populaire palestinienne;

Organisation arabe de la Palestine;

Front populaire (commandement général);

Front arabe de libération:

Organisation d'action pour la libération de la Palestine.

Tâches et méthodes de la Résistance en Palestine et en Jordanie; ses rapports avec les forces progressistes arabes et les révolutionnaires du monde entier Programme politique de l'OLP janvier 1973

Ce programme a été adopté par le Conseil national palestinien, au cours de sa 11° session, qui s'est tenue au Caire, du 6 au 12 janvier 1973. Il peut être considéré comme le document le plus complet jamais adopté par les organisations de résistance. Toutes les zones d'activité — des territoires occupés aux actions dans le monde entier — y sont mentionnées; toutes les préoccupations et méthodes — du culturel au militaire — y sont envisagées 1.

Tout au long de la lutte acharnée que notre peuple arabe a menée pour la libération, la démocratie et l'unité, il a constamment affronté les complots fomentés par les forces colonialistes et impérialistes et leurs valets. Les forces contre-révolution-naires opposées à la prospérité et au progrès social ont toujours considéré le monde arabe comme une terre fertile pour le pillage de ses ressources naturelles et un point stratégique important reliant les trois continents : l'Afrique, l'Europe et l'Asie. Les voies terrestres, aériennes et maritimes passent par ces vastes étendues. Il débouche également sur des zones stratégiques comme la mer Méditerranée, la mer Rouge, le canal de Suez et l'océan Indien.

Tout ceci rend le colonialisme de plus en plus ambitieux. Il s'est rendu compte que ses valets locaux sont incapables de résister aux mouvements nationalistes qui ont sévèrement menacé les positions des colonisateurs et de leurs laquais.

^{1.} Texte publié par le bulletin Palestine-Informations, Paris.

Devant cet état de fait, il a tourné ses regards vers le sionisme mondial qui a planifié l'usurpation de la Palestine et l'établissement d'une entité ségrégationniste, avant-poste pour protéger la domination colonialiste.

Le sionisme fut la grande trique aux mains du colonialisme pour faire peur aux peuples.

C'est dans ce contexte que le sionisme mondial et l'impérialisme ont pu implanter l'État d'Israël usurpateur en collaboration avec les régimes arabes réactionnaires (sauf le régime syrien connu à l'époque pour son dévouement à la cause de la nation arabe). Cependant, le peuple palestinien, sûr de son droit à l'autodétermination et à disposer de lui-même, a énergiquement refusé la capitulation et s'est dressé vigoureusement contre l'agression impérialo-sioniste.

Durant trente ans de lutte ardue, notre vaillant peuple s'est soulevé contre ses oppresseurs. Sa grande colère éclatait surtout entre 1936 et 1948. Cependant, les forces réactionnaires étaient toujours présentes pour contribuer à la liquidation de sa cause qui est celle de toute la nation arabe. Les longues traditions de lutte de notre peuple ont réapparu au début du mois de janvier 1965 quand une nouvelle étape de la résistance fut franchie. Cette révolution est l'expression de la haine que notre nation arabe a toujours portée à ses oppresseurs locaux ou étrangers.

Le déclenchement de la guerre de libération populaire contre l'ennemi sioniste est le seul moyen, dans l'état actuel des choses, de mettre fin à la contradiction fondamentale avec l'ennemi. Seule la violence révolutionnaire est possible car notre ennemi est de nature belliqueuse et cruelle.

La nouvelle situation représente une transformation radicale. Les masses ont trouvé dans la Révolution palestinienne un représentant légitime de leurs aspirations et de leurs revendications. La résistance palestinienne a pu mettre en pratique le refus de la nation arabe de se prosterner devant les agresseurs et les plans de liquidation. Le développement de la résistance a fait de la Jordanie la principale base de la lutte armée. Les activités de la résistance se sont intensifiées et se sont étendues le long des frontières arabo-israéliennes; on a assisté à un accroissement considérable des activités militaires et des coups sévères furent portés à l'ennemi sioniste partout, sans parler de Gaza qui a connu des actions héroïques où des camps sont passés sous le contrôle de la révolution.

En dépit de tous les complots fomentés par les forces sionistes et contre-révolutionnaires et des coups sévères, la révolution palestinienne a pu poursuivre son chemin malgré les attaques qui lui ont été portées.

Les cas sont nombreux et en voilà quelques-uns à titre d'exemple :

- la campagne contre-révolutionnaire au Liban en 1969; — les tentatives de liquidation en Jordanie de 1968, 1969 et 1970;
- les coups de l'ennemi sioniste à Karameh en 1968 et en 1969, au sud du Liban qui ont connu un cuisant échec.

Cependant, avec l'apparition des initiatives américaines sur la scène politique du Moyen-Orient, les plans de capitulation gagnèrent du terrain et firent écho dans les milieux réactionnaires. Ceux-ci profitèrent des quelques excès de la résistance; mais les masses jordano-palestiniennes ont riposté à ces tentatives; elles ont héroïquement résisté devant la campagne barbare de septembre 1970.

En juillet 1971, le pouvoir réactionnaire jordanien a pu mettre fin à la présence officielle de la résistance malgré les légendes d'héroïsme tracées par les combattants et les masses, durant les épreuves cruelles qu'ils ont subies.

Cette campagne militaire terroriste fut complétée par une autre campagne politique aussi dangereuse qui visait non seulement la résistance, mais aussi l'existence du peuple palestinien et son entité nationale. La Cisjordanie devait être une terre sur laquelle fleurissaient les exploitations capitalistes : américaines, britanniques et allemandes, sans parler de l'exploitation quotidienne.

Actuellement, tout le monde connaît les efforts américains en vue de reconstruire l'armée jordanienne pour la diriger contre la Syrie et l'Irak...

Cette situation a permis à l'ennemi sioniste de consolider son occupation des territoires arabes et de porter des coups sévères à la résistance dans les territoires occupés. Parallèlement au plan du Royaume Uni présenté par le « roitelet » hachémite, les autorités d'occupation ont tenté de rétablir un statu quo politique avec la comédie des élections municipales et l'établissement de cliques qui leur sont inféodées. De son côté, l'impérialisme américain a multiplié ses efforts pour étrangler la révolution palestinienne : les plans pseudopolitiques se sont succédé et furent acceptés par les milieux réactionnaires. La liquidation de la résistance palestinienne, au mois de juillet 1971, en Jordanie, et l'intensification des activités impérialistes contre la révolution palestinienne avec la dégradation des positions officielles des régimes arabes défaitistes ont resserré l'étau de l'impérialisme contre la révolution palestinienne et les masses arabes. Dans cette ambiance de capitulation, notre peuple palestinien a refusé catégoriquement ce statu quo. Il a agi pleinement pour sauvegarder sa révolution et son droit à disposer de lui-même.

La révolution reflète le refus des ambitions impérialosionistes. Les militants révolutionnaires et les organisations ont œuvré pour l'unité nationale en accentuant la lutte militaire contre l'ennemi sioniste et le pouvoir réactionnaire hachémite.

De grands efforts ont été fournis pour l'édification du « Front arabe de soutien » et la consolidation des liens avec les forces progressistes et démocratiques mondiales. La continuité de la lutte armée contre l'ennemi sioniste ainsi que l'organisation des masses et la réanimation des divers moyens de résistance politiques, économiques et militaires permettront de reprendre l'initiative et de passer à la contreoffensive pour briser le pacte des conspirateurs.

Pour ce qui est de la Jordanie, on ne peut comprendre

les rapports qu'en prenant en considération un certain nombre d'éléments : la majorité du peuple palestinien réside en Jordanie et, de ce fait, outre ses droits civiques, a le droit de participer à la lutte nationale et doit jouir de ses droits légitimes. La lutte contre l'ennemi sioniste ne peut être menée sans cette majorité, en plus des rapports et des liens historiques entre les deux rives du Jourdain.

Du point de vue topographique, la Jordanie représente la plus longue frontière avec l'ennemi sioniste et le point le plus proche des lignes de communication et de ravitaillement de l'ennemi. C'est par là que nous pouvons comprendre la gravité du complot préparé par le régime de Hussein. C'est pour ces raisons que les massacres ont été organisés contre le peuple palestinien et sa révolution, faits pour lesquels la libération de la Jordanie et le renversement du régime fantoche jouent un rôle décisif dans la continuation de la lutte.

L'édification du Front arabe de soutien à la Révolution palestinienne a une très grande importance. Nous sommes convaincus plus que jamais que le soutien et la participation des masses arabes sont un garant de la continuité de la lutte armée. Pour réaliser cette tâche, nous devons consolider nos liens avec le mouvement de libération arabe et toutes les forces progressistes et anti-impérialistes, car notre lutte est indiscutablement partie intégrante de la lutte anti-impérialiste, indissociable de tous ceux qui luttent contre l'impérialisme, la réaction, le sionisme, la discrimination et la ségrégation raciale.

En considérant toutes ces conditions et ces circonstances, les organisations de la résistance se sont mises d'accord sur ce qui suit :

- 1. Continuer à organiser les masses palestiniennes à l'intérieur comme à l'extérieur pour entamer une guerre de libération populaire en vue d'établir un État et une société démocratiques, dans le cadre des aspirations de la nation arabe à la libération nationale et à l'unité;
- 2. La fusion de la lutte des peuples palestinien et jordanien

dans un front jordano-palestinien qui, outre la lutte antisioniste, doit assumer le combat contre le régime jordanien, fantoche gardien du sionisme sur la rive orientale;

- 3. Alliance avec toutes les forces progressistes et anti-colonialistes dans le monde arabe;
- 4. L'alliance avec les mouvements mondiaux qui luttent contre l'impérialisme et le néo-colonialisme.

Sur le plan palestinien:

L'Organisation de libération de la Palestine définit les tâches suivantes :

- a. Poursuite de la lutte armée pour la libération de toute la patrie palestinienne et l'édification d'une nouvelle société palestinienne démocratique sans discrimination raciale ou religieuse. Dans la nouvelle société, tous les citoyens jouiront des mêmes droits et les libertés démocratiques seront garanties : liberté d'expression, liberté de manifestation et de grève, liberté de former des syndicats et des groupes politiques, liberté de confession, la société démocratique palestinienne fera partie intégrante de la communauté arabe unifiée;
- b. la lutte contre la capitulation et ses conséquences, tendant à liquider la cause de notre peuple et les plans pseudopolitiques contre l'État palestinien fantoche, ces plans et ces initiatives doivent être combattus par la lutte politique armée;
- c. la consolidation des liens avec notre peuple aussi bien dans la Palestine occupée en 1948 qu'en Cisjordanie ou à Gaza; d. combattre la politique sioniste qui tend à vider la patrie occupée des occupants arabes. Parallèlement, les colonies sionistes et la politique de judaïsation de certaines régions arabes doivent être violemment combattues;
- e. encadrer les masses dans les territoires occupés, et les armer pour développer leur capacité combative contre le colonialisme sioniste:

- f. prêter une attention considérable aux masses et aux organisations pour combattre les tentatives de la Histadrout (Confédération générale des travailleurs israéliens) qui tend à attirer les ouvriers arabes et les faire se syndiquer dans ses filiales;
- g. soutenir les masses paysannes et développer les projets économiques et culturels nationaux dans la patrie occupée pour faire face à l'exode de la population et résister ainsi à l'invasion économique et culturelle sioniste;
- h. prêter une grande attention aux problèmes de nos concitoyens dans la patrie occupée en 1948 et le soutien de leur lutte pour conserver leur entité nationale arabe dans le but de les inviter à rejoindre davantage la lutte nationale;
- i. défendre les intérêts du peuple palestinien réparti dans les divers pays arabes afin qu'il acquière ses droits économiques et juridiques, puisque les Palestiniens fournissent le même travail que leurs frères autochtones. Le droit au travail, l'indemnisation et l'action politique et culturelle palestiniennes doivent être garantis pour protéger leur entité palestinienne;
- j. développement du rôle de la femme dans la lutte nationale, que ce soit sur le plan politique, économique, social ou culturel;
- k. s'occuper des conditions de vie dans les camps, que ce soit sur le plan économique, social ou culturel afin qu'ils obtiennent leur autonomie:
- l. soutenir les ouvriers qui travaillent dans des établissements arabes, dans la patrie occupée, et les protéger contre les manœuvres de l'ennemi;
- m. considérer que toute collaboration, d'où qu'elle vienne, est une haute trahison à la cause palestinienne. La personne en cause et ses biens sont considérés comme une cible de la révolution:
- n. protection des Palestiniens qui vivent à l'étranger et consolidation de leurs liens avec la révolution;
- o. l'OLP est la haute instance, et le seul représentant du

peuple palestinien pouvant parler en son nom, et qui règle officiellement ses rapports avec les pays arabes. L'OLP trouve sa légitimité dans la reconnaissance de toutes les organisations de la résistance et populaires et syndicales. Ces dernières se sont engagées sur la plate-forme de la Charte nationale.

Sur le plan jordano-palestinien:

Le Front national jordano-palestinien doit réaliser les objectifs stratégiques suivants:

- a. L'établissement d'un pouvoir national démocratique en Jordanie qui permettra de poursuivre la lutte contre l'ennemi sioniste et qui protégera la souveraineté nationale des peuples palestinien et jordanien. Le régime aura pour tâche de donner de nouvelles structures à l'unité entre la Transjordanie et la Cisjordanie, permettant ainsi de développer les droits nationaux des deux communautés, et leurs droits historiques sur une base égale;
- b. Rattachement de la lutte jordano-palestinienne à la lutte de la nation arabe en vue de sa libération. Il faut lutter contre les plans impérialistes tendant à imposer des solutions capitulardes. Pour réaliser cette tâche, il faut réactiver la lutte quotidienne des masses qui permettra de mettre en valeur les organisations et les directions représentatives des intérêts réels des couches qui les composent. Le Front national jordano-palestinien exige une longue lutte difficile à travers laquelle les masses surmonteront les conflits secondaires et les querelles tribales pour établir une véritable unité fondée sur la lutte commune. Cette lutte abolira les différences et l'esprit tribal que le pouvoir royal réactionnaire a toujours su exploiter. L'OLP proposera un programme de travail dans lequel s'engageront toutes les organisations en Jordanie pour une meilleure compréhension en vue de créer un Front national jordano-palestinien. Ce Front aura pour tâches :

- 1. Mobiliser, organiser les masses en vue d'installer un pouvoir démocratique et patriotique en Jordanie;
- 2. contribution des masses jordaniennes à la lutte armée contre l'ennemi sioniste nécessaire à la protection de la Transjordanie;
- 3. lutter pour la liberté d'action de la révolution palestinienne sur le territoire jordanien;
- 4. œuvrer pour l'unification de toutes les forces patriotiques anti-impérialistes dans le monde arabe dans un Front commun, et la consolidation des liens militants avec les forces révolutionnaires dans le monde.

Rapports avec les masses et les forces progressistes arabes :

La révolution arabe passe par une période de libération nationale démocratique. Elle a pour tâches:

- a. l'émancipation politique et économique et la liquidation de toute forme de division entre les masses arabes, et de toute aliénation à l'impérialisme et au colonialisme;
- b. suppression de toute présence impérialiste sous toutes ses formes, politiques, militaires, économiques et culturelles, et tous ses alliés locaux;
- c. la lutte pour la liberté des masses arabes de participer à la vie politique quotidienne pour un avenir meilleur dans le cadre de l'unité démocratique arabe;
- d. toutes les ressources de la nation arabe doivent être mises au service des peuples pour l'indépendance, le progrès et la prospérité.

La lutte du peuple palestinien et celle du peuple jordanien font partie intégrante de la lutte nationale et démocratique arabe. Elles représentent l'axe principal. C'est pour cette raison que la lutte jordano-palestinienne doit créer des liens solides entre la révolution palestinienne et le mouvement de libération arabe. Tous les militants arabes doivent contribuer à la lutte contre l'ennemi impérialo-sioniste qui est le plus grand ennemi de la révolution arabe.

Les forces progressistes et révolutionnaires arabes doivent s'unir dans un large Front patriotique qui devra :

- 1. Soutenir davantage et plus efficacement la révolution palestinienne et la lutte nationale démocratique jordanopalestinienne;
- 2. S'opposer à tous les plans de liquidation et aux règlements partiels qui tendent à perpétuer l'occupation de la Palestine et la liquidation de la cause palestinienne. L'objectif de ces plans consiste à semer la désunion dans les rangs des patriotes arabes et à étrangler la révolution arabe;
- 3. Combattre toute présence impérialiste dans le monde arabe sous toutes les formes que ce soit, militaires, économiques ou culturelles. La lutte contre la domination économique qui se développe aux dépens de l'économie nationale arabe doit être effectuée. Les intérêts de l'impérialisme américain doivent être sévèrement frappés;
- 4. Soutenir et encourager les établissements et les activités qui ont pour tâche de protéger le patrimoine arabe; les vertus révolutionnaires arabes doivent être propagées, ce qui donnera une nouvelle force de résistance contre l'invasion culturelle sioniste et le modèle impérialiste de dégradation des mœurs; 5. Protéger les militants progressistes arabes contre toute discrimination, oppression physique ou intellectuelle, politique ou spirituelle.

Rapports avec les forces révolutionnaires dans le monde :

La lutte nationale palestinienne et la lutte nationale démocratique à l'échelle mondiale font partie intégrante de la lutte contre l'impérialisme et le racisme. La consolidation des liens entre la lutte révolutionnaire arabe et la lutte anti-impérialiste à l'échelle mondiale créera les conditions objectives pour la réussite.

Notre internationalisme est fondé sur les principes suivants :

- a. la lutte nationale palestinienne arabe est indiscutablement dirigée contre l'impérialisme international; c'est pour cette raison qu'elle fait partie intégrante de la lutte internationale; b. la contribution à résoudre toutes les différences qui existent au sein du mouvement révolutionnaire international est une tâche primordiale, indissociable de sa lutte pour la résolution de ses problèmes internes;
- c. les objectifs de la lutte arabe et ses méthodes sont le résultat des expériences des mouvements de libération nationale dans le monde. Les directives et les conseils de nos amis et de nos camarades ne doivent pas être négligés.

Après l'offensive arabe d'octobre 1973
et les succès de l'OLP
à la conférence des Non-alignés
et au sommet arabe d'Alger
Déclaration
et programme politiques de l'OLP
adoptés par le Conseil national palestinien
Le Caire, 1er-8 juin 1974.

Pour l'essentiel, réaffirmation des points importants des textes précédents. Toutefois le Conseil national envisage de prendre possession de « toute partie du territoire palestinien libéré », et cela dans la perspective d'un règlement provisoire, mais refuse « tout projet d'entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, la conclusion de la paix avec lui, des frontières sûres et le renoncement au droit national » du peuple palestinien. Le programme politique, très important, envisage l'instauration d'un régime démocratique

en Jordanie « organiquement lié à l'entité palestinienne nationale ». Enfin c'est un hommage rendu à la solidarité arabe qui s'est manifestée lors de l'offensive d'octobre 1973 ¹.

1. Déclaration politique.

Durant la période allant de la précédente session du Conseil national palestinien, tenue du 6 au 12 janvier 1973, à la présente session tenue du 1^{er} au 8 juin 1974, la région arabe a été le théâtre d'un grand nombre d'événements et de changements importants et décisifs. Parmi les événements les plus saillants figure la guerre d'octobre, et ses conséquences. Cette guerre a consolidé la position et le rôle de la Nation arabe, et constitue un pas en avant dans la voie vers la défaite du camp ennemi impérialo-sioniste.

A la suite de la guerre d'octobre, la contradiction apparut, très aiguë, entre le mouvement de libération arabe et les ennemis de notre Nation arabe. Ces derniers tentent de circonscrire les acquis de la guerre et d'imposer un règlement politique qui se fera au détriment des droits de notre peuple palestinien et portera préjudice à l'avenir de sa lutte et de la lutte de notre Nation arabe.

En ce qui concerne notre peuple et notre Révolution, la Résistance Palestinienne a émergé comme une force, agissante et essentielle, durant et après la guerre. L'action de nos masses, à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés, a pris des dimensions nouvelles et importantes dans la bataille qu'elles mènent contre les complots impérialo-sionisto-réactionnaires. Et cela, grâce à l'intensification de la lutte politique et armée surtout depuis que le Front national palestinien a élargi ses bases dans les territoires occupés et que la direction de l'OLP a étendu les limites de son action politique, ce qui lui a valu une large reconnaissance internationale en tant qu'unique représentant légitime du peuple palestinien.

1. Textes officiels diffusés par l'OLP, département de l'information, juin 1974.

En même temps, l'étau de l'isolement s'est encore resserré autour du régime royal réactionnaire en Jordanie, surtout depuis que la guerre d'octobre a dévoilé qu'il était de connivence avec les ennemis de notre peuple et de notre Nation. En effet, ce régime ne s'est pas seulement contenté de refuser de participer à la guerre, mais il a aussi empêché les forces de la Révolution palestinienne d'accomplir leur rôle militaire à partir de la terre jordanienne. De plus, il a tué et emprisonné un grand nombre de nos combattants.

Pour faire face à cette situation, notre peuple a serré ses rangs autour de l'OLP, unique représentant légitime du peuple palestinien. Il reste attaché à la Charte nationale palestinienne, au programme politique adopté à la 11e session, et à toutes les décisions prises par les Conseils nationaux, ainsi qu'au programme politique adopté durant la présente session. Il est ainsi déterminé à continuer le combat, à intensifier la lutte armée, et à résister farouchement à l'occupation sioniste et aux complots du régime royal réactionnaire de Jordanie concrétisés par son projet de « Royaume arabe uni » et les plans impérialistes qui le soutiennent. Notre peuple s'oppose aussi à tout règlement qui porterait atteinte à ses droits et à sa cause et lutte pour la sauvegarde des acquis de sa Révolution.

Le Conseil national estime qu'il convient, pour arriver à réaliser cela, d'insister sur les points suivants.

1. La réalisation de l'unité, instrument de la Révolution palestinienne, par le resserrement de l'unité nationale palestinienne, et l'application de toutes les décisions prises dans ce sens dans les différents domaines militaires, politiques, matériels et de l'information, aboutit à l'intensification de la lutte armée et à unir notre peuple palestinien à l'intérieur et à l'extérieur de la Patrie. Cela contribuera à fortifier le front national à l'intérieur pour qu'il devienne l'expression du combat de notre peuple et le cadre dans lequel il mène toutes ses luttes. Car ce Front a joué, en sa qualité de base essentielle de l'OLP à l'intérieur des territoires occupés, un rôle déter-

minant durant la période qui a suivi la guerre d'octobre. D'où la nécessité d'accorder un soutien solide à ce Front et à toutes les organisations de masses qui agissent à travers lui. 2. Le mouvement national palestinien fait partie intégrante du mouvement de libération arabe. Cela nécessite qu'on fasse tous les efforts possibles pour renforcer la cohésion entre la lutte palestinienne et la lutte arabe, que l'on parvienne à trouver les formes avancées d'actions communes dans le cadre du Front arabe de participation à la Révolution palestinienne et faire face aux exigences de l'étape décisive que traverse actuellement la Révolution. Il faut aussi coordonner notre action avec les régimes nationalistes arabes et les mettre devant leurs responsabilités vis-à-vis de notre peuple palestinien. Il convient de souligner ici l'importance de la solidarité arabe qui s'est manifestée lors de la guerre d'octobre et d'insister sur la nécessité de rester attachés aux décisions prises à la Conférence au sommet tenue à Alger, en novembre 1973. 3. Pour bénéficier de la solidarité des pays du camp socialiste, des forces de libération et progressistes dans le monde, et gagner leur soutien à la cause de notre peuple et de notre Nation, nous devons œuvrer pour réaliser une cohésion plus forte entre nous et ces forces. Nous devons aussi, dans ce domaine, centrer nos efforts sur l'élargissement du front de nos amis.

- 4. La Révolution palestinienne tient à ce que le front libanais reste fort et uni, grâce au renforcement des formes de relations existant actuellement entre les peuples libanais et palestinien. Le peuple palestinien croit aussi qu'il est nécessaire de préserver la sécurité et l'intégrité du Liban frère. C'est pourquoi le front libanais a besoin d'un soutien fort et continu de la part de tous les pays arabes, afin qu'il puisse continuer à résister aux agressions de l'ennemi et à ses visées expansionnistes, et afin que nos frères du Sud Liban et notre peuple dans ses camps puissent résister aux attaques de l'ennemi et déjouer toutes ses tentatives tendant à briser cette résistance.
- 5. Le régime royal réactionnaire de Jordanie a tout un passé

de politique hostile à notre peuple et à notre Nation. Il a refusé de s'engager dans la guerre d'octobre aux côtés de notre Nation arabe. Il complote, à présent, en parfaite entente avec le sionisme et l'impérialisme pour liquider et supprimer la personnalité nationale palestinienne et recommencer ainsi à dominer notre peuple dans les territoires occupés. Pour faire face à cette situation, il faut renforcer la lutte afin d'isoler ce régime et réaffirmer le rejet du projet du « Royaume arabe uni » et la nécessité d'établir, en Jordanie, un régime national démocratique.

6. Le Conseil national palestinien lance un appel à tous les peuples et gouvernements épris de justice et de paix, à toutes les forces de libération, et aux forces progressistes dans le monde, afin qu'ils luttent contre les activités sionistes tendant à faire immigrer en Palestine occupée un plus grand nombre de juifs. Cette immigration contribue, en effet, à consolider l'entreprise militaire sioniste de peuplement, à réaliser l'expansion sioniste et à perpétuer le défi lancé aux droits nationaux de notre Peuple, à son existence nationale et à l'existence nationale de notre Nation arabe.

En clôturant sa session, le Conseil national palestinien salue tous les martyrs de la Révolution palestinienne et de la Nation arabe. Il salue aussi, avec admiration, nos combattants et nos militants dans les prisons de l'ennemi et dans les prisons jordaniennes.

Il salue les armées égyptiennes et syriennes, les forces de la Révolution palestinienne et les pays arabes qui se sont engagés dans la guerre de libération d'octobre avec leurs forces ou par leur appui. Il apprécie la solidarité des masses palestiniennes vivant sous l'occupation depuis 1948, ainsi que celle des masses de la Nation arabe, avec la lutte des armées arabes. Il apprécie aussi la solidarité du mouvement de libération national occidental avec la Révolution palestinienne ainsi que la solidarité du Front arabe de participation à la Révolution palestinienne et, en premier lieu, celle du mouvement national et progressiste libanais. Le Conseil apprécie le rôle du camp

socialiste dans le soutien à la lutte du peuple palestinien et de la Nation arabe. Il tient à mentionner plus spécialement, dans ce domaine, l'URSS et la Chine populaire. Il apprécie également le soutien que nous offrent les pays islamiques, les pays non alignés, les pays africains, les mouvements progressistes et les mouvements de libération nationale dans le monde.

Le Conseil considère la victoire remportée par le peuple vietnamien comme un encouragement pour notre Révolution et pour tous les mouvements de libération dans le monde, afin d'intensifier la lutte pour atteindre les objectifs de nos peuples : la libération, le progrès et l'autodétermination.

2. Programme politique de l'OLP.

Le Conseil national palestinien,

Partant de la Charte nationale palestinienne et du programme politique de l'OLP, adopté lors de la 11e session tenue du 6 au 12 janvier 1973, partant de sa conviction qu'il est impossible d'établir une paix juste et durable dans la région sans que notre peuple palestinien recouvre ses droits au retour et à l'autodétermination sur la totalité de sa terre nationale, et à la lumière des nouvelles conditions politiques créées durant la période s'étendant de la précédente à la présente session du Conseil, décide ce qui suit : '

- 1. Le Conseil national confirme la position de l'OLP rejetant la Résolution 242 qui ignore les aspirations patriotiques et nationales de notre peuple et considère la cause du peuple palestinien comme un problème de réfugiés. Il la rejette donc dans toutes les négociations, tant arabes qu'internationales, y compris la Conférence de Genève, qui reposent sur cette résolution;
- 2. L'OLP lutte par tous les moyens dont elle dispose, notamment la lutte armée, pour libérer le territoire palestinien et édifier l'autorité nationale, indépendante et combattante du peuple sur toute partie du territoire palestinien qui sera libérée. Cela nécessite un plus grand changement dans

l'équilibre des forces, en faveur de notre peuple et de sa lutte;

- 3. L'OLP lutte contre tout projet d'entité palestinienne dont le prix serait la reconnaissance de l'ennemi, la conclusion de la paix avec lui, des « frontières sûres », le renoncement au droit national et au droit de notre peuple de rentrer chez lui et de s'autodéterminer sur sa terre nationale;
- 4. L'OLP considère que toute mesure de libération n'est qu'un pas vers la réalisation de son objectif stratégique, à savoir : l'édification de l'État démocratique palestinien, conformément aux résolutions des précédentes sessions du Conseil national palestinien;
- 5. L'OLP poursuit la lutte, en collaboration avec les forces patriotiques jordaniennes, pour la construction d'un front jordano-palestinien dont l'objectif sera l'instauration, en Jordanie, d'un régime patriotique démocratique organiquement lié à l'entité palestinienne nationale qui sera érigée grâce à la lutte armée;
- 6. L'OLP lutte pour la réalisation d'une unité combattante entre les peuples jordanien et palestinien et toutes les forces de libération arabes approuvant ce programme;
- 7. A la lumière de ce programme, l'OLP lutte pour renforcer l'unité nationale palestinienne et l'élever à un niveau qui lui permettra d'accomplir ses tâches nationales et patriotiques;
- 8. L'autorité nationale luttera, après son édification, pour la réalisation de l'unité de tous les pays du champ de bataille, en vue d'achever la libération de tout le territoire palestinien. Cette unité sera également un premier pas vers la réalisation de l'unité de tous les pays arabes;
- 9. L'OLP lutte pour renforcer ses liens de solidarité avec les pays socialistes et les forces de libération et de progrès dans le monde, afin de faire échec à tous les complots sionistes, réactionnaires et impérialistes;
- 10. A la lumière de ce programme, la direction de la Révolution mettra au point une tactique permettant d'atteindre les objectifs définis.

Le Comité exécutif est chargé de la réalisation de ce programme. Dans le cas où surgirait une situation présentant un caractère décisif pour l'avenir du peuple palestinien, le Conseil national sera convoqué en session extraordinaire.

« Fils de Jérusalem...
je suis venu ici tenant, d'une main,
le rameau d'olivier et, de l'autre, mon fusil de
révolutionnaire. »
Discours de Yasser Arafat,
président de l'OLP, aux Nations-Unies
13 novembre 1974

Il s'agit d'un texte d'une importance capitale. Il y sera certainement fait référence très fréquemment dans l'avenir, au moins autant, par exemple, qu'au célèbre discours de Nasser à Alexandrie annonçant la nationalisation de la compagnie du canal de Suez. Il faut rappeler - voir la dernière partie de l'introduction - qu'après un remarquable travail diplomatique des délégations arabes et des pays révolutionnaires, l'Assemblée générale des Nations-Unies avait décidé d'entendre le président de l'OLP, rouvrant ainsi le dossier de la Palestine. Or c'est cette même Assemblée — dominée alors par les grandes puissances - qui avait créé l'État d'Israël puis, périodiquement, examinait la question de « la paix au Proche-Orient » ou le problème des « réfugiés ». Ce retour à la question de Palestine, donc au fondamental, est marqué, pour la première fois dans cette enceinte, par l'intervention du chef d'une organisation révolutionnaire de résistance d'un peuple sans État et sans gouvernement. Et c'est en Chef d'État que sera accueilli Yasser Arafat.

Outre une longue partie consacrée aux luttes de libération, et à ce qui peut être considéré comme des déclarations officielles

en matière de politique étrangère, le leader de l'OLP rappelle le processus de dépossession dont furent victimes les Palestiniens. Très précis sur les graves exactions, le cortège de drames, la terreur exercée par les autorités israéliennes, il dénonce dans le sionisme une idéologie « impérialiste, colonialiste, raciste, réactionnaire, discriminatoire, et qui peut être comparée à l'antisémitisme par ses aspects les plus rétrogrades et dont il constitue l'autre volet. » Rappelant que la révolution palestinienne est favorable à l'homme juif, que Jérusalem sera la capitale de la paix lorsqu'elle redeviendra celle de la Palestine, il précise que la « lutte politique et diplomatique doit compléter et renforcer la lutte armée ». Il craint cependant qu'Israël ne prépare une cinquième bataille, « observant les signes qui menacent d'en faire une guerre nucléaire ». Épilogue du débat sur la question de Palestine, une résolution - ne mentionnant pas Israël — reconnaissant les droits imprescriptibles du peuple palestinien sera votée par 89 voix contre 8 et 37 abstentions. Ce discours est donc bien le texte officiel marquant le retour de la Palestine dans la communauté des Nations.

(Nous publions la première traduction en langue française du texte intégral; elle a paru dans le quotidien algérien El-Moudjahid, le 16 novembre 1974. La traduction française du département de l'information de l'OLP n'étant pas encore connue à la date où nous mettons sous presse.)

Monsieur le président 1,

Je suis heureux de saisir cette occasion pour vous présenter, au nom du peuple de Palestine et du mouvement qui est à la tête de sa lutte nationale, l'Organisation de libération de la Palestine, mes sincères félicitations pour votre élection à la présidence de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations-Unies. Nous vous avons connu comme

^{1.} L'Assemblée générale des Nations-Unies est présidée, pour cette session par le ministre algérien des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika.

un défenseur sincère et dévoué de la cause de la liberté, de la justice et de la paix. Nous vous avons connu à l'avant-garde des combattants de la liberté pendant la guerre héroïque de l'Algérie. L'Algérie, aujourd'hui, occupe, en ce qui concerne ses responsabilités nationales et internationales, une place éminente qui lui a valu l'appui et le respect des nations du monde entier.

J'aimerais également saisir cette occasion pour adresser mes sincères remerciements à Son Excellence, M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations-Unies pour les efforts considérables qu'il a déployés et qu'il continue de faire pour nous permettre d'assumer au mieux nos responsabilités.

Aujourd'hui je suis heureux de féliciter, au nom du peuple palestinien, trois pays qui ont acquis l'indépendance nationale et sont devenus membres des Nations-Unies : la Guinée-Bissau, le Bengla-Desh et la Grenade. Nous souhaitons plein succès aux Chefs de ces États et prospérité à leurs peuples.

Je vous remercie, Monsieur le président, d'avoir invité l'Organisation de libération de la Palestine à participer à cette session de l'Assemblée générale des Nations-Unies. Je suis reconnaissant à tous les États membres qui ont contribué à faire inscrire la question de Palestine à l'ordre du jour en tant que point séparé. Cette décision a rendu possible la résolution nous invitant à exposer ici le problème de Palestine. C'est là une mesure extrêmement importante puisqu'elle permet à l'Organisation des Nations-Unies de reprendre l'examen de la question palestinienne. Nous y voyons une victoire des Nations-Unies et une victoire de notre cause, car c'est la preuve qu'aujourd'hui, les Nations-Unies sont différentes de ce qu'elles étaient hier, que le monde d'aujourd'hui n'est plus le monde d'hier. Aujourd'hui, les Nations-Unies comptent 138 membres, ce qui reflète mieux la volonté de la communauté internationale. C'est pour cela que l'Organisation est plus à même, maintenant, de mettre en œuvre les principes de sa Charte et de la Déclaration universelle des

Droits de l'Homme, et mieux à même d'appuyer les justes causes de la paix et de la justice.

Notre peuple a déjà commencé à constater ce changement. tout comme les peuples de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, ce qui a rehaussé le prestige de cette Organisation mondiale aux yeux de notre peuple et des autres peuples. Tous les pays du monde espèrent davantage une contribution active des Nations-Unies à la défense des causes de la paix, de la justice, de la liberté et de l'indépendance. Plus que jamais, nous sommes résolus à édifier un monde à l'abri de l'impérialisme, du colonialisme, du néo-colonialisme et du racisme sous toutes ses formes, y compris le sionisme. Nous vivons dans un monde qui aspire à la paix, à la justice, à l'égalité et à la liberté. Ce monde souhaite que les nations opprimées, actuellement ployées sous le joug de l'impérialisme, puissent recouvrer la liberté et exercer leur droit à l'autodétermination. Ce monde veut que les relations entre nations soient fondées sur l'égalité, la coexistence pacifique, le respect mutuel, la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui et sur le respect de la souveraineté nationale, de l'indépendance et de l'unité territoriale. Ce monde veut que les liens économiques qui l'unissent soient fondés sur la justice, l'égalité et la reconnaissance des intérêts mutuels, afin que les efforts concertés permettent d'éliminer ces fléaux que sont la misère, la famine, la maladie et les catastrophes naturelles et d'assurer le progrès scientifique et technique pour le plus grand bien de l'humanité. Ainsi pourrons-nous espérer réduire l'écart entre pays en développement et pays développés. Mais comment réaliser de telles aspirations dans le monde d'aujourd'hui, marqué par les tensions, l'oppression, la discrimination raciale et l'exploitation, un monde sur leguel pèse la menace de catastrophes économiques, de guerres, de crises?

Beaucoup de peuples, dont ceux du Zimbabwe, de la Namibie, de l'Afrique du Sud, de la Palestine, sont encore victimes de l'oppression et de la violence. Ces régions du monde sont le théâtre de luttes armées imposées par l'impé-

rialisme et la discrimination raciale, qui ne sont que des manifestations d'agression, de terreur. C'est pourquoi les peuples opprimés ont décidé de lutter, et leur lutte était juste et légitime. Il est essentiel que la communauté internationale soutienne la lutte de ces peuples et les aide à assurer le triomphe de leur juste cause et à exercer leur droit à l'autodétermination.

Le peuple de l'Indochine est encore exposé à l'agression. Des complots sont ourdis pour empêcher ce peuple d'instaurer la paix sur son territoire et de matérialiser ses objectifs. Si les peuples du monde entier ont accueilli favorablement les accords du Laos et du Vietnam du Sud, il n'en reste pas moins que la paix n'a pu être assurée au Vietnam du Sud et que le calme apparent est loin d'être une paix réelle, car les forces impérialistes qui ont déclenché l'agression agissent pour que le Vietnam reste en proie à la guerre. De plus, le peuple héroïque du Cambodge fait face à une agression militaire. Il est nécessaire que la communauté internationale contribue à soutenir ce peuple et à condamner les oppresseurs et les fauteurs de troubles qui menacent la paix. Le problème coréen n'est pas encore résolu d'une manière équitable et pacifique, malgré la position positive et pacifique adoptée par la Corée du Nord qui a formulé des propositions probantes. Il y a quelques mois, nous avons été témoins de l'explosion du problème de Chypre et ce problème nous a préoccupés comme il a préoccupé d'autres peuples. Il faudrait que les Nations-Unies poursuivent leurs efforts afin d'aboutir à une solution juste de cette question, pour que les malheurs provoqués par la guerre soient épargnés au peuple de Chypre et pour qu'il sauvegarde son indépendance. Sans aucun doute, le problème de Chypre s'insère dans le cadre du problème auquel fait face le Proche-Orient et la Méditerranée.

D'autres pays, en Afrique, en Asie et en Amérique latine font encore face à des agressions acharnées, opiniâtres contre la lutte qu'ils mènent. Ces agressions sont destinées à les empêcher de remplacer l'ordre économique internatio-

nal par un nouvel ordre plus raisonnable, plus logique. Ces pays ont exposé leurs points de vue à ce sujet au cours de la conférence sur les matières premières et le développement. En effet, il faut mettre un terme au pillage et à l'exploitation des ressources des peuples pauvres. Il faudrait empêcher les tentatives faites pour que ces pays pauvres ne bénéficient pas de leurs propres ressources et ne soient pas en mesure de vendre leurs matières premières à des prix équitables. Ces pays font encore face à d'autres problèmes, en ce qui concerne leurs justes revendications formulées pendant la réunion de la conférence sur le droit de la mer à Caracas, la conférence mondiale de la population et la conférence de l'alimentation; et il faudrait que la communauté internationale adopte une position énergique afin d'appuver la lutte menée pour provoquer des changements radicaux dans le système économique mondial actuel. Car ces changements permettront aux peuples sous-développés d'avancer à grands pas. Il faut que cette organisation adopte une position énergique à l'égard des forces qui veulent que les pays en voie de développement, sous prétexte de l'inflation assument la responsabilité de l'inflation, notamment les pays producteurs de pétrole. Il faudrait dénoncer les menaces qui pèsent sur ces pays du fait de leurs justes revendications.

La course aux armements bat son plein dans le monde et, de ce fait, le monde risque de perdre ses richesses et de ne pas cueillir le fruit de ses efforts. Cette course menace de provoquer une conflagration, une lutte armée. Il faudrait donc que les mesures nécessaires soient adoptées afin de détruire les armes nucléaires et épargner ainsi les sommes affectées à l'achat d'armements. Les sommes ainsi économisées doivent servir au progrès de la science, à l'augmentation de la production et à l'instauration du bien-être de l'humanité tout entière. Tous les peuples placent en l'ONU leur espoir que ces buts seront atteints.

La tension atteint son point culminant dans notre région, car l'entité sioniste est fermement résolue à garder les territoires arabes qu'elle a occupés. Le sionisme persiste dans ses agressions sur ces territoires. Des préparatifs militaires sont faits pour le déclenchement d'une cinquième guerre d'agression et nous nous attendons à cette guerre, en observant les signes qui menacent d'en faire une guerre nucléaire, guerre qui pourrait provoquer l'anéantissement de l'humanité tout entière.

Le monde a besoin de toutes ses forces pour réaliser ses aspirations à la paix, à la liberté, à la justice, à l'égalité et au développement et pour lutter contre l'impérialisme et le colonialisme, le néo-colonialisme et le racisme sous toutes ses formes, y compris le sionisme, car ce n'est qu'en déployant tous leurs efforts que seront réalisées les aspirations de tous les peuples, même de ceux dont les gouvernements s'opposent à ce qu'on prenne cette voie, la voie menant à la réalisation de ces aspirations et à la concrétisation des objectifs de la charte des Nations-Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'Homme. Si le statu quo devait être maintenu dans son état actuel, le monde n'en serait que plus exposé à des guerres prolongées et à des catastrophes économiques. humaines et naturelles. En dépit de cette situation de crise qui règne dans le monde, et malgré les forces des ténèbres qui s'appesantissent sur nous, malgré le sous-développement et les maux dont souffre l'humanité, nous assistons, néanmoins, à un changement certain. Le monde ancien de l'impérialisme, du colonialisme, du néocolonialisme et du racisme sous toutes ses formes, y compris le sionisme au premier chef, ce monde s'effondre devant nous. L'évolution de l'Histoire fait qu'un monde nouveau se substitue à l'ancien, un monde nouveau qui verra le triomphe des justes causes. De cette victoire nous sommes convaincus.

La question de Palestine s'insère dans le cadre de cette juste lutte pour laquelle les peuples déploient tous leurs efforts — j'entends par là les peuples opprimés. C'est un problème extrêmement important et il m'a été donné l'occasion de l'exposer devant l'assemblée, mais je n'oublierai

jamais - jamais - que cette occasion doit être accordée à tous les mouvements de libération qui combattent le racisme et l'impérialisme. C'est pour cela qu'au nom de tous les mouvements de libération qui luttent pour défendre le droit des peuples à l'autodétermination, j'invite l'Assemblée générale à attacher à leur juste cause, comme elle l'a fait pour notre cause, toute l'attention nécessaire afin que son appui soit une base pour la protection de la paix dans le monde et une consécration de la naissance d'un monde nouveau où les peuples vivront à l'abri de l'oppression, de la peur et de l'exploitation. C'est pour cette raison que j'exposerai notre problème, dans le cadre de ce but et de cette situation. En prenant la parole du haut de cette tribune internationale, je ne fais qu'exprimer notre foi en la lutte politique et diplomatique qui doit compléter et renforcer notre lutte armée. C'est là également une expression de notre appréciation pour le rôle que les Nations-Unies peuvent jouer dans le règlement des problèmes mondiaux, une fois la structure de cette organisation modifiée d'une façon qui soit favorable aux aspirations des peuples. Cela nous permettra d'espérer que notre problème sera résolu, car l'organisation assume une responsabilité particulière à cet égard.

Notre peuple envisage l'avenir avec plus d'espoir, et il est moins enchaîné par le poids du passé et par l'amertume des événements. Si nous parlons du passé, nous voulons également tracer la voie dans laquelle nous voulons nous engager pour réaliser nos aspirations et pour bénéficier d'un avenir lumineux; si nous parlons des racines de notre problème, c'est parce qu'il y a parmi ceux qui sont présents ici, des gens qui occupent nos maisons, cueillent les fruits de nos arbres, cultivent nos champs et prétendent que nous sommes des fantômes, sans aucune existence, sans patrimoine et sans avenir. Il en est qui, tout récemment encore, et même jusqu'à aujourd'hui, s'imaginaient que notre problème est uniquement un problème de réfugiés ou que le problème du Proche-Orient est simplement un différend à propos de « fron-

tières » entre les pays arabes et le sionisme. Il en est qui pensent que notre peuple revendique des droits qui ne lui appartiennent pas, et lutte sans aucune raison logique ou valable, troublant la paix et à des fins terroristes. Il en est parmi vous, et j'entends par là les États-Unis d'Amérique et d'autres pays comme eux, qui fournissent à notre ennemi des avions, des bombes et tous les engins de mort et de destruction. Il en est qui adoptent à notre égard une position hostile et déforment délibérément les faits, et cela au détriment du peuple américain, au détriment de son bien-être et de l'amitié avec ce grand peuple — à laquelle nous aspirons —, car l'histoire de sa lutte pour libérer son pays est pour nous un sujet d'estime et d'appréciation.

J'aimerais saisir cette occasion pour lancer, du haut de cette tribune, un appel au peuple américain et lui demander d'appuyer notre peuple héroïque qui lutte. Je voudrais qu'il appuie la justice et le droit, qu'il se souvienne de son héros. George Washington, qui a lutté pour l'indépendance et la liberté de son pays, je voudrais que ce peuple se souvienne d'Abraham Lincoln, qui a protégé les pauvres et les déshérités, et aussi de Woodrow Wilson dont notre peuple a adopté et respecté les quatorze points. Je m'adresse directement au peuple américain et je lui demande : les manifestations d'hostilité organisées à l'extérieur de ce bâtiment exprimentelles vraiment les intentions profondes du peuple américain? Ouel crime avons-nous commis à l'encontre du peuple américain? Pourquoi donc ces manifestations hostiles? Est-ce que cela sert les intérêts des États-Unis? Est-ce que cela sert le peuple américain? Certainement non. Et j'espère sincèrement que les Américains se souviendront que leur amitié avec le peuple arabe tout entier est beaucoup plus importante, beaucoup plus durable, et même beaucoup plus utile, que ne le sont ces manifestations d'hostilité.

Si nous exposons les racines de notre problème, c'est parce que nous sommes convaincus qu'il faut prendre en considération les racines des problèmes qui préoccupent le monde lorsqu'on cherche une solution durable. Pour nous, il s'agit d'une méthode à laquelle nous sommes attachés en matière de politique internationale, étant donné que celle-ci a souffert, tout comme ont souffert les peuples, lorsqu'on a nié les racines des problèmes et lorsqu'on a tenté d'imposer le fait accompli. Les racines de la question de Palestine remontent à la fin du XIXe siècle, en d'autres termes à l'ère du colonialisme et au début de la transition vers l'impérialisme : c'est à ce moment-là que le sionisme a élaboré ses plans pour envahir la Palestine, des immigrants européens sont venus pour conquérir la Palestine, comme cela a été fait pour l'Afrique. C'est à l'époque où l'impérialisme venant de l'Occident se répandait en Afrique, en Asie et en Amérique latine pour y établir des colonies et y exercer les formes les plus cruelles d'exploitation, d'oppression et de pillage, au détriment des peuples de ces trois continents, que le sionisme s'est installé dans notre pays. D'ailleurs, nous continuons à être les témoins des conséquences de cette époque d'impérialisme : le racisme pratiqué en Afrique du Sud et en Palestine.

A l'instar du colonialisme et de ses démagogues qui ont essayé d'ennoblir leurs conquêtes, leurs pillages et leurs attaques perpétuelles à l'encontre des peuples africains, en prétendant qu'ils accomplissaient une mission « de civilisation et de modernisation », les dirigeants sionistes ont dissimulé leurs objectifs pour conquérir la Palestine, le colonialisme en tant que système et les colonialistes en tant qu'instruments ont utilisé la religion, la couleur, la race et la langue pour justifier l'exploitation des Africains et leur assujettissement cruel par la terreur et la discrimination. Les mêmes méthodes ont été employées en Palestine pour usurper notre terre et chasser notre peuple de son foyer national. A l'instar du colonialisme qui a utilisé les pauvres, les déshérités et les exploités pour mener ses agressions et installer des colonies, l'impérialisme mondial et les dirigeants sionistes se sont servis des juifs européens qui étaient opprimés et déshérités. Les juifs européens ont servi comme instruments

d'agression, ils ont servi à l'installation de colonies et ont été victimes de la discrimination raciale. L'idéologie sioniste a été employée contre le peuple palestinien. Il ne s'agissait pas seulement d'installer des colonies à la mode occidentale. mais également de déraciner les juifs de leurs différents pays et de les séparer des autres nations. Le sionisme est une idéologie impérialiste, colonialiste et raciste, profondément réactionnaire et discriminatoire, et qui peut être comparée à l'antisémitisme par ses aspects les plus rétrogrades et, partant, il en constitue l'autre volet. Lorsque l'on propose que les juifs, quels que soient leurs fovers nationaux, ne portent pas allégeance à leur pays et ne vivent pas sur un pied d'égalité avec les citoyens non juifs, cela va dans le sens de l'antisémitisme. Lorsque l'on dit que la seule solution au problème juif serait que les juifs abandonnent des communautés ou des nations auxquelles ils ont appartenu pendant des centaines d'années, et lorsque l'on dit que les juifs devraient régler le problème juif en émigrant par la force sur le territoire d'un autre peuple, on adopte, ce faisant, la même position qu'adoptent les antisémites à l'égard des juifs.

C'est pour cela que nous voyons un lien étroit entre Rhodes, qui a encouragé le colonialisme en Afrique du Sud, et Théodore Herzl, qui a établi des plans pour installer des colonies en Palestine. Ayant reçu un certificat de bonne conduite 'colonialiste de la part de Rhodes, Herzl s'en est allé présenter ce certificat au gouvernement britannique, en espérant que celui-ci appuierait sa politique sioniste. En échange, les sionistes ont promis aux Britanniques une base impérialiste sur le sol de Palestine, afin que les intérêts impérialistes puissent être sauvegardés sur l'un des principaux points stratégiques. Ainsi donc, le mouvement sioniste s'est allié directement avec le colonialisme mondial afin de s'emparer de notre territoire. Permettez-moi à présent de citer quelques faits historiques à propos de cette alliance.

L'invasion de la Palestine par les juifs a commencé en 1881. Avant le déferlement des premiers immigrants, la Palestine avait une population d'un demi-million, la plupart des habitants étaient musulmans ou chrétiens et il n'y avait que 20 000 juifs. Chaque segment de la population jouissait de la liberté de religion, ce qui caractérise notre civilisation. La Palestine était une terre verdoyante, habitée principalement par la population arabe, qui y édifiait sa vie et bénéficiait d'une culture prospère. Entre 1882 et 1917, le mouvement sioniste a attiré dans notre territoire environ 50 000 juifs européens. Pour ce fairé, ce mouvement a dû recourir à la supercherie. Le fait qu'il ait réussi à obtenir du gouvernement britannique la déclaration Balfour prouve, une fois de plus, l'alliance entre le sionisme et l'impérialisme. En outre, en promettant au mouvement sioniste quelque chose que l'on ne pouvait donner, les Britanniques ont démontré l'oppression de la règle impérialiste. Les Britanniques n'avaient pas le droit d'autoriser le mouvement sioniste à installer un foyer national. C'est ainsi que la Société des Nations a abandonné le peuple arabe, et les principes et les promesses du président Wilson sont devenus inopérants. Et l'impérialisme britannique, sous forme de mandat, nous a été imposé cruellement et directement. Ce mandat, proclamé par la Société des Nations, permettait aux conquérants sionistes de consolider leur position sur notre territoire. Peu après la déclaration Balfour, et pendant trente ans, le mouvement sioniste a réussi, en collaboration avec son allié impérialiste, à installer d'autres juifs européens sur notre territoire, usurpant ainsi les biens des Arabes de Palestine. En 1947, les juifs étaient au nombre de 600 000, ils possédaient environ six pour cent de la terre palestinienne arabe. Ce chiffre devrait être comparé avec celui de la population de Palestine qui, à cette époque, s'élevait à 1 250 000 habitants.

Le résultat de cette collusion entre la puissance mandataire et le mouvement sioniste (grâce aussi à l'appui de quelques pays) a été que l'Assemblée générale, dès le début de l'organisation, a approuvé une recommandation visant à partager la Palestine. Cela a eu lieu dans une atmosphère

envenimée par des actes contestables et des pressions importantes. L'Assemblée générale a divisé ce qu'elle n'avait pas le droit de diviser : un territoire indivisible. Lorsque nous avons rejeté cette décision, notre attitude a été celle de la mère naturelle qui avait refusé au roi Salomon de couper son fils en deux alors que l'autre femme qui le réclamait aussi était disposée à accepter cette solution. En outre, malgré la résolution du partage qui accordait aux colonialistes cinquante-quatre pour cent de la terre de Palestine. ceux-ci ont été mécontents de cette décision et ont commencé une guerre terroriste contre la population civile arabe. Ils ont occupé quatre-vingt-un pour cent de l'ensemble de la terre de Palestine, déracinant ainsi un million d'Arabes. Ensuite, ils ont occupé 524 villes et villages arabes, en détruisant 385 au cours de cette invasion! Cela fait, ils ont installé leurs propres colonies sur les ruines de nos terres et de nos fermes. Ils ont cultivé nos vergers et nos champs. C'est ici que le problème de Palestine a son origine. Il ne s'agit donc pas d'un conflit religieux ou nationaliste entre deux religions ou deux nationalismes. Il ne s'agit pas d'une lutte à propos de frontières entre deux pays voisins. Il s'agit plutôt de la cause d'un peuple qui a été chassé de sa terre, dispersé, déraciné et condamné à vivre, dans sa grande majorité, dans des camps de réfugiés.

Avec l'appui des puissances impérialistes, le sionisme a pu tromper les Nations unies et a réussi à devenir membre de cette organisation internationale, c'est pour cela que la question de Palestine a été supprimée de l'ordre du jour. Le sionisme a également trompé l'opinion mondiale en lui donnant à croire qu'il s'agissait d'un problème de réfugiés ayant besoin de la charité de bienfaiteurs et qu'il fallait installer ailleurs. Non content de tout cela, le sionisme raciste a voulu se transformer en base impérialiste, et cela conformément à un concept impérialiste colonialiste, et se constituer un arsenal d'armes. Cela lui a permis d'assumer son rôle, qui consiste à asservir la population arabe et à l'attaquer afin de satisfaire ses ambi-

tions expansionnistes, en annexant des terres palestiniennes et d'autres terres arabes. C'est ainsi que deux grandes guerres ont été déclenchées. En 1956 et en 1967, ce qui a mis en danger la paix mondiale et la sécurité internationale. Comme résultat de l'agression sioniste de juin 1967, l'ennemi a occupé le Sinaï égyptien jusqu'au canal de Suez, il a également occupé les hauteurs du Golan syrien, en plus de toute la rive occidentale du Jourdain. Ceci a créé une nouvelle situation dans notre terre, ravivant le problème du Proche-Orient. La situation s'est encore aggravée du fait de la persistance de l'ennemi dans sa politique d'occupation illégale de ces terres arabes, devenant ainsi une tête de pont de l'impérialisme mondial dirigé contre la Nation arabe. Le sionisme n'a pas respecté les décisions et les appels lancés par le Conseil de sécurité, ni l'opinion qui l'invitait à se retirer des terres occupées en juin 1967; tous les efforts pacifiques déployés à l'échelle internationale n'ont pas empêché l'ennemi de poursuivre sa politique d'expansion. La seule alternative qui s'offrait aux Nations arabes, notamment à l'Égypte et à la Syrie, était de déployer tous leurs efforts pour se préparer à lutter contre cette invasion armée barbare afin de libérer les terres arabes et de rétablir les droits des Palestiniens. C'est ce qu'ils ont fait après que tous les moyens pacifiques se soient révélés inefficaces.

C'est dans ce contexte que la quatrième guerre, celle d'octobre 1973, a été déclenchée, ce qui a prouvé la faillite de la politique d'expansion et de la loi de la force militaire. Malgré tout cela, les dirigeants de l'entité sioniste sont loin d'avoir tiré une leçon de cette expérience. Ils se préparent à déclencher une cinquième guerre afin de revenir au langage de la supériorité militaire, de l'agression, du terrorisme, de l'asservissement, enfin, de la guerre avec les Arabes.

C'est avec beaucoup de peine que notre peuple entend la propagande selon laquelle notre ennemi a mis en valeur nos terres qui étaient « désertiques » et qui n'étaient « même pas habitées », que cette colonisation n'a porté « aucune atteinte

aux intérêts » de la population. Non, de tels mensonges ne peuvent pas être prononcés du haut de cette tribune. Il faut que tout le monde sache que la Palestine a été le berceau des cultures et des civilisations les plus anciennes. Son peuple arabe a continué à semer sur toutes ses terres au cours de milliers d'années, à donner l'exemple de la liberté religieuse, à garder avec respect les Lieux Saints qui se trouvent sur son sol. En tant que fils de Jérusalem, je garde pour moi et pour mon peuple les souvenirs les plus beaux et les images les plus vives de la fraternité religieuse qui existait dans notre Ville Sainte avant la catastrophe. Notre peuple n'a cessé de pratiquer cette politique que lorsqu'il a été dispersé par Israël et que ce dernier a été créé. Néanmoins, nous sommes déterminés à poursuivre notre rôle humanitaire en Palestine; et nous n'accepterons jamais que cette terre devienne un tremplin pour l'agression ni un camp raciste voué à la destruction de la civilisation, des cultures, du progrès et de la paix. Notre peuple ne peut qu'aller dans le sillage de ses ancêtres en résistant aux envahisseurs et en assumant la tâche de défendre sa terre natale, sa Nation arabe, sa culture et sa civilisation, et en sauvegardant le berceau des religions monothéistes.

A ce sujet, je voudrais parler des positions israéliennes qui sont à l'opposé des nôtres : son appui à l'organisation de l'armée secrète en Algérie, ainsi qu'aux colons installés en Afrique, que ce soit au Congo, en Angola, au Mozambique, au Zimbabwé, en Namibie ou en Afrique du Sud, et son appui au Vietnam du Sud contre la Révolution vietnamienne. Ajoutons à cela qu'Israël donne son appui partout aux impérialistes et aux racistes. Son obstruction au comité des vingt-quatre, son refus de voter en faveur de l'indépendance des pays africains, son opposition aux revendications de nombre de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et de plusieurs autres États dans les conférences sur les matières premières, la population, le droit de la mer et l'alimentation, sont une preuve du caractère de l'ennemi qui a usurpé notre terre. To us ces faits justifient la lutte que nous menons contre lui. Alors que nous

défendons l'avenir, Israël défend les mythes du passé. L'ennemi mortel auquel nous faisons face a commis beaucoup de crimes contre les juifs eux-mêmes, car, au sein de l'entité sioniste, il y a un racisme pratiqué à l'encontre des juifs orientaux. Alors que nous condamnions avec force les massacres des juifs par les nazis, les dirigeants sionistes semblaient plus intéressés, à l'époque, à les exploiter afin de réaliser leur objectif d'immigration en Palestine. Si cette immigration des juifs en Palestine avait eu pour but de leur permettre de vivre à nos côtés et de bénéficier des mêmes droits et devoirs, nous leur aurions ouvert les portes, comme nous l'avons déjà fait pour les Arméniens et les Circassiens qui vivent parmi nous en tant que frères et citoyens bénéficiant des mêmes droits. Mais que l'on usurpe notre terre, qu'on nous disperse et fasse de nous des citoyens de deuxième classe, c'est une chose que nous ne pourrons jamais accepter.

C'est pour cela que, dès le début, notre Révolution n'a pas été motivée par des facteurs raciaux ou religieux. Elle n'est pas dirigée contre l'homme juif en tant que tel, mais contre le sionisme raciste et l'agression. Dans ce sens, notre Révolution est faite pour l'homme juif en tant qu'être humain, elle est favorable à l'homme juif. Nous luttons afin que le juif, le chrétien et le musulman puissent vivre sur le même pied d'égalité, c'est-à-dire bénéficier des mêmes droits, en assumant les mêmes devoirs sans aucune discrimination raciale ou religieuse. Donc, nous établissons une distinction entre le judaïsme et le sionisme. Nous nous opposons au sionisme colonialiste mais nous respectons la foi juive, car cette religion fait partie de notre patrimoine. Aujourd'hui. un siècle après la naissance du mouvement sioniste, nous mettons en garde les juifs contre le danger croissant que ce mouvement constitue contre les juifs, contre le peuple arabe, contre la paix et la sécurité mondiales. Car le sionisme encourage les juifs à quitter leur pays et à adopter une nationalité artificielle, raciste, et cela à la place de leur nationalité véritable. Le sionisme encourage les activités terroristes, bien que

la terreur se soit révélée inefficace. L'émigration constante des juifs d'Israël, qui va d'ailleurs se développer lorsque les bastions du colonialisme et du racisme seront abattus dans le monde, est un exemple de l'échec inévitable de ces activités. Nous invitons les peuples et les gouvernements du monde à lutter fermement contre les tentatives sionistes visant à encourager les juifs à émigrer en Israël et à usurper notre terre. Nous les invitons également à s'opposer à toute discrimination contre un être humain pour des raisons de religion, de race ou de couleur.

Nous nous demandons, je me demande, pourquoi le peuple arabe de Palestine, pourquoi notre peuple devrait payer le prix de la discrimination dans le monde? Pourquoi doit-il être tenu pour responsable des problèmes de l'immigration juive, si ce problème existe encore dans certains esprits? Je me demande pourquoi ceux qui défendent ce problème, s'ils ont jamais existé, n'assument pas la responsabilité en ouvrant largement leur pays à ces immigrants juifs. Pourquoi ne les aident-ils pas? Pourquoi ne leur ouvrent-ils pas les portes de leur pays? Ceux qui qualifient notre Révolution de terroriste le font pour mystifier l'opinion mondiale et l'empêcher de voir la réalité, de voir notre vrai visage, ce visage qui est celui de la justice et de l'autodéfense. On veut également empêcher l'opinion mondiale de voir le vrai visage du sionisme qui est celui de la terreur et de la tyrannie. La différence entre le révolutionnaire et le terroriste réside dans la raison de la lutte. Celui qui lutte pour une cause juste, celui qui lutte pour obtenir la libération de son pays, celui qui lutte contre l'invasion et contre l'exploitation, ainsi que contre les colons, ne peut guère être qualifié de terroriste. On ne peut jamais le qualifier de terroriste, ou alors il faudrait considérer le peuple américain comme terroriste lorsqu'il a lutté contre le colonialisme britannique, il faudrait considérer la résistance opposée aux nazis par les Européens comme terroriste, il faudrait qualifier de même la lutte des peuples de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Il faudrait

que beaucoup d'entre vous, ici, se considèrent comme terroristes. Non, il s'agit là d'une lutte juste et légitime, une lutte consacrée par la charte de votre organisation, c'est-à-dire les Nations-Unies, ainsi que par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Quant à ceux qui prennent les armes pour lutter contre des causes justes, ceux qui déclenchent la guerre pour occuper notre terre, la coloniser et l'opprimer, ce sont ceux-là les vrais terroristes et leurs actes doivent être condamnés et considérés comme des crimes de guerre. C'est la cause juste et utile qui détermine le droit à la lutte.

Le terrorisme sioniste, qui a été exercé contre le peuple palestinien, a été constaté dans des documents officiels distribués ici même, aux Nations-Unies. En effet, des milliers de Palestiniens ont été assassinés dans les villages et dans les villes, des dizaines de milliers ont été contraints, à la pointe de la baïonnette, à quitter leurs terres menacées par les bombardements israéliens. Ils ont abandonné leurs fovers. Que d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards ont été évacués, et obligés d'aller dans le désert, de franchir des montagnes sans eau ni nourriture. Ceux qui ont vu les catastrophes de 1948 s'abattre sur les habitants de centaines de villes et de villages, Jérusalem, Jaffa, Lydda, Ramlé et la Galilée, ne pourront jamais oublier ces expériences, même si un silence de plomb a réussi à masquer ces crimes horribles. De même, on a caché les vestiges de 385 villes et villages palestiniens détruits à l'époque et effacés de la carte du pays. On a détruit 19 000 maisons au cours des sept dernières années, ce qui équivaut à la destruction de 200 autres villages palestiniens. Ceci a provoqué beaucoup de dégâts, des centaines de personnes ont été mutilées et ont subi des sévices dans les prisons israéliennes. Les prisons israéliennes existent partout, nul silence ne peut les cacher. Le terrorisme sioniste se nourrit de haine. Cette haine a même été dirigée contre l'olivier, qui est le symbole de notre pays, la Palestine.

Ils ont cherché à tout détruire; comment peut-on décrire la déclaration faite par Golda Meir lorsqu'elle exprime son

inquiétude au sujet « des naissances d'enfants palestiniens qui se produisent quotidiennement? » On voit dans l'arbre palestinien, dans l'enfant palestinien, un ennemi dont il faut se débarrasser. Pendant des dizaines d'années, les sionistes ont tourmenté les dirigeants politiques, sociaux et culturels de notre pays, pratiquant la terreur et les assassinant. Expulsant ces dirigeants, ils ont volé notre patrimoine culturel, notre folklore populaire en prétendant que cela leur appartient. Leur terrorisme s'est même étendu jusqu'aux lieux sacrés de Jérusalem, ville de la paix que nous chérissons tant. Ils ont voulu changer le caractère de cette ville pour qu'elle perde sa qualité arabe, musulmane et chrétienne, en évinçant la population arabe et en l'annexant. Il faudrait parler de l'incendie de la mosquée Al-Aqsa et de la défiguration de nombreux monuments historiques et religieux; Jérusalem, avec son histoire religieuse et ses valeurs spirituelles, est le témoin pour les générations à venir de notre présence éternelle, de notre civilisation, de notre valeur humaine, et il n'est pas étonnant que sous son ciel les trois religions soient nées et qu'à son horizon ces religions brillent pour éclairer l'humanité, pour exprimer les préoccupations et les espérances de cette humanité et pour tracer la voie de l'avenir avec ses espérances.

Le petit nombre d'Arabes palestiniens qui n'ont pas été expulsés par les sionistes en 1948 sont présentement des réfugiés sur leur propre terre. La loi israélienne les traite comme des citoyens de deuxième classe, et même de troisième classe : les juifs orientaux sont les citoyens de deuxième classe. Ils ont été soumis à toutes les formes de discrimination raciale et de terrorisme, après qu'on leur ait confisqué leurs terres et leurs propriétés. Ils ont été victimes de massacres sanguinaires comme celui de Kfar-Kassem, ils ont été forcés d'évacuer leurs villages et ils se sont vu dénier le droit de retourner chez eux, comme ce fut le cas des villages de Ikrit et Kfar-Birim. Pendant 26 ans, notre population a vécu sous la loi martiale. Elle n'a pas le droit de se déplacer d'un point à un autre sans avoir au préalable la permission du gouverneur

militaire israélien, et ce au moment même où Israël promulgue une loi par laquelle il accorde automatiquement la citoyenneté à tout juif qui désire immigrer dans notre patrie. De plus, une autre loi israélienne stipule que les Palestiniens, qui n'étaient pas présents dans leurs villes ou villages au moment de l'occupation, n'ont pas droit à la citoyenneté israélienne.

Le registre des dirigeants israéliens est rempli d'actes de terreur perpétrés contre ceux de notre peuple qui sont restés au Sinaï ou sur les hauteurs du Gòlan pendant l'occupation. Le bombardement de l'école de Bahr-Al-Bakar et celui de l'usine d'Abou Zaabal sont des actes de terrorisme que nous ne pourrons jamais oublier. La destruction totale de la ville syrienne de Kuneitra est à l'image du terrorisme systématique et des crimes qui ont lieu dans notre pays. Si l'on devait dresser la liste des crimes perpétrés jusqu'à nos jours par les sionistes dans le Sud du Liban, comme la piraterie, les bombardements, la politique de la terre brûlée, la destruction de centaines de maisons, l'expulsion de civils et l'enlèvement de citovens libanais, leur énormité bouleverserait les plus insensibles. Ce sont des violations flagrantes de la souveraineté du Liban, et ce en vue de préparer le détournement des eaux de la rivière Litani.

Il est inutile de rappeler les nombreuses résolutions adoptées, par lesquelles l'Assemblée générale condamne les agressions israéliennes, les violations israéliennes des droits de l'homme et des articles des conventions de Genève, de même que les résolutions relatives à l'annexion de la ville de Jérusalem et à la modification de son statut. De tels actes ne peuvent être qualifiés que d'actes de barbarie et de terrorisme. Et pourtant, les racistes sionistes et colonialistes ont l'audace de qualifier la lutte légitime de notre peuple d' « acte de terrorisme ». Comment peut-on déformer davantage la vérité? Lorsque la majorité des Palestiniens a été déracinée de sa terre en 1948, la lutte du peuple palestinien pour l'autodétermination a continué dans les conditions les plus difficiles. Nous avons fait tout notre possible afin de continuer notre lutte pour réaliser

nos droits nationaux. Nous avons même lutté pour exister; même dans l'exil nous avons assuré l'éducation de nos enfants afin d'assurer notre survie.

Le peuple palestinien a produit des milliers de médecins, d'avocats, de professeurs et de savants qui ont participé activement au développement des pays arabes limitrophes sur leurs terres usurpées. Les Palestiniens ont utilisé leurs revenus pour aider les jeunes et les vieillards qui sont restés dans les camps de réfugiés. Nous avons éduqué nos jeunes sœurs et frères, nous avons aidé les parents et nous nous sommes occupés de leurs enfants. Mais le Palestinien a toujours rêvé du retour. La confiance du Palestinien en la Palestine et sa volonté d'y revenir n'ont jamais été ébranlées : son enthousiasme n'a jamais été atteint, rien n'a pu le faire renoncer à son identité palestinienne ou à sa terre. Le temps ne lui a pas fait oublier sa terre comme beaucoup l'espéraient. Quand notre peuple a perdu espoir dans la communauté internationale qui persistait à ignorer ses droits, et quand il est devenu évident que les Palestiniens ne pourraient pas récupérer leurs terres par des moyens politiques, il n'a pas eu d'autre choix que de recourir à la lutte armée. Ils ont utilisé dans cette lutte toutes les ressources matérielles et humaines. Nous avons fait face avec courage aux actes inimaginables de terreur des Israéliens qui voulaient décourager et arrêter cette lutte. Au cours des dix dernières années de notre lutte, des milliers de Palestiniens sont devenus martyrs, d'autres ont été blessés, mutilés et emprisonnés : ils se sont sacrifiés pour résister à la menace de disparition, pour regagner notre droit à l'autodétermination et retourner sur nos terres.

Les Palestiniens qui vivent sous l'occupation sioniste résistent à l'arrogance et luttent contre l'oppression, la tyrannie et le terrorisme. Ceux qui sont en prison — ou qui vivent dans la grande prison qu'est devenue la terre occupée — luttent pour que leur patrie reste arabe. Ils luttent pour leur existence même, et pour préserver le caractère arabe de leurs terres. Ils résistent à l'oppression, à la tyrannie et au terrorisme

sous toutes leurs formes. C'est dans le cadre de notre lutte populaire armée que notre politique et nos institutions nationales se sont cristallisées; et un mouvement de libération nationale, comprenant tous les groupes palestiniens, les organisations et toutes les capacités du peuple, s'est concrétisé dans l'Organisation de libération de la Palestine. C'est dans le cadre de ce mouvement palestinien de libération nationale que la lutte de notre peuple a mûri et est devenue assez importante pour accorder sa place à la lutte politique et sociale à côté de la lutte armée. L'Organisation de libération de la Palestine est devenue un facteur extrêmement important en ce qui concerne la création d'une nouvelle identité palestinienne, l'avenir de notre Palestine, et ne se contente pas de mobiliser les Palestiniens pour répondre au défi du présent.

L'Organisation de libération de la Palestine peut être fière d'avoir entrepris de nombreuses activités culturelles et éducatives alors qu'elle mène sa lutte armée et au moment où elle fait face aux coups féroces du terrorisme sioniste. Nous avons créé des instituts de recherche scientifique et de développement agricole, de bien-être social, ainsi que des centres pour la renaissance de notre patrimoine culturel et la conservation de notre folklore. De nombreux artistes et écrivains palestiniens ont enrichi la culture arabe et, d'une manière générale, la culture mondiale. Des œuvres profondément humaines ont gagné l'admiration de tous ceux qui nous connaissent. Par contre, notre ennemi a systématiquement détruit notre culture et propagé des idées impérialistes et racistes, afin de nous empêcher de réaliser les progrès de la justice, de la démocratie et de la paix. L'Organisation de libération de la Palestine a acquis son caractère légitime grâce au sacrifice inhérent à son rôle d'avant-garde, et grâce à ses dirigeants qui se sont consacrés à la lutte nationale. Sa légitimité lui a été accordée par les masses palestiniennes qui ont choisi de mener leur lutte sous sa direction. L'Organisation de libération de la Palestine a acquis sa légitimité en représentant tous les secteurs ou tous les groupes palestiniens, aussi

bien dans le Conseil national que dans les institutions palestiniennes. Sa légitimité a encore été renforcée par l'appui de toute la nation arabe. Elle a été consacrée à la dernière conférence au sommet arabe, qui a réaffirmé le droit de l'Organisation et sa qualité — en tant que représentante du peuple palestinien — à établir un État national indépendant sur tous les territoires libérés de Palestine. La légitimité de l'Organisation de libération de la Palestine a été accrue par l'appui fraternel des autres mouvements de libération et des autres nations qui nous encouragent et nous aident dans notre lutte pour assurer nos droits nationaux.

Je dois exprimer ici la gratitude chaleureuse de nos révolutionnaires aux pays non alignés, aux pays socialistes, aux pays islamiques, aux pays africains, aux pays amis d'Europe ainsi qu'à tous nos amis d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. L'Organisation de libération de la Palestine est le seul représentant légitime du peuple palestinien : c'est pour cela qu'elle exprime les aspirations et les désirs de son peuple. C'est également pour cela qu'elle vous transmet les désirs et les espoirs du peuple palestinien et vous invite à assumer votre responsabilité historique à l'égard de notre juste cause.

Depuis de longues années, notre peuple subit les ravages de la guerre, de la destruction et de la dispersion. Nous avons payé du sang de nos fils, et ceci ne peut être compensé. Nous avons subi l'occupation, la dispersion, l'éviction et la terreur plus qu'aucun autre peuple. Et tout cela n'a pas rendu notre peuple vengeur. Tout cela ne nous a pas rendus racistes. Tout cela ne nous a pas empêchés de distinguer entre nos amis et nos ennemis. C'est pour cela que nous déplorons tous les crimes perpétrés contre les juifs : nous déplorons aussi la discrimination délibérée dont les juifs ont souffert en raison de leur croyance.

En tant que révolutionnaire luttant pour la liberté, j'en connais parmi vous qui ont été comme moi, qui ont mené une lutte identique à la mienne et qui, grâce à cette lutte, ont pu concrétiser leurs rêves et en faire une réalité. Ils ont partagé

mes rêves et c'est pour cela que je les invite à nous aider à concrétiser nos rêves communs en ce qui concerne l'avenir de la paix sur cette terre sacrée. Il faudrait que ces rêves deviennent, sur cette terre, des réalités de lumière. Devant un tribunal militaire israélien, un révolutionnaire juif a dit : « Je ne suis pas un terroriste, je crois qu'il faudrait créer un État démocratique sur cette terre palestinienne. » Il s'agit de Ahud Adif, qui a été incarcéré par les militaristes sionistes. Il a été mis en prison avec ceux qui partagent sa foi et, du haut de cette tribune, je les salue et je salue leur lutte héroïque. Les mêmes tribunaux militaires sont également en train de juger un autre combattant héroïque, l'archevêque Capucci. Ce combattant a fait de sa main le signe de la victoire, symbole de notre Révolution, et a dit : « J'agis dans l'intérêt de la paix en Palestine afin que tous vivent en paix sur la terre de la paix. » Cet archevêque, évidemment, sera condamné au même sort, c'està-dire qu'il sera incarcéré comme Adif. Permettez-moi de lui exprimer dans sa prison sombre ma gratitude chaleureuse.

Pourquoi? Pourquoi ne pourrais-je pas rêver? Pourquoi ne pourrais-je pas espérer, alors que la Révolution consiste à concrétiser les rêves et les espoirs? Agissons ensemble afin que le rêve devienne réalité, afin que, de mon exil, je rentre avec mon peuple pour vivre avec ce juif combattant et avec ces camarades, ainsi qu'avec cet évêque chrétien courageux et ses frères, dans le cadre d'un seul pays démocratique où chrétiens, juifs et musulmans vivront, dans un État fondé sur une base de justice, d'égalité et de fraternité. Ce noble rêve ne vautil pas que je lutte avec tous les hommes nobles du monde, ceux qui sont épris de liberté? Ce rêve est d'autant plus précieux qu'il a pour objet la Palestine, terre sainte, terre de paix, de martyre, d'héroïsme et d'histoire. Les juifs d'Europe et des États-Unis ont lutté pour des pays larques où l'Église est séparée de l'État. Ils ont lutté contre la discrimination qui repose sur des bases religieuses. Comment peuvent-ils refuser ce modèle social à notre terre sainte?

Je vous invite à permettre à notre peuple d'établir sa

souveraineté nationale indépendante sur sa propre terre.

Je suis venu ici tenant d'une main le rameau d'olivier et, de l'autre, mon fusil de révolutionnaire. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main.

La guerre embrase la Palestine et pourtant la paix naîtra de la Palestine¹.

1. Palestine Informations a public un additif au discours de Yasser Arafat.

En effet, un passage important ne figurait pas dans la première traduction française disponible — celle que nous reproduisons —, le voici :

« En tant que président de l'OLP, j'appelle les juifs, chacun personnellement, à reconsidérer leur vue quant au chemin de l'abîme sur lequel le sionisme et les dirigeants israéliens les conduisent. C'est un chemin qui les mènera vers une hémorragie sanglante, continue, persistant dans le déclenchement des guerres et les utilisant comme chair à canon. Nous vous appelons à vous engager sur une autre voie, libérée des tentatives de vos dirigeants qui veulent généraliser le complexe suicidaire de Massada et vous convaincre d'un destin fatal. Nous vous lançons l'appel le plus généreux, afin que nous vivions effectivement une paix juste, ensemble, dans notre Palestine démocratique. En tant que président de l'OLP, je déclare que nous ne souhaitons aucunement l'épanchement d'une seule goutte de sang juif et arabe. Nous ne chercherons nullement à poursuivre, une minute de plus, la guerre, si nous trouvons une paix juste, fondée sur les droits et les aspirations de notre peuple, sur ses espoirs. »

El-Fath Mouvement de libération nationale palestinienne

. u.

Bref historique

La constitution d'un mouvement de lutte armée prend naissance dans les milieux de jeunes Palestiniens nationalistes, dans les années cinquante. Les premiers embryons du Fath sont mis sur pied à Gaza en 1956, sous l'occupation sioniste. La nouvelle organisation travaille dans la clandestinité. Elle se heurte à une forte opposition de la part de tous ceux qui ne croient pas à la lutte armée. Le Fath réussit, en dépit de la répression, à se développer, à former des cadres clandestins, à assumer leur entraînement militaire, à se constituer un petit capital financier, à acquérir quelques armes et à accomplir des missions de reconnaissance en territoires occupés. Le 1er janvier 1965, Al-Assifa (La Tempête), la branche militaire du Fath, lance sa première opération contre Israël. De 1965 à 1967, en même temps qu'il intensifie ses opérations, le mouvement s'adresse aux sommets arabes successifs pour leur expliquer les buts de sa lutte. Après la bataille de juin 1967, le mouvement croît rapidement et acquiert une grande popularité. Dès le 20 juin 1967, Al-Assifa transfère son commandement général en territoires occupés

et décide, le 28 août 1967, d'entamer les opérations militaires en Cisiordanie. Fin 1967, des bases d'appui et d'attaque sont installées dans les régions des Aghouars, sur la rive est du Jourdain. En même temps, le mouvement se renforce militaire. ment et accroît sa présence dans les camps de réfugiés. Dans les années 1968-1969, en intégrant plusieurs petites organisations : le Front de la Palestine (13.09.68), la Brigade Khaled Ibn Al-Walid (07.09.68), le Mouvement de la jeunesse révolutionnaire palestinienne (25.11.68), les Organisations ouvrières pour le soutien à la révolution, les Palestiniens libres, les Forces du diihad (12.06.69), ainsi que des éléments de Kataeb al-Nasr (les Phalanges de la victoire). Devant la recrudescence des opérations du Fath, les forces armées israéliennes lancent une grande offensive, qui tourne à leur désavantage : la victoire du Fath et de la résistance à Karameh constitue un tournant décisif et consacre l'importance du mouvement de résistance, sur le plan local, arabe et international. Après Karameh, les Israéliens ne lanceront plus d'opérations terrestres contre les bases de commandos. En février 1969, le Fath participe à la 5e session du Conseil national palestinien et Yasser Arafat (Abou Ammar), porte-parole du Fath, est élu président du Comité exécutif de l'OLP. Depuis, le Fath jouit d'un immense prestige auprès des masses. Au début de 1969, il met sur pied le Comité des affaires sociales, la Fondation des martyrs et le Croissant rouge palestinien. Face à la montée croissante de la résistance, et au prestige accru dont elle bénéficie auprès des masses jordano-palestiniennes, Hussein s'inquiète et entreprend la liquidation de la résistance. Les troupes bédouines sont lancées à l'assaut des bases de fidavine en novembre 1968. février et juin 1970. En septembre, c'est une véritable guerre rangée entre le roi et les organisations palestiniennes. Après ces affrontements sanglants, le Fath accepte - comme d'autres organisations palestiniennes — de signer les Accords du Caire et se voit obligé de se réfugier au nord du pays (à Jerash, Ailoun, Irbid, etc.). En juillet 1971, les troupes jordaniennes se lancent à l'assaut du dernier réduit de la résistance. Le Fath, qui a le mérite d'avoir organisé la lutte armée populaire, reste actuellement, et de loin, l'organisation palestinienne la plus importante et la plus représentative.

Structure de l'organisation

L'Exécutif du mouvement est le Bureau politique ; ses membres sont élus au sein du Comité central. Le Bureau Politique est responsable devant le Comité central dont il doit exécuter le programme politique défini par le Congrès national qui est la plus haute instance du mouvement. Au sein de cette structure politique, s'imbrique une structure militaire, où collaborent étroitement responsables militaires et commissaires politiques. Le commandement militaire est représenté au sein du Bureau politique, qui le charge d'exécuter les opérations. La plupart des officiers d'Al-Assifa ont été formés en Algérie, en Syrie, en République démocratique du Vietnam et en Chine populaire. Le combattant est vêtu, nourri et équipé par l'organisation. Ceux qui sont mariés et pères de famille sont pris en charge et une pension à vie est versée aux veuves des martyrs. Il existe une autre branche armée, la Milice populaire, mobilisable à tout moment. Le Fath dispose de plusieurs institutions centrales, dont le Croissant rouge, la Fondation des martyrs, le Bureau d'information, etc. Il a créé une Union des travailleurs, une Union des étudiants, une Union des femmes et une organisation de jeunes : Al-Achbal (les Lionceaux).

Orientation idéologique

Le but proclamé du Fath est d'édifier un État palestinien indépendant « unifié, laïque, démocratique et progressiste », dans lequel tous les citoyens, quelles que soient leurs confessions, leurs origines, jouiront de droits et auront des devoirs égaux, ce qui permettra « l'édification d'une société arabe progressiste ». Pour atteindre cet objectif, le Fath lutte pour le démantèlement des structures étatiques de l'État sioniste. Il lutte, non contre les juifs, mais contre Israël, colonisation basée sur un système

théocratique, raciste et expansionniste, expression du sionisme. L'organisation définit l'ennemi comme étant l'impérialisme et le sionisme. Il veut constituer un front national de tous les éléments patriotes. Il affirme que le peuple palestinien est seul capable de triompher de l'agression impérialiste en Palestine, qu'il faut compter essentiellement sur ses propres forces, et que sa lutte fait partie intégrante de celle des peuples arabes et du Tiers Monde. Mais il refuse de s'immiscer dans les affaires intérieures des pays arabes et ne prétend pas se substituer aux peuples frères. Il n'est pas un parti ni, a fortiori, un mouvement marxiste-léniniste, mais un mouvement de libération nationale anti-impérialiste \(^1\).

^{1.} Sur cette organisation, consulter: Ghazi Khorshid: Dalil harakat al-mukawamah al filastiniyyah, CRP., Beyrouth, 1971; A. Alencastre: El-Fatah: Les commandos arabes en Palestine, SNED, Alger, 1970; Naji Allouch: Mounakachāt Hawl al-thawra al-filastiniyyah, (Discussions autour de la révolution palestinienne), Dar Al-Tali'a, Beyrouth, 1970; Al-Mukawamah al-filastiniyyah: Al-waqi' wal Tawakou'ât (La résistance: réalité et perspectives), livre publié par Dirâsât arabiyyah, Dar Al-Tali'a, Beyrouth, juillet 1971; Dr. Hossam Al-Khatib: Fil tajribah al-Thawriyyah al-Filastiniyyah, (Sur l'Expérience révolutionnaire palestinienne), Ministère de la Culture, Damas, 1972.

« Non » à la Résolution du 22 novembre 1967 et « oui » à la lutte de libération des peuples Déclaration du Comité central du Fath 1er janvier 1969

- 1. Le Mouvement de libération nationale palestinienne Fath est l'expression du peuple palestinien et de sa volonté de libérer son territoire de la colonisation sioniste afin de recouver son identité nationale.
- 2. Le Mouvement de libération nationale palestinienne Fath ne lutte pas contre les juifs en tant que communauté ethnique et religieuse. Il lutte contre Israël, expression d'une colonisation basée sur un système théocratique raciste et expansionniste, expression du sionisme et du colonialisme.
- 3. Le Mouvement de libération nationale palestinienne Fath rejette toute solution qui ne tienne pas compte de l'existence du peuple palestinien et de son droit à disposer de lui-même.
- 4. Le Mouvement de libération nationale palestinienne Fath rejette catégoriquement la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 et la mission Jarring qui en est issue. Cette résolution ignore les droits nationaux du peuple palestinien. Elle passe sous silence l'existence de ce peuple. Toute solution soi-disant pacifique qui ignore cette donnée fondamentale sera, par conséquent, inévitablement vouée à l'échec. En tout état de cause, l'acceptation de la résolution pseudo-politique, par une partie quelconque, ne lie aucunement le peuple palestinien déterminé à poursuivre sans merci sa lutte contre l'occupation étrangère et la colonisation sioniste.
- 5. Le Mouvement de libération nationale palestinienne Fath proclame solennellement que l'objectif final de sa

lutte est la restauration de l'État palestinien indépendant et démocratique dont tous les citoyens, quelle que soit leur confession, jouiront de droits égaux.

- 6. La Palestine faisant partie de la patrie arabe, le Mouvement de libération nationale palestinienne Fath œuvrera pour que l'État palestinien contribue activement à l'édification d'une société arabe progressiste et unifiée.
- 7. La lutte du peuple palestinien, comme celle du peuple vietnamien et des autres peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, fait partie du processus historique de libération des peuples opprimés par le colonialisme et l'impérialisme.

De la Révolution palestinienne à la Révolution arabe 1970

Foyer et partie intégrante de la Révolution arabe, la Révolution palestinienne, d'après ce texte du Fath, sera le ferment d'une situation révolutionnaire arabe. D'ailleurs, ne peut-on pas déjà remarquer les transformations du monde arabe, fruits de l'action palestinienne? Publié par le Fath, avant septembre 1970 \(^1\), ce texte éclaire les événements postérieurs qui ont démontré que l'affaiblissement de la Révolution arabe entraîne celui de la Révolution palestinienne, et vice versa. Et les événements de Jordanie (1970-1971) auraient-ils été possibles, et aussi tragiques, si la Révolution arabe ne traversait, à cette époque, une phase de recul\(^1\)?

Le problème palestinien a été créé après la première guerre mondiale par les États colonialistes qui se sont emparés

1. El-Fath par ses textes, brochure de 31 p. publiée par l'Organisation en 1970.

d'une partie de la terre arabe et y ont installé une population étrangère, de manière à contrôler ce carrefour stratégique. Ces visées colonialistes rejoignaient celles des sionistes. Ils ont donc trouvé dans le sionisme un allié idéal. Le territoire palestinien fut placé sous mandat britannique et des mesures furent prises pour y installer un État national juif. Les pays voisins — Liban, Syrie, Transjordanie, Irak, Égypte — étant eux-mêmes sous mandat britannique ou français, les Arabes de Palestine se trouvèrent isolés (...)

La politique adoptée par les colonialistes anglais et français dans le domaine de l'enseignement a contribué, de son côté, à rompre l'unité culturelle arabe. Il en fut de même dans le domaine économique, les occupants s'étant attachés à intégrer l'économie de la région qu'ils contrôlaient dans l'empire colonial. C'est ainsi que chacun des pays du monde arabe a développé une économie indépendante du reste de la région, réduisant à néant la complémentarité existant auparavant.

En Palestine, une entité régionale politique et économique, isolée du reste de la patrie arabe, a été constituée. Toutes les conditions étaient ainsi réunies pour la création d'un État sioniste.

La Révolution et les peuples arabes

En tant que partie intégrante de la révolution arabe, la révolution palestinienne, par sa vitalité, son efficacité et l'absence de déviation idéologique qui la caractérise, est un modèle de lutte nationale de libération. (...)

La révolution palestinienne apparaît comme totalement différente des révolutions arabes, car elle ne saurait séparer libération politique et libération économique et sociale. Elle se situe à l'avant-garde. (...)

Il faudra procéder graduellement, par étapes, en commençant par unifier l'action de toutes les forces patriotiques dans les régions voisines de la Palestine — plus sensibilisées que les autres au problème —, pour passer ensuite aux autres régions et finir par celles qui n'ont pas de contact direct avec la pratique révolutionnaire de l'action armée. Les directions politiques qui ne se sont préoccupées jusqu'ici que de leurs problèmes locaux, ignorant les liens qui les rattachent aux autres régions arabes, devront s'employer à mobiliser toutes leurs ressources pour les mettre au service de la Révolution arabe dont l'expression vivante est la Révolution palestinienne. Étant donné les conditions dans lesquelles elle se développe, la Révolution palestinienne ne peut être accomplie sur un plan purement régional, en raison de la nature des liens politiques, sociaux et économiques qui la rattachent aux autres régions arabes, et à cause de la maturation idéologique qu'a subi, grâce à elle, la conscience arabe. La Révolution palestinienne — en ne s'attachant pas au seul espace local, et en élargissant ses institutions économiques et sociales propres - pourra s'insérer plus facilement dans les autres cadres sociaux arabes. Elle deviendra nécessairement le ferment qui fera mûrir une situation révolutionnaire dans le monde arabe-Cette maturation permettra de dépasser toutes les structures idéologiques et doctrinales divisionnaires, les particularismes régionaux, les allégeances partisanes, les liens économiques divers et contradictoires tissés sur le plan international. On pourra unifier ainsi tous les aspects de l'activité humaine à l'échelle de la patrie arabe, et en rejeter tous les aspects négatifs, par la pratique de la lutte armée, instrument efficace de libération et de développement.

On peut, d'ores et déjà, observer au sein de la société arabe les premiers effets des transformations provoquées par l'existence et l'action de la révolution palestinienne. Le bouillonnement qui règne au niveau des masses, à l'échelle de la patrie arabe tout entière, influe directement sur les orientations politiques, les relations régionales et internationales. Cette révolution a contribué dans une mesure importante à détourner l'esprit arabe des choses vaines, pour le mettre en contact direct avec la réalité. La politique des dirigeants arabes a toujours été définie devant l'opinion en fonction

du problème palestinien, mais ce problème a souvent été utilisé pour servir des intérêts particuliers. (...) Dans ce contexte, le problème se trouvait vidé de son contenu et devenait l'objet de surenchères (...)

Aujourd'hui, la révolution palestinienne a pris son essor; une telle exploitation au service d'intérêts et d'objectifs particuliers, quels qu'ils soient, est devenue impossible. La révolution palestinienne, dirigée par son avant-garde, est maintenant seule responsable de ses affaires. Elle s'est employée à définir des relations s'ans équivoque avec les autres régions arabes. En même temps, les aspirations des masses commencent à s'exprimer. Elles rejoignent la révolution palestinienne. Leur niveau de conscience s'élève. Elles passent du stade des slogans à celui de la participation active (...)

La relation dialectique entre la révolution palestinienne et la nation arabe doit nécessairement amener la révolution arabe à clarifier rapidement ses objectifs et son contenu social. (...) En dépit de son caractère régionaliste, la Révolution palestinienne constitue, en fait, le foyer de la révolte arabe contre des institutions économiques, idéologiques et politiques dépassées. Elle amorce un processus de bouleversement radical à l'échelle de la patrie arabe tout entière, conduisant à la destruction de cette aberration historique que constitue l'État d'Israël. (...)

L'ennemi sioniste proclamait son « droit » à occuper cette terre, à y établir des institutions politiques et économiques, faisant figure de modèle de civilisation aux yeux de l'Occident et même de quelques pays progressistes. Sur la foi de cette propagande, et face à la carence arabe, comment l'opinion mondiale n'aurait-elle pas admis le droit de l'ennemi à conserver la terre qu'il avait spoliée, en ignorant le droit absolu des Arabes sur cette même terre ?

La Révolution crée de nouvelles valeurs

La Révolution palestinienne a fini par s'imposer. Dépassant les contradictions de la société arabe, franchissant les barrières politiques et idéologiques, défiant l'existence sioniste et proclamant son droit à une existence indépendante du peuple, elle a assumé la responsabilité d'informer l'opinion internationale de son caractère progressiste. Ce faisant, elle a marqué un véritable tournant dans la vie arabe contemporaine; grâce à la lutte armée, c'est la question arabe qui se pose en terme de libération.

La révolution palestinienne a mis fin à une ère de stagnation, créant un climat révolutionnaire qui doit permettre à la société arabe de passer d'une étape de faiblesse et d'incapacité à l'étape de la vérité et de la force. Ce qui permet l'abandon de la tactique défensive et son remplacement par une stratégie d'affrontement global avec l'ennemi sioniste (...) Elle a choisi de prendre appui sur les masses pour faire aboutir le processus révolutionnaire à l'échelle de la patrie arabe (...) Elle s'est imposée après juin 67, assumant une politique indépendante et créant une direction autonome, contribuant ainsi à la formation de l'opinion arabe. (...) La défaite de juin a confirmé que la voie révolutionnaire suivie sous la direction du Fath était la bonne. Et la pensée arabe contemporaine s'est mise à l'école de la réalité. Elle s'est penchée sur les problèmes nouveaux qui sont apparus. (...) La Révolution constitue le pivot de ce processus. Ses répercussions idéologiques, psychologiques et pratiques sur la réalité arabe ont contribué à la naissance d'une nouvelle conception de l'avenir arabe. Le lien entre la Révolution palestinienne et la Révolution arabe est un lien dialectique : il détermine une inter-action réciproque et débouche sur une révolution globale. Et ce lien se renforce sans cesse, grâce à l'élimination des facteurs négatifs qui existent encore, et à la mise en valeur systématique des facteurs communs.

La Révolution palestinienne est aujourd'hui, dans le monde

arabe, une force qui joue un rôle déterminant sur les plans politiques et militaires. Elle a révélé à tous la nature et l'ampleur du défi lancé à l'existence arabe. (...) C'est pourquoi elle s'emploie à mobiliser par tous les moyens les masses arabes. Elle considère, en effet, que la libération de la Palestine doit, avant tout, s'appuyer sur ces masses. Cette stratégie implique la pratique d'une guerre, à la fois offensive et défensive, menée sur tous les fronts, y compris ceux de la politique et de l'économie, afin que l'initiative reste aux mains de la nation arabe. Elle implique également que le peuple engage une lutte de tous les instants contre le sousdéveloppement économique et social et contre la sclérose idéologique, afin d'abattre les institutions usées, de bâtir à leur place un appareil social, politique, économique et militaire révolutionnaire, répondant aux besoins des masses dans la phase actuelle du conflit et correspondant à la nature de la bataille engagée contre l'ennemi sioniste (...).

La Révolution palestinienne n'a pas à tenir compte de la sécurité régionale des États arabes voisins. Un tel souci est en contradiction avec la sécurité nationale arabe, il tend à consacrer la division actuelle des pays arabes, à limiter l'activité des résistants et, finalement, à entraver la marche du mouvement de libération. Le concept de sécurité régionale est une duperie d'origine réactionnaire et colonialiste. Sous prétexte que la lutte palestinienne menace la souveraineté nationale et les pouvoirs établis, on veut empêcher, en fait, que se fasse la jonction entre les masses arabes et la Révolution palestinienne. Le Fath, avant-garde de la Révolution, pense que les masses arabes, qui sont les bénéficiaires de cette révolution, comprennent l'intérêt de préserver la sécurité au niveau arabe, car le mouvement de résistance représente à leurs yeux une vivante image de leurs espoirs et de leurs aspirations à l'unité et à la libération.

C'est pourquoi on a vu ces masses arabes se dresser, chaque fois qu'un danger menaçait la Révolution palestinienne, ou qu'un complot liquidateur était fomenté contre elle par les forces contre-révolutionnaires. Individuellement et collectivement, tous les obstacles étaient franchis pour venir au secours de cette révolution et pour s'y associer, sans parler de l'aide matérielle et morale considérable qui lui était apportée. (...) Le mouvement des masses arabes a commencé à se développer et à prendre de l'ampleur, en dépit de tous les obstacles politiques et de toutes les entraves sociales et économiques. Il finira par entrer en contact direct avec la Révolution palestinienne.

(...) La politique expansionniste de l'ennemi contribue directement à donner à la révolution palestinienne un caractère national arabe. En occupant une partie des territoires avoisinant la Palestine, Israël a mis les masses de ces régions dans une situation identique à celle du peuple palestinien. L'ennemi a même contraint, par ses brimades et ses agressions, des milieux arabes liés à l'Occident à s'engager dans la lutte! Tenant compte de cette situation, la Révolution palestinienne a lancé le mot d'ordre de non-intervention dans les affaires intérieures des États arabes, tant que la sécurité de la Révolution serait garantie. En outre, par cette politique, la Révolution palestinienne entend montrer qu'elle ne saurait se substituer à la Révolution arabe dans ces régions. Ce sont les masses ellesmêmes qui doivent remplir leur rôle dans la bataille pour la libération.

La jonction des intérêts impérialistes avec les ambitions sionistes débouche sur une alliance stratégique contre la Nation arabe. Les rôles ont été répartis de la manière suivante:

- L'impérialisme mondial utilise Israël comme un moyen de pénétration dans les pays d'Asie et d'Afrique;
- Israël, « petit pays en voie de développement », aide les pays nouvellement indépendants, traite avec eux sur la base du libre-échange, de l'égalité et de la communauté des intérêts;
- L'impérialisme mondial fournit à Israël une aide économique et des armes.

Il s'agit en effet pour l'impérialisme de protéger cette base

de peuplement et d'assurer sa survie afin, d'une part, de lui permettre de poursuivre une politique expansionniste de nature à paralyser le développement du mouvement de libération arabe et, d'autre part, de préserver les positions et les intérêts impérialistes dans cette partie du monde. En tant que « colonie de peuplement », Israël représente une expérience impérialiste pilote sur le plan mondial. Tandis que les bases militaires de l'impérialisme dans le monde arabe ont été évacuées, et que la plupart des anciennes colonies d'Asie et d'Afrique sont devenues indépendantes, les ressources naturelles commencent à manquer dans le monde capitaliste. C'est pourquoi, pour avoir accès aux richesses des anciennes colonies, une nouvelle technique a été mise au point : des « bases de peuplement » — dont Israël constitue le cas-type — sont implantées. A partir de ces bases, une agression technologique est organisée dans le but d'ouvrir la voie à une reprise de l'exploitation des pays en voie de développement.

Si l'on compare Israël aux pays en voie de développement, et même à certains pays occidentaux, on constate qu'il détient sur le plan technologique une avance considérable, qui ne tient évidemment ni au nombre de ses habitants ni à l'abondance de ses ressources naturelles. Cette avance lui permet d'exporter son expérience technique et technologique vers les pays en voie de développement. Ces derniers seront donc amenés à ne plus compter sur leurs propres forces et à renoncer à exploiter eux-mêmes leurs richesses à un rythme correspondant au niveau atteint par leurs capacités techniques. Leur développement social ne sera pas en rapport avec leur développement économique. Les structures économiques et sociales s'en trouveront affaiblies, ils seront alors coupés des forces progressistes mondiales et se lieront au char capitaliste.

Les masses arabes créent l'histoire arabe

A cette incontestable supériorité technologique d'Israël, la nation arabe oppose des capacités humaines lui permettant d'écraser l'ennemi, de faire disparaître l'État d'Israël, de liquider la présence impérialiste à l'échelle arabe. A condition, toutefois, qu'elles puissent être mobilisées dans une guerre de libération populaire de longue haleine (...).

Malgré la défaite de juin et l'effondrement des armées arabes, la Révolution palestinienne a résolument poursuivi sa marche en avant, persuadée que, quelle que soit la gravité de l'échec subi, les masses peuvent réaliser des miracles. Sa confiance en elle-même, en sa capacité de défier l'ennemi et de libérer les régions occupées, s'est considérablement accrue après que des avant-gardes palestiniennes, peu nombreuses, eurent remporté à Karameh la bataille de la « karâma » (dignité). Les masses se sont senties délivrées du mythe de la supériorité israélienne. Elles ont compris que la guerre populaire était la voie de la libération et du salut. C'est à partir de cette glorieuse bataille qu'elles ont commencé à rejeter toute idée de solution politique — considérant les tentatives de ce type comme un complot international visant à liquider le problème arabe ---, et qu'elles ont retenu la violence armée comme moyen d'action privilégié (...).

L'expérience et l'erreur, après septembre 1970 1971

Faisant son autocritique, la Révolution a essayé, après les événements sanglants de Jordanie, d'analyser leurs causes et leurs effets, afin de mieux préparer l'avenir. Chaque mouvement avait présenté son analyse. Le texte qui suit représente le point de vue du Fath. Il reconnaît certaines erreurs et trace un tableau assez sombre de la situation de la Révolution : les pays arabes acceptent le plan Rogers, ils ne soutiennent la Résistance que du bout des lèvres. Elle doit se défendre contre le régime jordanien, continuer la lutte dans les territoires occupés et combattre les solutions pacifiques — notamment l'entité palestinienne — qui, à cette époque, signifiait la capitulation et la liquidation du problème palestinien. Le Fath y dénonce les mouvements aventuristes et activistes 1.

La bataille de Karameh était le reflet de la capacité de l'homme palestinien et de sa volonté inébranlable dans cette lutte. Elle a prouvé que la résistance héroïque, la foi dans la juste cause, et la détermination dans la lutte, avec des moyens et par des méthodes primitifs, peuvent faire remporter des victoires, dans une bataille limitée. Cette bataille a eu beaucoup d'aspects positifs. Mais en même temps nous avons été incapables, dans une certaine mesure, de comprendre la nature de cette phase et de nous préparer, de façon à mobiliser les masses d'une manière organisée et consciente... A cette époque, le désir populaire de porter les armes avait crû. Le moral des masses était si haut qu'elles crovaient pouvoir tout réaliser dans un court laps de temps. Il est apparu clairement que la Révolution s'est si largement développée dans les villes que le combattant y passait une grande partie de sa vie et considérait les apparences militaires comme un des aspects de sa lutte quotidienne... Cet état de choses a permis à des éléments opportunistes et mercenaires de s'engager dans la révolution et de s'infiltrer dans certains postes de responsabilité... l'aspect bureaucratique est devenu prédominant. Les villes ont commencé à se remplir de fausses valeurs de la Révolution. De nombreux dirigeants ont aussi commencé à vivre dans ces villes la plupart de leur temps. Une partie des forces du Fath jouait le rôle de forces de police pour régler les conflits entre les hommes armés qui

^{1.} La Résistance palestinienne et le régime jordanien : une étude analytique de l'affrontement de septembre (en arabe), par Khalil Hindi, Fouad Bawarshi, Shehadeh Moussa et Dr. Nabil Sha'ath; OLP, Centre de recherches, Beyrouth, septembre 1971, p. 309-315.

envahissaient la cité. Cela s'est accompagné du reflux du mouvement de masses. (...)

Le jeu des fractions aventuristes

L'émergence d'autres mouvements de résistance avançant des idées étrangères à la Révolution a joué un rôle dans la confusion des conceptions révolutionnaires. La Révolution s'est alors orientée, dans sa marche, vers des objectifs momentanés, autres que ceux initialement fixés. Ce qui a rendu plus aiguë la contradiction entre le pouvoir jordanien et la Révolution. Les forces impérialistes ont mis cette occasion à profit et ont commencé à alimenter, parmi les forces armées, la haine contre les Fedayin. Elles ont aussi alimenté un fanatisme régional entre Palestiniens et Jordaniens. Les agissements enfantins, et les actes aventuriers du Front populaire et du Front démocratique ont sans doute contribué, dans une large mesure, à faire dévier la marche de la Révolution, à entacher ses objectifs, et à la priver d'une partie de son contenu révolutionnaire. Des slogans gauchistes infantiles et des détournements d'avions ont été l'indice de la légèreté de ces fractions qui ne prenaient pas en considération les exigences de l'étape que traversait la Révolution. L'acceptation par les gouvernements arabes du plan Rogers, comme un pas concret vers la réalisation de la solution politique, a convaincu les masses que ces gouvernements ne combattraient pas. Cette position a fait de la Révolution palestinienne la seule force de refus dans la région arabe. Comme si elle était devenue une force anormale, dans sa nature, sa structure et son action quotidienne. Ce qui a augmenté la tension, c'est l'apparition d'éléments activistes dans les rangs de la Révolution et leur appel illogique à combattre les tenants de la solution pacifique, ignorant la capacité de la Révolution, et l'immensité des forces adverses et impérialistes. Ces agissements ont suscité la colère des forces alliées, privé la Révolution d'une grande partie de ses capacités politiques, de son potentiel humain et de son pouvoir d'information. Ils l'ont presque totalement isolée des forces arabes.

La mise en avant d'une solution pacifique, les projets qui l'ont suivie, et l'absence de lutte sur plusieurs fronts arabes qui l'a accompagnée, ont fait croire aux masses que les Arabes ne voulaient pas la guerre, et que la Révolution palestinienne était incapable de continuer la lutte armée, surtout après que le régime jordanien ait perpétré les massacres de septembre. Le moral des masses avait beaucoup baissé, et la Révolution a repris son importance politiquement et militairement, après avoir résorbé ces éléments arrogants, opportunistes et de mercenaires. Elle mène seule actuellement la lutte sanglante sur deux fronts contre le pouvoir stipendié en Jordanie et les forces d'occupation sionistes. (...) Elle doit faire face à une critique acerbe de sa politique et à une campagne tendant à discréditer ses dirigeants. Ces aspects négatifs contribuent à une tentative de liquidation.

(...) En plus de cela, nous voyons la résistance populaire jordanienne, surtout dans les villages, prendre le parti du pouvoir stipendié. Cela signifie que la Révolution palestinienne affronte une résistance, dans les villes et dans les montagnes, et qu'une partie des masses s'élève contre elle, dans les villages, incitées et dupées par le pouvoir stipendié. C'est un des aspects de la contre-révolution. (...) Ajoutons à cela que l'acceptation de la solution pacifique freine les masses arabes dans leur soutien. L'URSS voudrait aussi régler le problème par des moyens politiques, parce qu'elle croit que tout nouveau conflit armé entre les Arabes et Israël la forcerait à affronter l'impérialisme américain. D'un autre côté, nous voyons que l'attitude individuelle des États arabes qui nous soutiennent ne contribue pas beaucoup à la marche de la Révolution. La Syrie a adhéré au projet d'union quadripartite et adopté la position unifiée des États membres de cette union. La RAU accepterait la solution politique. En plus de ses positions vis-à-vis de la Révolution, l'Irak a commencé à retirer ses troupes de Jordanie, pour mieux

mettre à découvert les arrières palestiniens, et donner plus de chances au régime jordanien de pouvoir frapper. Il y a également les manœuvres politiques anglaises, américaines et israéliennes visant à diviser les rangs palestiniens en avançant des projets imaginaires qui semblent donner satisfaction au peuple palestinien. Ces milieux étrangers prennent contact avec les leaders traditionnels palestiniens, « à l'intérieur et à l'extérieur », essayant de les projeter dans le jeu international, en vue d'une participation à la solution politique. Les résultats de ces contacts commencent à apparaître clairement dans la réalité palestinienne. Il y a des voix qui réclament la création d'un État palestinien englobant la Cisjordanie et la bande de Gaza, afin d'éviter au peuple palestinien les opérations d'extermination et de dispersion que commettent contre lui les autorités stipendiées de Jordanie. (...) Bref, nous remarquons que les grandes puissances entendent mettre fin, par n'importe quel moyen, au « conflit israélo-arabe », et éviter à tout prix la reprise de la bataille.

Des plans pour l'avenir

Quelle est la position de la Révolution palestinienne? Et quels sont ses plans pour l'avenir? La Révolution est seule à refuser la solution politique sous toutes ses formes. Parçe que cette solution signifie la reconnaissance d'Israël et la liquidation des droits du peuple palestinien. Pour résoudre ce problème, les États impérialistes et les forces contre-révolutionnaires se trouvent devant plusieurs choix et différentes possibilités. Il y a les possibilités de liquidation directe ou indirecte, à court ou à long terme, comme la liquidation que les forces contre-révolutionnaires, en Jordanie, commettent contre le peuple palestinien et sa révolution. Il y a la pression exercée sur les autres États arabes concernés, afin qu'ils cessent toute aide à la Résistance, l'encerclent politiquement, la coupent des masses, entravent ses mouvements, aux niveaux arabe et international, l'isolent en la présentant comme une

menace et lui défendent d'agir à partir des frontières voisines de sa terre occupée. Il y a une autre possibilité: présenter des projets qui donnent satisfaction aux Palestiniens et les persuadent d'arrêter la lutte, même temporairement, parce que les forces mondiales et les conditions objectives sont actuellement réunies contre eux. Devant ces possibilités, la Révolution doit trouver la bonne issue, afin de préserver ses forces armées, ses cadres politiques, le moral des masses et de pouvoir sortir de la crise qu'elle traverse actuellement.

Nous devons nous protéger, protéger notre action en garantissant sa continuité, et notre liberté de mouvement militaire et politique. Il faut obtenir que les pays arabes nous reconnaissent le droit de persévérer dans la lutte armée et continuent à soutenir la Révolution, matériellement et politiquement.

Nous devons remporter de petites victoires, successives, afin de dissuader le régime jordanien, pour que persiste la confiance des masses. Nous devons aussi préserver nos alliés parmi les États arabes, afin qu'ils continuent à adopter des positions qui nous soient favorables. Au stade actuel, le problème entre nous et le régime jordanien ne sera pas résolu par l'action militaire, même si cet état de chose doit encore durer longtemps. Mais le conflit sera politique. Le but étant de gagner des prises de position politiques favorables aux Arabes, et d'isoler le pouvoir jordanien, de l'encercler sur le plan local, arabe et international. Cela exige la continuation de notre action dans les territoires occupés. Nous devons, durant cette période, multiplier nos mouvements politiques et regrouper toutes nos forces nationales, afin de pouvoir adopter, face aux tentatives adverses, une attitude unifiée sur le plan militaire et politique. (...) Cela nous impose de grands efforts dans les domaines de l'information et de la politique, à tous les niveaux : national et international...

Nous devons également lancer de nouveaux mots d'ordre qui nous valent la reconnaissance de notre existence palestinienne, la comprenant comme une révolution de libération, afin d'augmenter le nombre de nos alliés.

La solution politique

Les États arabes ont accepté la solution pacifique, le cessez-le-feu. Et certains ont commencé à croire qu'il est possible de réaliser la solution politique. (...) Il est impensable que l'ennemi sioniste accepte le retour à la situation qui prévalait avant 1967. (...) Sinon, pourquoi aurait-il commis son agression contre les États arabes? Le but de l'agression n'était pas de remporter une victoire militaire sur les armées arabes, mais de réaliser — grâce à cette victoire — de nouveaux objectifs politiques et expansionnistes. L'objectif était de s'implanter et d'affirmer sa présence dans la région. (...) L'agression visait le mouvement de libération arabe, afin de le fractionner et de liquider le problème palestinien, ce qui garantissait à l'ennemi une existence éternelle. (...) Mais la persistance des Arabes à exiger le retrait total de tous les territoires arabes occupés, ainsi que le respect des droits nationaux du peuple palestinien a fait que l'ennemi refuse toute solution politique qui implique le respect de ces deux conditions. (...)

Devant la résistance héroïque des masses et de la Révolution, les grandes puissances, l'impérialisme américain en tête, tentent par différents moyens, de donner satisfaction au peuple palestinien ou de fractionner ses efforts : en avançant des projets utopiques, en agitant l'épouvantail des massacres de septembre et la détermination du pouvoir, en Jordanie, de liquider le peuple et le problème palestiniens. (...) Or, nous sommes décidés, en premier lieu, à libérer la terre palestinienne, à liquider l'État d'Israël, et à aller de l'avant dans le cadre des aspirations de la Nation arabe : la libération et l'unité, et non la division et le fractionnement. Cela ne signifie pas que la libération de la Cisjordanie, ou son retour à l'entité jordanienne, soit l'acceptation de l'existence du régime jordanien stipendié et réactionnaire. Nous devons toujours avoir cette vérité devant les yeux : la Transjordanie doit rester la principale base d'appui pour la Révolution palestinienne. Le peuple doit

rester aux côtés de la Révolution, avec toutes ses forces pour la soutenir, la protéger et participer efficacement à son action d'une façon directe ou indirecte.

Toutes les pressions politiques ou militaires qu'exercent les forces réactionnaires et stipendiées et l'impérialisme américain ne nous obligeront pas à nous soumettre aux solutions capitulardes. Nous continuerons la lutte armée révolutionnaire contre l'ennemi sioniste, jusqu'à la liquidation de l'État d'Israël et à l'établissement de l'État démocratique palestinien sur la totalité de la terre palestinienne, dans le cadre des aspirations de la Nation arabe et pour la servir.

Arabes et juifs dans la nouvelle Palestine démocratique 1970

Premier du genre, ce texte du Fath a fait date dans l'histoire de la Révolution palestinienne. Pour la première fois, un mouvement, et le plus important, a clairement expliqué sa position vis-à-vis des juifs, en faisant une nette distinction entre sionisme et judaïsme. La Révolution palestinienne ne se fait pas contre les juifs — eux-mêmes victimes de l'entreprise sioniste. Elle condamne l'anti-sémitisme et mène une lutte à outrance contre le sionisme, son ennemi. Ce texte est un des instruments de l'éducation politique de la jeune génération palestinienne. Les autres mouvements s'en sont inspirés. Les idées-force — qui gagneraient à être actualisées — ont été développées par Arafat dans son discours devant l'Assemblée générale des Nations-Unies. Pour les Palestiniens, la confusion entretenue par le sionisme,

entre sionistes et juifs, et entre anti-sionisme et anti-sémitisme, n'est plus possible. Il faut la dénoncer 1.

1. Position des Palestiniens à l'égard des juifs

(...) L'appel pour une Palestine nouvelle ouverte et tolérante à l'égard des juifs et des non-juifs marque un tournant dans le combat palestinien. Mais cette idée n'est pas nouvelle : les Palestiniens avaient suggéré la création d'un tel État à la commission Peel en 1937 et au comte Bernadotte en 1948. Quant à l'idée de faire vivre en paix et harmonieusement juifs, musulmans et chrétiens, c'est aussi une très vieille idée (...) Cette idée est révolutionnaire et ses conséquences sont multiples et importantes. Cette idée est si révolutionnaire en fait, que peu de gens, en dehors de ceux qui sont directement concernés, peuvent y croire et la soutenir. Cependant, l'idée d'une Palestine démocratique non confessionnelle est à la fois souhaitable et possible. Il suffit d'y croire et de lutter pour sa réalisation, quels que soient les sacrifices, pour établir en Palestine une paix durable. (...)

Le 1er janvier 1965, le Fath déclencha, après six années de préparation militaire et de travail politique, le processus de la révolution palestinienne. Les deux premières années furent consacrées à établir une présence dans l'« arène » palestinienne. L'expérience traumatisante de 1967 et le second exode qui s'ensuivit installèrent définitivement les Palestiniens dans la voie de la révolution. Ils pouvaient enfin prendre les armes et rentrer chez eux lutter contre l'occupant. Les masses palestiniennes avaient compris que leur libération ne pouvait pas venir de l'action des armées arabes, sous la forme d'une guerre classique, mais de la guerre populaire de

^{1.} Ce texte a paru intégralement, en trois parties, dans les premiers numéros en langue française (mars, avril et mai 1970) de l'organe mensuel du mouvement: Fath, publié à Beyrouth. Les éditions de Minuit l'ont édité en décembre de la même année, à Paris, sous le titre La Révolution palestinienne et les juifs. Ce sont des extraits de ce volume que nous reproduisons ici, mais nous renvoyons nos lecteurs au texte intégral.

libération. Le peuple reprenait confiance, une nation renaissait. Karameh et les autres victoires, les sacrifices et les combattants morts sur le champ de bataille, l'escalade armée, concrétisaient et renforçaient le sentiment d'appartenir à la Palestine. En même temps, la révolution apportait la maturité aux combattants. Aussi paradoxal que cela puisse sembler, ceux qui se battent deviennent plus tolérants. La violence en pensées et en paroles accompagne seulement le découragement, le désespoir.

La façon de considérer l'ennemi commença à changer, et la distinction entre juif et sioniste à prendre un sens. Le désir de vengeance ne suffit pas pour mener une guerre de libération. Les combattants se mirent à réfléchir sur leurs objectifs finaux. Les discussions avec les juifs intellectuels progressistes venus du monde entier pour entamer le dialogue avec la révolution amenèrent à un approfondissement toujours plus poussé. (...)

Le combat contre le sionisme devait révéler aux Palestiniens les forces et les limites de la personnalité juive. Les juifs n'étaient ni des monstres ni des surhommes ni des pygmées (...)

Le révolutionnaire palestinien s'est affranchi de la plupart de ses anciens stéréotypes. Les visiteurs étrangers sont étonnés de le constater lorsqu'ils visitent les bases de commandos, et plus particulièrement les camps des « Achbal », les Lionceaux combattants. Le révolutionnaire palestinien est prêt à mourir pour la libération de la Palestine et n'acceptera aucun substitut, quel que soit le prix qu'il devra payer. Mais il a une idée claire de l'ennemi et du but final (...).

Le premier pas, les révolutionnaires palestiniens l'ont franchi en demandant la création d'une Palestine démocratique non confessionnelle. Un changement d'attitude s'opère : les Palestiniens exilés et persécutés redéfinissent leurs objectifs et veulent créer une Palestine nouvelle englobant aussi les juifs actuellement en Israël. Pour que ce but devienne réalisable, il faut commencer par prêter attention à l'inter-

locuteur: quelle est la position actuelle des juifs par rapport à un tel objectif et qu'est-ce qui pourrait changer leur état d'esprit? (...)

2. Position des juifs à l'égard des Palestiniens

Un mouvement de libération progressiste ne peut pas être inspiré par la vengeance ni être déterminé par le racisme qui caractérise son ennemi dans son désir de conquête. Dès lors, on se pencha sur l'histoire des souffrances et des buts du peuple juif. Des discussions sérieuses avec des juifs progressistes d'Europe et d'Amérique aidèrent à se former une nouvelle image du juif en général, mais aussi des juifs comme sionistes et comme citoyens palestiniens : des hommes qui, après avoir été persécutés par certains Européens racistes et nazis, ont été manipulés par des Européens racistes et sionistes qui les ont dirigés sur la Palestine, à la place des Palestiniens expulsés. (...)

Uri Avnery signale que Theodore Herzl, dans son livre L'Etat juif, qui lança le mouvement sioniste moderne, s'est occupé des heures de travail, du logement des ouvriers et même du pavillon national, mais ne dit pas un seul mot des Arabes de Palestine. Pour les sionistes, l'Arabe était « l'homme invisible ». Psychologiquement, il n'existait pas. Toutefois, cette attitude ne put résister à l'épreuve des faits. On découvrit que la Palestine était un pays prospère pour l'époque. Sa population croissait et accomplissait sa tâche, cultivait son sol dans une paix relative et apportait dans l'ensemble sa contribution à la communauté arabe. Plusieurs rapports, publiés à la fin du XIXe siècle et au début du XXe confirment que les Arabes palestiniens déployaient, par exemple, une activité intense dans le domaine des agrumes. Ils produisaient des oranges d'une qualité exceptionnelle qui étaient déjà réputées au xvIIIe siècle. Ahad Ha'am, juif russe et philosophe hébreu, signalait dès 1891 que la Palestine n'était pas un territoire vide et que cela posait des problèmes. Il précisa,

après un voyage en Palestine, qu'il était difficile d'y trouver des terres arabes qui n'aient pas encore été mises en culture. Max Nordau, leader sioniste, apprenant qu'il existait une population arabe en Palestine, accourut chez Herzlen s'écriant: « Je ne savais pas cela! Mais alors, nous sommes en train de commettre une injustice... »

La fabrication sioniste de clichés traite ensuite un autre thème qui fut accepté par un grand nombre de juifs et de chrétiens en Europe et en Amérique, et contribua grandement à déterminer l'attitude des juifs à l'égard des Palestiniens. Selon les sionistes, ceux-ci se trouvaient vivre en Palestine par hasard; c'était des gens sous-développés; ils ne possédaient ni entité ni civilisation nationales. Ce point de vue a été adopté dans l'infâme déclaration Balfour, désignant les Palestiniens comme des indigènes qui peuvent avoir des droits religieux et civils, mais pas de droits politiques, qui ne constituent pas réellement un peuple. (...)

Les Palestiniens ne se sont pas montrés conformes à l'image qu'en avait donnée les sionistes, et le monde a fini par apprendre qu'il existait des Palestiniens prêts à se battre pour vivre libres. A cela les fabricants de slogans sionistes trouvèrent facilement une réponse : les Palestiniens auraient été des indigènes dociles s'ils n'avaient pas été contaminés par des agitateurs et des fanatiques. Ce sont les luttes dynastiques, familiales ou « tribales » parmi les riches qui, seules, avaient provoqué ces troubles. Ces luttes causeraient la ruine du petit peuple et c'est lui qui en payerait le prix. Les leaders palestiniens sont décrits par Maurice Samuel comme une « armée de paresseux, d'artistes à backchiches et de bavards de cafés parasites qui sont avant tout responsables de l'atmosphère instable. Une activité politique ne saurait être menée en Palestine par les « indigènes », qui ne comprennent pas ces choses, mais seulement par des agitateurs. »

La colonisation de la Palestine et le déracinement des Palestiniens ont été en partie accomplis en 1948 et complétés en 1967. Tous les rêves et programmes sionistes se réalisaient enfin. Une patrie juive fut créée en Palestine et les « indigènes » sont devenus des réfugiés, des exilés, privés de leurs foyers et de leurs droits nationaux. Cette grande tragédie humaine qui a apporté la misère, l'humiliation et le désespoir à un million, puis à un million et demi d'hommes, fut une sombre affaire, un crime prémédité.

On présenta cette nouvelle situation de la facon suivante : les Palestiniens avaient vendu leurs terres aux juifs et, ensuite, avaient fui le pays pour laisser les armées arabes se livrer au massacre de ceux-ci. Ainsi, ces traîtres indigènes récidivaient. Refusant de vivre en paix avec les Européens porteurs de la civilisation, ils écoutaient les agitateurs pris de convoitise à l'idée d'un bain de sang juif. Les Palestiniens ne méritaient aucune sympathie dans leur misère et la perte de leur foyer. Ils devaient plutôt être stigmatisés ou tournés en dérision. Ils ne méritaient pas la Palestine. Ils pouvaient d'ailleurs facilement être absorbés dans les autres pays arabes. Leur passion pour la Palestine était ridicule, stupide et déplacée. Ils n'avaient pas de raison de désirer si ardemment rentrer dans leur foyer : les camps de réfugiés actuels étaient probablement bien plus confortables que leurs masures en Palestine. Au reste, ces Bédouins n'avaient-ils pas toujours été des nomades? Pourquoi se plaindraient-ils? Et puis, ils n'arrêtent pas de tricher dans les statistiques qu'ils fournissent aux Nations-Unies : ils falsifient les chiffres pour augmenter leur nombre et soutirer plus de rations. En somme, ils sont la proie de démagogues et d'agitateurs qui les utilisent comme pions dans un jeu politique à l'échelle mondiale. Qu'ils ne prétendent surtout pas retourner dans la Palestine sioniste! Celle-ci a été civilisée et ne leur appartient plus. Ils y constitueraient seulement une cinquième colonne, une armée de saboteurs ou de collaborateurs de l'ennemi. De toute manière, ils ont été largement compensés par les « juifs orientaux » venus des pays arabes. (...) Le fait que la propagande sioniste ait été acceptée par l'ensemble du judaïsme mondial et ait réussi à déterminer l'attitude des juifs envers les Palestiniens est en réalité très étonnant. Il y a toujours eu des juifs qui continuaient de clamer la vérité. Mais ils étaient la minorité. Les autres ont fourni des hommes, de l'argent et le poids de leur influence pour faire d'Israël une réalité et perpétuer les crimes commis contre les Palestiniens. Le peuple du Livre, les hommes de la Lumière, les victimes des pogromes russes, du génocide nazi, de Dachau et d'autres camps de concentration allemands, ferment leurs yeux et leurs oreilles, et changent de rôle, d'opprimés devenant oppresseurs. C'est le paradoxe juif des temps modernes.

Ahad Ha'am a écrit, au début du siècle, que leur comportement montre que les juifs n'ont rien appris de leur propre Histoire. Il déclare : « Que font nos frères en Palestine? Tout le contraire d'avant : ils étaient des serviteurs dans le pays de leur exil et se trouvent soudain dans un état de liberté sans limite et sans restriction, tel qu'on ne peut en trouver qu'en Turquie. Ce soudain changement a provoqué une tendance au despotisme, comme c'est toujours le cas lorsqu'un serviteur devient le maître. et ils traitent les arabes avec hostilité et cruauté, ils restreignent leurs droits d'une manière déraisonnable, les insultant sans raison, et tirent gloire de tels actes ; et personne ne prend aucune mesure contre cette méprisable et dangereuse tendance. » En 1919, un autre juif. W. Brunn, écrivait : « Nous qui souffrons des persécutions dans le monde entier et qui réclamons le respect des droits de l'homme en notre faveur, nous allons en Palestine y renverser les rôles. » En 1923, l'anthropologue juif américain Goldenweiser notait avec inquiétude que les juifs en Palestine avaient des préjugés contre les Palestiniens et les considéraient comme inférieurs. Il raconte ses visites à des écoles juives où des instituteurs lui ont parlé de la stupidité et de l'infériorité congénitale des Arabes. Quand Goldenweiser demanda à un éducateur juif s'il enseignait cela à ses élèves, le maître répondit ?: « Mais ils savent cela par eux-mêmes. » Arthur Koestler raconte que « chaque juif, marxiste ou non, se considère comme un membre de la race élue et considère l'Arabe comme son inférieur ».

Ce paradoxe, si répandu chez les juifs de notre temps, est appelé « schizophrénie morale », « myopie morale », par le journaliste juif J. F. Stone. Celui-ci, qui a été décoré en 1948 par l'Irgoun, a écrit en 1967 un article très pénétrant. Il fait de subtiles comparaisons entre le comportement sioniste et celui des nazis et en tire des conclusions psychologiques. Réfutant les arguments israéliens au sujet de l'exode palestinien, M. Stone déclare : « Le point de vue que les réfugiés ont fui « volontairement » ou parce que leurs chefs les ont poussés à le faire jusqu'après la fin des combats, non seulement repose sur un mythe, mais ne constituerait même pas une justification. Est-ce que les réfugiés juifs allemands ont perdu le droit de récupérer leurs biens, sous prétexte qu'ils ont fui « volontairement » leur pays sous Hitler? » (...)

Stone conclut : « Israël crée une sorte de schizophrénie morale dans le judaïsme mondial. Dans la Diaspora, le salut du judaïsme dépend de l'existence de sociétés laïques non raciales et « pluralistes ». En Israël, le judaïsme se trouve défendre une société dans laquelle un mariage mixte ne peut être légalisé, dans laquelle les non-juifs ont un statut inférieur aux juifs, dans laquelle l'idéal est racial et exlusif. Les juifs doivent combattre dans la diaspora, pour leur sécurité et leur existence, des principes et des pratiques qu'ils se trouvent eux-mêmes défendre en Israël! Ceux qui viennent du monde extérieur, même dans leurs moments de plus grand enthousiasme pour les réalisations d'Israël, ressentent des accès de claustrophobie, pas seulement géographique mais aussi spirituelle. Ceux qui sont pris par une ferveur prophétique commencent bientôt à ressentir que la lumière qu'ils attendaient de Sion n'est, en fait, qu'un nouvel et étroit nationalisme. (...)

Nous avons montré par ces citations qu'il a toujours existé des juifs pour s'opposer moralement au sionisme. Il n'y a jamais eu une opinion juive vraiment monolithique. Le succès de la propagande sioniste, en galvanisant la majorité des juifs et en l'attirant à lui, ne saurait être attribué à la seule tromperie ou à la manipulation intellectuelle. Les

juifs sont assez intelligents pour ne pas céder à la seule propagande. C'est l'antisémitisme en Occident et l'hypocrisie régnant dans les sociétés occidentales sur les plans racial et religieux qui ont finalement poussé les juifs, graduellement, à cette schizophrénie morale (...).

La révolution palestinienne a créé une nouvelle alternative : pas de sécurité dans un État raciste, mais toute la sécurité dans une nouvelle Palestine démocratique. Un dialogue se développe entre les révolutionnaires palestiniens et les juifs libéraux, progressistes, socialistes, et même des conservateurs religieux. De plus en plus, des amis juifs ouvrent leurs bras pour embrasser la révolution palestinienne et être accueillis par elle.

Les sionistes sont réellement inquiets de ce nouveau phénomène. Un article publié dans le Jerusalem Post du 2 juil-let 1969 accusait ces juifs d'être des traîtres à leur peuple et considérait leur alliance avec la révolution comme sérieuse et menaçante. Il est utile que le phénomène de schizophrénie morale juive soit souligné, que la conscience judaïque reçoive un choc en découvrant les conséquences ultimes du sionisme. Mais on peut penser que les juifs non israéliens en viendront à une entente avec la révolution palestinienne avant les juifs israéliens. Après tout, les Français de Paris ont accepté plus facilement la révolution algérienne que les Pieds-Noirs. Cependant, les efforts doivent continuer en Palestine pour gagner les juifs à la révolution (...).

3. La nouvelle Palestine démocratique

(...) Il est difficile et risqué, à cette première étape de la révolution, de faire une déclaration claire et définitive sur ce que sera la nouvelle Palestine libérée. Le réalisme plutôt qu'un rêve romantique doit constituer notre principale approche révolutionnaire. Nous ne croyons pas que la victoire soit proche. La révolution ne sous-estime pas l'ennemi et ses alliés impérialistes. Ce qui se passera durant les années d'un

dur combat pour la libération ne peut être aisément prévu. Le comportement des juifs palestiniens se durcira-t-il ou deviendra-t-il plus réceptif et plus souple? Une nouvelle poussée vers la droite, augmentant le terrorisme anti-arabedans la tradition de l'OAS en Algérie suivi par un exode volontaire massif à la veille de la libération, poserait un problème tout à fait différent. En revanche, si des juifs rejoignaient en grand nombre la révolution ou collaboraient avec elle, cela donnerait des assises plus solides au développement de la nouvelle Palestine. La révolution travaille sérieusement à réaliser la seconde hypothèse. Les opérations de guérillas sont essentiellement dirigées contre les fondements militaires et économiques de l'État colonial sioniste. Quand un objectif civil est choisi, on s'efforce de réduire au minimum la perte en vies civiles, bien qu'il soit difficile de distinguer entre civils et non-civils dans cette société spartiate moderne où tout adulte est mobilisé. En frappant des zones non spécifiquement militaires, on s'efforce de provoquer chez les Israéliens un choc psychologique, en leur faisant comprendre que l'État raciste et militariste ne peut leur assurer la sécurité quand il organise un génocide contre les masses palestiniennes exilées et opprimées (...)

La Palestine d'avant 1948, comme définie durant le mandat britannique, est le territoire qui doit être libéré et où un État démocratique et progressiste doit être créé. La Palestine libérée fera partie de la patrie arabe, et ne sera pas un État étranger à l'intérieur de cette patrie. L'union probable de la Palestine avec d'autres États arabes rendra moins important le problème des frontières, mettant fin au caractère artificiel du présent statut d'Israël et éventuellement de celui de la Jordanie. Le nouveau pays sera anti-impérialiste et rejoindra les rangs des pays progressistes et révolutionnaires. Par conséquent, il devra couper les liens, aujourd'hui vitaux pour Israël, de totale dépendance à l'égard des États-Unis. Son intégration dans la région sera une exigence essentielle. Il doit être tout à fait clair que la nouvelle Palestine évoquée

ici n'est pas la seule rive ouest du Jourdain occupée, ou le territoire de Gaza. Ce sont là des zones occupées par les Israéliens depuis juin 1967. La patrie des Palestiniens usurpée et colonisée en 1948 n'est pas moins chère ou importante que la partie occupée en 1967. D'autre part, l'existence même de l'État raciste et oppresseur d'Israël, fondée sur le départ et l'exil forcé d'une partie de ses citoyens, ne peut être acceptée par la révolution, même s'il ne s'agit que d'un petit village palestinien. N'importe quel arrangement favorable à l'État colonial agresseur est inacceptable et ne saurait durer. N'est permanente que la population de la Palestine : ses juifs, ses chrétiens et ses musulmans dans un pays qui les intègre tous.

Tous les juifs, musulmans et chrétiens vivant en Palestine ou exilés de ce pays par la force auront droit à la citoyenneté palestinienne. Ce principe garantit le droit à tous les Palestiniens exilés de retourner dans leur patrie, qu'ils soient nés en Palestine ou en exil et quelle que soit leur présente nationalité. Cela signifie également que tous les juifs palestiniens --actuellement israéliens — ont les mêmes droits, à condition naturellement qu'ils rejettent le chauvinisme sioniste et raciste et qu'ils acceptent pleinement de vivre comme des Palestiniens dans la nouvelle Palestine. La révolution rejette donc explicitement le principe selon lequel ne seraient acceptés que les juifs qui vivaient en Palestine avant 1948 ou avant 1914, et leurs descendants. Après tout, Dayan et Allon sont nés en Palestine avant 1948 et ils sont, ainsi que beaucoup de leurs collègues, des sionistes racistes invétérés qui n'ont certainement pas qualité pour recevoir le statut de Palestiniens. (...)

Une Palestine démocratique et progressiste, toutefois, rejette par élimination une forme de gouvernement théocratique, féodal, aristocratique, autoritaire ou raciste-chauviniste. Ce sera un pays qui ne permettra pas l'oppression ou l'exploitation d'une partie de la population par un autre groupe ou par des individus, un État qui donnera des chances

égales à chacun de ses citoyens pour le travail, l'accomplissement des devoirs religieux, l'éducation, le droit de décision politique, l'expression culturelle et artistique. (...)

Les Palestiniens n'accepteront, après leur libération, d'être soumis à qui que ce soit et n'instaureront un régime d'oppression contre quelque groupe que ce soit, car ce serait la négation de leur raison d'être et l'abdication de leur idéal révolutionnaire. Cela apparaît clairement dans les camps de réfugiés palestiniens, au Liban et en Jordanie. Après vingtdeux ans d'oppression, d'humiliation et de manipulation par la police secrète et les exploiteurs locaux, les camps se sont éveillés à la révolution. Dans la lutte, les exilés ont brisé leurs chaînes, ils ont expulsé la police secrète, ses espions et les exploiteurs qui étaient leurs alliés, et ont institué une administration démocratique autonome. Des services médicaux, éducatifs et sociaux sont installés localement par les organisations révolutionnaires sur une base d'initiative personnelle qui a rétabli la dignité et le respect de soi. La criminalité dans ces camps a considérablement baissé, à 10 % de ce qu'elle était avant la révolution. La discipline personnelle a remplacé la police. La nouvelle milice a établi un lien entre l'avant-garde révolutionnaire et la base des masses populaires. Des contrôles démocratiques sont institués. Ces Palestiniens n'accepteront pas l'oppression ou la soumission et n'imposeront pas un tel régime à qui que ce soit (...).

Diverses interprétations de la Palestine démocratique sont apparues dans certains milieux, qui demandent à être clarifiées et parfois corrigées. Nous essaierons ici d'évoquer deux de ces interprétations qui nous semblent particulièrement importantes :

1. La conception d'une Palestine non confessionnelle ne doit pas être confondue avec celle d'un État multireligieux ou binational. La nouvelle Palestine ne doit pas être construite autour de trois religions d'État ou de deux nationalités. Elle implique, plus simplement, l'absence d'oppression religieuse d'un groupe par un antre et la liberté de pratiquer sa religion

sans discrimination. La révolution ne désire aucun durcissement des prescriptions religieuses. Elle n'envisage aucune distribution stricte et fixée à l'avance, sur des bases religieuses, des fonctions politiques et des autres postes importants. Le modèle libanais (où une hiérarchie réactionnaire, quasi féodale ou commerciale-capitaliste, divise les postes et les fonctions sur la base de l'appartenance à des sectes, pour perpétuer la domination sur les masses) est complètement étrangère à l'esprit de la révolution. Yasser Arafat a répété plusieurs fois que le président de la Palestine libérée pourra être un juif, un musulman, un chrétien, non à cause de sa religion ou de la secte à laquelle il appartient, mais en vertu de son mérite comme Palestinien.

En outre, les frontières religieuses et ethniques s'imbriquent étroitement en Palestine, de sorte que le terme binational et une dichotomie arabo-juive sont sans signification ou, au mieux, tout à fait sujets à contestation. La majorité des juifs actuellement en Palestine sont des juifs arabes. La Palestine rassemble donc des Arabes juifs, chrétiens et musulmans, aussi bien que des juifs non arabes, les juifs occidentaux.

2. La nouvelle Palestine démocratique ne saurait constituer un substitut à la libération. Elle est au contraire l'objectif suprême de celle-ci. Un État fantoche sur la rive ouest et dans la zone de Gaza, un Israël désionisé dans le style d'Uri Avnery, ou « pasteurisé », ou une Confédération sémitique, sont catégoriquement rejetés par la révolution. Ce sont là des plans racistes destinés à tromper les Palestiniens et les autres Arabes, de façon à maintenir une hégémonie israélienne et une soumission palestinienne. Tous ces projets prévoient le maintien de l'agression fondamentale qui a conduit à l'exil forcé des Palestiniens et à l'oppression des masses. La condition sine qua non de la nouvelle Palestine passe par la destruction des fondements politiques, économiques et militaristes de l'État colonial chauviniste et raciste. (...)

Il est tout à fait logique que soient prises des mesures

collectives transitoires, tout de suite après la libération et, même, que certaines subsistent dans l'État, c'est-à-dire que certains privilèges collectifs ou de groupes soient accordés à côté des privilèges purement individuels. Les juifs et les nonjuifs auront le droit de pratiquer leur religion et de développer leur culture et leur langue. Il est normal, par exemple, que l'arabe et l'hébreu soient tous deux enseignés comme langues officielles dans les écoles du gouvernement, à tous les Palestiniens, juifs ou non juifs (...).

La lutte révolutionnaire provoquera inévitablement une augmentation du rythme de l'émigration, spécialement de ceux qui jouissent d'un statut privilégié dans l'État raciste et qui répugneront à s'adapter à une société ouverte et diversifiée. Parallèlement à cette évolution se développera la modernisation croissante des pays arabes et leur attitude tolérante à l'égard de toutes les minorités, y compris les citoyens juifs. Le Fath a déjà engagé des négociations avec plusieurs pays arabes pour qu'ils autorisent les émigrants juifs à rentrer et qu'ils leur rendent leurs propriétés, en leur garantissant une entière égalité des droits. On s'attend à ce que l'ensemble de ces facteurs maintienne un équilibre démographique relatif en Palestine.

Quant au niveau de développement social et éducatif, il augmente rapidement chez les Palestiniens arabes. On estime que le nombre des Palestiniens en exil détenteurs de diplômes universitaires dépasse 50 000. Les Palestiniens ont brillamment rempli des fonctions d'éducateurs, de techniciens et ont exercé des professions libérales dans plusieurs pays arabes, spécialement dans la Péninsule Arabique et en Afrique du Nord. Les Palestiniens arabes ont fait face à ce défi culturel dans la Palestine d'avant 1948 et ont réussi, dans une période relativement courte de trente ans, à soutenir la compétition avec les juifs, dans l'agriculture, l'industrie, l'éducation et même dans le domaine de la finance et de la banque.

Armés de l'esprit d'une révolution victorieuse, remplis

d'espoir par la camaraderie que leur manifestent nombre de juifs, les Arabes de Palestine seront des partenaires effectifs, et à égalité, dans la construction de la nouvelle patrie.

Après octobre : la nouvelle stratégie palestinienne 1974

Quelles sont les conséquences de la guerre d'octobre? Quelle stratégie nouvelle doit adopter la Résistance? Faut-il participer à la conférence de Genève, et à quelles conditions? Faut-il accepter l'établissement de l'autorité nationale palestinienne, et pourquoi? C'est à ces questions, thème d'un débat très important au sein de la Résistance, que tente de répondre, pour le Fath, Abou Ayad. Seule sa première intervention dans ce débat est publié ici; il ne faut donc pas s'étonner de trouver là une vue schématique de la situation actuelle de la Résistance 1.

La plus grave erreur qu'un mouvement révolutionnaire peut commettre c'est d'être incapable d'évaluer avec précision sa propre force. Et je commencerai par faire mon autocritique en tant que membre d'un tel mouvement. Nous nous considérions comme l'avant-garde du mouvement de libération arabe, et même du mouvement de libération internationale. En fait, nous devrions être plus modestes et nous considérer simplement comme faisant partie de ces deux mouvements.

Avant la guerre d'octobre, nous avions notre vision et nos

^{1.} Ce débat était animé par l'écrivain et poète Mahmoud Darwiche. Y participèrent : Abou Ayad (Fath), Georges Habache (FPLP), N. Hawatmeh (FDPLP), Zouheïr Mohsen (Saïka) et Chafiq El-Hout (indépendant). Le texte original a paru, in extenso, dans Chou'un Filastiniyya, février 1974, et a été édité en anglais par le Centre de recherches palestinien, à Beyrouth, en avril 1974. Des extraits ont été publiés également dans le Journal of Palestine Studies, Spring 1974.

propres principes. Nous ne pouvions pas y renoncer. Mais la valeur réelle de ces principes et de cette vision résidait en fait dans notre capacité de les appliquer dans le cadre d'un programme que nous n'avions pas encore établi... La guerre d'octobre nous a mis devant la nécessité de pratiquer une politique d'étapes. Nous vivons aujourd'hui dans la confusion. Ce n'est pas parce que certains ont adopté une attitude de refus, tandis que d'autres ont préféré rester dans l'expectative. Ce n'est pas non plus parce que la guerre nous a placés devant un choix qui semble indiquer que nous allons céder sur des points fondamentaux, comme la paix avec Israël ou sa reconnaissance. La guerre d'octobre n'a modifié, ni nos principes, ni ceux de notre ennemi sioniste. Les Israéliens ont pendant longtemps discuté du problème des frontières de l'État d'Israël. Ils ont définitivement opté pour « Eretz Israël » avec tout ce que cela comporte de visées expansionnistes. Même s'ils ont accepté de fonder l'État sur le territoire occupé (en 1948), ils n'ont pas renoncé pour autant à leur « droit historique » sur toute la Palestine et sur d'autres régions encore. Malgré les changements survenus à la suite de la guerre d'octobre, la situation actuelle ne diffère pas radicalement de celle qui prévalait après la guerre de 1948, à l'exception de données comme le changement dans la situation internationale et le fait que nos frères arabes ont combattu courageusement, pour la première fois, et d'une façon qui a eu d'importants effets sur les sionistes.

En 1948, les gouvernements arabes — je fais clairement la distinction entre les masses et les gouvernements — ont assumé la responsabilité du problème palestinien. C'était une erreur, commise par la direction palestinienne de l'époque. Et pourtant, les refus de 1917, 1922, 1926 ou 1933 n'étaient pas des erreurs. C'était une position historique assumée par notre peuple. L'erreur commise par les dirigeants palestiniens a été de ne pas concrétiser ce refus par une plate-forme de lutte : ils n'ont pas gardé le contrôle des affaires palestiniennes. Ce n'est pas une erreur pour un peuple que de refus er de céder une

parcelle de son territoire à un ennemi occupant; mais ce refus devait être formulé dans le cadre d'une position nationale. Maintenant, notre destin doit rester entre nos mains, et non aux mains des pays qui voudraient faire des concessions à nos dépens. Il existe, à mon avis, une tentative pour nous retirer l'initiative et la remettre aux régimes arabes... S'il est mis fin à l'état de belligérance, et si un règlement est imposé, l'OLP sera un corps vidé de sa substance. La reconnaissance qu'elle a déjà obtenue de la part des pays arabes peut être facilement abrogée.

Je crois que je suis entré dans le vif du sujet. La guerre d'octobre nous a placés dans une situation qui nécessite une réflexion approfondie. Cela ne doit pas nous pousser à obtenir quelque chose, pour notre peuple, au détriment de nos principes. Cela ne doit pas, non plus, nous engager dans la voie de la capitulation. Nous devons trouver les moyens efficaces et le terrain solide qui nous permettront de poursuivre la Révolution.

Je crois que nous n'avons pas convenablement expliqué à nos cadres la signification de la « politique d'étapes ». Je peux être d'accord pour affirmer que la conférence de Genève ne nous a rien apporté de ce que nous souhaitions. Et je crois que personne dans la Résistance ne nourrit l'espoir d'obtenir de cette conférence le rétablissement de l'autorité nationale palestinienne. Sinon cela signifierait que nous allons demander à Kissinger et à Abba Eban de nous accorder cette autorité nationale. C'est impossible. La seule chose que nous revendiquons actuellement, c'est l'établissement, sur un territoire palestinien, d'une autorité nationale conforme aux objectifs de la Révolution. C'est une revendication de lutte, difficile. Mais si l'établissement d'une autorité nationale est une opération difficile, combien plus difficile encore serait la lutte pour la libération!

Je conviens qu'il est possible de nous mettre d'accord, au sein de l'OLP, sur un minimum de revendications qui expriment les aspirations des masses y compris celles des régimes patriotiques

arabes. Nous lutterons avec nos masses, et même en collaboration avec les régimes patriotiques pour obtenir satisfaction. Nous pourrons ainsi embarrasser certains régimes et les empêcher d'aller plus loin dans la voie des concessions.

Si nous ne croyons pas que l'autorité nationale puisse être obtenue à Genève, nous ne croyons pas non plus que des forces patriotiques puissent, grâce à cette conférence, reprendre le contrôle d'une quelconque partie de la Palestine. Ceux qui s'attendent au contraire s'illusionnent. Nous ne pouvons atteindre nos objectifs, dans l'étape présente, que par une lutte commune qui mobilisera toutes nos masses.

Il est certain qu'il existe des divergences entre nous et les forces amies, qu'elles soient arabes ou internationales, qu'elles soient nos amies de longue date ou récentes. Mais ces divergences ne doivent pas nous empêcher d'exposer toutes nos revendications, sans aucune ambiguité. Je rappelle que la délégation de la Révolution n'a exposé, à Moscou, que l'idée de l'État démocratique et n'a discuté que des principes communs auxquels adhèrent toutes les organisations de la Résistance qui ont composé cette délégation. Mais je dis, en même temps: quels sont nos choix fondamentaux? Pouvonsnous les atteindre? Et, si nous sommes incapables d'atteindre actuellement nos objectifs, cela signifie-t-il que nous devions y renoncer? Non, au contraire, nous ferons tout pour les atteindre. Aucune organisation de la Résistance n'a opté pour la solution pacifique. C'est incompatible avec nos principes fondamentaux. Les masses palestiniennes et arabes, elles aussi, sont opposées à ce règlement-là. Elles l'ont prouvé, par l'action spontanée et la lutte continue.

Mais la décision de déclencher la guerre d'octobre ne fut pas une décision palestinienne. Et ce fut une guerre limitée, et non une guerre populaire. Les conséquences politiques de cette guerre étaient calculées... Les pays arabes peuvent, différemment, apprécier les résultats de la conférence de Genève, les limites et les dimensions possibles du règlement. Mais la Révolution palestinienne commettrait une erreur très grave, si elle ne saisissait pas toute occasion qui se présente pour former un front de lutte plus puissant que le front « solutionpacifique ». La condition indispensable pour la réussite de ce front de lutte, c'est un accord total entre tous ceux qui y participent.

Le problème auquel nous devons faire face n'est pas un problème théorique, imaginaire. Nous devons savoir comment nous résisterons à ce qui pourrait nous être imposé. Nous ne pouvons accepter un règlement capitulard, il est donc indispensable d'élaborer un programme basé sur nos droits historiques, afin d'être guidés dans notre lutte et d'entrevoir des solutions à nos problèmes proches ou à venir. Si nous arrivons à établir un tel programme, dans l'étape actuelle, la question ne sera plus de savoir si nous devons, oui ou non, aller à Genève; elle sera de savoir s'il nous sera possible d'envisager l'idée même d'une conférence de la paix. Il est possible d'ailleurs que ce programme implique notre présence à Genève, et la désignation de quelqu'un pour y parler en notre nom, et pourtant nous sommes tous d'accord sur le fait que les pourparlers n'entraîneront pas le retour d'une quelconque parcelle du territoire. Simplement, la voix du peuple palestinien doit être entendue : c'est lui qui doit défendre sa cause. Sinon, d'autres — ceux qui sont responsables de la continuation de la tragédie de la Palestine, ceux qui ont enchaîné les Palestiniens pour les empêcher d'agir et de s'exprimer vont parler en notre nom.

Les organisations peuvent concevoir un programme provisoire, il établirait nos choix fondamentaux et cataloguerait les problèmes qui se posent à nous durant cette étape. Ce programme nous aiderait à faire face à ces problèmes, à récupérer l'autorité nationale sans la signature de Kissinger et d'Abba Eban. Accepté à l'unanimité, il constituerait la plate-forme commune de notre lutte. Il comporterait un chapitre sur les étapes pratiques que nous devons parcourir, et les réponses à donner aux questions soulevées par nos masses. Il traiterait aussi des problèmes de l'unité nationale et de la manière de la

renforcer. Il nous aiderait aussi à déjouer les manœuvres des partisans américano-sionisto-réactionnaires : ils tenteront certainement, par leurs plans et leurs manœuvres, de nous faire adopter des positions qui serviraient leurs intérêts.

Ce programme est très important pour nous : il rendra claires nos positions. Et s'il obtient notre totale adhésion, il nous permettra de traverser cette étape sans qu'il y ait, dans nos rangs, comme le souhaitent ardemment nos ennemis, dissensions ou éclatement. L'éclatement, s'il se produit à ce moment, prendra des dimensions et aura des conséquences inimaginables. Et il sera alors inutile de chercher à savoir qui en porte la responsabilité.

Une position palestinienne commune prise dans le cadre d'un programme d'étape renforcera le soutien des masses arabes à notre cause, car il s'agira des problèmes fondamentaux et historiques, mais aussi des questions immédiates. Cette position fera comprendre aussi aux autres mouvements de libération dans le monde que nous sommes une Révolution qui affronte les problèmes actuels et historiques avec des idées réalistes mais révolutionnaires 1.

^{1.} On peut considérer que le programme et les positions claires souhaités par Abou Ayad au cours de cette intervention ont vu le jour au cours du Conseil national palestinien qui s'est tenu au Caire, du 1er au 8 juin 1974. Voir le texte de la Déclaration et du programme politique de l'OLP dans ce volume, p. 121 à 127.

FPLP Front populaire de libération de la Palestine



Bref historique

Le Front populaire de libération de la Palestine est né en novembre 1967, de la fusion de trois groupes de fidayine qui travaillaient avant la guerre de juin 1967 :

- Les Jeunes de la vengeance (Chabab al-Tha'r) : organisation armée de la section palestinienne du Mouvement nationaliste arabe (MNA) créée par Habache au début des années 50;
- Les Héros du retour (Abtal al-Aoudah): organisation créée à l'origine par l'OLP pour lutter contre l'influence grandissante de la branche militaire du Fath (Al-Assifa), mais tombée rapidement sous l'emprise et l'influence du Mouvement nationaliste arabe;
- Le Front de libération populaire d'Ahmed Jibril (Palestinien, ex-officier de l'armée syrienne), créé en 1964 et qui avait établi entre 1965 et 1967 une certaine coordination avec le Fath.

En 1968, le Mouvement des officiers libres, constitué en Jordanie, rejoindra le Front. Le Front populaire est donc essentiellement issu d'un parti beaucoup plus ancien : le Mouve-

ment nationaliste arabe (Harakat al-Kawmiyine al-Arab). Créé en 1951-1952, à partir d'une association assez souple de clubs politiques regroupant essentiellement des étudiants au sein de diverses universités arabes et de cercles de jeunes gravitant autour de personnalités nationalistes, le Mouvement nationaliste arabe était, à l'origine, un mouvement de socialistes de la petite bourgeoisie fortement influencés par le nassérisme et ayant opté pour les gouvernements progressistes. Le MNA s'efforçait de mobiliser le peuple dans le cadre du soutien à ces gouvernements, dans l'espoir que le leadership de Nasser permettrait au monde arabe de réaliser l'objectif principal de l'unité arabe et, partant, celui de la libération de la Palestine. De 1952 à 1958, le MNA connut un développement important au Liban, en Syrie, en Irak et en Jordanie. Les harakiyine (membres du mouvement) sont assez influents en République populaire du Sud-Yémen, où ils ont noué des relations étroites avec le parti au pouvoir, le Front de libération nationale. Ils sont également liés au Front populaire de libération opérant dans les Emirats du sud-est arabique et aux forces révolutionnaires du sud de l'Irak, dirigées par le parti communiste « de tendance pro-chinoise » d'Aziz Al-Hajj. Pourchassés en Égypte, en Syrie et en Jordanie, les harakiyine sont tolérés en Irak.

Le FPLP entreprend ses premières opérations dès 1968, en juin de la même année, il détourne un avion d'El-Al sur Alger. En août, le Front tient son premier congrès, adopte le socialisme scientifique comme idéologie et définit les premiers éléments d'une stratégie politique palestinienne et arabe. Mais le programme présenté par « l'aile gauche » du Front, dirigé par Nayef Hawatmeh, recueille la majorité des voix. En octobre 1968, le groupe d'Ahmad Jibril fait scission et crée le Front populaire-Commandement général. Ce groupe reproche au groupe de Georges Habache un certain aventurisme, et se dit prêt à engager le dialogue avec le Fath. Devant l'opposition du groupe de Georges Habache, « l'aile gauche » quitte le Front populaire en février 1969 et crée le Front démocratique. Le Front tient alors un second congrès. Il définit sa stratégie vis-à-vis des ennemis de la

révolution (l'impérialisme, le sionisme, les régimes réactionnaires arabes) et de l'unité nationale (refus de participer à toutes les formes d'unité sans une plateforme politique et militaire minimale, une position claire vis-à-vis des ennemis de la Révolution, et une définition précise des relations entre les divers mouvements). En février 1970 le FPLP participe pour la première fois au Commandement unifié de la Résistance palestinienne (CURP), en juin 1970 au Comité central de l'OLP et, en août de la même année, à la session extraordinaire du Conseil national, à titre symbolique. Durant le printemps 70, se constitue le Parti arabe socialiste du travail, dont le FPLP est la branche palestinienne. Ce parti veut réaliser la révolution socialiste. unifier le monde arabe et libérer la Palestine. En novembre 1970, se tient une réunion élargie du Comité central du Front populaire. Elle dresse le bilan de l'étape d'avant-septembre 1970, critique les erreurs tactiques du Front à cette époque (négligeance du problème agraire en Jordanie et absence de travail politique dans les rangs de l'armée et des bédouins, prises de positions outrancières et injustifiées, hésitations dans la construction de l'unité nationale), et définit les principales tâches de l'étape à venir.

Structure de l'organisation

Le Front populaire adopte le centralisme démocratique comme principe de fonctionnement interne. La plus haute instance du parti est le congrès, duquel émanent un Comité et un Bureau politique. L'organisation du Front revêt une forme pyramidale qui va des cellules de quartiers et de villages jusqu'aux régions, secteurs et pays (Liban, Jordanie, Syrie, Golfe, Irak, territoires occupés, extérieur). L'organisation est, à la fois, politique et militaire (Tous les membres du parti sont, soit miliciens, soit fidayine. Tous les responsables politiques sont, à la fois, commissaires politiques et commandants d'unités).

Orientation idéologique

Le FPLP est une organisation qui se réclame du marxisme, se considère comme un parti léniniste en armes fonctionnant selon les principes du centralisme démocratique, et se veut l'organisation politique du prolétariat palestinien. Il définit le camp des ennemis de la révolution comme englobant : Israël et le sionisme international, l'impérialisme — avec à sa tête les États-Unis — et la réaction arabe. Le Front croit dans la guerre de libération populaire comme moven principal de lutte contre un ennemi jouissant d'une supériorité technique et militaire. Il estime qu'il faut « frapper l'ennemi là où il se trouve »; c'est pourquoi il a entrepris des opérations dans le monde arabe (installations pétrolières) et à l'extérieur (détournements d'avions, attaques contre les ambassades et les centres israéliens). Pour lui, la classe ouvrière, alliée à la classe paysanne pauvre, doit assumer la direction du Mouvement national palestinien, en regroupant toutes les forces patriotiques et anti-impérialistes nationale, petite-bourgeoisie, (bourgeoisie moyenne...). Pour ce faire, le Front propose d'arracher la direction du Mouvement de libération à la petite-bourgeoisie palestinienne, tout en restant allié avec ses éléments révolutionnaires, palestiniens et arabes. Concernant les régimes arabes progressistes, le Front se considère à la fois dans une relation d'alliance et de désaccord. Il estime, par ailleurs, que la lutte palestinienne est une partie intégrante de la révolution arabe et que l'unité et la révolution socialiste, seules, permettront de libérer la Palestine 1.

^{1.} Outre les publications du Front populaire, on pourra consulter: Gérard Chaliand: « Le double combat du Front populaire », in Le Monde diplomatique, juillet 1970; La Résistance palestinienne, Le Seuil, Paris, 1970; John K. Cooley: Green March, Black September: the Story of the Palestinians Arabs, Frank Cass, London, 1973, p. 113-157; Ghazi Khorshid: op. cit. p. 109-141; Al-Mukawamah al-Filastiniyyah: Al-Waqi' wal Tawaqou'at, op. cit. p. 113-148.

« Les ennemis de la Révolution » par Georges Habache février 1969

Pour triompher, la Révolution doit apprécier — à leur juste mesure — ses forces et celles des ennemis. Mais, pour cela, elle doit clairement désigner ses vrais ennemis, après avoir défini la nature de la lutte. Ce texte du leader du mouvement énumère donc les ennemis de la Révolution: l'entité israélienne, le sionisme mondial, l'impérialisme international et la réaction. Publié en 1970, ce texte avait une particulière importance puisqu'il laissait prévoir les dangers menaçant la Révolution, qui a d'autres ennemis que l'entité israélienne elle-même 1...

Pour vaincre, une révolution doit définir la nature de la lutte. Elle doit évaluer ses propres forces, celles de l'adversaire. C'est en procédant de cette manière qu'elle pourra établir une véritable stratégie révolutionnaire. Le spontanéisme et l'improvisation ne peuvent la conduire qu'à l'échec. Le peuple palestinien, après des dizaines d'années de lutte et de sacrifices, après la défaite du 5 juin 1967, devait engager la lutte armée. Ce qui ne veut pas dire que cette lutte, pour déboucher sur la victoire, ne doive pas être entourée des garanties nécessaires. Car ce n'est pas la première fois que notre peuple prend les armes pour arracher sa libération ou pour défendre son droit à l'existence. Après la Déclaration Balfour de 1917, notre peuple s'est levé contre le colonialisme britannique et contre l'agression sioniste; il a consenti les sacrifices les plus durs, les plus sanglants, mais n'a pas pu vaincre : les défaites ont

^{1.} Publié à la suite du 2° congrès du FPLP, qui se réunit en février 1969, ce texte parut dans la revue cairote Al-Tali'a. Le département de l'information du mouvement diffusa la version française en 1970, éditée à Amman, 30 p.

succédé aux défaites. Finalement, la majeure partie de notre peuple en a été réduite à vivre sous la tente ou à subir le joug de l'occupant. Porter les armes ne suffit donc pas à assurer la victoire. L'histoire nous apprend que certaines révolutions armées ont réussi. Mais combien d'autres ont échoué! La révolution doit utiliser avec audace une autre arme : celle de la théorie révolutionnaire scientifique.

Analyser lucidement la nature de la lutte, apprécier le poids de chacune des forces qui y sont engagées, telles sont les conclusions qui déterminent la victoire de toute révolution. La Révolution palestinienne, engagée dans une lutte de libération dont les éléments sont particulièrement complexes, doit, plus que toute autre, connaître l'importance de ces éléments. Toutefois, il faut préciser que lorsque nous utilisons les termes « pensée politique » et « théorie politique », nous excluons catégoriquement les théories abstraites dont la formulation constitue, comme chacun le sait, la distraction favorite des intellectuels mondains. Ce dont il s'agit avant tout, c'est de conduire les masses à s'engager totalement et consciemment dans la bataille. Autrement dit, en leur permettant d'identifier sans ambiguïté l'ennemi qu'elles sont appelées à combattre, et les forces auquelles elles doivent s'allier. C'est en désignant le rapport des forces réelles qu'on peut établir un programme révolutionnaire, aussi bien sur le plan politique et militaire, que sur le plan organisationnel.

Aussi devons-nous expliquer aux masses les raisons des défaites successives : celle de 1937, celle de 1947, et surtout celle de 1967. Lorsque nous posons ainsi le problème, que nous rejoignons la pensée de Lénine selon laquelle « sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas d'action révolutionnaire », nous attirons l'attention sur le double risque que court toute organisation armée qui n'aurait su se pénétrer de ce principe, l'appliquer. Pour que la pensée révolutionnaire accède au niveau atteint par les révolutionnaires cubains, chinois, vietnamiens, il faut qu'elle réponde à certains impératifs : l. elle doit être claire aux yeux des masses; 2. elle doit, si

possible, aborder la lutte d'un point de vue stratégique tout autant que tactique.

C'est ainsi, uniquement, que les combattants disposeront d'un programme d'action leur permettant de faire face à leurs responsabilités, à leurs tâches quotidiennes.

Définir l'ennemi

Au début de son étude sur l'Analyse des classes sociales en Chine, Mao Tse Tung se pose la question : Qui sont nos ennemis? Qui sont nos amis? La réponse qu'on donne à cette question est d'une importance majeure pour la Révolution. Mao Tse Tung explique les défaites successives infligées aux forces révolutionnaires en Chine par le fait qu'elles n'ont pas distingué leurs ennemis de leurs amis. Le parti révolutionnaire doit guider les masses. S'il les conduit à une impasse, la Révolution ne peut qu'aller droit à l'échec. Pour vaincre, le parti révolutionnaire doit désigner ses ennemis et s'allier avec ses amis véritables. Chaque révolution doit donc procéder de cette manière, et commencer par répondre à la question fondamentale : Qui sont nos ennemis? Qui sont nos amis?

Il faut bien reconnaître que, jusqu'à présent, la Révolution palestinienne n'a pas répondu à cette question. On n'a su définir : ni le camp de l'adversaire et sa nature; ni celui des forces révolutionnaires et leur nature. Cette incapacité de définir nos ennemis nous condamne à ne considérer comme ennemi que celui auquel nous faisons quotidiennement face, représenté par le « fait israélien ». Le caractère partiel de ce point de vue n'est pas atténué par la rectification : « Israël et ceux qui le soutiennent ». Car il faut alors identifier également ces derniers et définir la nature de leurs relations avec Israël, et vice-versa.

Cependant, avant de commencer à apporter des éléments de réponse à cette question fondamentale, il faut, au préalable, définir la nature de la lutte engagée par notre peuple : notre lutte est essentiellement une lutte de libération nationale. Toutefois, elle se différencie des luttes du même type menées dans l'ensemble du Tiers Monde par le fait que nous devons faire face à un type particulier de colonialisme : le colonialisme de peuplement. Notre objectif doit être la destruction de l'entité politique, économique et militaire représentée par Israël. Cet État est la concrétisation du sionisme qui apporte à la question juive posée dans différents pays, des réponses réactionnaires, religieuses, racistes et agressives. Les sionistes ont donc entrepris de s'emparer de la Palestine et d'y établir un État qui rassemblerait les populations juives disséminées à travers le monde. A l'inverse, le peuple palestinien a pour objectif fondamental de briser cette entité israélienne pour lui substituer une entité démocratique qui ferait partie intégrante du mouvement de libération nationale arabe unitaire et progressiste. A partir de cette définition de la lutte à mener et de sa nature, nous pouvons tenter de définir le camp ennemi.

1. L'entité israélienne

Israël, comme entité politique, militaire, économique et sociale, représente notre ennemi direct. Les quelques deux millions et demi de juifs que compte cet État sont engagés dans une mobilisation totale que l'État sioniste entend exploiter en vue de la poursuite de sa politique agressive et expansionniste. Ce n'est pas là chose négligeable. En outre, cette entité dispose d'une supériorité technologique indiscutable, qui se répercute directement, et au niveau de son armement, et à celui de la dynamique militaire.

a. L'élément humain. Il constitue, pour Israël, un facteur fondamental étant donné la nature et le mode de constitution de cette entité. Israël est parfaitement conscient de l'importance de ce problème. Les dirigeants et la presse sionistes ne manquent aucune occasion de souligner combien les pertes en vies humaines, dénombrées, sont catastrophiques, étant donné

Textes palestiniens: FPLP

les sommes colossales que leur coûte l'homme-soldat pris en charge par l'Agence juive, avant de l'être par l'État d'Israël. Le journal Hayom, organe du parti Herouth, a même été jusqu'à écrire que dix fidayines tués n'équivalent pas la perte d'un seul soldat israélien. La sensibilité israélienne s'accroît plus encore lorsque la victime est un officier. La presse alla jusqu'à réclamer que l'on interdise aux officiers de prendre part aux engagements avec la Résistance.

- b. Le sentiment de stabilité. Israël ne peut se présenter devant les juifs du monde comme l'État refuge, apportant la solution au problème juif dans le monde, que s'il parvient à démontrer qu'il assure une stabilité et une sécurité totales à ses habitants. Plus vite la lutte armée parviendra à ébranler ce mythe, plus vite il lui sera possible de détruire l'entité israélienne. Sur ce plan, le mouvement de résistance a déjà pris date : il a définitivement ébranlé les sentiments de sécurité — psychologique et morale — de la population israélienne. La réflexion la plus significative de cet état d'esprit émane de cet intellectuel juif qui déclarait : « A quoi nous sert de vivre dans cet État d'Israël? Nous sommes sortis des ghettos européens pour nous enfermer dans un ghetto plus vaste ». Il démontrait par là que la prétention sioniste à résoudre la question juive avait échoué : l'entité créée s'est révélée incapable d'assurer à ses habitants la sécurité et la stabilité.
- c. Problèmes de l'immigration et de l'émigration. C'est une question vitale pour l'avenir de l'entité israélienne. La Résistance a pu, dans ce domaine, obtenir un résultat sensible. Depuis la défaite de juin, l'immigration vers Israël ne s'est pas arrêtée, mais sa proportion est loin de correspondre aux efforts déployés à l'échelle du monde entier par Israël et ses officines. En même temps, les opérations de la résistance armée ont manifestement réussi à accélérer le mouvement d'émigration. Le bureau central des statistiques note, par exemple, que 9 000 juifs ont quitté Israël au cours de l'année

1968, en déclarant qu'ils émigraient définitivement. 12 000 autres ont quitté Israël sous divers prétextes (tourisme, voyages à l'étranger) et ne sont pas revenus. Il faut souligner que les effets de la résistance se sont fait sentir à l'intérieur : de nombreuses colonies agricoles exposées aux attaques des résistants ont été abandonnées au profit de zones plus sûres.

- d. La situation économique. Nous essayons d'analyser les dommages que peut causer une guerre de libération nationale de longue haleine à l'économie israélienne, sans oublier, toutefois, que c'est - en partie - la très grave crise économique que connaissait Israël qui fut à l'origine de la guerre de 1967. L'économie israélienne ne peut supporter longtemps une tension totale. Le maintien d'un nombre élevé d'hommes sous les drapeaux aboutit à geler une part importante de la production, et à bloquer en partie le fonctionnement des services. Nous connaissons la pauvreté d'Israël en ressources humaines, qui tente actuellement de compenser cette pauvreté par la mobilisation forcée de la main-d'œuvre arabe des nouveaux territoires occupés. Il mène, pour cela, une véritable guerre, particulièrement dans la zone de Gaza. L'effort de guerre implique également une augmentation, permanente et indéfinie, du budget militaire. Ainsi, ces dépenses représentent-elles, cette année, plus de 60 % du budget. Cela résulte des différents fronts auxquels Israël doit faire face : résistance intérieure, engagement sur les lignes du cessez-lefeu. Cette situation l'oblige à pratiquer une stricte politique économique d'austérité.
- e. Les contradictions internes de la société israélienne. Cette société repose sur des contradictions issues du processus de formation. Il s'agit d'émigrants venus de tous les pays du monde, sans lien entre eux autre que le lien religieux pour certains, le lien de la doctrine sioniste pour d'autres, et le rêve de rassembler dans un État exclusivement juif tous les adeptes de cette confession dans le monde. Les juifs venus de

sociétés européennes industrialisées et ceux venus des diverses sociétés orientales sous-développées s'opposent : ces derniers sont traités comme des inférieurs par les juifs européens. D'autres contradictions sont nées lorsque le peuple palestinien a commencé une lutte de résistance armée s'insérant pleinement dans le cadre des luttes de libération nationale dans le monde, et dévoilant ainsi la nature agressive et expansionniste de cet État. Nous avons de bonnes raisons de penser que ce fait n'a pas été sans créer, en Israël, un courant qui se refuse à se reconnaître dans cette entité réactionnaire. Ce courant commence à aborder le problème juif avec une pensée progressiste, en rejetant les solutions sionistes réactionnaires. et en se déclarant prêt à contribuer à la mise sur pied d'une entité démocratique en Palestine. Ce courant constitue sans doute un allié pour le mouvement de libération nationale palestinien. Son extension, dans les milieux juifs à l'extérieur d'Israël, commence. Notre mouvement doit exploiter les contradictions de cette société. Quant à la minorité arabe qui, depuis 1948, vit en Israël, elle constitue une force révolutionnaire potentielle; elle contribuera, sans aucun doute et d'une manière très active, à la destruction de l'entité israélienne de l'intérieur, d'autant que son rôle n'est pas négligeable dans l'édifice économique israélien en tant que main-d'œuvre exploitée, et aussi parce qu'elle est répartie dans les régions d'intérêt vital pour l'avenir de la guerre révolutionnaire (les montagnes de Galilée).

2. Le mouvement sioniste mondial

Israël fait partie intégrante du mouvement sioniste mondial. C'est la concrétisation vivante de la pensée d'un mouvement raciste, religieux et réactionnaire patronné par le capitalisme juif. Ce mouvement s'efforce de mobiliser à son profit les quelques quatorze millions de juifs disséminés dans le monde, afin de les amener à soutenir Israël, base d'agression et d'expansion. Ce n'est pas un simple soutien moral qui est

demandé, mais une aide matérielle, qu'il s'agisse de patronner l'immigration juive, de fournir de l'argent, des armes ou une expérience technologique, ou tout simplement d'élargir le réseau des alliances que le mouvement sioniste entretient à travers le monde au profit d'Israël. Et encore faut-il ajouter à cela l'appui colossal apporté par les organes d'information et de propagande du monde entier. Le mouvement sioniste constitue une force matérielle, d'un poids et d'une nature précis, qui doivent être pris en considération lorsque nous faisons le compte des forces engagées face à nous dans la lutte. D'où la nécessité pour nous de procéder à une étude mettant en valeur ses divers aspects politiques, militaires, économiques et sociaux.

3. L'impérialisme mondial

Celui-ci se trouve pleinement engagé aux côtés d'Israël et du mouvement sioniste mondial. Leurs intérêts communs et convergents sont à l'origine de cette alliance de fait. Il serait absurde d'aborder le cas israélo-sioniste sans l'insérer dans ce contexte. N'oublions pas, en effet, que si Israël a pu s'imposer en Palestine et continue d'exister, de s'étendre, c'est aux conditions objectives et aux possibilités pratiques qui lui ont été fournies par l'impérialisme mondial qu'il le doit.

Cette alliance se fait jour à l'époque où les régimes capitalistes européens entreprennent de récupérer l'héritage ottoman et où, de son côté, le mouvement sioniste, soutenu par le capitalisme juif, commence à envisager de prendre la Palestine pour y édifier un État rassemblant les communautés juives du monde entier. Ces forces, mues par les mêmes intérêts, engagèrent contre le mouvement de libération nationale palestinien et arabe une lutte commune. A la fin de la première guerre mondiale, l'Orient arabe faisait partie des empires coloniaux. Quant à la Grande-Bretagne, elle accepta en 1917, avec la déclaration Balfour, d'entériner les revendications sionistes en reconnaissant aux juifs des droits

nationaux sur la Palestine. Il serait absurde de prétendre que cette déclaration est le fait d'un seul homme : le ministre anglais des Affaires étrangères. Elle s'insère, en fait, dans le jeu britannique au Proche-Orient. Établir une colonie de peuplement armée, capable de faire face, et d'anéantir si besoin est, le mouvement de libération nationale arabe, tel était l'objectif de l'impérialisme britannique. Il s'agissait en définitive, d'assurer une protection efficace des intérêts et des privilèges économiques et stratégiques de l'impérialisme dans cette région centrale du monde.

Les USA qui, après la deuxième guerre mondiale, prenaient la tête de l'impérialisme, et disposaient désormais au Proche-Orient des intérêts économiques les plus importants, n'avaient aucune raison de changer de politique. Et le sionisme, de son côté, s'empressait de consolider son alliance avec le nouveau grand, jugeant que c'était là le meilleur moyen de parvenir à ses fins. Ainsi, apparaît-il que les liens qui unissent les USA, comme base de l'impérialisme mondial avec Israël, reposent - fondamentalement - sur une conjonction : celle de l'intérêt qu'ont les deux parties à s'opposer au mouvement de libération nationale palestinien et arabe. Les sionistes veulent non seulement subsister sous leur forme agressive actuelle, mais encore, satisfaire le reste de leurs appétits expansionnistes. Les impérialistes aident Israël par tous les moyens possibles; ce dernier, en contrepartie, s'emploie à frapper le mouvement de libération palestinien et arabe qui menace les intérêts impérialistes et israéliens dans la région. Une analyse de la situation qui considérerait les USA comme uniquement prisonniers des groupes de pression sionistes serait fausse, superficielle et dangereuse. Elle reviendrait, en effet, à blanchir l'impérialisme mondial, à ignorer son rôle et ses intérêts réels dans la région. Séparer la lutte contre Israël et le sionisme de la lutte anti-impérialiste serait tomber dans une erreur fatale. Cette erreur, les directions traditionnelles du mouvement national l'ont commise, parce qu'ils étaient incapables de dépasser leurs limites de classes.

4. La réaction arabe et palestinienne

Définir ces forces comme une des composantes du camp ennemi, c'est là une question politique qu'il faut poser une fois pour toutes et en toute clarté. Éviter cette question, ce serait passer sous silence une réalité objective dont seule la compréhension permettra au peuple d'acquérir une vision nette de l'adversaire à affronter, et de l'ampleur de la lutte à mener pour libérer la Palestine. En outre, cela nous conduirait à ignorer un ennemi infiltré dans nos rangs, un ennemi capable de saboter quotidiennement la Révolution, tandis que l'ennemi extérieur nous porterait des coups au même moment.

Sur le plan arabe. Les classes réactionnaires, féodalité et grande bourgeoisie, ont partie liée avec l'impérialisme. Elles ont pratiquement laissé le sionisme et l'impérialisme envahir la Palestine. Bien plus, elles ont efficacement contribué à briser tout élan révolutionnaire du peuple palestinien contre le colonialisme britannique et l'agression sioniste. En 1936, par exemple, la réaction n'a-t-elle pas lancé les mots d'ordre « Paix éternelle », « Fin de la grève générale », « Cessation des troubles », en promettant de s'entendre avec « notre amie la Grande-Bretagne »? La défaite de 1947 n'est-elle pas la conséquence directe de l'attitude de la réaction? N'est-ce pas la même réaction qui, vingt ans durant, a tout fait pour étouffer le réveil révolutionnaire palestinien? Il est normal que ces forces ne puissent adopter que des attitudes défaitistes : leurs intérêts sont liés à ceux de l'impérialisme dans le monde arabe. Elles ne peuvent, par conséquent, l'affronter. Cela irait directement à l'encontre de leurs intérêts et de leurs affinités de classe.

Sur le plan palestinien. Pendant la période du mandat Britannique, féodalité et grande bourgeoisie ont eu une attitude défaitiste. Les plans sionistes ont été appliqués en toute tranquilité. Aussi, après que la déclaration Balfour ait dévoilé les véritables intentions du mandat et de ses protégés sionistes, ces directions ont persisté à refuser de lancer des mots d'ordre hostiles à la Grande-Bretagne, alors même qu'il apparaissait clairement que lutter contre ce pays était en même temps faire échouer le plan impérialo-sioniste. En 1936, lorsque la révolte fut déclenchée par des éléments populaires déshérités, ces directions furent les premières, de concert avec leurs voisins arabes, à vouloir étouffer le mouvement. Elles participèrent à des manœuvres diverses qui finirent par avoir raison de la révolution. Il faut noter, par ailleurs, qu'elles commencèrent les fameuses opérations de vente des terres aux sociétés juives. Les défaites de 1947 et de 1967 ont-elles modifié en quoi que ce soit l'attitude de ces classes? Depuis 1947, en dépit de la dispersion du peuple palestinien et en dépit des menaces qui pèsent sur la population palestinienne. une situation de classes complexes s'est instaurée. La bourgeoisie a des intérêts. Et elle entend les préserver. Il faut partir de là pour la définir. Elle est, avant tout, commerçante et financière. Ses intérêts sont liés à ceux de l'impérialisme par le canal des relations commerciales et bancaires.

Lorsque la jeunesse des camps de réfugiés a pris les armes, ces gens-là n'ont-ils pas commencé à pactiser avec Dayan et les autres chefs israéliens? Certains commerçants n'ont-ils pas, par tous les moyens, tenté de reprendre leurs affaires, cette fois avec l'État occupant? La grande bourgeoisie qui vit actuellement en territoire occupé, et qui collabore avec l'occupant, ne peut faire partie de la Révolution. Elle constitue un outil avec lequel l'ennemi tente d'étouffer la Révolution. Celle qui vit à l'extérieur aide le mouvement en lui donnant une partie du surplus de ses bénéfices, mais seulement tant que la Résistance demeure dans certaines limites idéologiques, tant que cette classe ne voit pas ses intérêts menacés. Mais les développements que sera amené à prendre le mouvement en se transformant en guerre populaire directement lancée contre l'impérialisme, ne manqueront pas d'amener la grande bourgeoisie palestinienne à se ranger du côté de ses intérêts de classe. Il est possible que certains éléments demeurent aux côtés de la Révolution : ce seront là des options individuelles et non une attitude de classes.

A la lumière de cette définition du camp ennemi et de ses composantes, nous pouvons comprendre ceci :

- 1. La lutte pour la libération de la Palestine ne saurait être prise en charge uniquement par le mouvement de libération nationale palestinien; elle doit l'être aussi par le mouvement de libération nationale arabe. Non seulement pour des raisons de nationalisme arabe, mais parce l'expansionnisme sioniste entend jouer le rôle de gendarme dans la région. Le mouvement armé palestinien doit être considéré comme l'avantgarde du mouvement de libération populaire armé, s'insérant dans une longue lutte où les masses arabes seront intimement mêlées aux masses palestiniennes.
- 2. Il faut définir le camp de l'adversaire et les forces de la Révolution, afin de comprendre quelles alliances doivent être conclues.
- 3. Ne pas ignorer l'importance du travail de développement de la pensée politique, afin de mobiliser chaque élément révolutionnaire en lui permettant d'affronter efficacement l'adversaire.
- 4. Et l'importance de l'organisation politique des forces capables de mener une lutte armée en constante extension, conduisant à une guerre de libération populaire arabe.

Les tâches de la nouvelle étape.
Rapport politique du troisième congrès
du FPLP
mars 1972

La nouvelle étape est celle qui commence après les tragiques événements de Jordanie. Adopté par le congrès national du

FPLP, ce texte est, en fait, un programme. Il montre la nécessité d'un parti révolutionnaire, l'importance primordiale de la formation d'un front national et de la mobilisation des masses par la pratique de la violence révolutionnaire. Ce document insiste également sur la nécessité de continuer la lutte dans les territoires occupés et de combattre les solutions pacifiques 1.

Avant de définir les lignes politiques, militaires et organisationnelles qui nous permettront d'affronter la nouvelle étape, il nous faut rappeler un ensemble de vérités profondément ancrées dans nos âmes ainsi que dans celles des masses de la Révolution. Notre compréhension de ces vérités, et notre pratique réelle fondée sur elles, constituent la plate-forme fondamentale du programme de confrontation.

- 1. Notre combat est dur, difficile, complexe; car l'impérialisme essaie de toutes ses capacités matérielles, économiques et militaires, et avec ses alliances, de défendre ses intérêts et sa présence. Mais, en plus de cela, il y a la spécificité de notre combat à cause de la nature même du colonialisme sioniste. Il y a la nature des intérêts impérialistes dans la région, principalement le pétrole que l'impérialisme veut maintenir sous sa domination (...)
- 2. Nous insistons sur la nécessité d'un souffle prolétarien révolutionnaire pour affronter ces difficultés (...) Une de nos premières tâches est la lutte contre l'esprit petit-bourgeois imprégné de pessimisme devant les difficultés, et qui réclame une solution « rapide », instantanée. (...)
- 3. Dans la mesure où nous devons définir clairement les conditions objectives et difficiles qui caractérisent la phase actuelle, il nous faut aussi examiner clairement et « scientifiquement » l'autre face. Cette face c'est l'existence d'une

^{1.} Extraits du rapport politique du 3° congrès national du Front populaire de libération de la Palestine (mars 1972), édité (en arabe) par le Comité central d'information, mai 1972, 212 pages. Nous reproduisons la troisième partie intitulée « Les tâches de l'Étape ».

gauche au sein du mouvement de résistance qui a tenu ferme jusqu'à maintenant. Elle est la garantie pour la Révolution (...):

- sur le plan palestinien, les conditions dans lesquelles vivent nos masses palestiniennes constituent un terrain favorable à la révolution;
- sur le plan arabe, l'évidente incapacité des directions petites bourgeoises prépare le terrain pour une étape nouvelle de la Révolution dirigée par la classe prolétarienne; sur le plan international, l'attaque impérialiste à laquelle nous assistons, constitue une réaction au développement du mouvement révolutionnaire mondial. Elle contribuera à mûrir les conditions positives de notre Révolution (...).

Voici donc les dix principes du programme politique (...):

1. La formation du parti révolutionnaire

L'étude de l'expérience de la Résistance, de sa longue marche militante durant les années passées, démontre l'importance centrale du problème de la formation du parti révolutionnaire. On remarquera que toutes les grandes expériences révolutionnaires ont confirmé la nécessité fondamentale d'un tel parti pour diriger les masses dans leur mouvement historique vers la victoire. Ce parti aura la responsabilité de l'organisation et de l'orientation. Sur le plan structurel, le mouvement de résistance se place, d'une façon générale, entre le désordre et l'ordre militaire classique (...). La bureaucratie, le tribalisme et la paralysie étaient les maladies organiques courantes du mouvement de résistance. Elles reflétaient la nature droitière de la plupart de ses directions, ainsi que leur mépris pour l'organisation. Elles garantissaient aussi la continuité de la présence de ces directions à la tête de l'action nationale, et leur immunité. L'organisation dépendait de leur humeur, de leur individualisme, et de leurs

vacillantes politiques conciliatrices dénuées de tout principe.

D'un autre côté, la gauche du mouvement n'a pas pu construire une structure au niveau de ses idées politiques (...). Quant au Front populaire de libération, il a pu se démarquer théoriquement et politiquement. Il a affirmé son originalité dans différentes circonstances. Mais, en même temps, il n'a pas pu le faire sur le plan organisationnel et avancer, sur la scène palestinienne, un modèle de lutte où coïncident les principes théoriques et politiques avec l'instrument capable de les mettre en pratique. Le problème d'organisation, qui constitue la tâche de la formation du parti révolutionnaire doit avoir la priorité. Il est cependant nécessaire d'insister sur les points suivants:

- a. La formation du parti se réalise dans la pratique de la direction des masses (dans leur combat national et leur lutte de classes). La création du parti ne peut se faire qu'à partir de la situation actuelle de lutte. Toute vision théorique de la formation du parti, isolée de la réalité actuelle du front, est une vision étrangère au marxisme-léninisme.
- b. La formation du parti nécessite un programme clair qui fournira une réponse correcte et révolutionnaire à toutes les questions. Sans ce programme, la création du parti reste un désir, un souhait et un slogan. Le Front populaire considère « le programme d'organisation » qu'a adopté le troisième congrès comme un document fondamental (...).

La création du parti exige une théorie révolutionnaire qui oriente l'activité et lui procure confiance et force. Notre guide théorique se base sur la stratégie organisationnelle du FPLP (rapport de février 1969) et sur le programme de structuration militaire qui prépare le parti à la résistance clandestine et à la guérilla, assure l'efficacité militaire et l'autodéfense, une de nos plus importantes tâches présentes. Les problèmes théoriques énoncés dans ces études constituent un guide pour l'action de formation. Il nous reste à les mettre en pratique, dans la volonté et la détermination (...).

2. Le nouveau front national

S'il est prouvé qu'il n'y a pas de révolution sans parti révolutionnaire et que le problème du parti est central dans la théorie marxiste-léniniste, les expériences historiques ont démontré que le front national est un instrument stratégique fondamental pour accomplir les tâches de la révolution nationale et démocratique. Cette ligne stratégique garantit la mobilisation et l'organisation des masses et de la plupart des classes qui ont des tâches révolutionnaires. Elle prépare le terrain à l'engagement du plus grand nombre dans le combat national. Mais, dans le combat de libération, le front national n'est pas, comme la bourgeoisie tente de le présenter, un simple rassemblement numérique soumis au programme de celle-ci, et qui met les différentes classes au service de ses objectifs et de ses intérêts. Ce n'est pas une arme pour réprimer les classes persécutées, les récupérer et enterrer leur programme. Cette ligne est un terrain de lutte pour affirmer les lignes claires de la révolution nationale et démocratique *(...)*

Dans la période qui a précédé « les événements » de septembre 1970, les conditions objectives, et aussi la situation intrinsèque des forces de la résistance, ont fait que la gauche ne pouvait qu'essayer de garantir son développement et d'influencer, dans certaines limites, les positions de la Résistance d'une façon qui assure la continuité de sa marche pour se préparer à assumer, à l'avenir, la responsabilité de la direction (...). Le point central, dans cette nouvelle phase, est donc d'affirmer le devoir de la gauche. Elle doit commencer à tracer sa voie afin de regrouper toutes les forces et tous les éléments nationalistes palestiniens et jordaniens. Mais cette transformation dans la structure de la direction de la résistance ne se fera pas sans conflit. Ce conflit se caractérisera par les facteurs suivants : il devra s'engager sur des problèmes et des positions politiques, militaires et organisationnelles qui sont liés à la Révolution et à son intérêt; il devra regrouper toutes les forces de gauche, les bases de toutes les organisations, et les masses, autour de ces positions pour garantir la Révolution (...).

En éliminant les éléments qui symbolisaient la tergiversation, la mollesse et la peur, ceux que la difficulté de la nouvelle bataille a poussés vers le camp des tenants de la solution pacifique, ceux qui ont comploté avec le régime jordanien ou qui sont encore susceptibles de le faire, le nouveau front doit regrouper toutes les forces nationales, y compris la droite nationale. Quant à la structure organisationnelle de ce front, la nouvelle phase la rend plus compliquée qu'elle n'était précédemment. Car la Résistance se trouve devant deux tâches: la première est la lutte contre Israël, la seconde est le combat contre le régime réactionnaire jordanien. Nous ne pouvons pas faire face à ces deux tâches à travers une forme unique d'organisation. La première nécessite un front comprenant les fractions du mouvement de résistance, et ayant pour objectif le changement de la nature de leurs programmes, de leurs positions et de leurs structures. La seconde exige un autre front national qui regroupe le mouvement national jordanien et les fractions du mouvement de résistance qui considèrent le renversement du régime jordanien comme une tâche essentielle.

Le premier front est constitué, actuellement, par l'Organisation de libération de la Palestine. Et nous estimons que le programme minimum sur la base duquel nous avons adhéré au comité exécutif à partir du IXe congrès national du Conseil national palestinien de juillet 1971, offre une possibilité de lutte pour concrétiser une ascension partielle et progressive. Notre expérience au sein de ce Comité nous a fourni un exemple des possibilités que nous offre cette formule. Cet exemple est celui du combat qui s'est engagé autour de l'acceptation par la direction de la Résistance, dans sa totalité, d'aller négocier avec l'ennemi réactionnaire à Djeddah. Le Front a pu se distinguer par sa position révolutionnaire de refus de cette politique de mollesse et de conciliation, position

défendue soit à l'intérieur du Comité exécutif lui-même, soit à l'extérieur parmi les masses, dans les camps et ailleurs. La lutte du Front contre la conférence de Dieddah a sans doute contribué à l'échec des pourparlers qui s'y sont déroulés et a confirmé, parmi les masses, la ligne de lutte du Front et sa conception du rôle de la réaction jordanienne comme faisant partie intégrante du camp ennemi sioniste et impérialiste. Notre présence au Comité exécutif ne traduit cependant pas toute notre conception du problème du front national. Car nous projetons de grouper et d'unir toutes les forces de gauche autour d'un programme révolutionnaire. Nous demandons que la gauche engage la lutte pour imposer son programme et éliminer les éléments hésitants, défaillants et déviants, qui ont joué un rôle dans les reculs de la Résistance devant le régime jordanien et qui font pratiquement partie du camp favorable à la solution politique. Nous entendons représenter une position politique rigoureuse au sein du Comité exécutif, ainsi qu'au Conseil national et dans les organismes qui en sont issus (...).

La seconde tâche exige un nouveau mode d'organisation : un front national palestino-jordanien composé des fractions du mouvement révolutionnaire et national jordanien qui vise le renversement du régime réactionnaire. Ce front doit également regrouper les fractions du mouvement de résistance qui ne voient de possibilité de retrouver la Palestine qu'à travers la libération de la Jordanie, et qui partent du principe d'unité de la révolution arabe (...).

3. La mobilisation des masses

C'est une des lignes fondamentales pour faire face à cette situation difficile. C'est la grande et nouvelle force qui descend sur le champ de bataille, alors que le tableau se modifie d'une façon favorable à la Révolution. La mobilisation sentimentale et radiophonique des masses ne suffit pas. Elle ne fait pas d'elles cette force révolutionnaire, solide et intarissable, sur laquelle le désespoir n'a aucune prise. Au contraire, la mobilisation radiophonique aboutit, le plus souvent, à créer des illusions autour de nos capacités et à généraliser les promesses sentimentales fondées sur l'exacerbation des instincts émotionnels. Elle fait croire que la victoire est proche, gratuite ou à prix réduit (...).

La violence révolutionnaire — l'action militaire — ne peut pas constituer, dans notre confrontation avec l'ennemi un substitut au mouvement des masses, de manière à ce que notre conception de la bataille, de son analyse et de ses plans, devienne une conception militaire à travers laquelle nous jugeons les problèmes de la bataille et l'équilibre des forces. La violence révolutionnaire et l'activité militaire doivent être le couronnement du mouvement des masses et non son substitut. Il est essentiel d'insister sur la politique de la violence révolutionnaire - qui est la principale méthode de confrontation contre notre ennemi. Car c'est uniquement par la force militaire, la lutte et la guerre que nous pouvons mettre fin à sa domination et à son exploitation. Mais il est essentiel. en même temps, que la pratique de cette violence ne revête pas une forme aventuriste qui contribue à la mettre en échec (...).

Nous ne pouvons penser, planifier ou combattre sans cette dialectique créatrice entre les masses et nous. Les moyens fondamentaux de mobiliser les masses ne sont pas les informations radiophoniques ou journalistiques. Le moyen central est constitué par la présence des membres du parti dans les rangs des masses organisant des réunions, mettant les gens devant leurs responsabilités, leur indiquant le moyen par lequel leurs sentiments instinctifs nationaux et de classe peuvent se transformer en lutte révolutionnaire, seule susceptible de réaliser leurs aspirations et leurs objectifs (...).

4. La violence révolutionnaire

Les trois tâches précédentes — la formation du parti, du front national et la mobilisation des masses — ne peuvent pas être comprises ou réalisées aux dépens de cette violence révolutionnaire (...). La pratique de la violence révolutionnaire pousse l'ennemi à lui faire face par les méthodes extrêmes de massacre et d'écrasement. Et, à la lumière de l'équilibre des forces actuelles sur le plan militaire, il convient de souligner que le mouvement de résistance est encore faible pour ce qui est de la possession et de la pratique des principes, des méthodes, des exigences et des données de la violence dans les premières phases de l'existence de la Révolution. Donc l'étude de ce problème comme une « science » et un « art » doit constituer, dans cette phase, un problème fondamental pour la Révolution, pour ses dirigeants, ses cadres et ses combattants (...).

Il est vrai que cette violence ne peut, dans cette période précise, remporter une victoire stratégique sur l'ennemi. Mais elle s'affirme comme l'essentielle et unique politique capable de résoudre la contradiction conflictuelle existant entre nos masses et l'impérialisme. Dans cette période, elle empêche l'ennemi de remporter la victoire et cela conformément à l'équation : l'incapacité de détruire la Révolution dans une phase donnée est, elle-même, une victoire pour la Révolution. A travers cette vérité, la politique de la violence se cristallise comme une tradition des masses. Elle hâte et approfondit le processus de formation du parti révolutionnaire et du front national. Elle s'intensifie progressivement pour remporter sur l'ennemi une victoire écrasante (...).

5. L'action révolutionnaire arabe

Considérer la Résistance comme un mouvement de libération autonome, c'est ignorer totalement la réalité du combat pour la libération de la Palestine. L'image naturelle réside dans la compréhension globale du mouvement de libération arabe contre l'impérialisme. C'est dans cette optique qu'il faut considérer la résistance palestinienne. Il est clair que toute vision du problème qui ne tient pas fondamentalement compte du rôle essentiel que joue l'impérialisme et la réaction dans la totalité de la patrie arabe, ne peut nous aider à comprendre la domination impérialiste (...).

Le mouvement de résistance se mettra dans une position difficile s'il continue à affronter seul le camp du sionisme, de l'impérialisme, et de la réaction. Exiger du seul peuple palestinien qu'il puisse vaincre définitivement Israël, est une chose illogique, irréaliste et totalement étrangère à toute analyse rigoureuse. La situation actuelle dans laquelle une partie du peuple palestinien — environ un million deux cent cinquante mille personnes — affronte Israël avec toutes ses potentialités, et l'autre partie — un million environ — affronte le régime réactionnaire en Jordanie (pour la protection duquel l'impérialisme et, à ses côtés, le sionisme et Israël engagent un combat à mort) détermine jusqu'où peut parvenir seul le peuple palestinien (...). Le dépassement véritable et historique de la crise de la Résistance dépend entièrement de l'extension du mouvement arabe de libération nationale, afin que la résistance devienne une partie du mouvement des masses arabes qui, seules, possèdent le champ humain et géographique capable de les faire triompher. Le mouvement de Résistance restera dans une position difficile tant que le mouvement de libération arabe sera prisonnier de ses limites actuelles qui ne lui permettent de fournir qu'un soutien sentimental et matériel limité (...).

La direction du mouvement arabe de libération nationale doit être l'expression d'un parti prolétarien qui mobilise la classe ouvrière afin de prendre la tête de l'alliance ouvriers-paysans-petite bourgeoisie. Cela doit se faire à travers un large front national qui mobilise les masses autour d'un programme politique inspiré de l'étude méthodique de la réalité politique, économique, sociale. Ce front dirigera le mouvement

des masses arabes et adoptera la méthode de la violence révolutionnaire dans la perspective de la guerre populaire

6. Les alliances nationales et internationales de la nouvelle étape

Certains marxistes vont jusqu'à affirmer que la petite bourgeoisie n'est arrivée au pouvoir à aucun moment de l'histoire, qu'elle est incapable de le faire. Et cela parce qu'elle vit en marge du processus de production et que, par conséquent, si ses représentants arrivent au pouvoir, ils doivent, s'ils veulent y rester, s'appuyer sur des forces qui participent directement à la production et qui ont des assises sociales et matérielles stables et solides. Ces forces sont, la plupart du temps, celles de la bourgeoisie moyenne des campagnes et, quelquefois, de la grande bourgeoisie qui, toutes, trouvent dans les lois réformistes promulguées par la petite-bourgeoisie des brèches suffisantes pour leur permettre de reprendre leur ascension. Cette réalité se trouve totalement explicitée par la série de développements qu'a connus la patrie arabe depuis juin 1967. On peut résumer ainsi les plus importants de ces événements et de ces développements :

- Les régimes petits-bourgeois ont pu reconstituer leurs organes répressifs démantelés sous le choc du coup qu'Israël leur avait porté. Ils ont utilisé les armées arabes comme un instrument pour préserver leur présence au pouvoir (...).
- Ces régimes ont retrouvé un peu de leur prestige politique ébranlé à la suite de la défaite de juin 1967. Et cela grâce à une campagne intensive d'information trompeuse, tirant profit de leur passé national et de l'absence d'un parti révolutionnaire capable d'utiliser toutes les conséquences de la défaite de juin de manière à leur couper la route.
- Les ailes droitières de ces régimes ont pu, grâce à leur alliance avec les forces réactionnaires, se défaire de l'opposition nationale représentée par certains groupes au sein des régimes petits-bourgeois. Cela leur a permis, surtout après

septembre 1970 et juillet 1971 de s'engager dans la politique de négociation.

- Ces régimes ont joué un rôle hostile, intensif, contre la gauche de la Résistance. Ce rôle devint complot lors du célèbre sommet de Tripoli, et cela en plus de la campagne publique de dénigrement que certains leaders ont pris à leur compte. Cette hostilité n'est pas seulement dûe à l'inquiétude ressentie par ces régimes devant l'influence grandissante de la gauche sur les positions de la Résistance en général, mais aussi à la relation organique qui existe entre son influence et le réveil rapide du mouvement arabe de libération nationale et de ses forces démocratiques et socialistes.
- Tout cela s'est déroulé dans une atmosphère générale de recul, sur le plan politique et économique. En plus de la trêve conclue avec la réaction, à laquelle ils ont aussi sacrifié des acquis auxquels elle n'avait jamais rêvé avant 1967 (le Yémen du nord, le complot contre le Yémen démocratique, l'encerclement de la révolution dans le Golfe, l'abandon des îles arabes à l'Iran, la création artificielle des Emirats, etc.), ils ont eu une série de rencontres avec les représentants de l'impérialisme. La politique de recul au niveau national comprenait aussi la trêve avec les forces droitières et réactionnaires au niveau de chaque régime de la petite bourgeoisie (...). Sur le plan économique, la politique de recul s'est concrétisée par une série de décisions encourageant les investissements impérialistes et réactionnaires arabes, donnant sa chance au secteur privé au dépens du secteur public. Cette politique de recul sur le plan national et sur le plan économique, qui est la conséquence de l'impuissance de régimes petits-bourgeois, rend inévitable l'écrasement de toutes les tendances qui leur sont opposées. C'est pourquoi, elle s'est accompagnée d'une action répressive contre le mouvement de résistance, le mouvement national, le parti communiste et les forces démocratiques au Soudan, les ouvriers, les paysans et la jeunesse en Égypte (...).

Mais ce tableau ne doit pas masquer, à nos yeux, l'autre

face de cette opération, qui est la montée de nouvelles forces de l'avant-garde ouvrière, des paysans, des intellectuels révolutionnaires et de larges secteurs progressistes de la jeunesse. Ces forces, à différentes occasions, ont prouvé qu'elles étaient conscientes de leur rôle fondamental. Et, compte tenu de la répression à laquelle ces forces sont exposées, une telle conscience indique une renaissance (...). Nous sommes aujourd'hui devant une réalité nouvelle de certains régimes petits-bourgeois, radicalement différente de celle de 1968, 1969 et début 1970. Elle nécessite naturellement une position nouvelle. Il ne faut pas comprendre cette position comme devant aboutir à un conflit permanent avec ces régimes, car les conditions intrinsèques et objectives, sur le plan palestinien et arabe exigent l'établissement d'une sorte de relation tactique avec eux (...).

Si le mouvement de résistance a commis, lors de l'étape précédente, une erreur dans la compréhension du problème des alliances avec les régimes arabes ou avec les masses arabes (...), il en a commis une autre, fondamentale, lorsque ses dirigeants furent incapables de comprendre l'importance du caractère internationaliste de son combat, et la nécessité de s'allier aux forces de la révolution et du progrès dans le monde : les mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde, le camp socialiste, et les mouvements progressistes du prolétariat des pays capitalistes. Percevoir le problème des alliances, c'est situer le mouvement de résistance à la place qui lui revient de droit sur la carte de la lutte internationaliste (...). Les principaux points de cette stratégie sont les suivants :

— La conviction qu'il est nécessaire actuellement, et inévitable à l'avenir, de réaliser l'unité du camp socialiste, et d'établir des relations avec les régimes du bloc socialiste. L'importance de cette politique se traduit par le renoncement aux méthodes opportunistes dans les relations et les alliances internationales.

— La compréhension du rôle principal des mouvements de libération nationale dans le Tiers Monde, de leur importance

dans le processus de confrontation avec l'impérialisme et de sa défaite, du degré de rapprochement de leurs combats armés, et des influences qu'ils peuvent avoir les uns sur les autres (...).

— La foi profonde dans le rôle historique que jouera le prolétariat industriel dans les États capitalistes. On peut temporairement affaiblir ce rôle, en doublant le pillage du Tiers Monde, mais on ne peut l'effacer, empêcher son évolution naturelle. D'une façon spécifique et particulière, la gauche de la résistance doit établir avec les forces progressistes, ouvrières et étudiantes, dans les pays bourgeois occidentaux, les relations les plus solides. Elle doit aussi renforcer avec elles sa solidarité internationale; comprendre que cette solidarité ne se traduit pas seulement par le soutien que ces mouvements peuvent apporter à la résistance sur le plan matériel et sur le plan de l'information et des expériences. Elle se traduit également par l'intensification et le renforcement de la lutte contre les classes exploitantes dans leur pays respectif.

7. La Résistance en Palestine occupée

Notre compréhension du processus stratégique du combat de libération ne doit pas nous faire perdre de vue le fait que la résistance en Palestine occupée, c'est-à-dire la confrontation quotidienne avec l'ennemi, est un problème prioritaire dans nos pensées et que cette confrontation, par la violence armée et toutes les autres méthodes de lutte, doit aller suivant une ligne ascendante. Elle se fonde sur les principes suivants:

- Révision critique et permanente de l'expérience passée, pour tirer profit de ses leçons et greffer continuellement de nouveaux éléments, de nouvelles tactiques, à la hauteur de la variation et de la mobilité des plans des Israéliens et des réactionnaires.
- Examen continu des plans de l'ennemi, de ses programmes et de ses mesures politiques, économiques, sociales et cultu-

relles, en plus de ses mouvements militaires. Les étudier pour en déceler à temps les objectifs et pouvoir les mettre en échec.

- Nécessité d'une action afin que les liens entre combattants de l'intérieur et de l'extérieur ne se rompent pas. Empêcher surtout qu'ils ne se relâchent, à cause des problèmes que rencontrent les cadres dirigeants dont la majorité vit à l'extérieur (...). Les directions qui vivent à l'extérieur doivent éviter que leur présence en dehors des territoires occupés n'aboutisse à l'absence d'une inter-action suffisante avec les luttes des masses dans la région occupée. Autant ces directions s'attachent actuellement au combat contre le régime stipendié de Jordanie et aux autres combats de la résistance sur la scène arabe, autant doivent-elles s'acquitter de leur devoir comme dirigeant de la révolution. Actuellement, ces masses ne peuvent pas participer directement à la bataille du destin contre le régime réactionnaire de Jordanie; par conséquent. leur tâche est la résistance contre l'ennemi israélien et le soutien à la Révolution (...).

En ce qui concerne l'expérience armée dans la période passée, nous pouvons noter brièvement les points suivants:

— La Résistance penchait vers la voie de l'action strictement militaire. Elle équipait des patrouilles armées et les envoyait de l'extérieur, alors qu'elle devait opérer parmi les masses des territoires occupés, selon les méthodes d'organisation révolutionnaire, par l'établissement de bases et de directions clandestines capables de continuer la lutte parmi les masses.

— Cette méthode a conduit la Résistance a négliger l'aspect politique de la lutte. C'est cet aspect justement qui permet d'organiser les masses, de créer une atmosphère révolutionnaire, de faire échec aux complots des occupants et de leurs agents.

— Le vide créé par l'absence politique de la Résistance dans les territoires occupés a largement ouvert la voie au développement de trois sortes d'activités : l'activité nationale basée sur des réactions sentimentales (...), l'activité menée par les traditionalistes (...), l'activité menée par des agents sous l'orientation directe de l'occupant israélien (son but : créer l'atmosphère favorable à la consécration de l'occupation). Donc la Résistance était presque absente sur le terrain de l'activité politique efficace.

- Les Israéliens ont exploité jusqu'à l'extrême cet état de chose. Dès le début, leur programme consistait à pousser la Résistance vers l'Est, afin que l'engagement avec elle devienne strictement militaire, loin de la vie quotidienne des masses, et pour rendre impossible l'introduction de la violence révolutionnaire dans la réalité quotidienne. A l'exception de leur échec à Gaza, ils ont pu réaliser momentanément leurs objectifs en Cisjordanie.
- Le point central de ce que les Israéliens comptaient réaliser en territoire occupé se basait sur la création de conditions de vie normale pour la majorité des masses, de façon à ce que les gens s'occupent des problèmes de leur vie quotidienne et que la Résistance se réduise à une force d'avantgarde, isolée, que les services de renseignements et les organes de répression puissent détruire. De là l'origine de la politique des ponts ouverts et l'embauche de la main-d'œuvre dont l'économie israélienne tire profit et qui la sert.

8. La bataille contre le régime jordanien

Les événements ont tranché, d'une façon définitive, le problème de la relation entre le mouvement de résistance et le régime réactionnaire en Jordanie. La Résistance a payé le prix de la grande erreur de sa tergiversation, de son vacillement et de sa mollesse (...). Ce problème doit être définitivement et radicalement réglé par une autocritique, publique et claire, de la position passée de la Résistance, et la conviction profonde de l'impossibilité d'une coexistence entre la Révolution et le régime réactionnaire (...).

Puisque l'objectif de la bataille est devenu le renversement du régime — et non la conquête du droit à la présence et à la

liberté d'action, ou encore l'organisation des relations entre le régime et la Résistance -, cette tâche n'est plus du seul ressort du mouvement de résistance, mais devient une des tâches des masses de ce régime, c'est-à-dire du mouvement national et révolutionnaire jordanien (...). Cette position suppose évidemment l'émergence d'une force révolutionnaire jordanienne qui mobilise les masses. Elle suppose aussi que la Résistance ne se considère pas, avec son programme de libération de la Palestine, comme un substitut à ce mouvement révolutionnaire qui doit œuvrer pour l'accomplissement des tâches de la révolution nationale et démocratique en Jordanie. La Résistance, et spécialement la gauche, doit soutenir ce mouvement. Nous savons, dès à présent, que le renversement du régime en Jordanie peut être suivi de l'occupation, par Israël et les États-Unis, de la rive Est et d'autres parties de la patrie. Mais, nous devons savoir aussi que la confrontation aura alors atteint des étapes avancées : l'impérialisme commencera à perdre ses positions (...).

9. Le combat de la Résistance contre les projets de liquidation, et le problème de la représentation du peuple palestinien

Le danger de liquidation du problème palestinien existe, depuis juin 1967, conséquence possible de la défaite militaire. Ce danger s'est précisé depuis le vote de la Résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967 et son acceptation par l'Égypte. Mais il est, actuellement, plus évident et plus proche. (...).

Le projet du roi Hussein de créer un « royaume arabe uni » est la démarche la plus perfide, parmi toutes celles qui l'ont précédée dans la voie de la solution pacifique. Elle constitue le début d'une solution dans laquelle l'impérialisme américain, Israël et la réaction jordanienne trouvent un terrain commun, susceptible d'être aménagé à l'avenir. (...).

Qui représente le peuple palestinien et ses droits nationaux? Ce qui rend actuellement cette question plus urgente qu'à tout autre moment du passé, c'est l'angle sous lequel l'ennemi israélien, impérialiste et réactionnaire, présente « ses propositions » pour liquider le peuple de Palestine, qu'il s'agisse du projet du roi, ou d'autres projets qui pourraient être présentés à l'avenir dans la même optique. Quels que soient les éléments qui constituent la spécificité de la cause palestinienne, et parce que le peuple palestinien a été chassé de sa terre et forcé à vivre à l'extérieur, parce qu'il s'est exposé à la persécution, il reste naturel que le mouvement politique qui représente ce peuple - et qui exprime sa volonté et ses aspirations — soit celui qui œuvre pour la libération de sa terre, afin d'effacer l'injustice dont il a été victime. Par conséquent, le représentant du peuple palestinien, c'est le mouvement de libération nationale (...). Et c'est pourquoi, la première tâche du mouvement, c'est de conquérir son droit à lutter pour retrouver sa patrie (...). La lutte pour la création d'un mouvement de masses, révolutionnaire et armé. groupant les Jordaniens et les Palestiniens, pour le renversement du régime réactionnaire stipendié et l'instauration d'un régime national et démocratique ne peut se faire qu'à partir d'un programme garantissant le respect des droits nationaux du peuple palestinien (...).

La Cisjordanie est actuellement occupée. Son avenir et sa relation avec la Transjordanie seront déterminés à la lumière des hypothèses suivantes :

1. L'occupation israélienne de la Cisjordanie se poursuit, et nous mènerons la lutte contre elle jusqu'à la destruction de l'entité israélienne. Il est impossible de continuer la lutte armée et d'atteindre ses objectifs sans renverser le régime jordanien. Dans l'hypothèse où il est renversé, où le régime national et démocratique est établi, où la Cisjordanie et toute la terre palestinienne actuellement occupées sont libérées et l'entité sioniste détruite, ce n'est plus seulement le problème des deux rives qui sera posé, mais celui de l'unité des deux

peuples, palestinien et jordanien. Dans ce cas, l'unité se fera en référence à l'unité historique des deux peuples et à partir de leur appartenance commune à la Nation arabe.

- 2. La Cisjordanie (ou une partie) retourne sous la domination du régime de Jordanie à la suite d'une conspiration commune entre ce dernier et Israël. Effectivement, le régime stipendié tente d'exploiter les conséquences de son agression contre le mouvement de résistance en septembre, déclarant qu'il est le seul représentant du peuple palestinien. Il exploite, pour justifier sa tentative, l'unité des fils des deux rives, Jordaniens et Palestiniens, et la relation historique entre les deux peuples, afin de garantir, dans le cas d'une solution pacifique, le rétablissement de sa domination sur la Cisjordanie (...). Mais la prétention de ce régime à représenter le peuple palestinien, au moment même où il l'empêche de lutter pour libérer sa patrie et travaille à son extermination est une prétention insolente, ne reposant sur aucun fondement (...).
- 3. On forme un État palestinien comprenant la Cisjordanie et la bande de Gaza. C'est vers cette hypothèse qu'ont continuellement penché certains régimes arabes. Elle était acceptée, avant septembre 1970, dans les milieux américains. Mais Israël la rejette. Le régime de Jordanie la rejette également. Et pourtant, le problème de la création artificielle d'une entité-croupion pour les Palestiniens est à l'ordre du jour de l'impérialisme. Ce que nous devons affirmer, dans ce domaine, c'est que tout ce que l'impérialisme propose actuellement, par l'intermédiaire du roi Hussein, n'est que le résultat de la fusion de deux rêves : « l'État palestinien » et le « retour du régime hachémite en Cisjordanie ».

Le mouvement de résistance doit actuellement :

- Résister fermement à toute tentative de récupération de son mouvement, et à toute utilisation, comme un instrument dans la réalisation des projets, de la solution pacifique et de l'État palestinien.
- Dénoncer, démasquer et isoler tous les éléments ou forces qui, dans les rangs de la Résistance veulent profiter de la

situation difficile prévalant actuellement pour engager le mouvement dans la voie de la capitulation ou qui, déconcertés par la difficulté de la situation nouvelle, ont commencé à penser à la capitulation, au lieu d'établir des plans qui permettent au mouvement d'exister malgré toutes ces difficultés.

- Mobiliser les masses en permanence contre les solutions de liquidation et le projet de l'État palestinien.
- Œuvrer pour la formation d'un large front national arabe qui soutienne le mouvement de résistance et son droit à l'existence jusqu'à la victoire.

Enfin — point central pour faire échouer toutes les solutions capitulardes —, regain de son efficacité militaire et politique dans la région occupée et en Jordanie. Parce qu'il n'y aura pas de règlement politique, si la Résistance reste efficace (...). La difficulté que rencontre le mouvement, dans son combat contre la solution pacifique, le large front des forces qui appuient cette solution et veulent l'imposer au peuple palestinien et au peuple arabe, l'état de faiblesse dans lequel vit actuellement le mouvement national arabe, tout cela doit inciter le mouvement à déjouer tous ces complots (...).

10. La Résistance dans le monde

(...) Le mouvement doit s'attendre à un complot visant à le frapper au Liban, à mettre fin à son existence. Il doit, par conséquent, tirer profit de son expérience en Jordanie et se renforcer à la lumière de ce programme. Autant la Résistance au Liban doit éviter l'affrontement avec le pouvoir, et l'ouverture d'un nouveau front durant cette période difficile, autant doit-elle veiller à toutes les mesures d'organisation et les positions politiques qui garantissent son existence et son opposition à toute conspiration. Cela ne se fera pas seulement grâce à la discipline révolutionnaire des éléments de la Résistance, au retour de celle-ci à la clandestinité, à la définition précise de ses tactiques, mais aussi — et

fondamentalement — grâce à une jonction efficace avec le mouvement national et progressiste libanais, allié naturel.

En Syrie, ces conditions peuvent avoir comme conséquence une tentative de récupération de la Résistance, pour la transformer en une institution militaire traditionnelle. Le mouvement doit donc préserver son indépendance et sa stratégie révolutionnaire de libération.

(...) Le mouvement est appelé à entreprendre une activité idéologique et d'organisation parmi les jeunes Palestiniens immigrés en Europe occidentale et en Amérique. Il doit œuvrer sans répit pour que la Révolution puisse tirer profit de ces précieuses compétences dans tous les domaines. Cette tâche sera accomplie et évitera bien des difficultés, si se multiplient les alliances internationales avec les mouvements et les organisations progressistes dans ces pays.

Pour une solution démocratique 1970

Pour la Révolution palestinienne, la seule solution — juste et durable — consiste à créer, en Palestine, un État démocratique où tous les citoyens, quelle que soit leur religion, auront les mêmes droits et les mêmes obligations... Mais que veut dire « démocratique »? De quelle « démocratie » s'agit-il? Et que veut dire « solution démocratique »? Le FPLP parle de sa vision de l'État démocratique et sa compréhension de la « solution démocratique 1 ».

^{1.} Invité à participer à une table ronde sur l'idée de l'« État démocratique », le représentant du FPLP a fait une déclaration reprise par la suite dans une brochure éditée par le département de l'information de ce mouvement (Amman, 1970). Nous en reproduisons quelques extraits.

Lorsque nous employons une expression précise, et particulièrement lorsque nous l'utilisons comme un slogan définissant une position essentielle, elle doit être très claire. « Démocratique » est l'un de ces mots mal utilisés et mal compris. Lorsque nous affirmons que nous sommes pour une « solution démocratique », nous devons au préalable définir les deux points suivants :

1. Une « solution démocratique » à quoi : à la « question israélienne »? à la « question palestinienne »? à la « question juive »?

En effet, même si l'on ne peut ignorer le lien existant entre ces questions, il reste qu'à long terme chacune d'elles peut avoir une signification totalement différente. Mais si nous commençons à parler d'une « solution démocratique » à la « question israélienne » — dont certains ont parlé récemment - il sera alors possible de parler d'un « État fédéral » en Palestine, comme l'a rapporté Le Monde, citant un porteparole du FDPLP. Cette solution est tout à fait irréaliste pour nous et ne correspond pas à notre idéologie. Plus exactement, cette idée doit rester un sujet de discussion jusqu'à ce qu'elle soit complètement précisée : aucun mouvement progressiste de libération n'est chargé de trouver une « solution démocratique » à une situation d'agression. En conséquence, la « solution démocratique » avancée par le mouvement de libération nationale palestinien et arabe concerne directement les juifs vivant en Palestine, et non l'État israélien. C'est la « solution démocratique » de la « question juive » dans sa partie en relation avec le conflit palestino-arabo-israélien. Ce n'est une « solution démocratique » ni de l'entité israélienne ni du mouvement sioniste ni de la question palestinienne. La première représente un ennemi bien équipé, la seconde la base idéologique réactionnaire de l'ennemi, tandis que la troisième est un mouvement progressiste de libération et de lutte. Dans ces trois cas, le compromis est impossible.

Une définition du terme « démocratique » est nécessaire, car ce mot est repris dans maintes discussions. Dans de nombreux cas, une certaine classe l'a employé au mieux de ses intérêts propres. Ce qui est « démocratique » pour un féodal ou un capitaliste est « dictatorial » pour le travailleur et le paysan. Ce qui est « démocratique » pour un libéral a toujours été une certaine forme de domination des classes prolétariennes et pauvres. Ce fait est bien connu de tous. En théorie, employer ce mot est ambigu, s'il n'est pas clairement défini. La démocratie ne peut être séparée d'une position de classe. Ce n'est pas une de ces valeurs humaines absolues acceptées comme des idéaux par toutes les classes. Pour le FPLP, démocratie ne peut jamais signifier « une démocratie libérale » mais plutôt une « démocratie du peuple », une démocratie des classes laborieuses et prolétariennes. S'il n'en n'est pas ainsi, cela ne peut aller de pair avec les structures et l'idéologie auxquelles le FPLP adhère. Le contraire est également vrai, c'est-à-dire qu'on ne peut pas adopter l'idéologie des classes prolétariennes et parler d'une « démocratie libérale » et, par conséquent, d'un état fédéral. Nous ne pouvons pas adhérer à une « démocratie » autre qu'une « démocratie libérale » si notre engagement idéologique est un « engagement libéral et réformiste ». Les structures idéologiques et de classes d'une certaine organisation déterminent son engagement à propos de la « démocratie ».

Ces deux points devaient être précisés car les résultats que l'on peut atteindre, en présentant l'idée d'une « solution démocratique », seront en relation avec eux. Sans cela, nous risquions de tomber dans une contradiction entre, la théorie d'un côté, la pratique et les résultats d'un autre, ou encore serions-nous victimes du fossé qui sépare nos actes de nos paroles.

L'entité sioniste est, en fait, une présence agressive, qui apparaît comme une suite logique de la contradiction existant

entre les intérêts de la bourgeoisie européenne juive et ceux de la bourgeoisie européenne. La première cherche un lieu où elle pourrait agir librement, tandis que la seconde cherchait à acquérir le contrôle total de la situation au sein de ces pays respectifs. La bourgeoisie européenne se consolida avec le nazisme et la bourgeoisie européenne juive, d'une manière semblable, arriva avec le sionisme. Dès lors, pour être « démocratique » dans le sens progressiste du terme —, on est forcé de combattre cette entité dont les stimulants, la manière dont elle a été érigée, son rôle, son alignement et son destin sont fondamentalement liés aux conceptions bourgeoises et capitalistes de la communauté juive d'Europe qui n'eut pas la possibilité d'être intégrée par la bourgeoisie européenne. On ne peut donc parler d'une « solution démocratique du problème israélien » parce que, dans un certain sens, cela donne à penser que nous parlons d'une solution au problème du capitalisme ou du colonialisme, ou encore « d'une solution démocratique de la question nazie ».

Donc, la « solution démocratique » ne peut exister qu'en fonction du « problème juif ». Il en est ainsi dans cette partie du monde, il en est de même partout ailleurs. Bien qu'il appartienne en ce moment, au mouvement arabe et palestinien, de trouver une « solution démocratique » dans cette zone de conflit, il incombe également aux forces progressistes du monde de s'en préoccuper, sinon cette solution restera incomplète. Ceux qui parlent d'une « solution démocratique », en Europe ou aux États-Unis, tout en acceptant l'existence d'un Israël victorieux et à condition de résoudre le problème des réfugiés, ont une opinion qui, dans un certain sens et d'un point de vue historique, ressemble à l'idée de rejeter les juifs à la mer (...).

La partie arabe doit faire face à un grave dilemme : adopter des slogans théoriques n'est pas une solution. Nous savons que le mouvement national palestinien s'est engagé à libérer les Arabes et les juifs. Durant la lutte, il faut essayer de gagner à notre cause les juifs victimes de l'exploitation sioniste et

de ses liens impérialistes. Ce problème n'est pas simple, car il y a une situation de double exploitation de deux classes. d'une part, et, d'autre part, d'une seule exploitation (si ce terme peut être employé). Bien qu'il soit dans l'intérêt du prolétariat juif de se libérer de l'exploitation, de la domination et de l'idéologie sionistes, ce prolétariat bénéficie de l'exploitation sioniste des Arabes qui subissent une exploitation plus profonde, plus étendue. Si cet état de chose signifie que le prolétariat juif en Israël se trouve dans une situation plus complexe que celle de n'importe quel autre prolétariat d'un État impérialiste (en ce sens qu'il bénéficie des miettes de l'exploitation des ressources des autres peuples), il signifie aussi que la tâche « d'instigation révolutionnaire » que la résistance palestinienne est en train d'accomplir au sein de la société israélienne, devra être plus élaborée que n'importe où ailleurs.

Nous ne pouvons pas, maintenant, nous avancer trop dans le domaine de la conjoncture sur le développement de ce problème. Cependant, il demeure évident que les liens étroits et profonds qui existent entre la lutte de libération palestinienne et les causes de libération arabe et de l'unité arabe, faciliteront cette tâche, lui donneront une efficacité plus grande que si le mouvement de libération de la Palestine avait adopté une attitude régionaliste et exclusive, et parlé d'un « État fédéral » au nom de la « démocratie » ou d'une « solution chauvine » au nom de la « révolution ».

Nous voulons insister sur le fait que la « solution démocratique » est le complément de la lutte armée : elles sont organiquement liées. La « solution démocratique » est incapable, nécessairement et inévitablement, de réussir sans la lutte armée, non seulement parce que seule la lutte armée peut détruire l'entité impérialiste, mais aussi parce que la lutte est l'instrument le plus à même de libérer les classes victimes d'exploitation en Israël. Et cela malgré les minces avantages qu'elles en tirent, malgré le fait que cette entité leur offre les restes et les miettes des ressources des autres peuples. Le mouvement de libération de la Palestine ne peut pas être révolutionnaire, et en même temps parler d'une solution fasciste ou chauvine pour les juifs. Il ne peut être qu'un mouvement engagé pour une « solution démocratique » dans son sens progressiste et non dans son sens « fédéraliste ». Tout ceci dépend, à longue échéance, des pratiques du mouvement de résistance et de ses engagements militaires et idéologiques.

> « Non » à la négociation et à un État provisoire. Georges Habache développe les positions du « front du refus ». 1974.

Pour Georges Habache, la bataille d'octobre a effectivement engendré de nouvelles conditions, mais l'équilibre des forces reste favorable à l'ennemi : le sionisme et son allié l'impérialisme américain. Tout règlement politique ne peut, dans les circonstances actuelles, qu'être favorable à l'ennemi et néfaste pour l'avenir de la Révolution. Il faut donc se préparer à continuer la lutte, dire « non » à la conférence de Genève, et refuser l'établissement de l'autorité palestinienne qui, étant donné l'équilibre des forces, ne peut qu'être réactionnaire et capitularde. C'est l'analyse du FPLP. C'est aussi celle de tous ceux qui se sont appelés « le front du refus¹ ».

^{1.} Ce débat était animé par l'écrivain et poète Mahmoud Darwiche. Y participèrent : Abou Ayad (Fath), Georges Habache (FPLP), N. Hawatmeh (FDPLP), Zouhair Mohsen (Saïka) et Chafiq El-Hout (indépendant). Le texte original a paru, in extenso, dans Chou'un Filastiniyya, février 1974, et a été édité en anglais par le Centre de recherches palestinien, à Beyrouth, en avril 1974. Des extraits ont également été publiés dans le Journal of Palestine Studies, Spring 1974.

La guerre d'octobre a redonné à nos masses de nouvelles convictions. Elle a démontré aussi comment l'unité nationale palestinienne et arabe peut se réaliser, d'une façon très concrète, lorsque la lutte armée contre notre ennemi usurpateur atteint son point culminant. Du Maroc au Golfe, les masses sont prêtes à tous les sacrifices pour la libération de la Palestine. Nous devons toujours nous souvenir de cela, indépendamment des difficultés auxquelles nous devons faire face dans cette nouvelle situation politique d'aprèsguerre. Si nous sommes convaincus de ces faits, il est de notre devoir de les souligner. Mais nous ne pouvons pas, pour cela, revenir à une vision qui sous-estime l'adversaire ou la puissance des ennemis alliés contre nous, à savoir les Israéliens, les sionistes, les impérialistes et les réactionnaires (...).

Le changement le plus important survenu après la guerre d'octobre est la modification, à un degré limité bien sûr, de l'analyse que faisait l'impérialisme, en général, et l'impérialisme américain, en particulier, des problèmes du Proche-Orient. L'impérialisme américain tente aujourd'hui de maîtriser les événements. Il s'est aperçu que l'équilibre des forces a subi des changements limités. Et il tente d'exercer une pression certaine sur Israël afin qu'il fasse des concessions, mais qui pourrait assurer la sauvegarde des intérêts propres de l'impérialisme et garantir la survie de l'entité sioniste.

Les Soviétiques, de leur côté, persuadés de leur sentiment d'amitié, croient que la Résolution 242 sert les objectifs du mouvement de libération arabe et palestinien. Et si nous prenons en considération la position des États européens, des pays non alignés et des États africains, nous constatons que la communauté internationale croit qu'il est dans l'intérêt de tous de mettre fin à la tension dans la région. Ces pays estiment que le conflit ne sert pas leurs intérêts, et ne favorise ni la détente internationale ni les orientations actuelles mondiales. Et il ne convient pas de sous-estimer le poids et l'influence que peuvent avoir ces puissances internationales qui préparent, toutes, le règlement politique (...). Malgré

ces fortes pressions, des obstacles existent encore. Le premier se trouve dans la contradiction entre le point de vue israélien (représenté par le Maarakh, la coalition au pouvoir) et le point de vue arabe (représenté par Sadate) sur la nature même du règlement... Cet obstacle serait de peu de poids, s'il y avait accord entre les États-Unis et l'URSS sur un plan détaillé de règlement, et sur l'application de la Résolution 242 dans sa totalité. Parce que les États-Unis feraient pression sur Israël, et qu'Israël serait obligé de céder. Répondant à ceux qui critiquaient l'acceptation par Israël des Résolutions 338 et 339, Dayan avait insisté, malgré toute son arrogance, sur le fait qu'Israël « n'aurait pas pu poursuivre la guerre sans dépendre de l'Amérique et sans maintenir, avec elle, les liens les plus étroits ».

La même chose s'applique aussi à la direction officielle arabe. Elle ne veut pas concevoir la lutte selon l'exemple du Vietnam où les masses creusent des tranchées, se battent avec toutes sortes d'armes et se protègent contre un ennemi barbare. Il ne lui est donc pas possible de résister aux pressions internationales. Et tant que les dirigeants continueront à concevoir la lutte en termes de mig 21 et de mig 23, ils ne pourront pas se mouvoir librement sur la scène internationale. Ce premier obstacle serait mineur et pourrait être facilement surmonté par les parties qui cherchent un règlement s'il existait, entre Américains et Soviétiques, un accord détaillé sur l'application de la Résolution 242. Mais il v a un second obstacle: c'est justement une certaine contradiction existante entre la formule américaine et la formule soviétique. En liant ces deux obstacles et en y ajoutant le facteur subjectif de l'action révolutionnaire palestinienne et arabe, on ne peut pas conclure que le règlement est inévitable, et que toute opposition s'avère d'ores et déjà inutile (...).

Quelles sont donc nos positions et quels sont nos programmes pour la prochaine étape qui se présente sous le titre « conférence de Genève »? (...) Quelle attitude devons-nous adopter? Observer et attendre? Surveiller le cours des événe-

ments pour prendre une position ensuite? Je voudrais, dans un esprit de camaraderie, affirmer qu'agir de la sorte serait une erreur grave. Pourquoi? J'admets que la conférence de Genève peut se tenir selon différentes formules. J'admets aussi qu'elle peut aboutir à des résultats divers. Mais cela nous dispense-t-il d'essayer de prévoir, grâce à une analyse méthodique, quel sera le résultat global de cette Conférence, si nous nous limitons aux aspects politiques et économiques de la lutte? Nous ne devons à aucun prix éviter de répondre à cette question. En fait, quels sont les facteurs qui vont déterminer l'issue de la conférence? A Genève, Israël présentera sa position, les Américains et les Jordaniens feront de même : leurs trois points de vue seront très proches. Et on peut dire que la Conférence aboûtira au triomphe de la position impérialisto-sionisto-hachémite.

Bien sûr, il y aura aussi le point de vue égyptien et le point de vue soviétique. Je pourrai même dire le point de vue égypto-soviétique. J'irai même plus loin, et je parlerai de la possibilité qu'on se trouve à Genève devant une position commune, avec un accord sur tous les points entre Égyptiens et Syriens — les Arabes — et les Soviétiques. Quelles en seront les conséquences? Supposons, pour les besoins du débat, que la conférence de Genève se termine par le triomphe du point de vue soviétique. C'est exclu, nous le savons tous, mais envisageons quand même cette éventualité. Quelles en seront les conséquences, quelle est la position soviétique? Les Soviétiques sont nos amis, nous tenons à leur amitié. Mais à l'instar des révolutionnaires vietnamiens, nous devons mobiliser toutes les alliances et les mettre au service de la stratégie et de la tactique de la Révolution. Comme eux, notre attachement à cette amitié des Soviétiques ne doit pas nous pousser à soumettre les intérêts de la Révolution à ceux d'un allié, quel qu'il soit. Autant je dois insister sur l'amitié des Soviétiques, sur son importance et sur notre sincère gratitude à leur égard, autant je dois affirmer que c'est à nous qu'il incombe d'élaborer nos programmes. Et

il est possible qu'apparaissent, entre ces deux positions, des contradictions fondamentales : nous ne pourrons pas les ignorer, le faire serait tomber dans une sorte de dépendance qui entraverait la marche de la Révolution.

Nos amis soviétiques ont leur propre interprétation de la Résolution 242. L'actuel équilibre des forces et le point de vue soviétique peuvent-ils nous permettre — comme se l'imaginent certains camarades — d'atteindre l'objectif de l'établissement de l'autorité nationale démocratique palestinienne. ainsi que le retrait des forces israéliennes des territoires arabes occupés, sans que cela soit accompagné de reconnaissance. d'accord de paix, de frontières sûres, de zones démilitarisées, de forces internationales et de toutes ces garanties? Ma réponse est « non ». Parce que le triomphe de la position soviétique représente le maximum que les Arabes peuvent attendre de la conférence de Genève. Or cette position à moins que la Révolution palestinienne et arabe réussissent à la modifier — prévoit qu'un règlement juste et durable implique la survie de l'État d'Israël. Cette position doit être clairement expliquée à nos masses, comme les Soviétiques l'ont fait à notre délégation à Moscou.

Notre position sur Israël et ses « frontières sûres » diffère donc de celle de l'Union soviétique. Nous devons en débattre, sans que cela puisse porter préjudice à notre amitié réciproque. Les Soviétiques nous ont demandé d'adopter une position qui nous soit propre; ils ont la leur. Nous ne sommes pas prêts à accepter un compromis qui implique des concessions.

Certains de nos frères au sein du mouvement de Résistance considèrent que la politique d'étapes — et je ne parle pas ici de nos droits historiques — consiste, actuellement, dans l'établissement de l'autorité nationale palestinienne, sans que cela implique reconnaissance, accord de paix ou relations diplomatiques avec Israël. Est-ce possible dans le cadre de l'actuel équilibre des forces et en l'absence, depuis la guerre d'octobre, d'un nouveau programme politique, économique et militaire? Personnellement, ma réponse est claire: « C'est

impossible. » Ceux qui croient le contraire se trompent gravement (...). Un des huit camarades qui sont récemment arrivés de la rive ouest m'a rapporté que les habitants de Naplouse s'apprêtent à organiser des festivités : il n'y a rien de plus dangereux. Fêter quoi ? Cette nouvelle situation ? Ces gens doivent préparer les armes pour la lutte et non les flambeaux pour la fête. Il y a une grande différence entre préparer les flambeaux et préparer les armes, comme il y a une aussi grande différence entre les prises de position qui incitent les gens à préparer les flambeaux et celles qui les poussent à préparer les armes.

Nous ne parlons pas d'une autorité nationale démocratique à établir dans cinq ou dix ans. Mais nous discutons dans le cadre de la conférence de Genève, qui se tient sur la base de la Résolution 242. Cette dernière comporte deux volets. Nous ne pouvons pas demander simplement l'application du premier volet et quitter la conférence. C'est pourquoi j'estime qu'il est nécessaire que la Révolution dise « non » à la conférence de Genève. Car il apparaît, à la lumière de cette analyse, que la participation comporte trop de risques pour nous, si l'on tient compte de l'actuel équilibre des forces et des résultats que l'on peut espérer (...).

La question de savoir si nous devons déclarer notre position et annoncer notre refus de participer à la conférence de Genève doit être étudiée de très près. Il est vrai que, contraîrement à la Syrie et à l'Égypte, nous n'avons pas reçu d'invitation de la part des Soviétiques et des Américains. Nous n'avons donc pas à leur donner une réponse. Il est vrai aussi que le problème n'est pas encore réellement posé. Pouvonsnous, en conséquence, nous contenter de dire que nous ne devons pas donner de réponse? Nous sommes tous au courant des tentatives pour nous convaincre de participer à la conférence de Genève (...). L'Égypte nous demande de prendre position. Le mémorandum soviétique nous le demandait aussi. Le problème est donc posé. On ne peut pas l'éviter. Mais l'OLP n'a pas encore pris position. Cette absence de

position n'aura-t-elle pas des conséquences défavorables sur la cohésion de l'unité nationale palestinienne? (...). J'insiste donc pour que nous prenions une position claire vis-à-vis de la conférence de Genève, que nous soyons invités ou pas. L'OLP doit prendre position. Pourquoi remettre à plus tard? S'il s'agit d'analyser et de débattre, nous avons eu assez de temps pour le faire. Le cessez-le-feu est effectif depuis le 22 octobre 1973. L'Égypte nous a demandé à maintes reprises de prendre position. Le mémorandum soviétique nous est parvenu depuis quelques semaines déjà. Je crois, quant à moi, que l'OLP retarde sa décision pour des considérations tactiques. C'est mon point de vue. Je peux me tromper. J'espère seulement que l'OLP puisse saisir cette occasion pour dresser le bilan des gains et pertes.

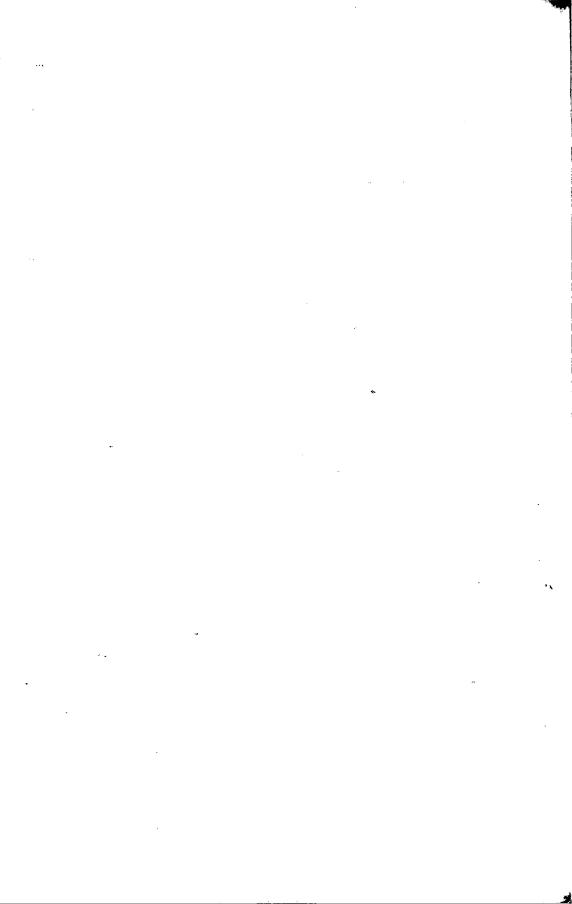
Le troisième thème du débat concerne l'avenir des territoires occupés après le retrait israélien. Il y a deux alternatives : le retour au régime jordanien ou l'établissement d'une autorité nationale palestinienne. Qu'entend-on, en fait, par cette « autorité palestinienne »? Et quelle est l'alternative qui nous rapproche le plus de l'objectif de notre Révolution et de la réalisation de ses droits sur la Palestine? J'ai l'impression que la question, ainsi formulée, est mal posée. Et si le danger inhérent à sa formulation n'est pas détecté, nous risquons de ne pas pouvoir aider nos masses à adopter une attitude saine et correcte. S'il n'y avait réellement qu'à choisir entre ces deux alternatives, comme le suggère la question posée plus haut, toute discussion serait futile. Car, qui hésiterait à exclure toute possibilité de retour au régime jordanien stipendié et réactionnaire? Toutes les organisations de la Résistance et l'OLP ont clairement pris position contre le projet du « royaume arabe uni » du roi Hussein. Il n'y a pas de comparaison possible, dans notre esprit, entre le plan Hussein et l'autorité nationale palestinienne. Mais la question, posée de cette façon, comporte un piège : c'est l'affirmation que la conférence de Genève peut aboutir à l'établissement d'une autorité nationale palestinienne. Dans le contexte de l'actuel équilibre des forces, Israël se retirera, mais l'autorité sera seulement réactionnaire ou capitularde.

Israël va-t-il se retirer de la rive ouest, en disant « au revoir »? Cela sera peut-être possible, après une autre guerre, ou lorsque nous aurons élaboré un programme de lutte. En attendant, regardons la réalité en face : Israël ne se retirera que pour céder la place à une autorité réactionnaire ou capitularde. Il nous reste à savoir si la Résistance peut se permettre de devenir capitularde ¹.

1. Contrairement à certains leaders palestiniens qui ont modifié leurs positions — depuis le discours du président de l'OLP à l'ONU —, le FPLP maintient la sienne et groupe autour de lui de petites organisations, formant ce que l'on appelle « le front du refus ». Voici une dépêche de l'AFP (bureau de Beyrouth) publié par Le Monde, 1 et 2 décembre 1974 :

M. Aboul Abbas, porte-parole du Front populaire pour la libération de la Palestine — commandement général (FPLP-CG), a prononcé, vendredi 29 novembre à Beyrouth, un violent réquisitoire contre le comité exécutif de l'OLP, l'organisation de M. Yasser Arafat, dont il a dénoncé les « illusions », qui ne sont en fait, a-t-il dit, qu'une « liquidation de la cause palestinienne ». « Nous refusons que nos sacrifices aboutissent à une reddition élaborée par Henry Kissinger », a déclaré M. Aboul Abbas dans un discours prononcé à l'occasion du vingt-septième anniversaire du vote de l'ONU sur le partage de la Palestine. Parlant au nom des trois organisations palestiniennes du Front arabe du refus (hostile à toute solution politique du conflit du Proche-Orient) : Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habache, FPLP-commandement général, du capitaine Ahmed Jibril, et Front de libération arabe (FLA) d'obédience bassiste irakienne, le porte-parole a ajouté : « Nous voyons apparaître au sein de la direction politique palestinienne des tendances défaitistes et capitulardes. Les membres possique patestinienne des tendances défaitistes et capitulardes. Les membres de cette direction politique vantent leurs victoires diplomatiques qui ne sont qu'illusoires. Ils ignorent les masses. Nous leur répétons ici que ce sont les masses qui forgent les victoires. « Nous voulons toute la Palestine, a affirmé M. Aboul Abbas. Les soulèvements populaires en Cisjordanie sont l'expression de la volonté des masses pour une Palestine libérée de l'impérialisme et du sionisme, et non un instrument de propagande pour l'OLP. En se soumettant aux thèses défaitistes de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite, la direction politique de l'OLP est en train de brader la squee de patra papule » La parte papule de l'OLP est en train de brader la squee de patra papule » La parte papule de l'OLP est en train de brader la cause de notre peuple. » Le porte-parole du Front du refus a indiqué que les seuls moyens de poursuivre la lutte du peuple palestinien étaient de « préparer une guerre de libération totale, de renforcer les liens avec le bloc socialiste, de créer un front arabe anti-impérialiste, et de préparer l'instauration d'un pouvoir national démocratique en Jordanie. » « Un Front national démocratique jordano-palestinien pourra, à la place du régime stipendié du roi Hussein, ouvrir la voie à la lutte totale contre l'impérialisme ». a conclu l'orateur.

FDPLP Front démocratique populaire de libération de la Palestine



Bref historique

Le FDPLP, créé en février 1969, est issu d'une scission du FPLP intervenue entre les partisans de Navef Hawatmeh et ceux de Georges Habache (leader du Front populaire de libération de la Palestine). Le conflit entre le groupe de Nayef Hawatmeh et celui de Georges Habache remonte, en fait, au Congrès d'août 1968. Lors de ce Congrès, les éléments de gauche présentent des thèses radicales, connues sous le nom du « Manifeste d'août »; la majorité des délégués appuie les thèses de « l'aile gauche » et élit les deux tiers de la nouvelle direction au sein du groupe radical. La direction historique du mouvement, dont le leader est Georges Habache, refuse de se plier aux décisions du Congrès, écarte les éléments de gauche, provoquant un affrontement armé. En février 1969, c'est la rupture. Le groupe de Nayef Hawatmeh se retire du Front populaire et crée le Front démocratique. En mai 1969, il rejoint le commandement de la lutte armée palestinienne (CLAP) et obtient un peu d'argent et des armes. A partir du mois d'avril 1969, il

commence son travail d'organisation, de formation accélérée de cadres et de propagande de masse. La première région d'implantation est le nord de la Jordanie, celle d'Irbid puis, peu à peu, le mouvement réussit à être présent dans tous les centres importants : Amman, Zarka, Karak et dans les onze camps de réfugiés, tout particulièrement ceux de El-Baqua, El-Hussein, Souf, et El-Ouahdat. Au Front démocratique, après sa création, se sont joints de petits groupes de gauche, tels que l'Organisation populaire pour la libération de la Palestine (formée d'anciens militants du parti communiste jordanien) et la Ligue de la gauche révolutionnaire palestinienne. Par ailleurs, un certain nombre d'ex-communistes syriens et irakiens (groupe Aziz Al-Hajj) rejoignent le Front qui participe au 6e Congrès palestinien, en septembre 1969, et au Comité exécutif de l'OLP. En l'espace de quelques mois, le Front démocratique devient une organisation qui a cessé d'être minoritaire. Un travail de masse est entrepris au cours de l'année 1969, renforcé en 1970. Chaque base militaire constitue un groupe de contact chargé de nouer des relations cordiales avec les villageois et les réfugiés des camps. Chaque fois, le groupe s'efforce d'aider les paysans et d'améliorer les conditions des réfugiés. Ces contacts lui permettent de diffuser ses idées dans les villages et les camps. Ses idées sont toujours axées, à la fois sur le problème national et sur la lutte de classe. En août 1970, se tient son Congrès constitutif qui définit les orientations idéologiques et stratégiques du mouvement, qui adopte un règlement intérieur, et décide de provoquer une insurrection armée en Jordanie. En janvier 1971, se tient une réunion élargie du Comité central. Elle fait le bilan de la bataille de septembre, l'autocritique de certains comportements et mots d'ordre (vis-à-vis de l'armée, des masses jordaniennes, des régimes nationaux arabes) et de certaines lacunes (pas de politique agraire, absence de travail politique dans les rangs de l'armée et des bédouins). La réunion conclut à l'impossibilité de la coexistence avec le régime hachémite et appelle à la guerilla en Jordanie, jusqu'à la chute du régime réactionnaire et à l'établissement d'un pouvoir patriotique.

Structure de l'organisation

La plus haute autorité du Front est le Congrès, qui élit le Comité central. Celui-ci élit, à son tour, un Bureau politique qui assume la direction quotidienne du mouvement. Le mouvement est organisé de façon pyramidale depuis les cellules jusqu'au Bureau politique. La hiérarchie militaire est parallèle à la hiérarchie politique, mais elle lui est subordonnée.

Orientation idéologique

Le Front démocratique se considère comme une organisation marxiste-léniniste. « Nous nous sentons beaucoup plus proches du socialisme de type cubain ou vietnamien que de toute autre forme de socialisme », a déclaré Hawatmeh à Jeune Afrique. Il lutte pour assurer une direction prolétarienne révolutionnaire au mouvement palestinien de résistance, pour la création d'un front de libération regroupant toutes les forces patriotiques et anti-impérialistes. Mais il répudie les partis prosoviétiques arabes. Il a des contacts avec le Front populaire de libération du Golfe arabique occupé (Dhofar), le Mouvement révolutionnaire du Golfe, l'Organisation des socialistes libanais, le Mouvement socialiste irakien, les marxistes-léninistes de Syrie, etc... Mais il condamne le « stalinisme ». Le Front Démocratique reproche aux autres organisations palestiniennes, y compris le Front populaire, de vouloir temporiser avec les régimes arabes et de faire l'exaltation de la spontanéité, de laisser le mouvement sous l'influence de l'idéologie bourgeoise dominante. Il rejette, quant à lui, toute alliance avec les régimes arabes car, pense-t-il, l'alliance ne peut que contribuer à désamorcer le mouvement social, la bourgeoisie ayant intérêt à se faire passer comme favorable aux actions des commandos pour mieux duper le peuple. En ce qui concerne la Palestine, le Front démocratique définit sa ligne politique de façon claire : « Nous entendons bâtir un État démocratique et socialiste, où Israéliens et Arabes jouiront des mêmes droits, un État où il

n'y aura aucune forme d'oppression, un État enfin, où le pouvoir, tout le pouvoir, sera exercé par les soviets des ouvriers et des paysans. C'est dans ce sens d'ailleurs, que nous entendons la destruction de l'appareil d'État sioniste. Le futur État serait intégré dans une fédération ou une confédération arabe (à la yougoslave par exemple). Peu importe la forme d'organisation, ce qui importe c'est le mode de pouvoir. » Dans cette perspective « le Front démocratique et populaire de libération de la Palestine a pris l'initiative d'engager le dialogue avec l'organisation socialiste israélienne (Matzpen) connue pour son action anti-impérialiste et antisioniste 1.

Nos citations sont extraites de déclarations de Nayef Hawatmeh à Africasia, le 19.1.1970 et d'une tribune libre du dirigeant paru dans Le Monde du 27.1. 1970, reproduite par Anouar Abdel-Malek in La pensée politique arabe, Le Seuil, Paris 1970, p. 351-353.

^{1.} Le lecteur peut consulter les innombrables publications du Front : « Le Mouvement de résistance palestinienne dans sa réalité actuelle », (Harakat Al-Mukawamah Al-Filastiniyyah fi Waqi'ha al-Rahen: Dirasah Naqdiyyah), Dar Al-Tali'a, Beyrouth, 1969; Hawl Azamat Harakat Al-Mukawamah Al-Filastiniyyah (Sur la crise du mouvement de résistance palestinienne), Dar Al-Tali'a, Beyrouth, 1970; et bien d'autres ouvrages. Il pourra consulter aussi : Gérard Chaliand : La résistance palestinienne, Le Seuil, Paris, 1970. (L'auteur est favorable aux thèses du Front); Ghazi Khorsid : Guide du Mouvement de résistance palestinienne, op. cit. p. 141-171.

Organiser la lutte populaire armée manifeste du premier congrès clandestin août 1968

Ce manifeste a été présenté par un groupe minoritaire du FPLP, animé par Nayef Hawatmeh, lors du premier congrès clandestin tenu en août 1968. Les thèmes qu'il développe (critique du mouvement national palestinien, incapacité de la petite bourgeoisie, et nature de la révolution nationale démocratique) sont à l'origine de la scission opérée au sein du FPLP par ce groupe, qui est devenu le FDPLP. Ces thèses sont les premières tentatives d'une analyse globale, tant sur le mouvement palestinien que sur le mouvement arabe.

(...) Les leçons de 1967

La défaite de juin 1967 ne fut pas seulement une défaite militaire : elle a mis en évidence la faillite de la structure de classe de l'ensemble économique, militaire et idéologique du mouvement national palestinien et arabe, officiel et populaire... Déjà en 1948, le désastre avait mis à nu la nature des régimes féodaux et bourgeois, ainsi que la faillite de leurs pratiques réactionnaires. Ces régimes étaient responsables du sous-développement de l'économie palestinienne et de celle du monde arabe. De plus, ils étaient incapables, du fait de leur structure de classe, de résoudre les problèmes de libération nationale, et de réaliser l'accession à l'indépendance politique et économique de leur propre pays. Bien au contraire, ils collaboraient avec les puissances coloniales, en vue de sauvegarder leurs intérêts et de maintenir leurs privilèges. De ce fait, ils furent amenés à prendre fait et cause pour le colonialisme contre le mouvement national. Tout au long de l'histoire moderne, ils poursuivirent une politique d'encerclement et de liquidation des mouvements nationaux de libération (par exemple : la révolution de 1919 en Égypte, la révolution de 1939 en Palestine, et celle de 1941 en Irak). Ces régimes féodaux et grands-bourgeois, n'ont même pas été capables de mettre sur pied des armées nationales modernes, qui seraient en mesure d'assurer la défense de leurs pays et de faire face à la ruée impérialiste et sioniste en Palestine et dans le monde arabe.

Le désastre de 1948, et la création de l'État d'Israël qui s'ensuivit, furent le résultat de cet État de choses. Cela signifie que le démantèlement de l'état d'Israël et la libération de la Palestine dépendent, en dernière analyse, du rejet du féodalisme, du colonialisme et de la grande bourgeoisie, qui constituèrent les véritables causes de la défaite. C'est la leçon qu'il faut tirer de 1948. L'officier Gamal Abd El-Nasser avait raison quand il disait à ses camarades que « la défaite n'était pas consommée sur le champ de bataille, mais ici au Caire... ». Ainsi, le point fondamental du programme de libération nationale, palestinienne et arabe, devient la liquidation des régimes féodaux et grands-bourgeois, responsables de la défaite de 1948, et la mise sur pied d'une économie moderne (grâce à l'industrialisation et à la réforme agraire) indépendante du capitalisme international. L'édification d'une pareille économie moderne est la condition sine qua non qui permettra de se libérer du chantage impérialiste et de créer des armées populaires modernes, seules capables de mener le combat contre le sionisme et les oligarchies corrompues.

Effectivement, une telle évolution commence à se dessiner. On a assisté, après la deuxième guerre mondiale, à la montée de la petite-bourgeoisie groupant autour d'elle les ouvriers, les paysans pauvres et les militaires, et devenant la principale force politique et idéologique dans la région. Cette nouvelle direction politique a déclenché la lutte contre les oligarchies en place, en vue de disloquer cette alliance organique entre le féodalisme, le capitalisme et l'impérialisme. Ceci s'est

reflété dans les programmes de transformations sociales, politiques et économiques qui ont été élaborés en Égypte, en Syrie, en Algérie, et dans une certaine mesure, en Irak. Le but de ces transformations était de substituer à la structure féodale de la société, une structure basée sur l'industrie. En outre, elles se proposaient de résoudre le problème agraire au profit des paysans sans terre et pauvres. Ces mesures devaient aboutir à l'édification d'une base économique relativement indépendante et capable de faire face à l'agression sioniste et impérialiste.

Mais les forces de la contre-révolution examinaient le développement des événements, attendant le moment propice pour contre-attaquer et liquider les régimes qui leur étaient hostiles. C'est le sens de l'agression tripartite, franco-anglo-israélienne de 1956. Cette agression fut mise à profit par les États-Unis, pour tenter de récupérer le mouvement national arabe... et de rappeler au pouvoir les régimes féodaux et grands-bourgeois qui garantissaient les intérêts de l'impérialisme dans la région et la sécurité de l'État d'Israël. Ces tentatives américaines furent déjouées par le mouvement national.

Pour en revenir à la guerre de juin 1967, il s'agit de savoir pourquoi ces régimes progressistes, ainsi que l'ensemble du mouvement de libération nationale arabe, ont essuyé un pareil échec. Les théoriciens de la petite-bourgeoisie attribuent les causes de la défaite à la supériorité technique, scientifique et culturelle de l'État sioniste et de l'impérialisme. Ils en concluent que la priorité doit être donnée aux efforts techniques pour rattraper Israël, et aux mesures de défense classique. En fait, ils négligent dans leurs analyses les caractéristiques de l'histoire contemporaine (...). Les victoires éclatantes des peuples vietnamien et cubain démentent ces analyses, et prouvent que seule la guerre populaire peut venir à bout d'un ennemi jouissant d'une supériorité technique et militaire... Si le peuple palestinien et les peuples arabes devaient accepter, sans discussion, les analyses de ces théoriciens, cela signifierait

qu'ils devront attendre plus d'un siècle avant de rattraper Israël et les puissances impérialistes, et de combler la brèche qui sépare les sociétés agraires arabes et la société industrialisée israélienne.

La vraie cause de la défaite de 1967 doit être recherchée dans le refus par les régimes arabes de la guerre populaire. En effet, la petite-bourgeoisie craignait autant les forces de la réaction que celle des masses populaires. C'est pourquoi elle n'a adopté — sur le plan économique — que des demi-mesures, et n'a constitué — sur le plan militaire — que des armées régulières, évitant d'armer les masses pour le combat libérateur... La guerre de juin 1967 n'a, en rien, modifié la position des régimes arabes; ceux-ci continuent de rejeter la voie vietnamienne de la guerre populaire... car la mobilisation des masses implique, de la part de la classe dirigeante, la renonciation à ses privilèges au profit de l'alliance avec le prolétariat et les paysans. Mais, jamais dans l'Histoire, une classe n'a renoncé de plein gré à ses privilèges.

Et pourtant la méthode de la guerre populaire, telle qu'elle a été adoptée au Vietnam et à Cuba, est la seule voie capable de conduire à la victoire des pays sous-développés face à la supériorité technique et culturelle de l'impérialisme et du néo-colonialisme. Son rejet signifie la soumission face au sionisme et au néo-colonialisme dirigé par les États-Unis, ennemi principal de tous les pays sous-développés.

Les régimes arabes ne se sont pas départis de leur politique antérieure à juin 1967, tout au long des derniers quinze mois. Leur politique va de concession en concession. Tout d'abord, ils déclarèrent que la Résolution du 22 novembre était rejetée, ensuite ils considérèrent qu'elle était insuffisante et ambiguë, puis ils exigèrent que certaines clauses (spécialement celles relatives au passage par le Canal de Suez) soient liées à l'ensemble du problème palestinien. Et enfin, ils finirent par accepter la Résolution. Or, une analyse objective de cette dernière démontre que son acceptation et son application signifient, en fait, le début de la liquidation du problème

palestinien. La Résolution est, en fin de compte, un complot impérialiste visant à liquider définitivement la cause palestinienne. Elle stipule :

- le droit d'existence de chaque État du Proche-Orient dans des « frontières sûres et reconnues »;
- la reconnaissance du droit de chaque État à l'existence;
- le droit de passage « innocent » dans les eaux internationales, pour tous les États de la région;
- la nécessité de trouver une solution « juste » pour les « réfugiés ».
- (...) Or, il se trouve des intellectuels réactionnaires pour prétendre que l'acceptation de la Résolution n'est que simple tactique. Ils vont jusqu'à affirmer que c'est une nécessité, car les Arabes ne peuvent pas combattre les États-Unis qui disposent d'une supériorité technique et culturelle écrasante. Et ce qui vaut pour les États-Unis, vaut pour Israël. Quant à ceux qui rejettent la Résolution, il ne faut pas qu'ils se cantonnent dans cette attitude de refus : il faut qu'ils édifient une économie de guerre et élaborent un nouveau programme militaire (...).

Après juin 1967, les masses attendaient de la Résistance un programme nouveau pour entreprendre la libération de la Palestine et renforcer également le mouvement de libération arabe. Mais comment la Résistance a-t-elle agi?...

Les relations avec les régimes arabes

Sur ce point, tous les groupes de résistance lancèrent le mot d'ordre de « non-ingérence dans les affaires internes des États arabes ». Cela signifiait que le mouvement de résistance ne pouvait supplanter le mouvement de libération nationale dans chaque État arabe, dans sa lutte pour résoudre les problèmes de la libération nationale et de la révolution démocratique. Mais il est clair que pareil mot d'ordre a un double aspect. Car s'il signifie que la résistance ne peut prétendre effacer le rôle des mouvements nationaux à l'intérieur de chaque État, il

peut signifier également qu'elle est appelée à intervenir dans les affaires arabes quand celles-ci ont trait au problème palestinien. Autrement, le slogan de « non-ingérence » aboutit à une sorte de non-intervention du mouvement de résistance dans les affaires palestiniennes. Or, le problème palestinien est intimement lié à la conjoncture arabe (...). Certains Palestiniens, en lançant le mot d'ordre de « non-ingérence dans les affaires arabes », tentèrent de séparer le problème palestinien des développements politiques de la région. Ils prétendaient rééditer l'expérience algérienne, en lançant pareil slogan. Mais ils oublient ou feignent d'oublier que les liens entre le problème palestinien et la conjoncture arabe et internationale, sont totalement différents des conditions qui prévalaient lors de la guerre d'Algérie. De plus, ils négligent la spécificité de l'État d'Israël, et sa différence par rapport à toutes les formes d'impérialisme classique ou de néo-impérialisme. Or Israël représente le fer de lance et la base de l'impérialisme dans les pays arabes du Proche-Orient. Il a donc les coudées franches pour sévir contre le mouvement national arabe, qui menace les intérêts impérialistes dans la région (...).

Malgré cela, des Palestiniens répandent encore leur mot d'ordre de « non-ingérence dans les affaires internes des États arabes »... A cause de ce slogan, aucune organisation n'a osé condamner publiquement les positions arabes concernant la Résolution du Conseil de sécurité. Il est curieux de voir Hajj Amine El-Husseini, qui fit avorter la révolution de 1936, critiquer publiquement certaines déclarations de dirigeants arabes concernant la Résolution (Cf. Le Monde, mai 1968), alors que certains groupes de la Résistance, y compris le Front populaire, gardent le silence sur le sujet...

La question de l'unité nationale

Le problème de l'unité nationale a été très mal posé par tous les mouvements de résistance, aux niveaux théorique et pratique. Ils semblent négliger les enseignements de l'histoire contemporaine de la Palestine. Leur position permet de placer le mouvement de résistance sous la direction des classes réactionnaires. C'est cette même direction qui avait conduit le mouvement de libération nationale à la faillite, tout au long de l'histoire de la Palestine. Alors que les fils des ouvriers, des paysans et des intellectuels révolutionnaires luttaient pour la libération de leur patrie de l'occupation sioniste, la direction militaire du mouvement prenait soin de placer le leadership politique du mouvement dans les mains de riches féodaux et de grands-bourgeois qui n'avaient rien à voir avec la lutte armée (...).

Les classes qui sont aujourd'hui anti-sionistes et antiimpérialistes ont lutté dans le passé contre l'impérialisme britannique et le projet sioniste de judaïser la Palestine. Ces classes seules sont révolutionnaires, car elles n'ont rien à perdre si elles portent les armes et combattent. Bien au contraire, elles ont tout à gagner : leur terre et leurs foyers. Ceux qui prirent les armes, après la guerre de juin, ne furent certes pas les fils des propriétaires féodaux ou des grandsbourgeois, mais plutôt les fils des ouvriers et des paysans salariés (...) Certes, l'unité nationale palestinienne est une nécessité, mais seulement si elle conduit à la libération. L'unité est celle de toutes les classes et forces politiques, mais sous la direction des classes révolutionnaires et patriotiques qui prirent les armes contre l'impérialisme tout au long de l'histoire de la Palestine (...).

La situation actuelle des mouvements de résistance

Sur le plan théorique et pratique, tous les mouvements de résistance (y compris le Front populaire) devinrent prisonniers de l'idéologie de droite (...) Au lieu d'analyser les conditions et les raisons qui conduisirent aux défaites successives de 1948 et 1967, la résistance s'est noyée dans les slogans : « non-immixtion dans les affaires arabes », « unité nationale palestinienne », « il n'y a pas de droite et de gauche dans l'étape

de la libération nationale »..., qui ne pouvaient que servir, en dernière analyse, les forces et les régimes défaitistes de la région (...).

Par ailleurs, du fait de sa dépendance en fournitures d'armes des régimes arabes, la résistance s'est vite transformée en un atout tactique pour eux. Ces derniers l'utilisent afin de contrôler les initiatives des forces révolutionnaires et de négocier « une solution politique » avec les puissances impérialistes et Israël dans le cadre de la Résolution du Conseil de sécurité (...).

L'option des mouvements de libération arabes et palestiniens est en fait celle de la classe petite-bourgeoise qui est au pouvoir depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. A cause de son éducation et de ses intérêts, cette classe est antiféodale et anti-impérialiste; elle a reconnu la faillite de la féodalité et des classes bourgeoises dans la résolution des problèmes de la libération nationale et d'édification d'une économie indépendante. (...) Après 67, la petite-bourgeoisie s'est trouvée face à cette alternative : ou bien suivre la voie cubaine et vietnamienne pour faire face aux problèmes créés par la défaite de juin, ou bien s'incliner devant les forces de la contre-révolution et entériner la Résolution du Conseil de sécurité. La petite-bourgeoisie a choisi la voie qui servait le mieux ses intérêts : l'acceptation de la Résolution (...).

Le chemin du salut national

Le choix de la lutte armée aboutira nécessairement à une dialectique, politique et idéologique, entre les éléments de la Résistance et ceux qui sont en dehors du mouvement. Grâce à cette relation dialectique, les éléments progressistes et révolutionnaires insisteront sur la nécessité de surmonter les difficultés actuelles, en radicalisant le mouvement. La Résistance sera amenée à tirer profit de l'expérience du mouvement de libération nationale arabe, et à en considérer les conditions

de succès et de faillite. Elle devra, par ailleurs, élaborer un programme de « salut national » qui serait l'antithèse de ceux précédant juin 1967.

Ce propramme doit accomplir les tâches suivantes :

- 1. S'armer d'une pensée rigoureuse et révolutionnaire : l'idéologie du prolétariat et des paysans pauvres.
- 2. Susciter une prise de conscience des masses populaires, en leur offrant une analyse scientifique de notre situation, de celle de notre ennemi et des moyens préconisés pour arriver à nos objectifs : le salut national et la libération.
- 3. Rejeter toutes les propositions défaitistes (telles que la Résolution du Conseil de sécurité) et s'engager dans la voie de la guerre populaire, en armant le peuple et en organisant des milices populaires (...).
- 4. Lutter pour la transformation du mouvement de résistance en un mouvement de masses, organisées, sous la direction d'une avant-garde révolutionnaire (...). Cette avant-garde, indispensable pour prendre la tête du mouvement national, n'a pas encore vu le jour. Il appartient aux jeunes éléments conscients, au sein du mouvement de résistance, de travailler à la création de cette avant-garde qui conduira le peuple sur la voie de la guerre populaire de longue haleine, la voie de la victoire.

Nécessité de l'autocritique novembre 1970

Le FDPLP apporte des précisions sur l'origine des événements sanglants d'Amman. Il tente de réfuter les arguments qui font endosser à la gauche palestinienne les causes de cette crise et amorce son autocritique, invitant les autres organisations à débattre publiquement du problème. Ce document contient d'utiles précisions sur les débats entre Palestiniens, avant les événements de septembre 1970. S'y ajoutent une brève analyse de la situation dans les campagnes — en Jordanie et en Cisjordanie — et une étude du rapport des forces au sein de l'armée jordanienne 1.

L'offensive générale déclenchée en septembre 1970 par la réaction jordano-palestinienne et l'impérialisme américain, n'était ni la première ni la dernière, même si elle différait des quatre précédentes par son ampleur et ses conséquences. Il est évident qu'elle n'était pas dirigée contre l'aile gauche de la révolution, comme le prétend la réaction, ni provoquée par la « politique et les agissements de cette aile gauche » (...). Ce n'était qu'un maillon de la chaîne des offensives perpétrées contre la Résistance et le peuple palestinien, tout au long de ces trois dernières années (...).

Il suffit de rappeler le rôle de la réaction jordanienne, qui a constitué une soupape de sûreté historique pour le mouvement sioniste et le colonialisme avant 1948, puis pour l'État d'Israël dans la région arabe après 1948, de même que son rôle dans les tentatives répétées de répression et de liquidation de la résistance avant 1967 (représentée par l'expérience d'El-Fath) (...). Après la bataille de 1967, avant la naissance de la gauche de la résistance, et avant même que les masses citadines ne soient armées, la réaction a lancé sa première offensive contre la Résistance dans la vallée du Ghor, le 2 février 1968, puis la deuxième, le 4 novembre de la même année, à Amman et dans les autres villes. Depuis, d'autres offensives se sont succédé, à cause de la nature de classe du régime réactionnaire d'Amman, hostile au mouvement national et à la Résistance, et à cause de l'attachement de ce régime à l'impé-

^{1.} Traduction de trois articles parus en novembre 1970 dans Al-Houriyyah, organe central du FDPLP, n^{os} 541, 542 et 543.

rialisme, de son alignement sur les projets de liquidation des révolutions et des mouvements nationaux. Seuls ceux qui ignorent l'histoire contemporaine de la réaction peuvent être trompés par l'affirmation démagogique que l'offensive de septembre a visé la gauche palestinienne ou que cette gauche a poussé la réaction à l'attaque.

Évolution politique et militaire avant l'offensive

La situation politique. Dès le début de 1970, il était devenu clair que les pays impérialistes et la réaction cherchaient à liquider le problème palestinien et le mouvement de résistance (pressions politiques directes par les États-Unis sur Le Caire, voyage de Sisco, militarisme israélien, transfert de la guerre à l'intérieur des terres arabes — surtout Égypte —, éclatement du Sommet arabe à Casablanca, durcissement des offensives de répression et de liquidation de la résistance à Beyrouth et à Amman, offensive du 10 février et du 7 juin 1970 à Amman).

La politique officielle soviéto-arabe, quant à elle, cherchait à trouver une solution à la crise, à partir d'une position différente : celle de l'interprétation soviéto-égyptienne de la Résolution du Conseil de sécurité. C'est dans ces conditions que les États-Unis ont proposé le plan Rogers (fin mai 1970) qui fut accepté par l'Égypte et la Jordanie fin juillet. La Résolution du Conseil de sécurité entrait dans sa phase d'exécution. Une des premières conséquences du plan Rogers fut de dévier la lutte contre l'ennemi principal (sioniste-impérialiste) vers une lutte à l'intérieur du front arabe, en incitant la réaction à entrer en guerre contre la Résistance, et en poussant les différentes factions du mouvement à s'auto-éliminer (...).

La situation militaire. Après avoir assimilé les leçons de l'offensive de juin 1970, la réaction d'Amman a commencé à mobiliser ses forces en vue de l'offensive d'encerclement et d'anéantissement. Elle a opéré une « révolution de palais »

dans les rangs de l'armée, de la sûreté et des services de renseignements, pour mieux tenir en main les organes de répression de l'État et les préparer politiquement et psychologiquement à déclencher l'offensive contre la Résistance et les masses. Elle a mis en place un nouveau gouvernement, comprenant quelques éléments de la bourgeoisie nationale qui devaient servir de cheval de Troie pour tromper la résistance et le peuple. Puis le palais a entrepris de déployer ses forces autour d'Amman pour l'assiéger. Pour achever les préparatifs de l'offensive, le roi s'est rendu aux pourparlers du Caire (20-23 août 1970) avec un programme dont l'objectif était la liquidation de la résistance (...). Avant de passer à l'attaque, le palais a cru bon de tester la solidité de l'encerclement d'Amman et la discipline de l'armée, en ordonnant les bombardements du 31 août au 1er septembre.

Pendant toute la période allant du 7 juin au 16 septembre, des ponts aériens établis entre les capitales impérialistes (Washington, Londres et Bonn) et Amman, permettaient l'approvisionnement en munitions et en matériel de guerre. L'offensive n'a été une surprise ni pour les mouvements ni pour le comité central de la Résistance.

Le contexte arabe. Il est évident que le roi Hussein a tiré profit de l'acceptation par Le Caire du plan Rogers et des positions contradictoires qui en résultèrent, entre Le Caire et la Résistance. Le Palais a exploité le « courant populaire nassérien » et la situation de la bourgeoisie nationale, historiquement liée au Caire (gouvernement d'Al-Rifaï). Il a mis à profit la lutte politique au sein du mouvement de libération (à propos de la position du Caire) entre la Résistance et les régimes arabes nationaux, partisans de la Résolution du Conseil de sécurité (...). Le Front démocratique n'a pas manqué d'attirer l'attention des masses et de la Résistance sur les manœuvres du pouvoir royal. Il a affirmé qu'on tenterait de liquider le problème palestinien et le mouvement de Résistance, et cela au cours de la période 1970-1971. Effecti-

vement, le Conseil national à peine clos ¹, l'armée déclenche une vaste offensive militaire à Amman et Zarka (le 7 juin, avant même que la plupart des leaders de la Résistance n'arrivent à Amman) (...).

Les plus importants des problèmes non résolus au cours du Conseil national étaient les suivants :

- l'affirmation de l'unité du champ de bataille jordanopalestinien, contrairement à la position du Fath qui prônait la « palestinisation » du problème (...);
- l'affirmation de l'unité du peuple jordano-palestinien, et la nécessité d'unifier toutes les organisations corporatives, syndicales et nationales (...);
- l'affirmation du renforcement des alliances nationales, par le regroupement de tous les mouvements de résistance dans le cadre de l'alliance commune (cadre de l'organisation de libération, constitution du Comité central par une résolution du Conseil national).

Certes, le Conseil avait adopté des résolutions allant dans ce sens, mais trop tardivement. En septembre 1970, la Révolution et le mouvement de masse ont subi les conséquences de leur politique. L'acceptation du plan Rogers par Le Caire et Amman (bien qu'à partir de positions différentes), après l'offensive ratée de 1970, a exacerbé la lutte entre la Résistance et le régime réactionnaire d'Amman. C'est alors que la nécessité de faire échouer le plan Rogers commençait seulement à figurer dans le programme de lutte (...). Le Front a pris l'initiative de poser le problème devant les masses, le Comité central et tous les mouvements de résistance. Lorsque le Comité central a convoqué le Conseil national palestinien à une session extraordinaire (27 août 1970), le Front a participé à l'élaboration des projets de résolution du Comité central présentés au Conseil, et préparait la mise en échec du plan Rogers et des résolutions de liquidation.

^{1.} Il s'agit du 7e Conseil national palestinien du Caire, mai 1970.

Le Conseil a été d'accord pour :

- considérer le champ de bataille jordano-palestinien comme une entité globale pour la lutte, et comme la base principale du peuple palestinien et de la Révolution;
- empêcher les négociations avec l'ennemi;
- lutter pour transformer ce terrain en un bastion de la Révolution, dans lequel s'organiseraient les forces populaires armées et les combattants déterminés à poursuivre la lutte armée.

Par contre, le Conseil s'est dérobé devant la double implication :

— préciser « la nature du pouvoir représentant les forces populaires armées et les soldats », ainsi que la « manière d'accéder à ce pouvoir » (...). Et c'est seulement après le ler septembre que la Résistance a tranché cette question, après que les forces royales, sur l'instigation du palais et à l'insu de l'étatmajor de l'armée (Machhour Hadissa) et du gouvernement Rifaï, ont bombardé Amman pour tester l'efficacité de l'armée et la riposte de la Résistance. Les mouvements de résistance, et le Fath en particulier, comprirent que la bataille se produirait inévitablement.

Et le comité central a fait sa célèbre déclaration : « Lutte pour la constitution d'un pouvoir national et pour l'abolition du pouvoir stipendié, sans porter atteinte au roi » (...). La Résistance, pour sa part, s'est contentée de dispositions défensives :

- sur le plan politique : mot d'ordre de la lutte pour la constitution d'un pouvoir national ayant des tâches précises (refus des plans de liquidation, épuration des organismes de l'État, alliance avec la Résistance et poursuite de la lutte armée);
- sur le plan militaire: en cas d'affrontement, adoption d'une tactique de défense et rassemblement des forces de la Résistance sous les ordres « d'un commandement militaire unifié »;
- sur le plan diplomatique : contact avec Le Caire, Damas,

Bagdad, pour les amener à prendre position face aux derniers développements de la situation.

La campagne de septembre

Dans ces conditions subjectives (contre-révolution et Révolution) et objectives (arabes et internationales) l'offensive a commencé une heure seulement après la signature de l'accord passé entre la résistancè et le gouvernement jordanien, sous les auspices du « Comité arabe des cinq » mandaté par le Conseil de la Ligue arabe. Par cet accord, la Résistance essayait, autant que possible, d'éviter la guerre civile; mais le trône et le colonialisme cherchaient à plonger le pays dans cette guerre, afin d'atteindre une série d'objectifs que l'on peut résumer ainsi :

- anéantissement de la Résistance et action pour l'isoler des masses (bouclier protecteur de la Révolution et de ses bases de refuge et de ravitaillement);
- terroriser les masses jordano-palestiniennes afin de restaurer la sombre dictature des classes liées à l'impérialisme, liquider les forces nationales et rompre le sursaut révolutionnaire dans le pays;
- tenter de déchirer l'unité historique des peuples jordanien et palestinien par des assertions régionalistes trompeuses, alors que l'artillerie et les tanks ne faisaient aucune distinction entre les fils du peuple et ceux de la Résistance, et que la répression sauvage s'abattait sur tous les patriotes dans le pays;
- préparer un climat propice pour imposer au peuple les solutions de capitulation et liquider le problème palestinien.

Ce sont là des buts communs au trône, à la réaction et à l'impérialisme. Mais le trône a aussi ses propres ambitions. En effet, on discutait dans les pays impérialistes de « l'avenir du trône et de la royauté » en Jordanie. Il existait un accord tacite dans les milieux internationaux pour former un « micro-État palestinien » (sur la rive ouest du Jourdain et dans la

bande de Gaza), dans le cadre d'un règlement général, et amener ainsi le peuple palestinien à participer au règlement global et à accepter le fait accompli (l'État d'Israël). Mais il apparaissait clairement, dans ces milieux impérialistes (américains plus précisément), qu'un tel « micro-État » ne pouvait résoudre le problème palestinien, car il ne pouvait absorber l'ensemble du peuple palestinien. C'est ainsi que le problème de l'avenir de la Transjordanie fut débattu, et son intégration à l'État palestinien fut proposé afin de faciliter l'absorption de la totalité du peuple palestinien (...) L'impérialisme américain était donc prêt à sacrifier « la royauté » en Jordanie pour réaliser ce micro-État (...) C'est ce qui décida le palais à déclencher la 5e offensive d'encerclement et d'anéantissement, afin de consolider son pouvoir et de prouver aux métropoles impérialistes qu'il n'entendait point faire les frais d'une solution qui s'effectuerait aux dépens de son trône (...)

Comment l'offensive s'est-elle déroulée, et comment la Résistance y a-t-elle riposté? Le palais a annoncé la formation de son gouvernement militaire fasciste dans la matinée du 16 septembre, après avoir démis le gouvernement Rifaï, une heure après l'annonce de la signature des accords communs avec le Comité central de la résistance. Le gouvernement a aussitôt demandé au peuple de « rendre les armes ». De son côté, le Comité central s'est réuni sur-le-champ et a pris les dispositions politiques et militaires suivantes:

- diffusion au sein des masses d'une déclaration exprimant la volonté de lutter jusqu'à la chute du pouvoir militaire afin de le remplacer par un pouvoir national. Cette déclaration devait être accompagnée d'un appel à la grève générale, en vue de la transformer en une insurrection civile jusqu'à la chute du pouvoir militaire;
- mise à la disposition d'un commandement unique de toutes les forces combattantes, et appel au Comité central militaire, afin d'assumer ses responsabilités dans l'exécution du plan de défense de la Révolution et du peuple;

- dans l'éventualité d'une guerre civile, déclarer le nord (Bakaa, Ramtha) zone libérée et y proclamer un pouvoir national pour la défense de la Révolution et du peuple. Du point de vue strictement militaire, mobiliser toutes les forces de la Révolution et les diriger vers Amman;
- demander à tous les régimes arabes d'empêcher « la tuerie » et de soutenir la Révolution contre la cinquième offensive d'encerclement et d'anéantissement.
- (...) A l'aube du 17 septembre, l'offensive militaire généralisée commençait. Les tanks bombardaient la ville d'Amman, essentiellement les quartiers pauvres (...).

Conséquences de cette guerre d'encerclement et d'anéantissement

Structure de la Résistance. L'offensive de septembre a démontré la justesse des thèses critiques sur la structure subjective de la Résistance (idéologique, politique et militaire) que le FDPLP avait formulées tout au long de la période antérieure. La Résistance a payé très cher le « manque de théorie » dans ses pratiques tactiques quotidiennes (politiques et militaires), que ce soit sur le terrain jordano-palestinien ou arabe, ou au niveau de ses relations internationales. Ceci démontre une nouvelle fois « qu'il n'y a pas de révolution sans théorie révolutionnaire ». Au niveau de l'éducation culturelle (idéologique) de base, il s'agissait de comprendre les vraies dimensions de la lutte nationale et de classe sur le terrain jordano-palestinien, engagée entre le mouvement de résistance et les forces de la classe réactionnaire au pouvoir en Jordanie.

Au niveau de l'éducation politique interne, il s'agissait de comprendre l'action des forces réactionnaires, et de concrétiser l'unité du peuple sur le terrain jordano-palestinien par la réalisation d'un programme national et de classe, afin de faire échec aux plans des impérialistes et des réactionnaires. Au niveau de l'éducation militaire interne, il fallait prôner le

volontariat révolutionnaire, sans privilège bureaucratique (matériel et moral) dans les rangs de la résistance.

L'absence de théorie révolutionnaire a eu les conséquences suivantes :

- La Résistance s'est noyée dans un « océan » de privilèges matériels et de prestiges, elle a évité les difficultés. Ainsi at-elle vécu dans une grande aisance (révolution riche), ce qui n'a pas manqué de se répercuter négativement sur son action en produisant ces effets : érosion du degré de vigilance révolutionnaire face aux plans des ennemis, généralisation de la vie bureaucratique (bureaux, voitures, argent, relations semi-militaires de type classique entre les commandements et les bases, etc...)
- L'absence de compréhension des relations avec les masses sur le terrain jordano-palestinien. Certains commandements de la résistance se sont lancés dans la voie de la « palestinisation » du problème, avec le slogan de « non-ingérence dans les affaires intérieures arabes ». Cette voie a engendré une série de fausses pratiques qui ont contribué effectivement « au déchirement de l'unité du peuple », à cause de l'importance accordée aux organismes sociaux palestiniens (Croissant rouge, Fondation des martyrs, jardins d'enfants, etc...) La « palestinisation » du problème s'est opérée verticalement, en l'absence de différenciation entre les classes contre-révolutionnaires et les classes nationalistes révolutionnaires au sein du peuple. Cette politique régionaliste bornée a débouché sur l'absence de programme nationaliste et de classe (...). Cette situation a été exploitée, d'une manière abjecte, par le régime réactionnaire, et la Résistance en a subi les conséquences lors de l'offensive de septembre.
- L'analyse des contradictions entre la réaction jordanienne, et arabe en général, et le mouvement de libération nationale sur le terrain jordano-palestinien, fut erronée (...).

L'absence de théorie et d'éducation révolutionnaires ont placé la Révolution dans une position défensive, entre l'enclume de la réaction et le marteau d'Israël.

Durant les trois dernières années, la majorité des mouvements de résistance n'a pas fondé ses relations avec les régimes arabes en fonction de leurs positions vis-à-vis du problème « de la libération de la Palestine » et de « la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme » (...). De ce fait, ces relations ont été régies par les mots d'ordre de « non-ingérence dans les affaires intérieures arabes », dans l'espoir de s'assurer des avantages matériels momentanés : armes, argent, moyens de communication, etc. (...) Ceci a conduit la Résistance à entretenir avec les masses arabes des relations sentimentales et non organisées, et a empêché ainsi l'alliance organique avec le mouvement de libération arabe. Ce type de relations a remplacé la théorie de « compter sur soi et sur les masses », et a contribué à entraver la marche des masses révolutionnaires organisées (régionalement et à l'échelle arabe). Il a laissé la Résistance à la merci des régimes arabes (matériellement et politiquement) et en proie aux contradictions qui caractérisent ces régimes en ce qui concerne le problème palestinien. Tandis que le rôle des masses arabes s'est limité au soutien sentimental et matériel (humain et financier) (...).

La Résistance dans les villes et les villages de Transjordanie.

— La politique régionaliste qu'ont prônée certaines organisations durant les trois dernières années a élargi la brèche entre les citoyens jordano-palestiniens. La réaction au pouvoir a exploité ces pratiques erronées afin de servir ses desseins, qui vont à l'encontre du progrès des classes sociales, nationalistes et révolutionnaires du pays (...). Plus important encore que l'exploitation réactionnaire des pratiques régionalistes palestiniennes, est le sentiment qu'ont d'importantes factions des classes nationales transjordaniennes, d'être tenues à l'écart de la Résistance. Tout cela est dû à l'absence d'un programme pouvant résoudre les problèmes de la libération nationale démocratique jordano-palestinienne. Quant aux dispositions prises par l'aile gauche et l'aile radicale de la Résistance, elles n'ont pas eu beaucoup d'impact sur les

masses jordaniennes vu la mince expérience de la pratique révolutionnaire.

— L'expérience de septembre a révélé que le terrain de lutte fondamental, c'est celui des villes et des campagnes qui représentent « les forêts humaines » dans lesquelles se réfugie la Résistance (...). Le mouvement national ne s'est pas propagé culturellement, politiquement et démocratiquement dans les villages. Le mouvement s'est limité aux villes et aux camps, à cause de son programme national faisant une large place à l'impérialisme, au sionisme et à la réaction. Il y avait donc absence de programme pour les campagnes (problème agraire, lutte contre la féodalité, les grands propriétaires terriens et le capitalisme rural, lutte contre les rapports de production féodaux et capitalistes à la campagne).

Économiquement, à cause du sous-développement généralisé des campagnes, de la faiblesse de la production agricole et de l'exploitation de classe, la vie économique du village jordanien est restée tributaire, dans bien des cas, des organismes d'État. C'est ainsi que 50 % des revenus du village proviennent encore des fonctionnaires des services publics ou des engagés dans l'armée, cela étant considéré comme une source de subsistance pour les fils des villages et les nomades (...). Il y a donc lieu de constater ici, que la dépendance du village jordanien de « l'armée et de la charité de l'État » va croissant, au fur et à mesure qu'on se dirige vers le sud du pays.

Politiquement, la Résistance s'est contentée de fournir quelques services médicaux et sociaux, et de développer quelques relations économiques (achat de vivres nécessaires aux bases voisines). Mais elle n'avait aucune logique démocratique dans ses pratiques à la campagne. Ainsi le village jordanien n'a pu entrevoir l'intérêt de classe (le problème agraire et la solution du problème économique des paysans) dans la révolution (...).

L'État et la Révolution. Nous ne disons rien de nouveau,

lorsque nous affirmons que l'État est l'organe d'oppression d'une classe ou d'une coalition de classes. Ceci vaut aussi bien pour les pays sous-développés que pour les pays avancés. Mais cela ne signifie pas que les organes de l'État (armée. sûreté générale, police, administration), dont le pouvoir est hostile à la Révolution nationale démocratique et socialiste. ne pourraient la rejoindre en partie (surtout les couches inférieures et moyennes de ces corps d'État). Cela dépend d'abord de l'importance et de l'influence du mouvement dans la société, ensuite de la nature de la structure de classe des organes d'État dans chaque pays. En Jordanie, la réaction (le trône, la féodalité, les compradores) et l'impérialisme, ont utilisé les appareils d'État, avant 1948, pour imposer l'oppression de classe qui a fait du pays une ferme « pour une poignée de fils de la famille royale, des grands féodaux, des propriétaires terriens et des capitalistes », et une citadelle où se trament les complots contre le mouvement de libération nationale jordanienne et arabe, enfin une « soupape de sûreté » pour le mouvement sioniste et le Britannique. Après 1948, la réaction jordano-palestinienne a continué dans la même voie, utilisant les appareils d'État (surtout l'armée et la sûreté générale) pour maintenir son oppression de classe.

La croissance du mouvement national de masse dans le pays a imposé à cette trilogie (royale, réactionnaire, impérialiste) une série de défaites, surtout en 1956. Elle a renforcé le sentiment national parmi les couches inférieures et moyennes des organes d'État (soldats, petits officiers), qui ont exigé de l'État l'épuration de l'armée jordanienne de ses commandants britanniques, et l'abrogation du traité jordano-britannique. Peu auparavant, l'insurrection de 1955, dirigée contre Templer, l'envoyé britannique, devait signifier au régime jordanien, le refus des masses d'adhérer au pacte de Bagdad. Mais ce recul n'a rien changé aux structures du régime, car le palais a rapidement organisé, en accord avec la CIA, le coup d'État réactionnaire d'avril 1957, dans le but de casser le mouvement national, d'épurer l'armée des

patriotes et de placer les réactionnaires à la tête des commandements supérieurs. Le palais, la réaction et l'impérialisme parvenaient à imposer une sombre dictature au pays et faire de nouveau de celui-ci une citadelle de la contre-révolution. Les organes d'État sont restés soumis jusqu'en 1970 aux épurations des éléments patriotes, afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle répressif et mener les offensives « d'encerclement et d'anéantissement » contre la Résistance (...). Si Habes Al-Majali a été nommé gouverneur militaire général, c'était essentiellement pour réprimer le mouvement national et pour épurer l'armée des officiers nationalistes.

L'armée jordanienne

La campagne de septembre a révélé la cohésion des organismes de l'État (armée, police, administration) instrument dans les mains de la réaction royale. Malgré les bombardements, qui ont duré dix jours, les ralliements à la Résistance restèrent individuels, limités. Cette campagne révèle un tableau précis de la structure idéologique réactionnaire qui prédomine dans les rangs de l'armée :

L'armée jordanienne est une « institution professionnelle », et les rapports internes qui la régissent (idéologiquement et matériellement) sont ceux du patron et de ses travailleurs (...). La culture nationale y est interdite, les éléments
nationalistes font l'objet de poursuites et d'épurations permanentes. Par contre, l'idéologie réactionnaire est dominante : le
roi est un patron, « divinisé » (on apparente la famille royale à
celle du Prophète) et des slogans comme « Dieu, le Roi, la
Patrie » servent de couverture à la domination exercée sur
le pays. Par ailleurs, pour mieux isoler l'armée des masses,
et la soumettre à l'idéologie réactionnaire, le régime a refusé
d'introduire le service militaire obligatoire [...] En effet, le
service militaire expose l'armée aux courants nationaux et
favorise la multiplication des cadres nationalistes et l'entraînement des citoyens au maniement des armes. Et, lorsqu'en

1969, le régime a adopté la loi sur le service militaire obligatoire, il l'a fait pour mettre fin à l'enrôlement des citoyens dans les rangs des fedayin. Par la suite, le régime a annulé cette loi, constatant que c'était une arme à double tranchant (...). - Pour l'essentiel, l'armée est composée de Bédouins, ses meilleures unités d'intervention sont les blindés et les brigades de sûreté (forces de répression directe). Elle n'a pas seulement absorbé les Bédouins jordano-palestiniens, mais ceux de Syrie et d'Arabie saoudite, qui quittent ainsi une vie de pauvreté et de misère et se mettent au service d'un régime qui leur assure des avantages matériels. La proportion de Bédouins non jordaniens (Syriens, Irakiens, Saoudiens) atteint 30 %. A ce pourcentage s'ajoutent 30 % de Bédouins et de villageois jordaniens — surtout du sud du pays —, qui constitue la région la plus sous-développée et qui compte sur le régime pour la satisfaction de ses besoins vitaux. La proportion de fils des villes, ne dépasse guère 10 %. Beaucoup d'entre eux travaillent dans les secteurs administratifs et professionnels (approvisionnement, mécanique, etc.) (...).

— La proportion des natifs de Cisjordanie est de 30 %. Dans l'ensemble ils sont assez nationalistes mais sans engagement précis. Certains sont réactionnaires et liés au trône. D'autres ont un sentiment national diffus ou sont inorganisés, ce qui les empêche de travailler à l'intérieur de l'armée. Il faut ajouter que la présence hostile de compagnons d'armes, imbus d'idéologie réactionnaire et liés au régime, limite considérablement leur rôle national et paralyse leur énergie.

Tel est le tableau sommaire de la structure idéologique et sociale de l'armée. Il s'en dégage une série de conclusions :

— La question ne se pose pas ici en termes de « Jordanien ou de Palestinien ». Il s'agit, au contraire, de la structure idéologique, économique et sociale de l'armée (il faut remarquer que les paysans et les citadins de Cisjordanie, eux, ne comptent pas sur l'armée; ceci est dû à la structure économique du village palestinien : pas de féodaux ou de grands proprié-

taires terriens, fertilité de la terre, amélioration des moyens de production, cycle agricole double ou triple, mouvement du marché dans la ville, fréquence de l'enseignement professionnel et scientifique, médecins, ingénieurs, émigration dans la région arabe et en Amérique).

- La prédominance de l'élément bédouin fait de l'armée un instrument de répression aveugle entre les mains de la réaction royale.
- L'offensive de septembre a démontré qu'il est vain de miser sur un coup d'État. Dans l'armée, cela est d'ailleurs condamnable idéologiquement et politiquement. Ceci ne signifie point qu'il faille abandonner le travail patriotique et progressiste au sein de l'armée, au contraire. La situation impose à l'ensemble du mouvement national et à la Résistance de prêter une attention particulière à l'armée, afin de la sauver des mains de la réaction et de l'impérialisme, et de lutter pour sa transformation en une institution nationale (épuration des éléments réactionnaires, introduction du service militaire, expulsion des mercenaires, engagement massif de cadres cultivés, etc.).
- Pour développer la conscience nationale et de classe des paysans transjordaniens enrôlés dans l'armée, il est indispensable de mettre le problème de la campagne transjordanienne au programme de la Résistance et des forces patriotiques. En ce qui concerne les Bédouins, la solution ne sera pas aisée, mais basée sur une politique de longue haleine visant à diffuser une culture nationale dans leurs rangs et à les libérer de l'emprise réactionnaire (...).

Bilan de la campagne de septembre

(...) La position de la Résistance est devenue le prolongement des positions et des contradictions arabes. Certes, les pratiques de la gauche du mouvement ne sont pas encore devenues l'aspect dominant de la politique quotidienne de la Résistance, à cause des campagnes idéologiques, politiques et

matérielles de certains régimes arabes. La campagne de septembre a mis à nu les positions de ces régimes qui, à l'exception de la Syrie, s'accordaient pratiquement sur le maintien de la royauté réactionnaire à Amman. Ceci n'était pas nouveau car la campagne d'encerclement et de liquidation de juin 1970 avait produit les mêmes effets. En prônant le maintien du régime réactionnaire, les régimes arabes de droite qui ont soutenu les accords du Caire sont logiques avec euxmêmes (...). Ainsi, les accords du Caire, en dissolvant la dualité du pouvoir dans les villes, ont en fait renforcé le pouvoir royal. D'ailleurs, la réaction s'abrite derrière ces accords — dont elle ne respecte pas les clauses — pour poursuivre sa campagne de liquidation de la Résistance.

- (...) La structure organique de la Résistance a engendré une série d'attitudes théoriques, politiques et militaires qui ont conduit au recul après la campagne de septembre. Ceci s'explique par :
- les pratiques de certaines organisations qui n'ont pas pu résoudre la contradiction avec la réaction au profit de la Révolution;
- la nature des relations de certaines organisations avec les régimes arabes qui les a tout naturellement mises (entraînant la gauche de la Résistance) sous le contrôle et l'autorité de ces régimes, car elles ne pouvaient pas compter sur elles-mêmes, sur les masses, donc refuser de répondre aux appels de réconciliation avec la réaction;
- le fait que, pour résister aux assauts de la réaction, la Résistance a dû recourir à une guerre de positions, malgré de nombreuses discussions sur la « guerre de libération populaire », et malgré d'innombrables appels pour transformer la lutte en « guerre populaire »;
- par l'impossibilité d'agir dans le nord et dans le centre du pays, du fait de l'absence d'une ligne politique claire, ceci réduisant la Résistance à la défensive (défense des positions) au lieu d'étendre la lutte sur toute l'étendue du territoire.

(...). La Résistance ne s'était pas préparée à cette guerre. Ajoutons à cela la défection de nombreux cadres et leur incompréhension des tâches qui leur étaient proposées pour affronter la crise. L'expérience très enrichissante, accumulée durant la campagne de septembre, impose à toutes les organisations de résistance une sévère autocritique de leurs pratiques politiques, militaires, financières et culturelles pour faire face à la situation actuelle et aux évolutions ultérieures. La gauche de la résistance doit elle-même commencer cette autocritique devant les masses. Sinon toutes les leçons de septembre seront noyées dans la démagogie.

La Résistance a payé très cher ses politiques erronées, et il est urgent de bien comprendre les lois de la révolution et leurs liens dialectiques (l'unité du territoire jordano-palestinien, la relation avec les régimes arabes et les masses, l'impérialisme mondial et ses relations, etc.). Ceci suppose un programme de travail national démocratique qui mobilise les masses des deux rives (...).

Le projet de l'État palestinien est posé, maintenant plus que jamais. Avant la campagne de septembre, ce projet circulait dans les hautes sphères réactionnaires royalistes et palestiniennes qui se montraient réceptives aux plans du sionisme et de l'impérialisme. Certains États arabes le soutenaient : le Maroc et la Tunisie l'ont proposé au Fath avant la campagne de septembre, le présentant comme une « politique par étapes »; voir aussi les déclarations de Heykal à la veille de sa démission de son poste de ministre de l'orientation nationale, les déclarations du roi Hussein après la campagne et les accords du Caire. Les déclarations des dirigeants israéliens, avant et après la campagne, allèrent dans le même sens. Même le peuple palestinien (et c'est un effet de la campagne de septembre) se montrait favorable à l'idée d'un micro-Etat, pour en finir avec le pouvoir royal sauvage et barbare. Du coup, tous les plans (israéliens, impérialistes, réactionnaires) s'accordaient sur la nécessité de préparer le terrain pour la création de cet État. En Israël, on préconisait la constitution d'une « troisième force » palestinienne qui entrerait dans le marchandage politique global et ferait participer le peuple palestinien aux négociations. Il s'agit d'une force qui remplacerait les « personnalités et cadres réactionnaires traditionnels » qui ont servi le trône hachémite, et l'autorité d'occupation (même après 1967), et supplanterait les organisations de résistance. Ceci sous le slogan : « Refus du retour sous la domination du pouvoir royal réactionnaire et droit à l'autodétermination en Cisjordanie et à Gaza ». Ce slogan trouve des échos au sein des couches populaires des territoires occupés, étant soutenu par des cadres bourgeois ou petits-bourgeois qui n'ont pas un passé compromis (médecins, ingénieurs, professeurs, avocats, etc.).

(...) Après la campagne de septembre, une tendance est donc apparue dans les milieux populaires palestiniens de Transjordanie qui consistait à accepter n'importe quelle solution qui les débarrasserait du pouvoir réactionnaire. Le pouvoir fit alors des déclarations à propos d'un micro-État en Cisjordanie et à Gaza. Il chercha à réaliser politiquement ce qu'il n'avait pas réussi à faire militairement.

L'étape actuelle exige la participation de toutes les organisations de résistance à la définition de la politique de la Révolution, dans un climat où prédominent l'esprit de responsabilité et les rapports démocratiques, loin des slogans démagogiques et des déclarations individuelles irresponsables. La situation difficile que traverse notre pays et le mouvement de résistance, exige un effort collectif, organisé. Nous appelons toutes les organisations de résistance et les forces nationales du pays à un dialogue ouvert et serein, en vue d'établir un programme qui déterminera les tâches de la Résistance et posera les fondements d'une unité nationale réelle à tous les niveaux : politique, organisationnel et militaire.

Des propositions stériles à la solution démocratique mai 1970

Le FDPLP passe en revue les solutions du conflit proposées par la bourgeoisie, la gauche sioniste, le Matzpen israélien et des milieux « réactionnaires » palestiniens des territoires occupés. Il démontre le danger de ces solutions « palliatives ». Il souligne la nécessité de détruire le sionisme (et non les juifs), car il faut éviter une future tentative de colonisation. Cela n'est possible que si la Palestine fait partie intégrante d'un grand État socialiste englobant toute la région 1.

Face à une question aussi complexe que la question palestinienne, se présente une multitude de solutions dont chacune exprime, en dernière analyse, une position de classe. La réaction arabe a présenté une solution chauvine, consistant à « égorger les juifs, et les jeter à la mer », ou, dans le meilleur des cas, à les expulser. La réaction vise par cette « solution », à inculquer aux masses une éducation chauvine et fanatique, afin de masquer son antagonisme avec elles, donc d'escamoter la lutte de classes. Pendant très longtemps, la réaction a exercé un chantage terroriste à l'égard des forces révolutionnaires arabes, en les accusant de porter atteinte à l'union nationale, donc de servir l'ennemi sioniste; alors que la réaction constitue la meilleure garantie pour l'État d'Israël, du fait de son alliance avec l'impérialisme et de la conservation des structures rétrogrades traditionnelles de la société arabe confrontée avec la supériorité technologique israélienne. Et c'est cette alliance objective avec le sionisme que veut cacher la réaction arabe, derrière une phraséologie chauvine. D'autre

^{1.} Extraits de la communication présentée par le délégué du FDPLP à la première conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine, qui s'est tenue à Beyrouth, du 7 au 10 mai 1970.

part, cette solution considère tout juif comme étant un sioniste, et c'est exactement cela que tente d'accréditer le sionisme : ainsi, la réaction renforce davantage son alliance objective avec le sionisme (...). Avec la même logique chauvine, elle a exagéré indéfiniment la force de l'ennemi, en présentant les choses de la façon suivante : « Il existe un complot international sioniste, juif, pour dominer le monde. Israël et son expansion ne constituent que la première phase de ce vaste complot dont le capitalisme occidental est aussi la victime. » Avec un tel raisonnement, la réaction cherche tout d'abord à se dégager des responsabilités de la défaite. Si l'ennemi, dit-elle, « a une telle puissance, au point de faire du puissant capitalisme une victime, la défaite de juin devient tout à fait compréhensible. »

A quelle solution aboutit cette logique? A la solution « pacifiste»: «La solution ne consiste pas à lutter contre le sionisme et l'impérialisme, mais à renforcer l'alliance arabe avec l'Occident, en convainquant ce dernier, qu'il est victime d'un complot... et que, par conséquent, il devra cesser d'appuyer Israël ».

Quant aux régimes petits-bourgeois, ils présentent une solution qui exprime leur crise historique. Ils considèrent la défaite comme une simple défaite militaire, donc la voie pour se débarrasser de ses séquelles serait une victoire remportée par les armées régulières. Ils sont incapables de mener une lutte méthodique et unitaire contre l'impérialisme, car cela signifierait le sacrifice des privilèges récemment acquis par la minorité embourgeoisée. Ils ne peuvent pas s'allier à l'impérialisme, car celui-ci a des alliés plus sûrs et plus fidèles dans les régimes réactionnaires. Ils ne peuvent pas non plus négliger les règles du jeu politique arabe, telles qu'elles sont imposées par les régimes réactionnaires (...). Ces régimes ne trouvent comme solution que la Résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967, qu'ils interprètent à leur façon, c'est-à-dire le retour à la situation d'avant la guerre de juin. Mais cette « solution » n'en est pas une en réalité. Car l'État d'Israël, quelles que soient ses frontières, et même avec le retour des « réfugiés », constituera toujours une violation du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, et un poste avancé de l'impérialisme, menaçant le mouvement de libération nationale arabe.

Il y a aussi la solution adoptée par la « gauche » sioniste et la réaction palestinienne en Cisjordanie, qui consiste à créer un État palestinien sur une partie de la Palestine, coexistant avec l'État d'Israël, et le reconnaissant. Cette solution vise à escamoter la question palestinienne, à affaiblir la lutte actuelle, à créer un État fantoche, entre les mains d'Israël (...).

Quant à la solution qui consiste à créer un État bi-national dans toute la Palestine — solution d'abord adoptée, et actuel-lement abandonnée par le Matzpen —, elle est erronée, car elle établit une séparation arbitraire entre la Palestine et la région arabe et ne constitue nullement une garantie contre le retour de l'oppression. Dans la réalité présente, c'est le côté israélien qui exercera cette oppression. Il y a enfin, la solution préconisée par Ury Avnéry, qui consiste en une fédération entre l'État d'Israël et un État palestinien. Cette solution réformiste et petite-bourgeoise ne vise pas à détruire le sionisme et Israël, mais seulement à en extirper quelques malfaçons; elle néglige l'essence du problème : l'existence d'Israël, en tant qu'État et quelle que soit sa forme, est une négation du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même.

Face à ces solutions stériles, il y a la solution démocratique. Cette solution n'est pas le fait d'un désir subjectif, intellectuel, mais celui d'une analyse de la réalité objective et des lois qui gouvernent les possibilités du développement de cette réalité, ainsi que d'une vision stratégique fondée sur cette analyse. Cette solution consiste à séparer les juifs du sionisme et considère, conformément à la réalité, que l'antagonisme ne se situe pas entre les juifs et les Arabes, mais entre le sionisme et la Nation arabe, dont le peuple palestinien fait partie. C'est pourquoi, la destruction du sionisme — et non des juifs — est la condition de cette solution. Tant que le sionisme est le ciment de la

société israélienne, cette communauté restera oppressive. C'est pourquoi il faut détruire le sionisme et la colonisation sioniste en Palestine. Mais, ce colonialisme est spécifique : il consiste en la domination juive sur la Palestine dans un État monoracial, et considère la Palestine comme la « terre promise » pour les juifs du monde entier. Ainsi, la destruction de la colonisation sioniste ne signifie pas seulement la destruction de l'État d'Israël avec toutes ses institutions (armée, administration, police, institutions politiques et économiques sionistes), mais aussi l'abolition de la domination juive sur la Palestine (qui consiste à faire de la Palestine la terre de tous les juifs du monde), par l'abolition de la « loi du retour », qui considère que n'importe quel juif du monde a le droit de s'installer en Palestine. C'est seulement après l'abolition de l'État sioniste et de ses structures spécifiques, qu'Arabes et juifs pourront coexister en Palestine, dans une égalité absolue, loin de toute oppression nationale ou religieuse.

La destruction de l'État sioniste ne suffit pas. Il faut, en même temps, établir les fondements qui garantissent le non-retour du sionisme. Ceci ne sera possible que si la Palestine future fait partie intégrante d'un État socialiste, qui engloberait toute la région (...). Mais, comme l'abolition du sionisme est conditionnée par le succès de la révolution arabe, il est naïf d'imaginer la future Palestine indépendamment de la région, et séparée du processus révolutionnaire qui l'agite. Le fait que l'État unitaire sera socialiste suffit à établir les fondements objectifs, afin que la Palestine soit réellement démocratique, sans aucune trace d'oppression nationale. Seul le socialisme est capable de résoudre les problèmes d'oppression nationale, car il détruit le fondement matériel de toute oppression (...).

Un Palestinien parle aux Israéliens interview de Nayef Hawatmeh mars 1974

Cette interview répond à un objectif : parler aux Israéliens, directement, leur faire part des intentions de la Résistance palestinienne, les mettre en garde contre la propagande sioniste qui déforme et défigure le sens réel de l'orientation politique de la Résistance. Le dirigeant du FDPLP demande aux juifs de faire un saut historique, en rejetant l'idéologie sioniste raciste et rétrogade et de penser en termes de progrès, c'est-à-dire à l'avenir de la Palestine démocratique 1.

Le Front démocratique populaire est un mouvement de gauche, et notre vision des problèmes se situe dans une perspective de gauche nationale, fondée sur la notion de classe. Sur cette base, je tiens à préciser que nous avons conscience du fait que la solution du problème palestinien requerra une étape historique complète, tout comme la naissance d'Israël a été la conséquence d'une étape historique complète. La création d'Israël a été le résultat d'une longue période de coopération entre le sionisme et l'impérialisme, à une époque où le Proche-Orient était soumis à la domination de l'impérialisme et des régimes féodaux arabes. Avant cette domi-

^{1.} Le texte de cette interview, en français, a paru dans le Bulletin du groupe d'Études sur le Moyen-Orient de Genève, nº 60, 4 mai 1974. Nous le publions pratiquement intégralement, sauf quelques répétitions. Il était précédé, dans ce Bulletin, de la précision suivante : « Le Monde du 23 mars a publié une traduction partielle de l'hébreu d'une interview de Nayef Hawatmeh, secrétaire général du FDPLP (Front démocratique populaire de libération de la Palestine) qui est affilié à l'OLP. Cette interview a été accordée au journaliste de gauche américain Paul Jacobs pour publication non seulement dans le Washington Post, mais aussi dans le quotidien israélien Yedioth Aharanoth. En collationnant la traduction, parue dans L'Orient-Le Jour de Beyrouth, avec l'original arabe publié le 22 mars dans An Nahar, nous avons établi un texte qui doit être fidèle à l'original. »

nation jumelée, la région se trouvait sous le joug du régime ottoman rétrograde. La naissance d'Israël fut le résultat de la suprématie du colonialisme dans la région. Mais après la seconde guerre mondiale, des forces contraires sont apparues sur la scène internationale et, avec elles, se sont manifestées les prémices de la défaite de l'impérialisme, lorsque les forces du bloc socialiste ont commencé à se développer, que la République populaire a été instaurée en Chine et que les forces de libération nationale se sont "étendues à travers le monde.

Après la création d'Israël, le Proche-Orient a été le théâtre d'une série d'événements dirigés contre la présence et l'influence colonialistes et qui ont représenté des acquis pour les mouvements de libération nationale. Ce qui a entraîné un affrontement continuel entre les mouvements de libération arabe, d'une part, l'État d'Israël et ses alliés impérialistes, de l'autre. Cet affrontement a pris l'aspect de nombreuses confrontations armées, entrecoupées de cessez-le-feu et de trêves provisoires relativement longues. De même, il a subi le contrecoup de l'évolution des mouvements arabes et de la situation intérieure en Israël, mais nous croyons que la solution du problème palestino-israélien et du problème arabo-israélien n'interviendra qu'après la disparition des séquelles de l'étape historique précédente. C'est-à-dire qu'après le départ de l'impérialisme et du sionisme de la région.

La transformation du Proche-Orient en une région démocratique et progressiste est inéluctable. Cette transformation ouvrira la voie à la possibilité d'un règlement politique des problèmes. Les possibilités d'un tel processus seront influencées par l'évolution de la situation intérieure en Israël. Malheureusement, nous constatons que cette évolution est encore une perspective d'avenir, de lointain avenir. Toute solution véritable du problème repose sur la fin des tendances expansionnistes et agressives sionistes et sur la reconnaissance des droits nationaux palestiniens. Jusqu'à présent, les courants principaux en Israël s'opposent à ces deux données. Ainsi constatons-nous que les conséquences de la guerre d'octobre en Israël sont allées

dans un sens contraire, comme cela ressort clairement des programmes électoraux du Likoud et du Maarakh. Le discours de Golda Meir à la Knesset, au cours du débat de confiance, montre une opposition à ces deux conditions de base pour une solution véritable. Elle a affirmé « le refus de son gouvernement de retourner aux frontières d'avant 1967 » et a tranquillisé les Israéliens en refusant de « reconnaître le droit du peuple palestinien de posséder un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza ». De même, elle a proclamé son « refus de s'asseoir à la même table que les représentants du peuple palestinien (les organisations de la résistance) à Genève ou ailleurs (...).

Nous remarquons également que la majorité des Israéliens s'est orientée vers la réaction, avec la bénédiction de la droite et du centre-droit qui cherchent à entraîner les Israéliens à plus d'extrémisme. Mais nous savons aussi que la droite et le centre-droit ne sont pas les seules forces en Israël ni d'ailleurs dans la région (...).

Le point de départ d'une solution véritable réside dans une évolution démocratique et progressiste supplémentaire, opposée de façon plus nette à l'impérialisme, à la réaction et au sionisme agressif, ainsi que dans une série de changements au sein d'Israël et des mouvements de libération arabe. Mais nous ne voyons pas se dessiner de solution rapide, et nous savons que la réalisation d'une paix réelle demandera un long délai. En même temps, nous avons conscience que l'obtention par les Palestiniens, dans l'étape actuelle, de certains de leurs droits nationaux représente un des facteurs essentiels en vue de parvenir à une solution véritable dans les étapes ultérieures. En tête de ces droits, figure celui du peuple palestinien de Cisjordanie et de Gaza de constituer une autorité nationale indépendante, et celui des réfugiés palestiniens de retourner dans leur patrie et leurs maisons qui leur ont été arrachées par la force; c'est ce que les Nations-Unies ont reconnu dans leur Résolution n° 194 de 1948, alors même que le rapport des forces était, au sein de l'organisation internationale, en faveur de

l'impérialisme et d'Israël. La satisfaction de ces droits permettra aux Palestiniens et aux Israéliens progressistes et démocrates, hostiles à l'impérialisme et au sionisme, d'établir un dialogue, ouvrant ainsi la voie à la recherche d'une solution radicale et démocratique du problème, solution basée sur l'établissement d'un État démocratique palestinien (...).

Quant à nous, au sein de l'OLP, nous affirmons que l'établissement d'un pouvoir palestinien indépendant, et le retour des réfugiés constituent des pas importants sur la voie d'une solution démocratique ultérieure du problème. Mais lorsque les forces de droite en Israël refusent de discuter ces deux points, elles jouent dangereusement avec l'avenir des Israéliens, alors que les forces démocratiques et progressistes, hostiles au sionisme et à l'expansionnisme impérialiste, et même des personnalités israéliennes relativement éclairées, comme Ben Ahron et Eliav, œuvrent dans l'intérêt de l'avenir des Israéliens mille fois plus que Golda Meir, Dayan, Sharon et autres, parce que Golda Meir et consorts adoptent une politique qui va à contre-courant de l'évolution historique dans la région et dans le monde.

Golda Meir, Dayan, et les Israéliens qui les appuient, ont basé leur politique sur la suprématie militaire dans la région, alors que l'avenir ne permettra pas une telle suprématie. Ces gens ont adopté une attitude en contradiction avec les courants historiques dans la région, et je regrette de constater que Golda Meir n'a pas abandonné la mentalité de ceux qui ont vécu dans des ghettos, fermés et isolés, et qui ont cru qu'en se barricadant dans une forteresse militairement puissante regorgeant d'armes, ils garantissaient leur survie. La guerre d'octobre a démontré combien cette mentalité sioniste est erronée. Nous ne prétendons pas que les Arabes ont remporté. dans cette guerre, de grandes victoires, mais nous estimons que le conflit a prouvé qu'Israël ne saurait garantir son avenir en s'en remettant uniquement à sa puissance militaire. L'évolution dans le monde actuel ne sert pas les intérêts des tendances sionistes droitières en Israël. Les pressions internationales sur l'impérialisme et sur les régimes racistes d'Afrique du Sud, de Rhodésie et d'Israël s'accentuent aujourd'hui. Nous sommes cependant conscients du fait que le problème palestinien est très complexe, bien plus que ceux du Vietnam, d'Afrique du Sud et de Rhodésie. Cette complexité résulte d'une conjonction de facteurs dont, notamment, l'histoire mouvementée de la région, l'évolution du capitalisme aux xixe et xxe siècles, les conséquences de cette évolution sur les juifs, la lutte entre les capitalismes européen et juif, la nature de l'existence d'Israël en Palestine (existence basée sur le déracinement d'un peuple et son expulsion de sa patrie). Au Vietnam, en Rhodésie, en Afrique du Sud, les peuples sont restés sur leur propre territoire, alors que le peuple palestinien a été chassé de chez lui, dépouillé de son identité nationale.

Nous disons très clairement aux Israéliens que nous luttons afin d'établir des relations pacifiques entre Palestiniens et Israéliens... Nous supposons, en nous basant sur tous les précédents historiques, que vivre en paix signifie trouver des solutions démocratiques à tous les problèmes, dans le cadre d'un État palestinien démocratique au sein duquel vivront Palestiniens et Israéliens en ayant les mêmes droits et obligations. Nous sommes cependant conscients du fait que la formation d'un tel État démocratique est impossible actuellement. C'est pourquoi nous disons que l'étude des relations futures entre Palestiniens et Israéliens ne peut commencer qu'après la fin de la répression nationale dont est victime le peuple palestinien après la perte de ses droits nationaux. Une fois cette répression terminée, les Palestiniens pourront alors étudier leurs relations futures avec les Israéliens. Aujourd'hui, le peuple palestinien est encore déraciné et dispersé, il se refuse à toute discussion à ce sujet. A titre d'exemple, lorsque le peuple vietnamien fut interrogé sur la nature de ses futurs rapports avec les États-Unis, sa réponse fut qu'il ne discuterait de ces rapports qu'après avoir obtenu ses droits nationaux, et après l'évacuation de son pays par les agresseurs américains (...).

Du point de vue scientifique, il est faux de parler de a nationalité » israélienne, parce que les Israéliens n'ont pas évolué en tant que nation. Ils ne constituent donc pas une nation, ayant une existence propre. Une étude scientifique de la société israélienne démontre l'existence de différences nationales importantes, dues au fait qu'elle se compose d'une multitude de nationalités différentes qui trouvent leur origine dans les pays américains, européens, arabes et africains, et non dans la race ou la religion. Il manque aux Israéliens pour constituer une nation les éléments suivants : une langue commune, une histoire commune qui se développe depuis plusieurs siècles sans interruption, une psychologie commune qui s'exprime dans des traditions et des coutumes communes (...).

Les notions de « terre promise » et de droit historique des juifs sur la Palestine sont des notions mythologiques. S'il fallait les prendre en considération, toute la carte du monde devrait être bouleversée. Dans ces conditions, les Arabes seraient en droit d'invoquer leur « droit historique » sur l'Espagne qu'ils ont gouvernée pendant des siècles, alors que les tribus juives qui avaient envahi la Palestine ne l'ont gouvernée que pendant un siècle! Les Américains devraient céder la place aux Indiens. De même, des bouleversements importants devraient, au nom des mêmes notions mythologiques, intervenir en Europe et en Australie (...).

Israël est un pays qui regorge d'armes, qui possède une technologie avancée, et qui est soutenu à la fois par le sionisme mondial et l'impérialisme. Par contre, notre peuple, qui est un petit peuple, a des moyens limités. C'est sa sécurité qui a été menacée, c'est lui qui a été expulsé de sa terre par les sionistes et l'impérialisme pour instaurer l'État d'Israël. L'Histoire est là pour en témoigner : dès avant 1948, jusqu'à nos jours, l'agression israélienne n'a cessé d'élargir son territoire en en chassant les Palestiniens arabes. Dès lors : qui menace qui ? Les relations futures dépendront du développement des courants progressistes, démocratiques, antisionistes et anti-impérialistes au sein de la société israélienne, qui trouveront

leur point de départ dans une reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. C'est cela qui déterminera les possibilités de dialogue entre les deux parties sur leur avenir commun.

> La Résistance doit utiliser les bouleversements engendrés par la bataille d'octobre 73 déclarations de Nayef Hawatmeh 1974

La guerre d'octobre, coup de force militaire, avait essentiellement pour objectif de débloquer la situation diplomatique. Dans les négociations, les Palestiniens doivent être présents et lutter pour créer un « pouvoir national » sur toute parcelle « libérée » de l'occupation sioniste. Mais seulement si l'OLP est reconnue comme représentant du peuple palestinien. Cette stratégie, que les événements de 1974 ont confirmée, est remarquablement exposée ici. ¹

La guerre d'octobre ne fut pas un événement passager dans l'Histoire palestinienne et arabe. On peut la comprendre à la lumière des conséquences qu'elle a engendrées. C'était une guerre patriotique limitée. Elle fut menée suivant les vues politiques et les vues de classe de son leadership, et plus spécialement suivant la ligne politique nationale bourgeoise que représente Sadate. Son objectif était de débloquer la situation

^{1.} Ce débat était animé par l'écrivain et poète Mahmoud Darwiche. Y participèrent : Abou Ayad (Fath), Georges Habache (FPLP), N. Hawatmeh (FDPLP), Zouhaïr Mohsen (Saïka) et Chafiq El-Hout (indépendant). Le texte original a paru, in extenso, dans Chou'un Filastiniyya, février 1974, et a été édité en anglais par le Centre de recherches palestinien, à Beyrouth, en avril 1974. Des extraits ont également été publiés dans le Journal of Palestine Studies, Spring 1974.

de « ni guerre ni paix » et de créer de nouvelles possibilités d'arriver à un règlement politique basé sur la Résolution 242 des Nations-Unies. Mais, au lieu d'un « règlement juste du problème des réfugiés », cette Résolution devait impliquer la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien.

Lorsque la guerre a éclaté, nous savions qu'elle n'aboutirait à rien d'autre qu'au renforcement de la possibilité d'un règlement. Malgré cela, la Révolution palestinienne v prit part, dès les premières heures. Elle lutta pour la transformer en une guerre de libération nationale, afin de récupérer les territoires palestiniens et arabes occupés depuis 1967 et d'arracher. sans conditions, le droit du peuple palestinien à s'autodéterminer sur son territoire libéré. Elle lutta pour engager dans l'effort de guerre toutes les potentialités arabes. Elle proposa un certain nombre d'actions : « Engager toutes les armées arabes dans la bataille, ouvrir le font jordanien, permettre aux forces de la Révolution de s'infiltrer en Israël à travers le Jourdain, utiliser l'arme du pétrole, le nationaliser, retirer les fonds arabes qui soutiennent le dollar ... » Mais toutes les tentatives pour faire appliquer ces propositions échouèrent. Le 16 octobre, Sadate déclara qu'il était prêt à accepter le cessez-le-feu. Ainsi, la guerre demeura limitée, avec comme seul objectif la réalisation d'un règlement politique basé sur la Résolution 242 des Nations-Unies dans sa double interprétation minimaliste et maximaliste. Sadate gardait l'initiative politique et militaire.

La guerre d'octobre engendra de nouvelles données, et créa une situation où les Arabes étaient dans une position plus forte pour s'engager dans la voie de la solution politique. Parmi ces nouvelles données : le quasi-équilibre des forces arabo-israéliennes, l'effondrement de la théorie israélienne de sécurité, les coups durs encaissés par l'appareil militaire israélo-impérialiste, la capacité des armées arabes à manier les armes modernes et à combattre avec efficacité, l'utilisation des armes arabes dans des actions offensives (démentant ainsi l'idée prévalant avant la guerre et selon laquelle ces armes

étaient exclusivement défensives), le moral élevé des masses arabes et palestiniennes. A côté de cela, la guerre d'octobre et l'arme du pétrole — dans les limites de son utilisation ont permis une pression internationale pour le règlement du conflit arabo-israélien. Les pays socialistes soutinrent efficacement le mouvement arabe de libération nationale, matériellement, militairement et politiquement. De plus, les conséquences de la guerre forcèrent l'Europe capitaliste occidentale à revoir ses positions à propos du Proche-Orient, parce que ses intérêts étaient menacés. Elle réalisa que ses intérêts se trouvaient du côté arabe, aussi exerça-t-elle une pression continue sur l'impérialisme américain et sur Israël, afin d'arriver à une sorte d'arrangement avec les arabes. L'impérialisme japonais fit de même. En même temps, certaines voix — encore faibles et peu nombreuses — commençaient à s'élever aux États-Unis mêmes pour réclamer la reconsidération des intérêts américains qui ne s'identifient pas nécessairement avec la position sioniste israélienne.

Tous ces changements indiquent qu'un règlement est imminent. Les contacts que la Résistance a eus avec les forces armées arabes et internationales l'ont confirmé. Et, le déroulement des événements l'a bien montré. Il existe dans le cadre de la Résolution 242 des Nations-Unies plus d'une forme possible de règlement! Parmi ces formes le plan américain, sioniste et hachémite de liquidation qui exclut le retour aux lignes du 4 juin 1967. Il prévoit, au contraire, l'établissement du « royaume arabe uni » qui signifierait, concrètement, la suppression de la personnalité nationale et indépendante palestinienne. De plus, les plans stratégiques américanoisraéliens avaient toujours eu pour objectif la conclusion d'accords bilatéraux séparés avec chacun des États arabes.

Dans le camp arabe, il existe deux autres visions de ce que doit comporter le règlement politique. La vision égyptienne prévoit le retrait total israélien des territoires arabes et palestiniens occupés depuis 1967, ainsi qu'une certaine reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. Cependant,

malgré cette position, l'Égypte est prête pour un règlement bilatéral, même si sa vision n'est pas respectée. La position syrienne est différente; elle exige le retrait total des territoires occupés en juin 1967, mais aussi la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien. De plus, contrairement à l'Égypte, la Syrie a refusé de s'engager dans la voie d'un règlement politique bilatéral. La position de l'URSS prévoit un règlement dans le cadre de la Résolution 242, mais la nécessité de trouver un juste règlement au problème des réfugiés doit être remplacée par la reconnaissance des droits du peuple palestinien. Elle envisage le recouvrement de ces droits dans le cadre des résolutions des Nations-Unies. Cela a été explicitement dit à notre délégation à Moscou. De plus, l'URSS réclame le retrait israélien de tous les territoires arabes occupés durant la guerre de juin 1967 (...).

Notre attitude vis-à-vis des autres parties, qui n'ont pas encore clairement défini ce qu'elles entendent par « droits du peuple palestinien », sera déterminée par le degré de leur soutien à ces droits. Et nous nous opposerons, par tous les moyens, à ce qui pourrait entraver leur réalisation. Mais cette opposition exige nécessairement l'adoption d'une position concrète, nationaliste et révolutionnaire, capable de faire échec à toute solution capitularde et liquidatrice, basée sur la négation des droits historiques et actuels de notre peuple sur la totalité de son territoire national. Cela implique aussi, de notre point de vue de Palestiniens, que nous devons lutter pour la libération des territoires occupés en 1967. Cette position concorde avec notre stratégie générale visant à la libération de la totalité de la Palestine. Elle permettra au peuple palestinien vivant dans les territoires qui seraient libérés d'exercer son droit à l'autodétermination, mais aussi d'établir une autorité palestinienne nationale et indépendante. Cela nécessite la mobilisation des masses autour de ce point qui sert notre objectif stratégique : la libération de tout le territoire national dans les étapes suivantes.

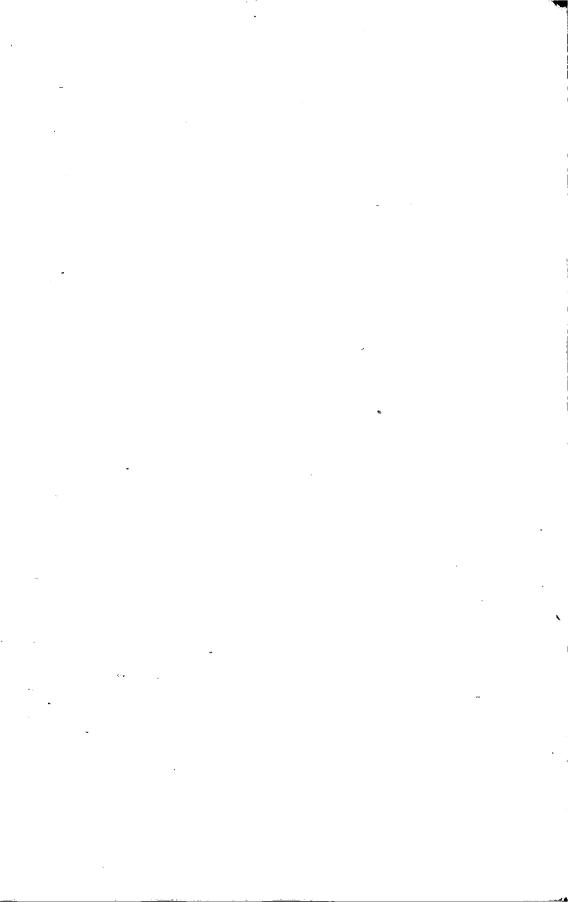
Cette position implique également un engagement clair à

nos côtés des régimes arabes patriotiques, des forces du mouvement révolutionnaire arabe et des pays amis. Ainsi fera-t-on avorter toute tentative de règlement bilatéral ou partiel, et fera-t-on échouer les plans américains, sionistes et hachémites. Nous sommes directement responsables de la lutte contre toute solution qui aboutirait à la liquidation de la cause palestinienne et à la négation de l'identité nationale et de la personnalité palestinienne. Nous sommes directement responsables de la lutte contre toute solution qui permettrait. encore une fois, l'annexion du territoire palestinien, que ce soit dans le cadre de l'expansionnisme israélien ou du « royaume arabe uni ». Ces solutions signifieraient, par la force des choses. la création, dans la région, d'une situation fondée sur le concept de la double sécurité d'Israël et des pays arabes qui les auraient acceptées. La Révolution palestinienne serait menacée de liquidation et ses acquis nationaux mis en péril. Le conflit « israéloarabe » serait stabilisé, gelé. En ce qui concerne les Palestiniens, on en reviendrait aux conditions qui ont prévalu entre 1948 et 1967 (...).

Si nous joignons au rejet des solutions de capitulation et de liquidation l'adoption de programmes clairs et précis, il nous sera plus facile de mobiliser les masses et le mouvement arabe de libération nationale. Nous pourrons couper la route à toute tentative d'imposer encore à notre peuple la solution américano-hachémite (...). Il ne suffit pas d'adopter une position vague réclamant la poursuite de la lutte : il faut élaborer des programmes concrets et précis pour la realisation desquels nous devons lutter, à cette étape.

Je voudrais, pour conclure, aborder un dernier point: la conférence de Genève. Nous sommes déterminés à mettre fin à l'occupation et à permettre à notre peuple, dans les zones libérées, de prendre en main le contrôle du territoire et d'y établir une autorité nationale. Notre attitude vis-à-vis de la conférence de Genève sera fixée à la lumière des événements. S'ils tendent vers une solution de capitulation et de liquidation, nous nous opposerons, par la force des choses, à la conférence

de Genève. Jusqu'à présent, ni la Révolution palestinienne ni l'OLP n'ont été invitées à se rendre à Genève. Nous sommes engagés dans une bataille pour déterminer qui a le droit de décider de l'avenir de la Révolution, du peuple palestinien et des territoires palestiniens occupés : nous, le roi Hussein ou les États arabes. La question n'a pas encore été tranchée, puisque la délégation du roi Hussein à Genève prétend représenter le peuple palestinien. Elle prétend également décider de l'avenir des territoires palestiniens occupés, ainsi que du problème palestinien. Il faut pourtant que la Révolution et l'OLP soient reconnues comme les représentantes du peuple palestinien, et les seules habilitées à décider de son avenir. En arrachant cette reconnaissance, l'OLP se donne la possibilité d'exercer une action directe sur la Conférence. Cela signifie que, si l'on tend à imposer des solutions de capitulation et de liquidation, la Révolution sera en mesure de provoquer l'échec de cette conférence. En effet, en la rejetant, l'OLP - qui aura été reconnue comme le représentant du peuple palestinien — fera échouer les plans de toutes les autres parties après avoir obtenu leur reconnaissance. Il est connu que l'Égypte nous a demandé de faire connaître notre position. La Syrie, le Koweit et l'Arabie Saoudite également. Mais il n'est pas dans l'intérêt de l'OLP d'adopter une attitude positive ou négative, avant d'avoir arraché sa reconnaissance comme le représentant réel du peuple palestinien (...).



Les autres organisations palestiniennes de résistance.



1. La Foudre (Al-Saïka)

Le parti Ba'th, lors de son neuvième Congrès inter-arabe, à Damas en septembre 1966, décide de contribuer à la bataille contre le sionisme et l'impérialisme, en créant une organisation populaire de lutte armée. Une organisation appelée « Avantgarde de la guerre de libération populaire » (Tali'a Harb al-Tahrir al-Cha'biyyah) est créée au début de 1967. La Saïka, instrument de combat de cette organisation, est créée à son tour, lors d'un congrès constitutif, tenu en mai 1968. Le Congrès déclare que la Saïka est ouverte à tous les prolétaires arabes qui adhèrent à la stratégie du parti Ba'th. Grâce à l'aide syrienne. l'organisation se développe régulièrement, sans rencontrer d'obstacles matériels. Elle se renforce progressivement à partir de 1968, et s'impose par sa force et sa structure comme interlocuteur valable pour les différents régimes arabes. Bien qu'elle dispose de bases sur toutes les lignes du cessez-le-feu, c'est de Jordanie, et non du Golan, qu'elle lance ses premières opérations. Ses principaux dirigeants (Zouheir Mohsen, Abou Moussa, Youssef El-Bourji, Ahmad El-Chahabi, Mahmoud El-Maayta) sont connus pour être beaucoup plus des dirigeants politiques que des idéologues. La Saïka participe à toutes les tentatives pour réaliser l'unité nationale palestinienne, et est aujourd'hui considérée comme une des organisations de résistance qui comptent.

Idéologiquement, la Saïka, en tant que mouvement interarabe, a les mêmes positions théoriques et idéologiques que celles du parti Ba'th:

- création d'une société arabe socialiste et unifiée;
- existence d'un lien organique entre le nationalisme arabe et le socialisme scientifique ;
- nécessité de la lutte des paysans, ouvriers et intellectuels révolutionnaires contre la féodalité et la bourgeoisie arabe, incapables de réaliser la révolution démocratique nationale;
- la révolution palestinienne est partie intégrante de la révolution arabe et du mouvement de libération nationale des peuples opprimés;
- seule la guerre de libération populaire peut assurer la victoire d'un peuple satellisé (comme le peuple arabe), sous-développé et opprimé. Les armées régulières doivent soutenir la résistance tout en se préparant, elles aussi, à la bataille, car elles auront un rôle important à jouer;
- le but de la Saïka est la formation d'un État démocratique en Palestine, qui serait arabe et unitaire, dans la perspective d'un grand État arabe socialiste en Orient.

La Saïka est un mouvement de lutte armée à organisation para-militaire, doublée d'une structure politique allant de la base au sommet (commissaire politique). Elle a ses propres organisations de masses : sections féminines, sections de jeunesse, sections syndicales. Elle dépend en dernière instance du commandement général inter-arabe du parti Ba'th. Elle essaie d'assurer à ses militants une formation politique fondée sur les principes marxistes-léninistes. Selon Abou Moussa, un des dirigeants de l'organisation, le mouvement serait plus proche du Front démocratique populaire, mais « plus soucieux de tactique et plus réaliste » (Cf. Gérard Chaliand : La Résistance palestinienne, op. cit. p. 86). Nous avons extrait d'une déclaration de Zouhaïr Mohsen (au cours de la table ronde avec les dirigeants des autres organisations, publiée par Chou'un Filastiniyyah, février 1974),

ces quelques paragraphes qui résument la position de la Saïka après la bataille d'octobre 1973 et précisent la position de l'organisation sur la participation éventuelle des Palestiniens à la Conférence de Genève :

[...] La libération totale de la Palestine nécessitera d'autres guerres et prendra un certain nombre d'années. Comme la présence sioniste s'est développée, en force et en volume, progressivement et par étapes, le processus de son élimination doit être, lui aussi, progressif et par étapes. Telle est la situation réelle, comme elle se présente concrètement, et non comme nous nous l'imaginons dans nos rêves. C'est pourquoi la guerre d'octobre constitue un tournant qui, s'il n'est pas décisif, est quand même très important dans le conflit arabo-israélien. Nous devons prendre la guerre et ses résultats en considération. Nous devons, par conséquent, modifier les plans, les programmes et les moyens d'action que nous avions avant la guerre. J'insiste sur ce point parce qu'il y a encore certains responsables, même parmi les Palestiniens, qui continuent à raisonner avec la même mentalité qu'ils avaient avant octobre. Avant, la Résolution 242 des Nations-Unies était considérée comme le plafond des revendications que les Arabes pouvaient espérer réaliser dans le cadre d'un règlement. A présent, cette Résolution ne peut plus jouer ce rôle. Les concessions que nous étions prêts à faire avant la guerre d'octobre pour obtenir l'application de la Résolution 242 ne peuvent plus être envisagées, parce que l'équilibre des forces a changé et parce que nous sommes capables maintenant de poursuivre la lutte, et plus spécialement la lutte armée. Les revendications arabes et les moyens d'action mis en place doivent donc évoluer en concordance avec les événements dont la région est le théâtre depuis la guerre.

Le camarade Hawatmeh a fait allusion au plan américanoisraélo-hachémite qui vise à instaurer un règlement selon les conditions qui prévalaient dans la région avant la guerre. Ce plan peut être mis en échec par un front d'opposition qui regrouperait l'URSS, l'Égypte, la Syrie et l'OLP. Ce front élaborerait un programme minimum qui reprendrait nos exigences immédiates, dans l'étape actuelle. Et, sans un engagement solide de la part des membres de ce front d'opposition autour de ce programme, il ne sera pas facile de déjouer les tentatives de règlement bilatéral et celles tendant à imposer des solutions capitulardes dont le prix politique serait trop élevé. La solidarité entre les membres de ce front est indispensable si on veut éviter de faire des concessions fondamentales pour obtenir des gains secondaires et si on veut sauvegarder l'unité d'une position patriotique solide face aux tentatives visant à rétablir, dans la région, le statu quo. [...]

On ne peut pas accepter ou refûser, d'une façon absolue, telle ou telle forme d'action politique. Le rejet ou l'acceptation d'une quelconque forme d'action politique doivent être basés sur sa possibilité d'obtenir des résultats tangibles pour la réalisation de nos programmes immédiats. Et toute formule de refus adoptée après la guerre doit être tout à fait différente de celles adoptées avant la guerre, au temps où nous étions dans un état d'impuissance. Il était alors difficile, pour tout mouvement politique, de faire quoi que ce soit. Si on nous avait offert, à cette époque, les trois quarts de la Palestine, nous aurions considéré toute acceptation comme une forme de capitulation et une preuve de défaitisme. Les dirigeants qui auraient accepté une telle offre, se seraient trouvés dans une position très critique. Depuis la guerre, un nouveau sentiment est né. Il se caractérise par la volonté réaliste de poursuivre la lutte. Et tout gain obtenu est considéré comme un pas en avant vers d'autres gains et d'autres réalisations. Je ne crois pas que le problème fondamental auquel nous devions faire face, pour le moment, est celui du roi Hussein. Ce dernier symbolise, évidemment, un problème important, mais pas fondamental. Le vrai problème, le problème fondamental se trouve dans la possibilité d'accord entre les pays arabes et Israël. Si un règlement intervenait entre Israël et les pays arabes, notre mouvement ne serait plus en mesure de poursuivre la lutte [...].

L'OLP n'a pu entreprendre la lutte et la continuer que dans un état de belligérance entre Israël et les pays arabes. Si on met fin à cette situation, l'OLP ne pourra lui survivre. C'est pourquoi nous devons trouver une formule nouvelle qui permettra à l'OLP, dans le cas d'une telle éventualité, de continuer à exister et de poursuivre la lutte. Cette formule doit aussi garantir la survie, de la question palestinienne, éviter la dispersion du peuple palestinien et l'empêcher de retomber, de nouveau, dans les griffes du désespoir et de l'impuissance. [...] Notre objectif fondamental ou tactique, à cette étape, consiste donc à empêcher les États arabes de mettre fin à l'état de belligérance à un prix trop bas pour permettre au peuple palestinien de continuer la lutte et de préserver sa cause.

2. Le Front de libération arabe (Jabhat al-Tahrir al-Arabiyyah)

Le Front de libération arabe est créé en avril 1969 par le Ba'th irakien, sous la direction de Chaker Youssef, un intellectuel irakien, d'origine palestinienne. Le Front adhère au CLAP (Commandement de la lutte armée palestinienne) en août 1969, et à l'OLP en juin 1970. Il se développe considérablement en effectifs, au Liban, en Jordanie et en Irak, durant les années 1969-1970, mais il est interdit en Syrie. Sur le plan idéologique, le Front de libération arabe se considère comme une organisation frontiste inter-arabe, ouverte à tous les citoyens arabes désireux de participer à la lutte armée contre le sionisme et l'impérialisme. Il croit que la libération de la Palestine est liée étroitement à la réalisation de l'unité arabe et que l'instrument de la libération

(le Front et le Parti) doit être capable de réaliser cette unité. Il pense que la lutte populaire armée est le seul moyen capable de permettre une confrontation sérieuse et décisive avec un ennemi jouissant d'une supériorité technologique et militaire. Le Front estime, par ailleurs, que la lutte pour la libération de la Palestine permettra le développement des peuples arabes et le démantèlement de tous les appareils politiques des classes rétrogrades et anti-révolutionnaires. Enfin, le Front de libération arabe croit que le socialisme est la seule idéologie capable d'éveiller, de mobiliser et d'organiser les classes laborieuses et de permettre à ces masses d'assumer la direction du mouvement révolutionnaire, car elles sont les seules à pouvoir mener une guerre de libération nationale de longue haleine, jusqu'à la victoire.

3. Le Front populaire de libération, commandement général (Al-Jabhat al-Cha'biyyal al-Kiyàdah al-Amah)

Entre 1958 et 1961, une vingtaine de jeunes Palestiniens venus de Syrie, de Jordanie et du Liban, et dont plusieurs sont officiers dans les armées arabes, se rencontrent en Syrie, au moment où ce pays fait encore partie de la République arabe unie. Le groupe décide la création d'une organisation palestinienne pratiquant la guérilla contre l'ennemi israélien. En 1964, Ahmad Jibril (ex-officier de l'armée syrienne) met sur pied le Front populaire de libération. Les militants du Front sont recrutés en Jordanie, en Syrie et au Liban et subissent un entraînement militaire dans des camps tenus secrets du fait de l'hostilité des régimes arabes. Plusieurs d'entre eux seront d'ailleurs emprisonnés à plusieurs reprises. Le Front lance ses premières opérations au début de 1965 et engage un dialogue avec le Fa'th qui s'était alors imposé sur la scène palestinienne, en vue de leur fusion. Avant le 5 juin 1967, le Front populaire de libération a, à son actif,

95 opérations en territoire occupé par Israël. A ce moment, trois détachements opèrent simultanément :

- le détachement Abdel-Kader Al-Husseini (du nom du martyr de la guerre de 1948) opérant en Cisjordanie;
- le détachement Izzid Din Al-Kassam (du nom du martyr du soulèvement de 1933-1936) opérant en Syrie et au nord de la Jordanie;
- le détachement Abdel Latif Chrourou (du nom d'un martyr du Front populaire de libération tombé en 1965) opérant au sud-Liban.

Le 20 juin 1967 des représentants du Fath, du Front populaire de libération, de la section palestinienne du Mouvement nationaliste arabe et de la section palestinienne du parti Ba'th, constituent un bureau de coordination. Mais, deux mois plus tard, l'organisation ba'thiste (l'avant-garde de la guerre de libération populaire) se retire, suivie bientôt par le Fath, qui estime qu'il faut intensifier au plus tôt la lutte armée, alors que le Front populaire de libération pense qu'il faut encore développer l'organisation, entraîner davantage les cadres, et déconseille des actions qui lui apparaissent comme prématurées.

En octobre 1967, le groupe d'Ahmad Jibril se fédère avec deux autres groupes, les Héros du retour et les Jeunes de la vengeance, pour créer le Front populaire pour la libération de la Palestine. Mais, très rapidement, des divergences opposent le groupe d'Ahmad Jibril à la direction du Front populaire pour la libération de la Palestine qu'il accuse, entre autres choses, de s'ingérer dans les affaires internes des pays arabes. En octobre 1968, le groupe fait scission et se donne le nom de Front populaire / commandement général (FP-CG). Le FP-CG rejoint le CLAP et l'OLP à l'automne 1969.

Les combattants du FP-CG possèdent un haut niveau d'entraînement militaire. Ils sont connus parmi les autres groupes de fedayine pour être des combattants redoutables et efficaces. Sur le plan organisationnel, le Congrès du Front élit un pouvoir exécutif responsable devant lui et chargé collectivement d'exécuter la stratégie politique et militaire du mouvement.

L'orientation idéologique du mouvement peut se résumer comme suit : le FP-CG lutte pour la création d'un front national de toutes les forces patriotiques tout en préconisant une lutte de classes à l'intérieur du Front, et une lutte des forces de gauche contre les cadres bourgeois des organisations. Il considère que la lutte palestinienne est liée organiquement à la révolution arabe contre l'impérialisme. Il lutte pour libérer la patrie de l'occupation et de toutes les formes d'exploitation en vue de réaliser la justice sociale. Il estime que les forces réelles de la révolution sont les ouvriers, les paysans, les intellectuels révolutionnaires et les bourgeois nationaux acquis à la révolution. Il respecte la souveraineté des pays arabes, tant que ces pays ne l'empêchent pas d'accomplir sa tâche de libération. Il croit que la lutte palestinienne est liée à la lutte de tous les mouvements de libération dans le monde, car l'ennemi est un, et la cause de la liberté et de la dignité humaine est une. Enfin, le Front déclare que la liberté de croyance religieuse est un des droits essentiels de l'homme.

4. Front de lutte populaire palestinienne (Jabhat al-Nidal al-Cha'bi al-Falastini)

Constitué dans les territoires occupés en 1967, le Front s'étendit sur la rive Est du Jourdain, puis en Syrie et au Liban. Il participe au premier Congrès de la résistance palestinienne, au Caire du 17 au 20 janvier 1968, et rejoint le CLAP en septembre 1969. Par décision du Comité supérieur pour les affaires palestiniennes au Liban, datée du 26 novembre 1970, les activités du Front sont suspendues, ses bureaux sont fermés et ses armes saisies. La décision est motivée par le manque de discipline de certains éléments du Front. Mais elle est annulée en janvier 1971.

Idéologiquement, le Front lutte pour l'unité arabe. Il lutte aussi contre la grande bourgeoisie, la féodalité et toutes les classes alliées à l'impérialisme et dominées par lui, qui perpétuent le sous-développement de la Nation arabe. Mais le Front estime que la petite-bourgeoisie reste une alliée essentielle dans l'étape actuelle. Le Front considère, par ailleurs, que le peuple palestinien est l'avant-garde armée de la Nation arabe et le fer de lance de la révolution arabe. Il se veut ouvert sur le marxisme-léninisme et les expériences socialistes arabes.

5. Mouvement d'action pour la libération de la Palestine (Al-Harakat al-Amilah li-Tahrir Falastin)

Ce mouvement est dénommé parfois, suite à une mauvaise interprétation du sigle MALP, « Mouvement d'action de la lutte palestinienne » ou encore « Mouvement arabe pour la libération de la Palestine ». Constitué après la défaite de juin, fin 1967, ce mouvement groupe des médecins et des membres des professions libérales et, à sa tête, le Dr Al-Sartaoui. Le Mouvement participe au premier Congrès des organisations de Résistance, au Caire en janvier 1968. Il se met à la disposition d'Al-Assifa (branche militaire du Fath) et du comité militaire des organisations de résistance. Mais il se sépare d'Al-Assifa en novembre 1968. Il lui reproche des pratiques autoritaires et les privilèges accordés à ses dirigeants. Il se heurte au FPLP durant le mois d'août 1970. En octobre, certains de ses membres décident de réintégrer le Fath. En décembre 1970, ses bureaux sont fermés et ses membres sont arrêtés au Liban, à l'initiative du Fath.

Le Mouvement croit au lien organique entre la résistance palestinienne et la révolution arabe et combat toute tendance visant à faire de la lutte contre Israël une affaire purement palestinienne. Il croit à la nécessité de réaliser l'unité arabe et propose la création d'un Front des pays progressistes arabes. Il estime que la collaboration avec les armées régulières arabes est utile pour les forces de la résistance. Mais il reste fermement convaincu que, seule, la stratégie de la guerre populaire de libération est capable de conduire à la victoire, à condition que les masses arabes y participent et qu'il y ait une coordination avec les forces régulières arabes. Il se déclare enfin partisan d'actions contre les intérêts sionistes à l'étranger et entraîne des commandos-suicide à cet effet.

6. Organisation de la Palestine arabe (Mounatzhamat Falastin al-Arabiyyah)

Constituée en août 1969 par un groupe dissident du FP-CG, à la tête duquel se trouvait le Commandant Ahmad Zaarour, cette organisation entre au CLAP fin août 1969 puis rejoint l'OLP. L'organisation se dit ouverte à tous les « éléments » arabes acquis à la révolution nationale, socialiste et populaire. Ses mots d'ordre sont, en réalité, les mêmes que ceux de l'Union socialiste arabe en Égypte (liberté, socialisme et unité arabe). Elle est d'ailleurs d'allégeance égyptienne. Elle croit dans l'alliance avec toutes les forces et régimes nationaux et progressistes dans le monde arabe et la coordination avec les armées classiques arabes.

7. Organisation populaire pour la libération de la Palestine (Al-Mounatzhamat al-Cha'biyyah Li-Tahrir Falastin)

Constituée en 1964, l'OPLP s'étend en Jordanie, Syrie, Irak, Koweit et même dans certains pays européens. Elle groupe, au début, plusieurs ex-communistes et socialistes palestiniens et iordaniens, dont le leader est Faik Mouhammad Warred. Le 5 juin 1969, un groupe minoritaire de l'organisation rejoint le FDPLP, à la suite de divergences qui l'opposent au groupe majoritaire, et qui sont apparues au deuxième Congrès de l'organisation, tenu à Amman fin 1968. Le troisième Congrès, à Amman en juillet 1969, définit la stratégie adaptée à l'étape actuelle de la lutte. L'organisation adhère au CLAP le 22 février 1970. Elle s'inspire du marxisme, de tendance pro-chinoise. Elle attache beaucoup d'importance à la formation des cadres et au travail clandestin. Elle critique les régimes militaristes arabes, (RAU, Syrie, etc...), la « coexistence pacifique » et le « révisionnisme moderne ». L'OPLP estime que la révolution palestinienne est partie intégrante de la révolution prolétarienne arabe.

8. Les Partisans (Al-Ansars)

Constituées en mars 1970 par décision des partis communistes de Jordanie, Irak, Syrie et Liban, les forces des Ansars participent activement aux côtés des autres organisations de résistance, lors des batailles de juin et de septembre 1970, qui opposent l'armée jordanienne aux organisations palestiniennes. Les Ansars basent leur lutte sur les principes suivants:

- la lutte armée, ainsi que les autres formes de lutte contre l'ennemi, sont un devoir patriotique;
- la lutte du peuple palestinien contre l'ennemi israélien est liée organiquement à la lutte des masses populaires et du mouvement national de Jordanie;
- la lutte palestinienne est liée à celle du mouvement de libération et de progrès dans les pays arabes;
- la réalisation de l'unité nationale palestinienne est une condition essentielle de la victoire ;
- l'autodétermination du peuple palestinien, et la reconnaissance de son droit à décider de son sort sur sa propre terre, doivent être admises;
- il faut lutter contre toutes les solutions défaitistes et liquidatrices que les impérialistes et sionistes entendent imposer au peuple palestinien;
- la lutte palestinienne est liée à celle que mènent les forces de progrès, de paix et de socialisme et, à leur tête, l'Union soviétique, contre l'impérialisme et le sionisme international.

La position des Ansars est, en fait, ambiguë: comment cette organisation peut-elle lutter contre les solutions défaitistes (y compris les solutions « pacifistes ») alors qu'on sait pertinemment que l'Union soviétique, dont elle suit la ligne idéologique, accepte la Résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967?

9. Les Forces populaires de libération (Kouwat al-Tahrir al-Cha'biyyah)

Dès 1964, l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) et l'ALP (Armée de libération de la Palestine) financent une organisation de commandos, Abtal Al-Aoudah créée la même année par le mouvement nationaliste arabe. Mais cette organisation reste, en fait, autonome, bien que Choukeiri

prétende disposer d'un groupe de fedayine, sans doute pour contre-balancer l'influence grandissante du Fath. Très rapidement, le groupe des Héros du retour se renforce. Des étudiants et des ex-officiers de l'ALP s'y joignent. En octobre-novembre 1967, les Héros du retour fusionnent avec les Jeunes de la vengeance de Georges Habache et le groupe de Gibril pour former le FPLP. Par la suite, l'ALP forme un autre groupe de commandos, appelé les Forces populaires de libération, FPL, qui adhère au CLAP et est représenté au sein du Conseil national palestinien, CNP, depuis le 30 mai 1970, et au sein du CCRP (Comité central de la résistance palestinienne) depuis sa fondation, le 1er juin 1970. Ses principaux dirigeants sont connus sous les noms d'Abou Moussa et Abou Mahmoud. Ses bases principales sont installées dans la vallée du Jourdain (démantelées après septembre 1970 par l'armée jordanienne). Les FPL disposent de cellules en territoires occupés, et à Gaza.

10. Septembre noir (Ayloul al-Aswad)

Cette organisation clandestine s'est constituée après les massacres de Jordanie en septembre 1970, d'où le nom de « Septembre noir ». Elle s'est fait connaître par des opérations aussi audacieuses que fracassantes. Exécution du Premier ministre jordanien, Wasfi Al-Tall (un des principaux responsables des massacres d'Amman), en novembre 1971, détournement d'un avion belge sur Lod, en mai 1972, opération de Munich en septembre 1972, etc. Il semble qu'elle soit l'organisation la plus crainte en Europe. Ses éléments particulièrement déterminés travaillent dans la clandestinité la plus totale. C'est la raison pour laquelle nous ignorons tout de sa structure.

Il n'existe, à notre connaissance, aucun texte où Septembre noir

définisse lui-même son rôle par rapport à l'ensemble de la résistance palestinienne. Tout ce qu'on connaît de cette organisation provient des quelques communiqués, en général très brefs et toujours liés à l'une de ses opérations, et des documents publiés dans le bulletin Fath, mais visiblement inspirés par elle. Les communiqués et documents que nous reproduisons cidessous, nous éclairent sur la ligne stratégique et idéologique de l'organisation 1:

« Conformément à la ligne révolutionnaire que Septembre noir a tracée en frappant les ennemis de notre Révolution, et dans le cadre des opérations menées contre les intérêts impérialistes alliés du sionisme, le 5 août 1972, un de nos camarades a dynamité l'oléoduc de Trieste en Italie. Cet oléoduc de Trieste reçoit l'ensemble du pétrole en provenance du Proche-Orient, destiné à être acheminé vers l'Allemagne Fédérale et l'Autriche par le pipe-line des Alpes. L'organisation Septembre noir est fermement décidée à continuer la lutte conformément à sa ligne révolutionnaire, en poursuivant les ennemis de notre peuple là où ils se trouvent ». (Extrait du communiqué).

Communiqués de Septembre noir à propos de Munich, 1972 2 :

« Appel à tous les hommes libres du monde.

Par notre action révolutionnaire, nous ne visons pas à tuer des innocents : nous luttons contre l'injustice. Nous ne cherchons pas à troubler la paix : nous voulons faire comprendre au monde le sale rôle de l'occupation sioniste, et la véritable tragédie que vit notre peuple. Nous demandons à tous les

^{1.} Gilbert Mury: Septembre noir, collection « Idées Interdites », Sindbad, Paris, 1972. Nous empruntons à ce livre les documents et communiqués reproduits ci-dessous.

^{2.} L'agence palestinienne Wafa a publié, le lundi 11 septembre, une déclaration commune des fedayine de Septembre noir morts à Munich. Cette déclaration fut écrite avant le déclenchement de l'opération. Documents publiés dans le volume de Gilbert Mury, op. cit.

hommes libres du monde de comprendre notre méthode révolutionnaire qui vise à frapper les intérêts impérialistes dans le monde, à dévoiler les relations impérialo-sionistes et à agir pour que notre Nation arabe sache ce qu'est « Israël », et quels sont ses alliés. Nous faisons partie intégrante de la Révolution palestinienne armée qui, elle-même, fait partie du mouvement de la révolution arabe. Nous vous demandons de ne pas abandonner vos fusils en dépit des complots et des difficultés de la lutte. La terre ne sera libérée que par le sang. Le monde ne respecte que les forts. Nous ne serons pas forts en paroles, mais en mettant à exécution nos mots d'ordre. Nous nous excusons auprès de la jeunesse sportive mondiale si nous avons heurté sa sensibilité par notre opération. Mais nous voulons qu'elle sache qu'il existe un peuple dont la patrie est occupée depuis vingt-quatre ans. Ce peuple est torturé par un ennemi qui occupe une place parmi eux, à Munich. Peu importe l'endroit où nous serons enterrés, nos ennemis peuvent écorcher nos cadavres : nous souhaitons que la jeunesse arabe sache mourir au service de son peuple et de sa patrie. Fedayine de Septembre noir et de la Révolution palestinienne, nous vous appelons à poursuivre la lutte. Enfin, excusez-nous, ô frères; vous trouverez ici la somme de cinq cents dollars et trente-sept marks. Nous l'avons économisée pour la Révolution palestinienne, car nous savons qu'un jour viendra où vous aurez besoin de cette somme, bien qu'elle soit minime. Vive notre Peuple palestinien! Vive les révolutionnaires libres du monde! »

Réponse au président Nixon; communiqué de Septembre noir diffusé par l'agence palestinienne Wafa:

« Le président Nixon a été profondément « éprouvé » par ce malheur et a présenté ses « condoléances aux familles des victimes innocentes ». C'est en ces termes que la Maison blanche a réagi au lendemain de la trahison des autorités allemandes à la suite de laquelle sont tombés cinq martyrs de l'organisation Septembre noir. La Maison blanche a

ajouté que Nixon a parlé durant 8 minutes avec Golda Meir et, dans une interview accordée aux journalistes, il a traité les fedayine arabes de « gangsters internationaux de la pire espèce qui ne reculent devant rien pour réaliser leurs buts. » De toute façon, les paroles haineuses et démentes de Nixon ne peuvent nullement cacher les réalités suivantes :

- 1. Les fedayine de Septembre noir qui ont pris en otage l'équipe israélienne ne sont pas des « criminels assoiffés de sang » comme le prétend le président Nixon, sinon comment ce dernier peut-il expliquer qu'ils aient gardé vivants les otages durant des heures jusqu'à ce que la supercherie des autorités allemandes soit apparue (et à laquelle ont participé des Israéliens transportés par avion afin de capturer les fedavine et de les emmener à l'aéroport de Lod, comme l'espérait Davan). Comment Nixon peut-il expliquer le refus opposé par les fedavin palestiniens aux offres de sommes illimitées proposées par les autorités de Bonn? Les demandes de fedavine étaient précises et leur but était humanitaire. puisqu'il s'agissait de libérer des prisonniers détenus dans les geôles nazies sinistres de l'ennemi israélien. Sans la trahison allemande et le refus des autorités de Tel-Aviv, il ne se serait rien passé de tel.
- 2. Nous pourrions comprendre que l'on parle de « gangstérisme international » si l'on ne bombarde pas au napalm les enfants vietnamiens, si l'on ne lâche pas de bombes sur l'école de Bahr-el-Bakar en Égypte pour y exterminer des enfants, et si l'on n'est pas considéré par l'opinion internationale comme étant le plus grand criminel et le pire tortionnaire dans le monde entier. Nixon dont les mains sont pleines du sang du peuple vietnamien et qui est le premier responsable des horreurs et des destructions causées par les bombes à billes américaines au Vietnam. De plus, il est responsable du massacre du peuple palestinien à Amman, à Jérach et à Ajloun. Il n'est aucunement habilité à parler de « gangstérisme international »; il en est le chef.
- 3. Nous ne comprenons pas comment le sieur Nixon ose

demander une campagne mondiale contre ce qu'il appelle « terrorisme », alors que des manifestations ont éclaté de toutes parts dans le monde pour condamner l'assassin et le tortionnaire Nixon, exigeant la cessation de la sale guerre menée par les forces américaines contre le peuple vietnamien. C'est le comble de la dérision que le criminel, condamné unanimement de par le monde, demande à ce dernier de mener une campagne hostile à Septembre noir (dont les combattants ont été assassinés par les autorités allemandes et sionistes).

- 4. Nous n'avons jamais entendu Nixon, durant son mandat présidentiel ou auparavant, condamner les massacres perpétrés à l'encontre du peuple palestinien à Deïr-Yassin en 1948, à Kafr-Kassem en 1956, et à Amman en septembre 1970, et alors que les colonialistes nazis sionistes ont éventré des femmes enceintes et exterminé des vieillards et des enfants innocents. Nixon condamne une action qui n'aurait eu aucune suite sans la trahison des autorités allemandes et sionistes. Il eût suffi de libérer les Palestiniens prisonniers des sionistes. Par contre, il applaudit toujours aux crimes israéliens et les appuie en fournissant des bombes au napalm et autres engins de destruction!
- 5. Le pavillon de la délégation israélienne aurait dû être, en principe, celui de la délégation palestinienne, sans les crimes et les complots des impérialo-sionistes en général, et en particulier de l'impérialisme américain dirigé par Nixon, auxiliaire principal du racisme et du nazisme sionistes. Les crimes de Nixon et autres dirigeants impérialistes ont abouti à empêcher le peuple palestinien de participer aux Jeux olympiques, en le privant de tous ses droits. De même, ils ont empêché la libération des prisonniers palestiniens des prisons sionistes. Ni Nixon ni personne ne pourrait empêcher le peuple palestinien de retourner dans son cadre naturel, et cela pour des motifs autrement importants que les Jeux.
- 6. Le comportement insensé et enragé de Nixon, tant au Vietnam qu'ailleurs, et son attitude à l'égard des martyrs

de Septembre noir, victimes d'une supercherie à l'aéroport militaire américain de Munich, ne peuvent que nuire au peuple américain et le plonger dans l'abîme. Nixon complote contre les intérêts réels du peuple américain. »

Annexes



Chronologie palestinienne 1896 | 1974

Il s'agit d'une chronologie essentielle. Nous avons dû écarter les événements intervenus dans l'ensemble du Proche-Orient, à moins qu'ils ne soient en rapport direct avec la situation en Palestine et dans les territoires occupés. Pour établir cette chronologie, nous avons utilisé un certain nombre d'ouvrages dont la liste suit. Le lecteur en trouvera les références dans la bibliographie en fin de volume, lorsqu'ils sont consacrés aux Palestiniens et à la Résistance.

J. Berque, J. Couland, L. J. Duclos, J. Hamadard, M. Rodinson: Les Palestiniens et la crise israélo-arabe, (nous avons puisé largement dans la chronologie établie par Maurice Buttin, Olivier Carré et Maxime Rodinson, surtout pour les années 1969-1970); O. Carré: L'idéologie palestinienne de Résistance; J. Couland: Israël et le Proche-Orient arabe, Paris, 1969; A. Francos: Les Palestiniens; A. Goichon: Jordanie réelle; J.-C. Guillebaud: Les jours terribles d'Israël, Paris, 1974; M. Hussein: Les Arabes au présent, Paris, 1974; S. Jargy: Guerre et paix en Palestine; B. Khader: Histoire de Palestine; W. Laqueur: Histoire du sionisme, Paris, 1973; W. Laqueur: La vraie guerre du Kippour, Paris, 1974; J. Marlowe: The seat of Pilate; A. Miquel: L'Islam et sa civilisation, Paris, 1968; B. Quandt, Fuad Jaber, Ann Moseley Lesch: The politics of palestinian nationalism; N.-A. Rose: The Gentile Zionists, a study in anglo-zionist diplomacy 1929-1939, London, 1973. Ajoutons que les revues Chou'un Filastiniyyah et le Journal of Palestine Studies nous furent particulièrement précieux.

- 1896: Théodore Herzl, journaliste autrichien et correspondent de la Neue Freie Press de Vienne, lors de l'affaire Dreyfus en France, publie son livre « L'État Juif » (Der Judenstaat), manifeste qui déclenche le mouvement sioniste.
- 1897 : Premier congrès sioniste, à Bâle (29-31 août), adoption de plusieurs résolutions dont une tendant à créer un « foyer national » en Palestine. L'Organisation sioniste mondiale est créée.
- 1900 (vers): Il y a quelque 50 000 juifs en Palestine et environ 600 000 habitants arabes. Création du « Trust colonial juif » et de la « Commission pour la colonisation ».
- 1901 : Création du « Fonds national Juif ».
- 1905 : Le syro-palestinien Négib Azoury publie chez Plon, à Paris, Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque. Il met en garde contre la reconstitution de l'ancienne monarchie d'Israël.
- 1905-1906: A la suite de l'échec des révolutionnaires russes, des juifs débarquent en Palestine où ils établissent certaines colonies collectivistes (mochavim et kibboutzim).
- 1908 : Création de l' « Office palestinien » et de la « Société de mise en valeur de la Palestine », par les sionistes.
- 1909 Fondation de Tel-Aviv.
- 1913 : Congrès arabe de Paris qui exige l'auto-détermination des arabes.
 1915-1916 : Négociations Hussein-Mac-Mahon (14 juillet 1915-30 janvier 1916). En échange de la participation arabe à l'effort de guerre, les Alliés promettent un État indépendant englobant la Palestine.
 Avril-mai 1916 : Par les accords Sykes-Picot, la France et la Grande-Bretagne
- Avril-mai 1916: Par les accords Sykes-Picot, la France et la Grande-Bretagne se partagent le Proche-Orient en zones d'influences, sans tenir compte des promesses britanniques au chérif Hussein: Liban et Syrie à la France, Égypte, Neguev, Transjordanie et Irak à la Grande-Bretagne et le reste de la Palestine sous administration internationale.
- 10 juin 1916: Hussein Ibn Ali déclenche la guerre contre la Turquie, en tirant la première balle de son balcon contre la caserne turque de La Mecque. Les Britanniques lui adjoignent un de leurs agents comme « conseiller », T.-E. Lawrence (dit « Lawrence d'Arabie »). Les troupes d'Hussein vont faciliter la progression de l'armée du général anglais Allenby.
- 2 novembre 1917: Déclaration Balfour. Lord Balfour, secrétaire au Foreign Office, déclare aux dirigeants sionistes, au nom du gouvernement britannique, que celui-ci fera « tout ce qui est en son pouvoir » pour faciliter « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ».
- 10 décembre 1917 : Les Britanniques, commandés par le général Allenby, entrent à Jérusalem. Les Turcs se rendent. Une administration militaire britannique est instaurée. Les juifs sont alors 55 000, pour 580 000 arabes musulmans et 70 000 arabes chrétiens.
- 3 janvier 1919: L'émir hachémite Fayçal, fils du chérif Hussein Ibn Ali, signe, sur le conseil de Lawrence et du général Allenby, un accord avec Chaïm Weizmann, successeur de Herzl à la tête du mouvement sioniste, accord par lequel il accepte l'immigration juive en Palestine, à condition que les Alliés exécutent leurs promesses de constitution d'un grand État indépendant sous autorité hachémite.
- 1919 : Le président américain Wilson, sur lequel commencent à peser les pres-

sions sionistes, envoie une mission d'enquête — baptisée « mission King-Crane » — sonder l'opinion des Arabes; ceux-ci expriment leur volonté ferme d'obtenir la pleine indépendance de tous les pays du Proche-Orient, Palestine comprise.

Juin 1919: Le Congrès syrien, groupant les nationalistes arabes du Proche-Orient, condamne officiellement la Déclaration Balfour.

Mars 1920: Premiers heurts armés entre villageois arabes et colons sionistes, au nord de la Palestine.

8 mars 1920 : L'émir Fayçal est proclamé, à Damas, souverain du Royaume arabe de Syrie, comprenant la Syrie, la Palestine et le Liban actuels, ceci par le Congrès national syrien.

5 avril 1920: Émeutes à Jérusalem.

25 avril 1920: La conférence de San-Rémo, groupant la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, décide que la Palestine sera un territoire sous mandat britannique et que la Syrie et le Liban seront sous mandat français. La même année, Vladimir Jabotinsky met sur pied l'organisation militaire sioniste Haganah, qui agira souvent, aux côtés des forces de police britanniques, contre les arabes.

20 juillet 1920 : Le roi Fayçal de Syrie perd la bataille contre les troupes

françaises du Levant commandées par le général Gouraud.

25 juillet 1920 : Les troupes françaises entrent à Damas. Fayçal est renversé. Il recevra, en août 1921, le trône d'Irak placé sous mandat britannique jusqu'en 1927.

Décembre 1920 : Troisième congrès — baptisé cette fois non plus « syrien » mais « arabe », qui exige l'indépendance de la Palestine et l'établissement d'un gouvernement national, c'est-à-dire arabe, et réclame l'arrêt de l'immigration juive en Palestine.

1920-1921 : Émeutes à Jaffa. Les Bédouins de Galilée attaquent les établis-

sements sionistes.

Mars 1921 : Le Comité exécutif du congrès arabe rencontre le secrétaire d'État britannique aux colonies, Winston Churchill, en visite en Palestine et lui transmet ses revendications.

Mai 1921 : Quatrième congrès arabe à Jérusalem.

Juillet 1921: Une délégation du congrès arabe se rend à Londres où elle séjournera un an. Elle réunira des appuis politiques et populaires pour

la cause palestinienne.

24 juillet 1922: La Société des nations accorde à la Grande-Bretagne mandat sur la Palestine, en précisant que la puissance mandataire « aura la responsabilité de placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques qui permettront l'établissement du foyer national juif (...), le développement d'institutions autonomes, et qui permettront également de sauvegarder les droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine quelle que soit leur race ou leur religion (...) ». Le premier haut-commissaire britannique est un juif sioniste: Herbert Samuel. Il ouvre largement les portes à l'immigration juive, dont la communauté va doubler en 5 ans, et encourage les diverses organisations sionistes. 24 000 juifs sont maintenant établis dans le pays.

1922: Winston Churchill publie un ouvrage désapprouvant l'établissement du

foyer national juif en Palestine.

1923 : Abdallah, fils du chérif hachémite Hussein et frère de Feyçal, et qui fut roi d'Irak de mars à juillet 1920, renversé en même temps que Fayçal l'était en Syrie, est placé par les Britanniques sur le trône d'une Transjordanie créée artificiellement et qui restera sous mandat britannique jusqu'en 1946.

1896 / 1946

- 1896: Théodore Herzl, journaliste autrichien et correspondent de la Neue Freie Press de Vienne, lors de l'affaire Dreyfus en France, publie son livre « L'État Juif » (Der Judenstaat), manifeste qui déclenche le mouvement sioniste.
- 1897 : Premier congrès sioniste, à Bâle (29-31 août), adoption de plusieurs résolutions dont une tendant à créer un « foyer national » en Palestine. L'Organisation sioniste mondiale est créée.
- 1900 (vers): Il y a quelque 50 000 juifs en Palestine et environ 600 000 habitants arabes. Création du « Trust colonial juif » et de la « Commission pour la colonisation ».
- 1901 : Création du « Fonds national Juif ».
- 1905: Le syro-palestinien Négib Azoury publie chez Plon, à Paris, Le réveil de la nation arabe dans l'Asie turque. Il met en garde contre la reconstitution de l'ancienne monarchie d'Israël.
- 1905-1906: A la suite de l'échec des révolutionnnaires russes, des juifs débarquent en Palestine où ils établissent certaines colonies collectivistes (mochavim et kibboutzim).
- 1908 : Création de l' « Office paléstinien » et de la « Société de mise en valeur de la Palestine », par les sionistes.
- 1909 Fondation de Tel-Áviv.
- 1913 : Congrès arabe de Paris qui exige l'auto-détermination des arabes.
 1915-1916 : Négociations Hussein-Mac-Mahon (14 juillet 1915-30 janvier 1916). En échange de la participation arabe à l'effort de guerre, les Alliés promettent un État indépendant englobant la Palestine.
 Avril-mai 1916 : Par les accords Sykes-Picot, la France et la Grande-Bretagne
- Avril-mai 1916: Par les accords Sykes-Picot, la France et la Grande-Bretagne se partagent le Proche-Orient en zones d'influences, sans tenir compte des promesses britanniques au chérif Hussein: Liban et Syrie à la France, Égypte, Neguev, Transjordanie et Irak à la Grande-Bretagne et le reste de la Palestine sous administration internationale.
- 10 juin 1916: Hussein Ibn Ali déclenche la guerre contre la Turquie, en tirant la première balle de son balcon contre la caserne turque de La Mecque. Les Britanniques lui adjoignent un de leurs agents comme « conseiller », T.-E. Lawrence (dit « Lawrence d'Arabie »). Les troupes d'Hussein vont faciliter la progression de l'armée du général anglais Allenby.
- 2 novembre 1917: Déclaration Balfour. Lord Balfour, secrétaire au Foreign Office, déclare aux dirigeants sionistes, au nom du gouvernement britannique, que celui-ci fera « tout ce qui est en son pouvoir » pour faciliter « l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif ».
- 10 décembre 1917 : Les Britanniques, commandés par le général Allenby, entrent à Jérusalem. Les Turcs se rendent. Une administration militaire britannique est instaurée. Les juifs sont alors 55 000, pour 580 000 arabes musulmans et 70 000 arabes chrétiens.
- 3 janvier 1919: L'émir hachémite Fayçal, fils du chérif Hussein Ibn Ali, signe, sur le conseil de Lawrence et du général Allenby, un accord avec Chaïm Weizmann, successeur de Herzl à la tête du mouvement sioniste, accord par lequel il accepte l'immigration juive en Palestine, à condition que les Alliés exécutent leurs promesses de constitution d'un grand État indépendant sous autorité hachémite.
- 1919 : Le président américain Wilson, sur lequel commencent à peser les pres-

sions sionistes, envoie une mission d'enquête — baptisée « mission King-Crane » — sonder l'opinion des Arabes; ceux-ci expriment leur volonté ferme d'obtenir la pleine indépendance de tous les pays du Proche-Orient, Palestine comprise.

Juin 1919 : Le Congrès syrien, groupant les nationalistes arabes du Proche-Orient, condamne officiellement la Déclaration Balfour.

Mars 1920 : Premiers heurts armés entre villageois arabes et colons sionistes, au nord de la Palestine.

8 mars 1920 : L'émir Fayçal est proclamé, à Damas, souverain du Royaume arabe de Syrie, comprenant la Syrie, la Palestine et le Liban actuels, ceci par le Congrès national syrien.

5 avril 1920: Émeutes à Jérusalem.

25 avril 1920 : La conférence de San-Rémo, groupant la Grande-Bretagne, la France et l'Italie, décide que la Palestine sera un territoire sous mandat britannique et que la Syrie et le Liban seront sous mandat français. La même année, Vladimir Jabotinsky met sur pied l'organisation militaire sioniste Haganah, qui agira souvent, aux côtés des forces de police britanniques, contre les arabes.

20 juillet 1920 : Le roi Fayçal de Syrie perd la bataille contre les troupes

françaises du Levant commandées par le général Gouraud.

25 juillet 1920 : Les troupes françaises entrent à Damas. Fayçal est renversé. Il recevra, en août 1921, le trône d'Irak placé sous mandat britannique jusqu'en 1927.

Décembre 1920 : Troisième congrès — baptisé cette fois non plus « syrien » mais « arabe », qui exige l'indépendance de la Palestine et l'établissement d'un gouvernement national, c'est-à-dire arabe, et réclame l'arrêt de l'immigration juive en Palestine.

1920-1921 : Émeutes à Jaffa. Les Bédouins de Galilée attaquent les établis-

sements sionistes.

Mars 1921: Le Comité exécutif du congrès arabe rencontre le secrétaire d'État britannique aux colonies, Winston Churchill, en visite en Palestine et lui transmet ses revendications.

Mai 1921 : Quatrième congrès arabe à Jérusalem.

Juillet 1921: Une délégation du congrès arabe se rend à Londres où elle séjournera un an. Elle réunira des appuis politiques et populaires pour

la cause palestinienne.

24 juillet 1922 : La Société des nations accorde à la Grande-Bretagne mandat sur la Palestine, en précisant que la puissance mandataire « aura la responsabilité de placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques qui permettront l'établissement du foyer national juif (...), le développement d'institutions autonomes, et qui permettront également de sauvegarder les droits civils et religieux de tous les habitants de la Palestine quelle que soit leur race ou leur religion (...) ». Le premier haut-commissaire britannique est un juif sioniste : Hérbert Samuel. Il ouvre largement les portes à l'immigration juive, dont la communauté va doubler en 5 ans, et encourage les diverses organisations sionistes. 24 000 juifs sont maintenant établis dans le pays.

1922: Winston Churchill publie un ouvrage désapprouvant l'établissement du

foyer national juif en Palestine.

1923 : Abdallah, fils du chérif hachémite Hussein et frère de Feyçal, et qui fut roi d'Irak de mars à juillet 1920, renversé en même temps que Fayçal l'était en Syrie, est placé par les Britanniques sur le trône d'une Transjordanie créée artificiellement et qui restera sous mandat britannique jusqu'en 1946.

19 septembre 1923 : Le mandat britannique sur la Palestine entre en vigueur. 1925 : Création de l'association des travailleurs palestiniens, (qui comptera

\begin{split} 90 000 affiliés vingt ans plus tard).

1927: Les juifs sont au nombre de 150 000 en Palestine.

1928 : Insurrection d'une grande ampleur déclenchée par les paysans palestiniens, les Anglais procèdent à une répression terrible qui fait plusieurs milliers de victimes.

Le comité exécutif du Komintern publie un document dans lequel il affirme son soutien au mouvement de libération palestinien. Des insurrections pratiquement ininterrompues vont se succéder jusqu'au soulèvement de 1936.

Août 1929 : L'Agence juive est créée à Zurich. Elle deviendra un véritable gouvernement parallèle en Palestine.

Septembre 1929: Les Palestiniens attaquent les colonies sionistes, en particulier aux environs de Jérusalem, Haïfa, Bissan, Safed, Naplouse et Jaffa. Bilan des sept jours de combat: 116 Palestiniens tués, 232 blessés; 133 sionistes tués et 339 blessés.

1930 : A la suite de la condamnation à mort de 28 personnes, dont un juif, et de l'exécution de 3 d'entre eux qui avaient participé au mouvement de 1929, le rôle de la Commission exécutive du Congrès national palestinien fut dévoilé : elle qualifia ces héros, de « bandits, d'assassins et de terroristes ». Les Britanniques, devant les réactions populaires, invitèrent la Commission exécutive à empêcher le peuple de manifester; par un communiqué, le 25 juillet, elle préconisa la prière au lieu de la lutte. Les révoltes s'étendent cependant. L'état d'urgence est proclamé à Naplouse. Des cercles de lutte clandestine se constituent, notamment à Haifa.

18 septembre 1931: A la suite de ces événements, le Congrès national palestinien refuse toute collaboration avec le gouvernement britannique tant qu'il persistera à administrer directement le pays; il déclare impossible toute entente avec les sionistes et décide le boycott de tout ce qui pénètre dans le pays par la voie des douanes et de tous les services publics.

28 novembre 1931 : Conférence des Palestiniens chrétiens contre le colonialisme britannique et la pénétration sioniste.

1932 : Nouvelle Conférence palestinienne sous la présidence de Rassan Al-Khalidi.

1935: L'imam Azzedine Al-Kassam, religieux pauvre qui s'était vu refuser le droit de prêcher dans les mosquées par la féodalité religieuse dépendant du mufti de Jérusalem, prend le maquis contre les Britanniques sur les hauteurs de Haïfa, avec un groupe d'ouvriers palestiniens. Un groupe dissident de la Haganah forme une organisation terroriste indépendante, l'Irgoun, anti-britannique et anti-arabe, dont l'emblème est une carte de la région incluant les deux rives du Jourdain et un poing fermé sur un fusil, avec la devise « Seulement ainsi ».

Nouvelle conférence palestinienne, à Haïfa, sous la présidence de Yacoub Al-Husseini.

Les juifs sont au nombre de 355 000 en Palestine.

Novembre 1935: Une délégation, composée des chefs des six partis politiques arabes, réitère officiellement la vieille demande d'un gouvernement démocratique autonome et d'un parlement à majorité arabe. Deux autres exigences sont affirmées avec vigueur : l'arrêt immédiat de toute immigration juive et l'interdiction de tout achat de terre par les sionistes.

20 avril 1936-septembre 1939 : La mort au combat de l'imam Azzedine Al-Kassam provoque un soulèvement populaire contre les Britanniques. il immobilisera, à certains moments, le tiers de l'armée britannique. Grève générale pendant six mois. Le capitaine Orde Wingate, chargé de la répression a comme adjoint un sioniste : Moshé Dayan. Autour du mufti de Jérusalem se créent deux organisations de jeunesse paramilitaires : les Futuwah et les Nadjdjadah.

Des Syriens et des Irakiens (dont un contingent est commandé par Fawzi Al-Kaoukdji, futur commandant-en-chef de l'Armée de libération en 1948) viennent appuyer l'action des masses palestiniennes. Mais le soulèvement échoue, essentiellement à cause de la trahison

des féodaux.

1937 : Répression rigoureuse contre les patriotes palestiniens; des membres du Haut-comité arabe sont arrêtés et exilés aux Seychelles; le mufti de Jérusalem s'enfuit au Liban, il s'associera en 1941 à la révolte nationaliste de Rachid Al-Qaylani en Irak, puis partira en Iran, d'où il

gagnera l'Allemagne hitlérienne.

7 juillet 1937 : Publication du rapport de la commission royale conduite par Lord Peel et dépêchée à Jérusalem par le gouvernement de Londres : la commission propose la partition de la Palestine en trois parties : un État juif, un État arabe et une zone devant rester sous mandat britannique et comprenant Jérusalem, Bethléem, un corridor entre Jérusalem et Jaffa englobant Ramla et Lydda, le port d'Haïfa et les villes « mixtes » de Tiberias, Safad, Nazareth et Acre. L'État juif version Peel aurait compris toute la zone côtière jusqu'à Jaffa, la plus grande partie de la Galilée et une enclave au sud du corridor Jérusalem-Jaffa, tandis que l'État arabe aurait compris le reste de la Palestine, y compris Jaffa à laquelle il aurait eu accès par le corridor sous mandat... Le rapport Peel propose en outre que les finances de l'État arabe soient soutenues par une subvention annuelle de l'État juif...; il envisage l'octroi pratiquement immédiat d'un statut indépendant aux États juif et arabe, subordonné à la passation de traités avec la Grande-Bretagne qui réserveraient aux Britanniques le contrôle des affaires étrangères et de la défense.

8-10 septembre 1937 : Conférence arabe à Blondane, en Syrie. Rejet de la

partition proposée par la commission Peel.

1939: Les juifs sont au nombre de 445 000 en Palestine.

17 mai 1939: Les Britanniques, soucieux d'obtenir l'alliance des pays arabes, publient un Livre Blanc qui promet la création d'un État palestinien judéo-arabe indépendant dans les dix ans, des institutions autonomes immédiatement, et la limitation de l'immigration juive pendant cinq

Chaïm Weizmann proclame le loyalisme des sionistes pour la cause défendue par la Grande-Bretagne contre l'Allemagne hitlérienne. L'Irgoun s'engage à observer une trêve stricte à l'égard des autorités mandataires. Un régiment est formé, composé de bataillons juifs et arabes, destiné à se battre aux côtés des Alliés. Mais le plus fanatique des membres de l'Irgoun, Abraham Stern, fonde le groupe Stern qui refuse la trêve.

1942: Abraham Stern est abattu par les Britanniques; son groupe poursuit ses actions terroristes.

1943 : Churchill, maintenant que la victoire approche, se soucie moins des arabes, fait savoir à Weizmann que son gouvernement est décidé à accorder aux juifs pleine souveraineté sur une partie de la Palestine.

Les États-Unis commencent à intervenir réellement dans l'affaire palestinienne: Truman préférera envoyer les juifs en Palestine plutôt

que de les accueillir.

7 octobre 1944 : Les dirigeants arabes signent le Protocole d'Alexandrie dans lequel un article est réservé à la Palestine : « La Palestine est une partie importante des pays arabes. Aucune atteinte ne pourrait être portée aux droits des arabes de Palestine sans mettre en danger la paix et la stabilité du monde arabe. Les pays arabes affirment cependant leur sympathie

à l'égard des juifs persécutés d'Europe. »

Février 1945 : Ouverture au Caire de la conférence pour la création de la Ligue arabe. Le représentant de la Palestine, Moussa Al-Alami, n'y figure qu'à titre d'observateur. Le pacte de la Ligue déclarera cependant que la Palestine est indépendante de jure, et ses représentants autorisés à participer aux travaux. A ce moment, en Palestine, les juifs sont au nombre de 608 000 (soit onze fois plus que fin 1917) pour plus d'un million d'Arabes musulmans et 150 000 Arabes chrétiens.

Novembre 1945 : Formation du « Mouvement de résistance juive » groupant la Haganah (60 000 hommes, plus 2 000 appartenant à la Palmach, force mobile permanente), l'Irgoun (1 000 hommes) et la Stern (200 hommes).

1946 : Fin du mandat britannique sur le royaume de Transjordanie qui accède

à l'indépendance sous l'autorité du roi Abdallah.

29 juin 1946 : Les Britanniques passent à l'offensive et opèrent des arresta-

tions parmi les activistes sionistes.

22 juillet 1946 : Dynamitage par l'Irgoun du secrétariat général du Hautcommissariat britannique. Cent dix morts et quarante-sept blessés. Décembre 1946 : Congrès sioniste, à Bâle.

1947

2 avril : La Grande-Bretagne porte l'affaire palestinienne à l'ONU, sans pro-

poser de solution.

14 mai : L'ONU nomme une commission d'enquête, dénommée officiellement United Nations Special Committee in Palestine — UNSCOP, composée de représentants de l'Australie, du Canada, de la Tchécoslovaquie, du Guatémala, de l'Inde, des Pays-Bas, de l'Iran, du Pérou, de la Suède, de l'Uruguay et de la Yougoslavie, et présidée par le Suédois Justice Sandstrom. Les arabes refusent de négocier avec elle, tandis que les sionistes adoptent au contraire une tactique conciliante.

23 septembre : L'Assemblée générale de l'ONU décide de fonder un Comité ad hoc sur la question palestinienne, composé de tous les États membres. L'UNSCOP, divisé, présentera deux solutions possibles : un projet de partition, soutenu par la majorité en son sein, et un projet d'État

fédéral judéo-arabe, soutenu par un groupe minoritaire.

26 septembre: La Grande-Bretagne annonce son intention de renoncer au

mandat et d'évacuer la Palestine le 1er août 1948. 29 novembre : L'Assemblée générale de l'ONU adopte un plan de partage de la Palestine : un État arabe, un État juif et Jérusalem et Bethléem, avec les territoires adjacents, constitués en corpus separatum, mis sous tutelle de l'ONU. Les USA, l'URSS (dans le but d'affaiblir l'impérialisme britannique...), la France, votent la résolution; la Grande-Bretagne s'abstient. Les pays arabes et d'autres pays musulmans votent contre. Flambée anti-sioniste, anti-américaine, anti-soviétique dans les pays arabes. De Damas, le mufti Hadj Amine Al-Husseini réussit à rassembler autour de lui un nouveau courant nationaliste bourgeois. L'Irgoun et la Stern décident de mettre fin aux hostilités contre les Britanniques pour exercer leur terrorisme contre les arabes uniquement.

12-17 décembre : Réunion du conseil de la Ligue arabe qui annonce la décision des pays arabes de « mener jusqu'à la victoire la lutte dans laquelle les arabes ont été engagés, afin de réaliser l'indépendance et l'unité de la Palestine ». Il décide la création d'une Armée de libération ou « armée de secours » (« Djeich al-Inqadh ») d'au moins 3 000 hommes, dotés d'armes légères, dont le commandement est confié au général Fawzi Al-Kaoukdji (d'origine libanaise, ancien officier des troupes spéciales françaises en Syrie, il commandait un contingent syrien venu appuyer l'action des Palestiniens lors du soulèvement de 1936). L'entraînement de volontaires dans des camps situés en Syrie et au Liban est confié au général irakien Taha Hachemi. Cette armée sera formée de Syriens, d'Irakiens, de quelques Palestiniens mais aussi de Druses et de Circassiens. Les Palestiniens, commandés par le héros Abdelkader Al-Husseini (dont le secrétaire personnel était Yasser Arafat, actuel président du Comité exécutif de l'OLP et leader du Fath), réserve le secteur de Jérusalem. Les opérations étaient divisées en deux phases : avant le départ des Britanniques, opération de partisans; après l'évacuation, intervention des armées nationales.

18 décembre : La Haganah pénètre de nuit à Khissas, petit village près de la

frontière syrienne, blesse et tue de nombreux arabes.

1948

4 janvier : Le groupe Stern fait sauter le quartier général du comité national arabe à Jaffa. 14 morts et 98 blessés.

5 janvier : Le groupe Stern fait sauter l'hôtel Sémiramis à Jérusalem.

7 janvier : Attentat sioniste à la bombe, à Jérusalem, 15 tués et 41 blessés arabes.

9 janvier : Des unités encadrées par des officiers syriens (dont le colonel Adib Chichakly, futur dictateur de la Syrie, et le volontaire Akram Haurani, qui fondera par la suite le parti socialiste arabe syrien) entrent en Palestine.

5 mars: Fawzi Al-Kaoukdji, généralissime des volontaires quitte Damas et entre en campagne à la tête d'environ 5 000 hommes, avec quelques blindés et une batterie de 75, pour rejoindre les volontaires déjà sur place.

11 mars: Le Mouvement de résistance juive est reconstitué: Haganah, Irgoun et Stern vont désormais mener le combat en commun. La Tchécoslo-

vaquie fournit aux sionistes les armes.

9 avril: Deir-Yassin: l'Irgoun et la Stern massacrent 350 habitants du village qui est complètement rasé, et sur l'emplacement duquel sera construit un aérodrome. Les corps des victimes sont photographiés en gros plan, des reproductions de ces photos sont répandues dans les villages arabes

avec la légende : « Si vous ne partez pas, voilà ce qui vous arrivera ». 10 avril : Fawzi Al-Kaoukdji, encerclé par la Haganah, perd son artillerie. Abbelkader Al-Husseini est tué dans un engagement près de Jérusalem.

21 avril: Opération « Misparayim »: les sionistes s'emparent de Haïfa et, malgré les supplications du maire juif Shabetaï Levy, évacuent en quelques heures, par la terreur, les 80 000 habitants arabes qui forment la majorité de la population de la ville.

27 avril: Opération « Chametz »: les sionistes détruisent les villages arabes autour de Jaffa - qui doit rester arabe suivant le plan de partage de l'ONU - et évacuent 100 000 Palestiniens de la ville en 30 heures. Opération « Jevussi » autour de Jérusalem dans le but de s'emparer de la ville; échec. Opération, « Yitach » : les sionistes chassent les habitants palestiniens de la Galilée orientale.

Fin avril: La Grande-Bretagne ramène au 15 mai le terme de son mandat

sur la Palestine.

2 mai : Opération « Matatech », 20 000 personnes doivent se réfugier en Syrie.

5 mai : Massacre opéré par les sionistes à Beit El-Khoury. 11 mai : Opération « Gideon », occupation de la vallée de Beïsan. La population de Bédouins semi-sédentaires est refoulée.

12 mai : Opération « Barak » : La population des villages arabes autour de Bureir, sur la route du Neguev (Al-Naqab), est refoulée vers Gaza.

- 14 mai : Opération « Ben Ami » : occupation d'Acre (Akka), expulsion des habitants arabes de la Galilée occidentale. Opération « Pichfork » : occupation des quartiers résidentiels arabes de la ville neuve de Jérusalem, 60 000 habitants sont évacués vers le Jourdain. Opération « Shififon » : tentative d'occupation de la vieille ville de Jérusalem. (N.B. : les opérations sionistes citées plus haut furent réalisées en application du plan Dalet, mis au point dès la décision de partition. Huit d'entre elles furent lancées hors de la zone donnée aux sionistes par l'ONU. Le septième et dernier haut-commisaire britannique en Palestine quitte le pays. A Tel-Aviv, Ben Gourion proclame « la création de l'Etat d'Israël », comprenant tous les territoires occupés par la force par les sionistes et dont l'étendue ne fera qu'augmenter au cours des prochains mois. Seize minutes après, les USA reconnaissent Israël de facto. Les armées régulières des États membres de la Ligue arabe entrent en principe en guerre. En fait, seuls l'Égypte (avec 10 000 hommes), la Syrie (avec 3 000 hommes), l'Irak (avec 1 500 hommes) et la Transjordanie (avec 5 000 hommes) engageront leurs armées. La Légion arabe franchit le Jourdain. A ce moment, 450 000 Palestiniens ont déjà été expulsés de leurs villages... La commission politique de l'ONU adopte une proposition franco-américaine — aussitôt ratifiée par l'Assemblée générale - sur l'envoi d'un médiateur qui devra « promouvoir un règlement pacifique de la situation future en Palestine ».
- 15 mai : Deux colonnes égyptiennes pénètrent dans le Neguev (Al-Naqab), qu'elles contrôlent; une de celles-ci fera sa liaison avec l'armée transjordanienne.

17 mai : Reconnaissance de jure d'Israël par l'URSS.

19 mai : Le comte suédois Folke Bernadotte, l'emportant sur le Belge Paul Van Zeeland, est nommé médiateur de l'ONU en Palestine.

28 mai : La Légion arabe occupe la vieille ville de Jérusalem. Le roi Abdallah de Transjordanie vient prier à la mosquée d'Omar et se rend au Saint-Sépulcre en signe de solidarité avec les Palestiniens chrétiens.

- 29 mai : Les forces irakiennes, après quinze jours de combats acharnés, réussissent à pénétrer en Palestine. Les Syriens, après avoir fait pénétrer leurs troupes en Basse-Galilée, doivent défendre leur frontière. Le Liban, dont les 1 000 hommes de troupe sont commandés par le général Fouad Chehab, futur président de la République contribue symboliquement à la guerre. La physionomie générale du front est à peu près fixée : la légion arabe transjordanienne occupe la partie de la Palestine attribuée aux Arabes par l'ONU, sauf en Galilée (Al-Jalil) où les sionistes occupent la partie occidentale; le Neguev (Al-Naqab) est occupé par les Égyptiens, mais les colonies sionistes y subsistent cependant. Le Conseil de sécurité de l'ONU décrète une trève d'un mois sur proposition de la Grande-Bretagne, qui l'emporte sur une proposition americano-soviéto-française visant à condamner les pays arabes et à leur appliquer des sanctions.
- 11 juin : Une suspension d'armes de quatre semaines est acceptée avec interdiction de l'immigration des juifs susceptibles de pouvoir combattre et embargo sur toutes les livraisons d'armes à destination du Proche-Orient. Les sionistes en profitent pour multiplier les acheminements clandestins d'armes; un pont aérien fonctionnant jour et nuit est établi entre la Tchécoslovaquie et Tel-Aviv.
- 27 juin: Soutenu par les USA, et surtout par la Grande-Bretagne, Bernadotte propose aux belligérants un « plan » pour le règlement pacifique du conflit, à savoir une union englobant la partie de la Palestine attribuée aux Arabes par l'ONU et la Transjordanie, avec possibilité de fédération avec Israël qui renoncerait au Neguev et recevrait en compensation la Galilée occidentale. Et internationalisation de Jérusalem. Les deux camps rejettent le plan, bien que le roi Abdallah de Transjordanie y soit assez favorable.
- 8 juillet : Reprise des combats. Les sionistes sont à présent mieux organisés et mieux armés, tandis qu'Abdallah est disposé à négocier avec ces derniers dans l'espoir d'annexer la partie de la Palestine attribuée aux Arabes par l'ONU; mais son plan se heurte à la fois au mufti Amine Al-Husseini et au roi d'Egypte.
- 9 juillet : Création d'un conseil administratif de la Palestine, sous la présidence d'Ahmad Hilmi Pacha et de Djamal Husseini, cousin du mufti.
- 11 juillet : Dayan et ses colonnes occupent Lydda, créant délibérément la terreur; toute la population de la ville (30 000 personnes) fuit.

 12 juillet: Occupation de Ramla par les sionistes; 60 000 Palestiniens sont
- chassés de la ville.
- 15 juillet : Le Conseil de sécurité de l'ONU ordonne aux belligérants de suspendre les hostilités à compter du 19 juillet, avec menaces de sanctions.
- 20 juillet : Sous la pression de la Grande-Bretagne, qui suspend temporaire-ment les versements destinés à l'entretien de la Légion arabe, la Ligue se déclare « obligée » d'accepter le cessez-le-feu. Le mufti forme alors une armée palestinienne.
- 24 août : L'Irak et la Transjordanie décident de former une armée unique sous commandement irakien, pour faire échec à la Syrie et à l'Égypte. L'armée du mufti est mise dans l'obligation de modérer ses interven-
- 12 septembre : Le conseil administratif de la Palestine se transforme en un gouvernement pan-palestinien installé à Gaza et reconnu par tous les pays arabes sauf la Transjordanie.
- 17 septembre: Le comte Bernadotte et le colonel français Sérot sont abattus

à Jérusalem par des terroristes sionistes appartenant à la Stern; Friedmann-Yellin est arrêté par le gouvernement sioniste, mais sera amnistié et siègera plus tard au parlement sioniste. L'Américain Ralph Bunche deviendra le successeur intérimaire de Bernadotte.

1er octobre : Le gouvernement pan-palestinien se voit adjoindre une Assemblée nationale de 83 membres qui élit le mufti comme président. Une conférence groupant 5 000 notables se réunit à Amman pour dénoncer le « gouvernement fantoche de Gaza » et réclamer « la réunion de la Palestine à la couronne hachémite ».

14 octobre: Les forces sionistes engagent des combats dans le Neguev (Al-Naqab) contre les Égyptiens, qui étaient restés jusqu'alors pratique-

ment inactifs.

21 octobre: Les sionistes occupent la capitale du Neguev (Al-Nagab): Beersheba.

28 octobre : Les sionistes encerclent dans Falouga 3 000 Égyptiens, qui soutiendront héroïquement le siège pendant trois mois, sous les ordres du général soudanais Taha Bey. Parmi eux : le commandant Gamal Abd El-Nasser.

16 novembre : Le conseil de sécurité adopte une résolution présentée par le Canada, la Belgique et la France qui « décide qu'(...) il sera conclu un armistice dans tous les secteurs de la Palestine » et « invite les parties directement impliquées dans le conflit à rechercher immédiatement (...)

un accord par voies de négociations ».

1er décembre : La Grande-Bretagne propose à la Commission politique de l'ONU le plan MacNeil: Haïfa et Lydda seraient transformées en zones franches, les réfugiés arabes pourraient regagner leurs foyers ou recevoir des indemnités et une commission de conciliation prendrait la place du médiateur.

11 décembre : L'Assemblée générale ratifie le plan MacNeil et désigne les États-Unis, la France et la Turquie pour participer à la commission de conci-

liation, qui s'installera à Jérusalem.

14 décembre : Les sionistes installent leur parlement à Jérusalem.

16 décembre : Abdallah se proclame roi de Palestine.

21 décembre : Abdallah remplace Hadj Amine Al-Husseini, mufti de Jérusalem, par le cheikh Issam Al-Dine Djarallah.

1949

13 janvier : Début des pourparlers de Rhodes entre Égyptiens et sionistes, sous l'égide de Ralph Bunche. Les délégations siègent séparément, le médiateur de l'ONU faisant la liaison entre elles.

24 janvier : Le roi Abdallah se proclame souverain de Jordanie.

28 janvier : La France et la Grande-Bretagne reconnaissent Israel de facto. 24 février : Signature de l'armistice égypto-sioniste. Il y est précisé : « En aucun cas, la ligne d'armistice ne devra être considérée comme fune frontière politique ou territoriale ». Les sionistes refusent, en effet, de fixer leurs frontières par écrit en invoquant le précédant des 13 États-Unis d'Amérique qui sont devenus 50...

10 mars : Malgré l'armistice, les sionistes occupent Umm Rechrach sur le Golfe d'Akaba; ils en feront le port d'Eilath.

23 mars: Accord d'armistice entre le Liban et Israël.

3 avril : Accord d'armistice entre la Transjordanie et Israël.

11 mai : Entrée d'Israël à l'ONU.

20 juillet : Accord d'armistice entre la Syrie et Israël. Seul l'Irak refuse de signer tout accord d'armistice. Au total, les sionistes ont conquis, en supplément à ce qui leur a été attribué par l'ONU, 36 % de territoire. L'Égypte administre Gaza. Jérusalem est coupée en deux. Un million d'arabes ayant dû quitter leurs foyers et leurs terres sont parqués dans des camps à Gaza, en Transjordanie et au Liban, vivant des dons de l'ONU. Certains d'entre eux vont militer au sein de la section palestinienne du Baath (Parti socialiste de la renaissance arabe).

23 août: L'ONU crée une mission économique pour étudier la situation des réfugiés palestiniens, présidée par l'Américain Gordon Glapp; le rapport final de cette mission démontrera l'inanité de dissocier les aspects

économiques et politiques du problème.

8 décembre : Résolution de l'ONU portant création de l'Office de secours et de travaux des Nations-Unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA), qui installera son quartier général à Beyrouth et ouvrira un bureau

à Genève.

9 décembre : L'ONU rappelle aux États concernés que la ville de Jérusalem, y compris les villes et villages qui l'entourent, dont Bethléem, doit être établie en corpus separatum sous régime international spécial, et administrée par les Nations-Unies. Les juifs sont 1 000 000 en Palestine.

1950

24 avril : Le roi Abdallah est plébiscité en Cisjordanie palestinienne et en Transjordanie. Création du royaume hachémite de Jordanie, avec Amman pour capitale. Le colonel Abdallah Tall, commandant transjordanien de la Légion arabe, se réfugie au Caire et y divulgue les clauses d'un accord secret Abdallah-Ben Gourion.

25 mai: Déclaration anglo-franco-américaine affirmant que les trois gouvernements s'opposent à une course aux armements entre Israël et les

pays arabes.

1951

Date non précisée: Création par le médecin palestinien chrétien Georges Habbache du Mouvement nationaliste arabe — MNA (Haraka Al-Kawmiyine Al-Arab), à partir d'une association assez souple de clubs politiques regroupant des étudiants au sein des diverses universités arabes et de cercles de jeunes gravitant autour de personnalités nationalistes. Ce mouvement connaîtra un développement relativement important de 1952 à 1958 au Liban, en Syrie, en Irak et en Jordanie.

20 juillet : Le roi Abdallah de Jordanie est tué par balles devant la mosquée

Al-Aqsa de Jérusalem.

Décembre : Massacre d'Igrith opéré par les sionistes.

Date non précisée : Yasser Arafat est élu président de la Fédération des étudiants palestiniens; il occupera ce poste jusqu'en 1956. 6 janvier : Massacre sioniste à Bethléem.

1953

Au cours de l'année: Les juifs sont 1 500 000 en Palestine. Les sionistes exproprient 70 000 des 110 000 hectares de terre appartenant aux 270 000 arabes restées dans les territoires occupés, « pour raison de sécurité ».

28 février : Raid sioniste sur Gaza.

2 mai : Hussein, fils d'Abdallah, lui succède à la tête du royaume de Jordanie.

Juillet: Massacre sioniste à Al-Tirah.

Septembre: L'Égypte déclare officiellement le blocus du golfe d'Akaba (qui est sous sa juridiction) afin d'empêcher le ravitaillement d'Israël par le port d'Eilath. Massacre sioniste à Abou Gosh.

1954

28-29 mars: Massacre sioniste à Nahhaline. Nasser prend le pouvoir en Égypte.

28 avril : Raid sioniste sur Gaza; 40 morts. 31 août : Massacre sioniste à Khan Younis.

1955

Autonne: Les autorités militaires égyptiennes commencent à créer des centres d'entraînement de commandos, à organiser des bases, à mettre en place un véritable État-major chargé de coordonner les raids en territoires occupés.

11-12 décembre : L'armée sioniste attaque la Syrie. Massacre d'El-Buteira.

1956

Date non précisée : Les premiers groupes du Mouvement de libération natio-

nale de la Palestine (Haraka Al-Tahrir Al-Ouatin Al-Falastin-Fath) sont mis sur pied, à Gaza et Koweit, par de jeunes Palestiniens, dont Yasser Arafat.

26 juillet: Nasser nationalise la compagnie du canal de Suez.

10-11 octobre: Massacre sioniste à Qualkilia.

19 octobre : Massacre sioniste à Kafr-Kassem.

- 23 octobre : Accord secret, à Sèvres (France), entre la Grande-Bretagne, la France et Israël.
- 29 octobre : Seconde agression sioniste d'envergure, avec occupation de Gaza, du Sinaï et de Charm El-Cheikh. Nouveau massacre à Kafr-Kassem : les sionistes y assassinent de sang-froid 42 Arabes. L'un des responsables du massacre, Gabriel Dehan, sera nommé par la suite « préposé aux affaires arabes » de la ville de Ramla.

31 octobre: Déclenchement de l'agression franco-britannique contre l'Égypte; occupation de Port-Saïd.

2 novembre : L'assemblée générale de l'ONU adopte une résolution américaine demandant le retrait des troupes israéliennes, françaises et britanniques.

5 novembre: L'URSS propose aux USA une action militaire conjointe pour arrêter l'agression.

- 7 novembre : L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution canadienne portant création d'une force d'urgence devant assurer la relève des troupes d'occupation, et qui sera placée sous le commandement du général Burns.
- 24 décembre : Les forces franco-britanniques quittent l'Égypte. Les sionistes amorcent une évacuation par étapes des territoires occupés lors de l'agression du mois précédent.

Fin décembre : Les sionistes refusent le stationnement des forces de l'ONU sur les territoires qu'ils contrôlent.

1957

8-9 mars: L'armée sioniste est ramenée sur les lignes d'armistice de 1949. Les forces de police de l'ONU prennent position sur les territoires évacués par les sionistes et occupent Gaza. Avril: Un régiment égyptien entre à Gaza.

1958

Mai: Les Américains débarquent au Liban.

Automne: Le général Kassem, chef d'État irakien, annonce la formation d'une « armée palestinienne et une imminente campagne de libération de la patrie usurpée ». L'ancien mufti de Jérusalem, Hadj Amine Al-Husseini, se rend à Bagdad pour établir un plan commun. Nasser prend l'initiative de la création, à Damas, de l'Union nationale palestinienne, organisation politique calquée sur celle de Gaza.

Le Fath sort le premier numéro de son bulletin « Notre Palestine », dans lequel un appel est lancé à tous les Palestiniens engagés dans les différents partis arabes pour qu'ils abandonnent ces activités, au profit de la seule Palestine.

1962

1er février : Massacre sioniste à El-Tawafik.

Mars: Par décret, Nasser fait du territoire de Gaza un territoire palestinien indépendant, doté d'une Constitution spéciale, mais dont le pouvoir exécutif est assuré par un gouverneur général nommé par le président égyptien et assisté d'un Conseil exécutif.

1963

Date non précisée : Création à Gaza de l'Union des travailleurs palestiniens, sous la direction d'Housni Salah.

19 juin : Mort d'Ahmad Hilmi, président du « gouvernement fantôme » de la Palestine, titulaire du siège de la Palestine à la Ligue arabe.

1964

13-16 janvier: Nasser convoque au Caire la première conférence au sommet des chefs d'État arabes pour décider des mesures de rétorsion à prendre contre les sionistes qui viennent de terminer les travaux de captation des eaux du Jourdain. Seuls les Syriens préconisent une guerre immédiate contre les sionistes. La conférence décide de constituer un commandement unifié, sous l'autorité du général égyptien Ali Amer, de détourner les affluents du Jourdain et de créer « l'entité palestinienne ». Ces trois résolutions resteront lettre morte: lorsque les Syriens entreprendront de creuser le premier canal de dérivation, une attaque sioniste arrêtera net les travaux, il en sera de même pour les Jordaniens; quant aux Libanais, ils creuseront un petit canal large de deux mètres, inefficace. Le projet de commandement unifié ne connaîtra pas un meilleur sort, les unités d'élite égyptiennes étant engagées au Yémen, aux côtés du régime républicain, et l'Irak étant mobilisé par le conflit du'Kurdistan.

Mars: Première conférence de l'Union des travailleurs palestiniens à Gaza.

28 mai : Création à Jérusalem de l'Organisation de libération de la Palestine-OLP, composée essentiellement de notables et de gros commerçants.

5-11 septembre: Seconde conférence an sommet des États arabes, au cours de laquelle les délégués s'entendent sur la composition du Comité exécutif de l'OLP, pour mieux contrecarrer l'action du Fath et les menées du Haut-comité du mouvement féodal Al-Hayat Al-Arbiya (La vie arabe) de l'ancien mufti de Jérusalem Al-Husseini, qui est maintenant soutenu par Ryad et Amman. Grâce à l'appui de Nasser, le notable Ahmed Choukeiri, avocat devenu homme d'affaires et diplomate au service du régime saoudien, est nommé à la tête de l'OLP.

25 décembre : Première opération du Fath en Palestine occupée, dirigée contre les installations de détournement du Jourdain.

1965

ler janvier : Création d'Al-Assifa (La tempête), section militaire du Fath. Premier communiqué.

Juin: Massacre sioniste à Acre.

Septembre: Troisième conférence au sommet des États arabes à Casablanca, qui adopte un « protocole » destiné à mettre un terme aux polémiques interarabes.

1966

13 novembre : Incident le plus grave depuis la guerre de 1956 : les sionistes attaquent le village d'Al-Samoua, au sud d'Al-Khalil (Hébron), en Cisjordanie, faisant 18 morts et 50 blessés. De très graves émeutes éclatent dans les principales villes de Cisjordanie contre le régime hachémite; la population réclame des armes.

25 novembre : Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte, à l'unanimité moins une abstention (la Nouvelle-Zélande), une résolution blâmant Israël

pour l'attaque sur Al-Samoua.

1967

Premier trimestre: Création par la branche palestinienne du Baath d'un l'organisation Avant-garde de la guerre de libération populaire et d'un instrument de combat, les commandos de la Saïka (La foudre).

7 avril : Raid aérien sioniste dans le ciel de Damas, six Migs syriens sont abattus. Dès lors, les Syriens vont acculer Nasser à sortir de sa réserve.
 7 mai : Le premier ministre sioniste Levy Eshkol rend la Syrie responsable des actions du Fath.

- 12 mai : Le général sioniste Rabin déclare : « L'objectif de la prochaine opération militaire contre la Syrie serait le renversement du régime à Damas ».
- 18 mai: Mahmoud Ryad, ministre des Affaires étrangères de la RAU annonce que son pays retire son consentement à la présence des troupes de l'ONU sur son territoire.
- 19 mai : Les forces égyptiennes prennent position dans Charm El-Cheikh. L'armée de libération palestinienne, dépendant de l'OLP mais placée sous commandement égyptien, occupe les anciennes positions de l'ONU à Gaza.
- 26 mai : En pleine nuit, l'ambassadeur soviétique au Caire réveille Nasser pour l'adjurer de ne rien entreprendre qui puisse « provoquer » les sionistes.
- 28 mai : Nasser se rend en personne à l'État-Major de l'armée afin d'empêcher le lancement d'une offensive décidée par le maréchal Abd El-Hakim
- 30 mai : Hussein de Jordanie signe au Caire un pacte de défense mutuelle qui place la Légion arabe sous commandement égyptien.
- 5-10 juin: Troisième agression sioniste, appuyée par les USA. Très graves défaillances dans l'appareil militaire égyptien. Occupation par les sionistes de Gaza, de Charm El-Cheikh (contrôlant le détroit de Tiran et par conséquent le golfe d'Aqaba), du Sinai jusqu'au canal de Suez, de la vieille ville de Jérusalem et de toute la Cisjordanie, ainsi que du Golan (soit des territoires quatre fois plus étendus que ceux précédemment occupés, dans lesquels les sionistes vont déchaîner la répression contre la population, provoquant de nouveaux exodes, et à partir desquels ils vont mener d'innombrables actions militaires, quasiquotidiennes, contre les pays voisins). Nasser ferme le canal de Suez.
- 7 juin : Le Conseil de sécurité de l'ONU, y compris l'URSS, vote le cessezle-feu au Proche-Orient. Il consacre l'occupation des nouveaux territoires par les sionistes.
- 9 juin: Les sionistes acceptent le cessez-le-feu, ainsi que la RAU, puis la Syrie. L'Algérie et l'Irak le refusent. Nombreuses manifestations antisoviétiques dans les pays arabes; les autorités étoufient les dénonciations de la collusion entre l'URSS et les USA. Nasser annonce sa démission au profit du vice-président Zakariya Mouhiyeddine, notoirement pro-américain. Le peuple descend dans la rue, réclamant son maintien à la tête du pays. Le nombre des réfugiés palestiniens s'élève maintenant à 2 300 000, dont 290 000 dans les territoires occupés situés entre Jérusalem et le Jourdain, 400 000 dans le territoire occupé de Gaza, 750 000 en Transjordanie (parmi lesquels 400 000 à la suite de la guerre de juin 1967; 340 000 y vivent dans des camps de toile et 150 000 à Amman), 310 000 au Liban, 240 000 en Syrie, 150 000 au Koweit, 35 000 en RAU, et plus de 120 000 dans d'autres pays.
- 11 juin : Destruction au bulldozer, par les sionistes, de 155 maisons occupées par des arabes, et formant la majeure partie du quartier de Magharba, limitrophe de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem.
- 20 juin : Al-Assifa transfère son commandement général en territoire occupé. La résistance va se développer, soutenue par l'infrastructure politique, militaire, sanitaire, économique et culturelle mise en place dans les camps de réfugiés et les pays arabes limitrophes, malgré les hésitations des régimes comme ceux de Jordanie et du Liban, partagés entre leur crainte de représailles sionistes et celle des réactions populaires.
- 27 juin : Annexion par les sionistes de la partie de Jérusalem.

Chronologie

Juin-juillet: Les sionistes détruisent systématiquement toutes les maisons et tous les bâtiments des villages arabes occupés de Yalou, Beit-Nouba et Imwas (Emmaüs), près de Latroun, et plantent des eucalyptus sur leur site. Les villages de Bethawa, Bethmersia, Jiftik, Nozerat, les trois quarts de la ville de Qalqilia subissent le même sort.

3 juillet : L'Organisation arabe du Sinaï, créée pour libérer le Sinaï, commence

ses opérations.

4 juillet: L'Assemblée générale de l'ONU, dans une résolution, considère que les mesures prises pour modifier le statut de la ville de Jérusalem sont « non valides » et demande à Israël de « rapporter toutes les mesures déjà prises ». Les pays qui entretiennent des consulats à Jérusalem — USA, France, Grande-Bretagne, Italie et Belgique — maintiennent d'ailleurs chacun deux consulats situés, l'un dans la Vieille Ville, et l'autre dans la partie occupée par les sionistes depuis le 14 mai 1948.

17 juillet : Première opération, depuis le 5 juin, des commandos palestiniens dans les territoires occupés : une charge explosive est placée dans le

poste de police d'Ivtan.

8 août : Grève générale de toute la population arabe de Jérusalem pour pro-

tester contre l'annexion de la ville.

29 août-1er septembre: Quatrième Conférence au sommet des États arabes, à Khartoum, en l'absence de la Syrie. Reconciliation de Nasser et de Fayçal à propos du Yémen. L'embargo sur le pétrole est levé. Une solution politique et non militaire du conflit est préconisée, bien que les principes traditionnels « pas de reconnaissance, pas de négociation, pas de paix » soient toujours réaffirmés.

31 août: Les sionistes exproprient 11,6 hectares comprenant 595 immeubles occupés par des Arabes aux alentours de la mosquée Al-Aqsa, à

Jérusalem.

Novembre: Naissance du Front populaire de libération de la Palestine — FP LP, conséquence de la fusion de trois groupes de fedayin: les Jeunesses de la Vengeance, organisation armée de la section palestinienne du Mouvement nationaliste arabe — MNA de Georges Habache, créée fin 1966; les Héros du Retour, formation créée à l'origine par l'OLP, et qui finit par acquérir une certaine indépendance; le Front de libération populaire — FLP d'Ahmed Jibril, fondé entre 1958 et 1961, et qui avait établi entre 1965 et début 1967 une certaine coordination avec le Fath.

22 novembre : Une résolution britannique est adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU, elle affirme la nécessité de l'évacuation des territoires occupés lors de la guerre de juin 1967; de la fin de l'état de belligérance; de la reconnaissance de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de frontières sûres pour chaque État de la région, garanties par des mesures comprenant la création de zones démilitarisées; de la liberté de navigation dans le golfe d'Aqaba et dans le canal de Suez; du « juste règlement du problème des réfugiés ». Cette décision est acceptée par la RAU, la Jordanie et le Liban, et rejetée par les organisations palestiniennes, l'Algérie, la Syrie, l'Irak et Koweit.

23 novembre : Gunnar Jarring, ambassadeur de Suède à Moscou, est nommé médiateur de l'ONU; il installera son quartier général à Nicosie

(Chypre).

24 décembre : Mis en minorité au sein du Conseil exécutif de l'OLP, Ahmed Choukeiri démissionne, il est remplacé à la présidence de l'organisation, à titre provisoire, par Yahia Hammouda, avocat.

16-19 février : Lors d'un congrès, au Caire, sept organisations de commandos se groupent en trois formations militaires qui rejoignent le Fath.

17 février : Hussein de Jordanie condamne catégoriquement les activités des

commandos palestiniens.

21 mars: Brillante victoire des combattants palestiniens. Les sionistes veulent s'emparer de la ville de Karameh, en Jordanie, où est établi un camp de 6 800 réfugiés palestiniens. Ils sont repoussés en subissant de très

lourdes pertes.

Juin : Création d'un comité de coordination groupant le Fath, l'OLP et son armée de libération palestinienne et la Saîka. Une direction militaire commune est créée et certains communiqués militaires sont pour la première fois signés conjointement. Un Conseil national palestinien, sorte de parlement, est constitué à Amman.

3 juin : Mort du héros antisioniste Roger Coudroy, français né en Belgique,

tombé dans les rangs du Fath, en territoire occupé.

5 juillet : Dayan déclare : « Depuis le retour à Sion, il y a cent ans, un double processus est engagé : la colonisation et l'expansion des frontières (...) Nous n'avons pas encore atteint le terme de la route que nous avons empruntée. C'est le peuple d'Israël qui déterminera les frontières de son État (...) Derrière les lignes actuelles du cessez-le-feu, il existe de nouvelles lignes qui s'étendent au-delà du Jourdain, et il est possible qu'elles arrivent au Liban et au centre de la Syrie ».

10 juillet : Au Caire, première réunion du Conseil national palestinien : « pas de solution de compromis, pas d'État palestinien fantoche, unification

des divers mouvements. »

Automne : Plusieurs groupes rejoignent le Fath, dont les Palestiniens libres, la brigade Khaled Ibn Walid, Jetafa, des éléments des Phalanges de la Victoire. Première des rencontres secrètes, à Londres, entre Hussein et Abba Eban.

5 novembre : Intervention de la Légion bédouine d'Hussein contre les commandos palestiniens, échec. Hussein en est réduit à négocier son

maintien au pouvoir.
22 novembre: La RAU fait savoir qu'elle accueillerait favorablement une conférence des « Quatre Grands », prônée par la France en vue d'un règlement.

22 décembre : L'URSS préconise une négociation par étapes pour l'exécution de la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967.

28 décembre : Raid sioniste contre l'aéroport civil de Beyrouth, 13 avions détruits.

1969

1er janvier : Premier communiqué du Fath.

Janvier : Le Front de libération populaire - FLP d'Ahmed Jibril quitte le FPLP pour agir sous la dénomination de Front populaire - Commandement général/FP-CG.

- 6 janvier : La France décide l'embargo sur les livraisons d'armes destinées à Israël.
- 15 janvier : La direction de l'OLP prend la décision d'accueillir tous les mouvements de résistance au sein de l'organisation.
- 31 janvier: Une délégation du parti communiste d'URSS se rend à Tel-Aviv pour assister au XVIe congrès du Rakah (parti israélien pro-soviétique, dit « pro-arabe »); d'autres partis pro-soviétiques y envoient également des délégations. Le PC roumain, invité, se récuse, vu ses relations cordiales avec le Maki (parti communiste israélien prosioniste). Le congrès du Rakah se prononce pour l'application de la résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967.

 1-4 février: Au Caire, le Conseil national palestinien (CNP) se réunit en Congrès national palestinien. Le FPLP n'y participe pas. Le conseil décide de créer une commission militaire unifiée des organisations représentées au Congrès, appelée provisoirement « Commandement des forces populaires », et qui prendra par la suite la dénomination
- 1-4 février: Au Caire, le Conseil national palestinien (CNP) se réunit en Congrès national palestinien. Le FPLP n'y participe pas. Le conseil décide de créer une commission militaire unifiée des organisations représentées au Congrès, appelée provisoirement « Commandement des forces populaires », et qui prendra par la suite la dénomination de Commandement de la lutte armée palestinienne CLAP, ou Commandement unifié de la Résistance palestinienne CURP. Yasser Arafat est élu président de l'OLP. Élection du nouveau Conseil exécutif de l'OLP, dirigé par Yasser Arafat et, comprenant des membres du Fath, de la Saïka, et des personnalités indépendantes.
- 23 février : Nouvelle scission au sein du FPLP : l'aile gauche, sous la direction de Nayef Hawatmeh, crée le Front populaire démocratique de libération de la Palestine FDPLP.
- Avril : Création du Front arabe de libération de la Palestine de Chaker Youssef, d'inspiration baathiste-branche irakienne.
- 9 avril : En son nom et au nom du président Nasser, Hussein présente un « plan de paix » pour le Proche-Orient reprenant les points de la résolution du 22 novembre 1967.
- 10 avril : L'OLP publie une déclaration indiquant notamment : « Bien que nous reconnaissons l'aide immense accordée par l'URSS aux États arabes, il est de notre devoir de dire que l'URSS a tort pour ce qui est du problème palestinien, qu'elle ignore les droits du peuple palestinien sur son territoire et son devoir sacré de le libérer. »
- 14 avril : Lss organisations palestiniennes rejettent le « plan de paix » d'Hussein.
- 16 avril : L'OLP appelle les juifs de Palestine à la révolte contre les dirigeants sionistes.
- 23-24 avril: Sanglants affrontements entre la police et l'armée libanaises et les Palestiniens. Grandes manifestations de protestation organisées par les Libanais à Beyrouth, Sidon et Tripoli.
- 5-6 mai : Combats entre l'armée libanaise et un commando de la Saïka.
- 5 juin : Grève générale à Jérusalem et Naplouse pour le second anniversaire de l'agression de juin 1967.
- 6 juin : Manifestation à Jérusalem pour commémorer la « journée des martyrs palestiniens ».
- 24 juin : Charles Hélou, président du Liban se déclare favorable à une expulsion des commandos palestiniens du Liban.
- 3 juillet : Le Conseil de sécurité de l'ONU déclare nulles les mesures prises par Israël pour modifier le statut de Jérusalem.
- 5 juillei : Les services de renseignements sionistes tentent d'assassiner Yasser Arafat en lui adressant un colis piégé.
- 31 juillet: Hussein déclare qu'après la libération de la Cisjordanie, les Palestiniens « jouiront du droit à l'autodétermination ».

- 5 août : Troisième scission au sein du FPLP : une fraction dirigée par Ahmed Zaarour forme le Front de la lutte Populaire palestinienne, qui adhère au CLAP et rejoint le Fath.
- 21 août : Incendie criminel de la mosquée d'Al-Aqsa, un des sanctuaires de l'Islam. Importantes manifestations de protestation à Jérusalem.
- 26 août : Tirs de roquettes effectués par Al-Assifa contre les forces d'occupation à Jérusalem.
- 28 août: Au camp de Nahr-El-Bared, près de Tripoli, les militaires libanais tentent d'empêcher la construction d'un bâtiment destiné à abriter le siège du Fath et du CLAP.
- 1-6 septembre: Réunion, au Caire, de la sixième session du Congrès national palestinien (en l'absence du FPLP). Le congrès d'admettre en son sein le FDPLP et le Front populaire commandement général, ainsi que la création d'une cour révolutionnaire.
- 3 septembre : Les sionistes inaugurent un nouveau quartier, réservé aux juifs, à l'est de Jérusalem.
- 6 septembre : Élection d'un nouveau comité exécutif de l'OLP. Yasser Arafat est réélu à la présidence, trois des onze membres du Comité sont remplacés.
- 22-25 septembre: Réunion à Rabat de la première conférence islamique. Vingt-cinq pays sont représentés — dont la Palestine par l'OLP, à titre d'observateur —; l'Irak et la Syrie n'y participent pas.
- 8 octobre : La RAU annonce qu'elle est disposée à régler pacifiquement son conflit avec Israël, par le truchement de négociations indirectes et selon la formule employée à Rhodes en janvier 1949. Un porte-parole du Fath dénonce le « mythe de Rhodes ».
- 14 octobre : Le FPLP, de Georges Habache adhère au Commandement de la lutte armée palestinienne.
- 15 octobre : Attentat à la roquette contre le siège de l'OLP à Beyrouth, opéré par les services secrets sionistes.
- 20 octobre-1er novembre: Violents tirs de l'artillerie et des blindés libanais contre les commandos du Fath à Majdal-Selm et Chous (Sud-Liban). Graves incidents dans le nord du pays, près de la frontière libanosyrienne et près de Beyrouth. Vastes manifestations de protestation à Amman, Damas et Bagdad. Grève générale dans les principales villes libanaises.
- 22 octobre : Au cours d'un attentat à Haïfa, Israëli Galili, ministre de l'information sioniste, est grièvement blessé.
- 26 octobre : Les sionistes détruisent le village d'Halhoul, en Cisjordanie, en représailles de la mort d'un officier tué par un commando.
- 3 novembre: Au Caire, élaboration d'une convention entre les organisations palestiniennes, représentées par Yasser Arafat, et l'armée libanaise, représentée par le général Émile Boustany, qui s'engage à faire cesser les combats contre les fedayin. Rentré à Beyrouth, il devra présenter sa démission.
- 3 décembre : « Karameh » libanais; les sionistes attaquent une base de fedayin dans la région d'Arcoub, ils sont repoussés.
- 10 décembre : Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU consacrée aux « droits inaliénables » des Palestiniens.
- 12 décembre : Adhésion du FPLP à l'OLP.
- 21-23 décembre : Cinquième conférence au sommet des États arabes, à Rabat, essentiellement consacré à la Palestine. Pour la première fois, la délégation palestinienne présidée par Yasser Arafat ne siège plus

comme « observateur » mais en tant que membre de plein droit, avec droit de vote.

26-29 décembre : Réunion du premier congrès international des Comités de soutien à la Palestine : 200 délégués représentent 14 pays. Un Bureau d'information est créé à Alger.

1970

9 février : Sommet « des pays du champ de bátaille », au Caire.

10 février : Ordonnance jordanienne imposant aux organisations de résistance une « réglementation de droit commun ».

12 février : Combats à Amman, un communiqué jordano-palestinien, consacré

au retrait de l'ordonnance du 10 février, est signé.

13 février : Un commandement unifié de résistance, CURP, est formé en Jordanie, présidé par G. Habache. Le CURP exige la formation en Jordanie d'un « gouvernement patriotique (watani) qui jouisse de la confiance du peuple ».

19-22 février : Négociations entre le CURP (représenté par Arafat) et le gouvernement jordanien. Les clauses de l'accord restent secrètes.

30 mai-4 juin : Septième congrès du Conseil national palestinien à Amman. Adoption de la plate-forme proposée par le CURP et constitution d'un commandement de la Résistance, CCRP, présidé par Arafat.

commandement de la Résistance, CCRP, présidé par Arafat.
5-11 juin : Nouvelle crise jordano-palestinienne. Un accord est signé le 10, avec l'exigence de la démission des chefs jordaniens. Habache annonce qu'une zone libre sera constituée en Jordanie, un « État proprement révolutionnaire ».

19-22 juin : Tournée de Khadhafi au Proche-Orient, il conteste la guerre populaire. Réunion à Tripoli des chefs d'États-majors des pays arabes « progressistes ». Formation d'un comité des Quatre présidé par Kaït Ahmed qui enquêtera en Jordanie.

10 juillet : Accord entre la Jordanie et le CCRP, grâce au comité des Quatre.

23-26 juillet : Rogers, Nasser et Hussein acceptent le plan Rogers.

24 juillet: Le CCRP refuse le plan Rogers.

28 août: Session extraordinaire du Conseil national palestinien, à Amman.

Résolution en huit points, rejetant l'idée d'un « État palestinien tampon », et exhortant les peuples arabes et l'armée jordanienne à résister aux tentatives de liquidation de la résistance et de négociation.

2 septembre : De source jordanienne, il y aurait eu un attentat manqué contre le roi Hussein.

9-14 septembre : Série de détournements d'avions vers Zarqa (Jordanie) par le FPLP.

15-25 septembre : Combats sanglants entre la Résistance et l'armée jordanienne. Plusieurs milliers de morts des deux côtés. Intervention syrienne provoquant des menaces israélo-américaines. Envoi d'une mission d'enquête à Amman, dirigée par Numeïri, chef de l'État soudanais. Accord le 25, entre Arafat, Numeïri et Hussein, mettant provisoirement fin aux affrontements. (Accord du Caire).

28 septembre : Mort de Nasser qui venait d'accueillir les belligérants et Numeïri.

1er et 13 octobre : Accord entre l'armée royale jordanienne et les fedayin, sous
les auspices d'un comité supérieur arabe dirigé par le Tunisien

B. Ladgham, aidé d'une commission de contrôle (militaire) composée d'officiers de différents pays arabes. Accord d'Amman entre le Résistance et le régime jordanien qui permettra à Hussein de réduire la Résistance, grâce à des clauses secrètes.

18 octobre : Bombardement jordanien des positions palestiniennes dans le

nord de la Jordanie.

28 octobre : Nouveau gouvernement jordanien, présidé par Wasfi El-Tall. 3 novembre : Affrontement entre l'armée jordanienne et les fedayin, à Amman. 9 novembre : Constitution de la Fédération tripartite Égypte-Syrie-Libye.

13 novembre : Coup d'État en Syrie. Assad prend le pouvoir.

16 novembre: Nouveaux affrontements entre l'armée jordanienne et la Résistance, à Irbid et à Jérash.

13 décembre: Nouvel accord entre la Résistance et le gouvernement jordanien.

1971

9 janvier : Affrontements entre l'armée jordanienne et la Résistance.

13 janvier : Nouvel accord — « définitif et complet » — entre le gouvernement jordanien et la Résistance.

16 février : Nouveaux affrontements à Amman.

28 mars: Appel d'Arafat aux pays arabes pour mettre fin aux attaques jordaniennes.

30 mars: La RAU retire ses représentants au comité arabe (chargé de veiller au maintien de la trêve entre armée jordanienne et Résistance).

Mars: VIII^e Conseil national palestinien: nouveau rejet d'un « État tampon ». 6 avril : Les fedayin se retirent d'Amman.

o avril : Les fedayin se retirent d'Amman.

17 avril : Proclamation de la Fédération des républiques arabes (Égypte-

Syrie-Libye).

4 juin : Création du Front national progressiste palestinien, dont l'objectif est de « renverser le régime stipendié d'Amman ».

Juillet: Neuvième conseil national palestinien.

13-17 juillet : Très graves affrontements entre l'armée jordanienne et la Résistance au Nord. La Jordanie liquide le dernier réduit tenu par les Palestiniens.

18 juillet : Hussein déclare nul l'accord du Caire.

31 juillet-2 août: Sommet arabe restreint à Tripoli, condamnant le roi Hussein et exigeant de la Résistance qu'elle se joigne au « commandement unifié de la Nation arabe ».

Août: Répression israélienne à Gaza. Destruction de maisons, déplacement de familles entières, ouverture de larges voies à travers les camps de réfugiés.

13 août: Hussein remet un « papier de travail » aux émissaires Sakkaf (Arabie saoudite) et Kholi (RAU) pour un accord avec la Résistance.

14 août : Déclaration d'Arafat acceptant le principe de négociations avec Hussein.

15 août: Rejet du projet d'accord par Hawatmeh.

3 septembre: Rencontre, à Djeddah, entre représentants jordaniens et palestiniens. Échec.

13 septembre : Reprises des pourparlers de Djeddah. Nouvel échec.

25 septembre : Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution déclarant

« nulles et non avenues » les « mesures et dispositions prises par Israël pour modifier le satut de la partie arabe de Jérusalem ».

1er octobre : Arafat rencontre le roi Fayçal, lors de la visite de celui-ci au Liban.

4 novembre : Retour d'Arafat après un voyage à Moscou et Berlin-Est.

8 novembre : Reprise des négociations de Djeddah.

26 novembre: Suspension de ces pouparlers.

27 novembre : Le gouvernement militaire israélien décide des élections municipales en Cisjordanie qui auront lieu au printemps 1973. Protestation jordanienne.

28 novembre : Wasfi El-Tall est assassiné au Caire par un commando de Septembre Noir.

12 décembre : Le roi Hussein déclare que les arabes ne sont pas prêts pour une guerre contre Israël.

1972

- 24 janvier : Manifestation des « Panthères noires » d'Israël contre le XXVIII° Congrès mondial sioniste, à Jérusalem.
- 13 février : Déclaration de Moshe Dayan. Pour lui, un règlement de paix doit prendre en considération le fait que « Charm El-Cheikh, les hauteurs du Golan, Jérusalem et la rive occidentale du Jourdain font partie de notre patrie.)

de notre patrie ». 25-28 février : Occupation militaire israélienne de plusieurs villages libanais de la région d'Arkoub.

 10 mars: Le Front populaire révolutionnaire (FPRLP) se sépare du FPLP.
 14 mars: Annonce du plan Hussein, prévoyant, après un accord israélojordanien, « une province palestinienne » au sein d'un « royaume arabe

17 mars : Déclaration de la Résistance s'opposant au plan Hussein.

28 mars : Élections municipales dans la région de Naplouse.

6-15 avril : Rupture entre l'Égypte et la Jordanie. Congrès populaire palestinien, préparatoire au Xe Conseil national palestinien tenu à huis clos du 11 au 15 avril.

2 mai : Élections municipales dans la région de Jérusalem.

8 mai : Quatre commandos se réclamant de Septembre Noir détournent un Bœing de la Sabena et le contraignent à se poser sur l'aéroport de Lod. Le lendemain, des parachutistes israéliens déguisés en mécaniciens prennent l'ayion d'assaut : 3 tués et 4 blessés.

niciens prennent l'avion d'assaut : 3 tués et 4 blessés.

30 mai : Trois japonais appartenant au FPLP débarquent à Lod et, à l'aéroport, tirent sur la foule : 28 morts (dont le frère de l'actuel président

israélien) et 87 blessés.

27 juillet : Déclaration soviétique de soutien au « mouvement de résistance

palestinien ».

5 septembre: Aux Jeux olympiques de Munich, une opération tentée par un commando de Septembre Noir se termine tragiquement. La police allemande, conseillée par des experts israéliens, ouvre le feu à l'aéroport, alors que commando et otages embarquaient.

16-17 septembre : Opérations israéliennes de représailles au Liban-Sud :

des dizaines de victimes civiles.

- 28 septembre : Sadate invite les Palestiniens à former un gouvernement provisoire.
- 29 septembre : L'OLP répond qu'elle est seule habilitée à décider du sort des Palestiniens.
- 16 octobre : Assassinat de Wail Zoueiter, représentant de l'OLP à Rome.

27 octobre : Visite d'une délégation palestinienne à Moscou.

- 29 octobre : Détournement d'un avion de la Lufthansa par des fedayin de l'Organisation de la jeunesse nationaliste arabe, et libération des trois fedayin de Septembre Noir détenus en Allemagne.
- 27-29 novembre: Premier congrès à Beyrouth du Front de soutien à la Révolution palestinienne, groupant les partis progressistes de divers pays arabes.
- 7 décembre : Israël annonce le démantèlement d'un réseau de sabotage comprenant des juifs israéliens.
- 8 décembre : Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU invitant » les Etats à ne pas reconnaître les changements opérés par Israël dans les territoires occupés. »
- 28 décembre : Opération de Septembre Noir à Bangkok.

1973

- 4-12 janvier: XXe session du Conseil-national palestinion.
- 9 janvier : Mort dans un hôpital parisien de Mahmoud Al-Hamchari, représentant de l'OLP en France, issue tragique d'un attentat dont il a été victime d'un mois auparavant.
- 25 janvier : Assassinat de Hussein Abou El-Kheir à Chypre.
- 26 janvier : Septembre Noir assassine un agent secret israélien, à Madrid. 7-15 mars : Tension soudano-palestinienne, à la suite de l'opération de Septem-
- bre Noir contre l'ambassade d'Arabie saoudite à Khartoum.
- 3-9 avril : Protestations égyptiennes, syriennes, et jordaniennes auprès de l'ONU contre l'acquisition, par les ressortissants israéliens, de terrains situées dans les territoires occupés.
- 10 avril: Assassinat à Beyrouth, par les Israéliens, de trois dirigeants palestiniens: Kamal Nasser, Kamal Adwan, Abou Youssef.
- 18 avril : Ygal Allon, vice-président du conseil israélien, présente le plan qui porte son nom, il prévoit l'annexion d'un tiers de la Cisjordanie et le maintien de Jérusalem sous souveraineté israélienne.
- 30 avril-12 mai : Vifs accrochages entre l'armée libanaise et les fedayin (plus de 200 morts).
- 20 juin : L'OLP rejétte la proposition de partage de la Palestine, proposée par le délégué égyptien au Conseil de sécurité de l'ONU.
- 9 juillet: Georges Habache critique durement les projets tunisiens et égyptiens de création d'un État palestinien, « projets défaitistes qui n'aboutiront qu'à la reconnaissance de l'entité sioniste ».
- 10 août: L'aviation israélienne oblige un avion libanais, censé transporter le Dr. Habache, à atterrir sur l'aérodrome militaire d'Haïfa.
- 10-12 septembre : Rencontre, au Caire, de Sadate, Assad et Hussein. Les Palestiniens protestent contre cette réhabilitation du souverain hachémite.
- 14 septembre: Hussein déclare l'amnistie générale pour les détenus politiques.

- 15 septembre : Le gouvernement syrien ferme la station de radiodiffusion de la Résistance.
- 28 septembre: Opération de fedayin palestiniens à Vienne. Affaire des émigrants juifs russes en transit à Vienne. Bruno Kreisky, chancelier autrichien, décide de fermer le centre de transit de Schœnau, ouvert en 1964 par l'Agence juive.
- 6 octobre : Offensive militaire conjuguée des forces égyptiennes et syriennes. Début de la « guerre du Ramadan ».
- 7 octobre : Nationalisation par l'Irak des avoirs d'Exxon et de Mobil Oil. 8-11 octobre : Contre-offensive israélienne. Échec des réunions du Conseil de
- 11 octobre : Établissement d'un pont aérien entre les États-Unis et Israël.
- 14 octobre : Boumediène se rend à Moscou, il s'entretient avec Brejnev seize heures durant.
- 16 octobre: Les parachutistes du général Sharon franchissent le Canal. Discours de Sadate, il annonce qu'il est prêt à se rendre à une conférence de paix. Les États du Golfe annoncent une hausse du prix du pétrole de 17 %. Kossyguine arrive au Caire.
- 17 octobre : Les États arabes producteurs de pétrole annoncent une baisse de la production de 5 % chaque mois, jusqu'au retrait d'Israël de tous les territoires occupés depuis 1967.
- 21 octobre : Les États arabes producteurs de pétrole décident l'embargo sur leurs exportations en direction des États-Unis et des pays accusés de soutenir Israël.
- 22 octobre : Une résolution déposée conjointement par les États-Unis et l'URSS est adoptée par le Conseil de sécurité. Elle stipule que les combats devront cesser le jour même. L'Égypte fait savoir qu'elle accepte le cessez-le-feu. Kissinger arrive à Jérusalem. Israël accepte le cessez-le feu... mais poursuit les combats.
- 23 octobre : L'armée israélienne s'efforce de parachever l'encerclement de la IIIe armée égyptienne.
- 24 octobre : Le conseil de sécurité réitère sa demande de cessez-le-feu. La Syrie accepte le cessez-le feu.
- 25 octobre : Les États-Unis décrètent l'alerte nucléaire. Kissinger prévient Dayan que les troupes israéliennes devront arrêter leur avance sur la rive ouest du Canal. Le sénateur Jackson révèle que la mise en état d'alerte de plusieurs bases américaines est motivée par une « note brutale » adressée par l'URSS aux États-Unis. Le Conseil de sécurité décide, par 14 voix contre zéro et une abstention (la France), de créer une « force d'urgence » dont seront exclus les cinq membres permanents du Conseil.
- 11 novembre : Signature, au kilomètre 101, de l'accord en six points, par le général égyptien Abd El-Gamassi et son homologue israélien Aharon Yariv.
- 20 novembre : Une délégation palestinienne conduite par Arafat arrive à Moscou.
- 26-28 novembre : Sommet arabe d'Alger qui reconnaît l'Organisation de libération de la Palestine comme seul représentant des Palestiniens.
- 5 décembre : Des opérations de fedayin en Cisjordanie marquent une recrudescence des activités dans les territoires occupés.
- 8 décembre : Nouvelles opérations de la Résistance en Cisjordanie. Le gouverneur militaire isralien de Naplouse est blessé.
- 10 décembre : Huit personnalités palestiniennes de Cisjordanie sont expulsées pour α activités séditieuses ».

- 28 septembre : Sadate invite les Palestiniens à former un gouvernement provisoire.
- 29 septembre : L'OLP répond qu'elle est seule habilitée à décider du sort des Palestiniens.
- 16 octobre : Assassinat de Waïl Zoueiter, représentant de l'OLP à Rome. 27 octobre : Visite d'une délégation palestinienne à Moscou.
- 29 octobre : Détournement d'un avion de la Lufthansa par des fedayin de l'Organisation de la jeunesse nationaliste arabe, et libération des trois fedayin de Septembre Noir détenus en Allemagne.
- 27-29 novembre: Premier congrès à Beyrouth du Front de soutien à la Révolution palestinienne, groupant les partis progressistes de divers pays arabes.
- 7 décembre : Israël annonce le démantèlement d'un réseau de sabotage comprenant des juifs israéliens.
- 8 décembre : Résolution de l'Assemblée générale de l'ONU invitant » les Etats à ne pas reconnaître les changements opérés par Israël dans les territoires occupés. »
- 28 décembre : Opération de Septembre Noir à Bangkok.

- 4-12 janvier: XXe session du Conseil-national palestinion.
- 9 janvier : Mort dans un hôpital parisien de Mahmoud Al-Hamchari, représentant de l'OLP en France, issue tragique d'un attentat dont il a été victime d'un mois auparavant.
- 25 janvier : Assassinat de Hussein Abou El-Kheir à Chypre.
- 26 janvier : Septembre Noir assassine un agent secret israélien, à Madrid. 7-15 mars: Tension soudano-palestinienne, à la suite de l'opération de Septembre Noir contre l'ambassade d'Arabie saoudite à Khartoum.
- 3-9 avril : Protestations égyptiennes, syriennes, et jordaniennes auprès de l'ONU contre l'acquisition, par les ressortissants israéliens, de terrains situées dans les territoires occupés.
- 10 avril : Assassinat à Beyrouth, par les Israéliens, de trois dirigeants palestiniens: Kamal Nasser, Kamal Adwan, Abou Youssef.
- 18 avril : Ygal Allon, vice-président du conseil israélien, présente le plan qui porte son nom, il prévoit l'annexion d'un tiers de la Cisjordanie et le maintien de Jérusalem sous souveraineté israélienne.
- 30 avril-12 mai: Vifs accrochages entre l'armée libanaise et les fedayin (plus de 200 morts).
- 20 juin : L'OLP rejette la proposition de partage de la Palestine, proposée par le délégué égyptien au Conseil de sécurité de l'ONU.
- 9 juillet : Georges Habache critique durement les projets tunisiens et égyptiens de création d'un État palestinien, « projets défaitistes qui n'aboutiront qu'à la reconnaissance de l'entité sioniste ».
- 10 août: L'aviation israélienne oblige un avion libanais, censé transporter le Dr. Habache, à atterrir sur l'aérodrome militaire d'Haïfa.
- 10-12 septembre : Rencontre, au Caire, de Sadate, Assad et Hussein. Les Palestiniens protestent contre cette réhabilitation du souverain haché-
- 14 septembre : Hussein déclare l'amnistie générale pour les détenus politiques.

- 15 septembre : Le gouvernement syrien ferme la station de radiodiffusion de la Résistance.
- 28 septembre: Opération de fedayin palestiniens à Vienne. Affaire des émigrants juifs russes en transit à Vienne. Bruno Kreisky, chancelier autrichien, décide de fermer le centre de transit de Schænau, ouvert en 1964 par l'Agence juive.
- 6 octobre : Offensive militaire conjuguée des forces égyptiennes et syriennes. Début de la « guerre du Ramadan ».
- 7 octobre : Nationalisation par l'Irak des avoirs d'Exxon et de Mobil Oil. 8-11 octobre : Contre-offensive israélienne. Échec des réunions du Conseil de
- 11 octobre : Établissement d'un pont aérien entre les États-Unis et Israël.
- 14 octobre : Boumediène se rend à Moscou, il s'entretient avec Brejnev seize heures durant.
- 16 octobre: Les parachutistes du général Sharon franchissent le Canal. Discours de Sadate, il annonce qu'il est prêt à se rendre à une conférence de paix. Les États du Golfe annoncent une hausse du prix du pétrole de 17 %. Kossyguine arrive au Caire.
- 17 octobre : Les États arabes producteurs de pétrole annoncent une baisse de la production de 5 % chaque mois, jusqu'au retrait d'Israël de tous les territoires occupés depuis 1967.
- 21 octobre : Les États arabes producteurs de pétrole décident l'embargo sur leurs exportations en direction des États-Unis et des pays accusés de soutenir Israël.
- 22 octobre : Une résolution déposée conjointement par les États-Unis et l'URSS est adoptée par le Conseil de sécurité. Elle stipule que les combats devront cesser le jour même. L'Égypte fait savoir qu'elle accepte le cessez-le-feu. Kissinger arrive à Jérusalem. Israël accepte le cessez-le feu... mais poursuit les combats.
- feu... mais poursuit les combats.

 23 octobre : L'armée israélienne s'efforce de parachever l'encerclement de la IIIe armée égyptienne.
- 24 octobre : Le conseil de sécurité réitère sa demande de cessez-le-feu. La Syrie accepte le cessez-le feu.
- 25 octobre : Les États-Unis décrètent l'alerte nucléaire. Kissinger prévient Dayan que les troupes israéliennes devront arrêter leur avance sur la rive ouest du Canal. Le sénateur Jackson révèle que la mise en état d'alerte de plusieurs bases américaines est motivée par une « note brutale » adressée par l'URSS aux États-Unis. Le Conseil de sécurité décide, par 14 voix contre zéro et une abstention (la France), de créer une « force d'urgence » dont seront exclus les cinq membres permanents du Conseil.
- 11 novembre: Signature, au kilomètre 101, de l'accord en six points, par le général égyptien Abd El-Gamassi et son homologue israélien Aharon Yariv.
- 20 novembre : Une délégation palestinienne conduite par Arafat arrive à Moscou.
- 26-28 novembre : Sommet arabe d'Alger qui reconnaît l'Organisation de libération de la Palestine comme seul représentant des Palestiniens.
- 5 décembre : Des opérations de fedayin en Cisjordanie marquent une recrudescence des activités dans les territoires occupés.
- 8 décembre : Nouvelles opérations de la Résistance en Ĉisjordanie. Le gouverneur militaire isralien de Naplouse est blessé.
- 10 décembre : Huit personnalités palestiniennes de Cisjordanie sont expulsées pour « activités séditieuses ».

- 15 décembre: Rencontre Kissinger-Assad. Annonce du report de l'ouverture de la conférence de Genève.
- 17 décembre : Un commando s'empare d'un bœing de la Lufthansa sur l'aéroport de Rome, après avoir incendié un avion de la Pan American.
 21 décembre : Ouverture de la conférence de Genève.

- 18 janvier : Signature, au kilomètre 101, de l'accord de dégagement des forces égypto-israéliennes.
- 11 février : La radion israélienne annonce la construction prochaine d'une ville juive de 10 000 habitants sur le Golan.
- 14 février : Boumediène, Sadate, Assad et Fayçal se réunissent à Alger.
- 21 février : Le dernier soldat israélien quitte la rive ouest du canal.
- 22-25 février : A Lahore, Pakistan, réunion de la IIe conférence islamique au sommet qui reconnaît l'OLP.
- 6 mars : Séparation totale des forces, au Sinaï. L'armée égyptienne reprend possession de toute la rive-est du Canal, l'armée israélienne se replie sur la ligne des cols.
- 11 avril: Opération Palestinienne à Kyriath Shmoneh (Al-Khalsa). Bilan: 3 fedayin tués ainsi que 18 Israéliens, 16 blessés.
- 24 avril : Le général Rabin remplace Golda Meir à la tête du gouvernement israélien.
- I^{er} mai : Discours du roi Hussein sur les conditions de la présence de l'OLP à la conférence de Genève.
- 15 mai : Opération palestinienne à Maalot : 3 fedayin et 26 Israéliens tués, 70 Israéliens blessés.
- 17 mai-27 juin : Raids israëliens de représailles contre le Liban.
- 30-31 mai : Adoption à l'unanimité, au Conseil de sécurité, d'une résolution américano-soviétique approuvant l'accord israélo-syrien de séparation des forces et créant une force des Nations-Unies pour observer le désengagement.
- 1-9 juin: XII^e Conseil national palestinien au Caire. Adoption du rapport politique en dix points.
- 12-18 juin : Voyage du président des États-Unis au Proche-Orient.
- 13 juin : Opération palestinienne à Kfar-Chamir, un kibboutz investi. Selon les commandos du FPLP commandement général, 59 morts dont les 4 fedayin, selon les sionistes : 7 morts.
- 24 juin : Trois commandos du Fath occupent un immeuble de la ville de Nahariya en Haute-Galilée. Il est pris d'assaut par l'armée : 7 tués (3 Palestiniens et 4 Israéliens) et 7 sionistes blessés.
- 18 juillet : Communiqué égypto-jordanien affirmant que l'OLP ne représente que les Palestiniens vivant en dehors de la Jordanie.
- 30 juillet-9 août : Visite d'une délégation palestinienne dirigée par Y. Arafat en URSS, en République démocratique allemande et en Pologne.
- 18 août : Arrestation par les autorités israéliennes de l'évêque grec-catholique, Mgr. Capucci.
- 2 septembre : Le conseil de la Ligue arabe décide de demander à l'Assemblée générale de l'ONU d'inscrire à l'ordre du jour de sa session ordinaire la « question de Palestine ».
- 4 septembre: Des commandos du FDPLP investissent un bâtiment militaire

près du village de Fartoussa en Haute-Galilée. Mort des commandos et de nombreux otages.

21 septembre : Le communiqué publié par l'Égypte, la Syrie et l'OLP reconnaît

l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien.

22 septembre : Un communiqué jordanien affirme que la Jordanie « suspend toute action politique résultant de son acceptation des résolutions 242 et 338, et ce, jusqu'au sommet arabe qui doit se tenir à Rabat le 26 octobre ».

3 octobre : Le Conseil exécutif de l'UNESCO décide, par 25 voix contre 2 et 7 abstentions, d'inviter l'OLP à envoyer des observateurs à la Confé-

rence générale.

9 octobre : Plusieurs milliers de « colons sauvages » israéliens envahissent la Cisjordanie. Ces colons sont encadrés par des organisations religieuses de jeunesse groupées au sein du mouvement « Bloc de la foi ». Le Dr. Habache dénonce, au cours d'un meeting tenu à Bagdad, la « tactique trompeuse des dirigeants capitulards ».

5-12 octobre : Réunion, à Bagdad, des représentants du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), du FPLP - commandement général, du Front de libération Arabe (FLA) et du Front de lutte populaire

(FLP) pour examiner la situation générale de la Résistance.

14 octobre : L'Assemblée générale de l'ONU décide, par 105 voix contre 4
(Israël, les États-Unis, la Bolivie et la République dominicaine), d'inviter l'OLP en tant que « représentant du peuple palestinien » et « partie principale intéressée à la question palestinienne » à participer à son prochain débat sur ce problème.

16 octobre : Le Premier ministre israélien, Rabin, commentant devant le comité central du parti travailliste l'admission de l'OLP, comme observateur de l'ONU, déclare : « ... Pour nous, il n'existe qu'un seul terrain de rencontre avec les terroristes de l'OLP. C'est le champ de bataille. Nous continuerons à combattre l'OLP partout dans le monde, suivant nos

plans et nos choix ».

21 octobre : Le ministre français des Affaires étrangères, M. Sauvagnargues, rencontre à Beyrouth M. Yasser Arafat. Au cours d'une conférence de presse, le ministre français déclare : «... Je me suis senti confirmé dans la décision que nous avons prise de voter en faveur de l'audition des représentants du peuple pulestinien aux Nations-Unies... M. Yasser Arafat m'a fait une très bonne impression. Il m'a paru réaliste et modéré, mais certes conscient des droits que lui impose la situation. M. Arafat à la stature d'un homme d'État... l'action de l'OLP devrait s'exercer sur le plan politique, ce qui implique la renonciation à toute action terroriste ».

25 octobre: Par 86 voix contre 2 (Israël et les États-Unis) et 17 abstentions, la Conférence générale de l'UNESCO décide d'admettre l'OLP en qualité d'observateur, avec possibilité pour les représentants de l'OLP de prendre la parole au cours des réunions. A Rabat, l'OLP réussit, lors de la conférence préparatoire des ministres des Affaires étrangères arabes, à faire adopter à l'unanimité moins une voix — celle de la Jordanie — un texte recommandant aux chefs d'État de reconnaître le droit du peuple palestinien, sous la direction de l'OLP, d'établir un pouvoir national indépendant sur toute partie de son territoire qui serait libérée. Un communiqué publié à Beyrouth annonce que le FPLP—commandement général retire son délégué au sommet arabe de Rabat. G. Habache invite les dirigeants de la Libye, de l'Algérie, de l'Irak et du Yémen du Sud à s'opposer à tous les projets de règlement honteux du conflit qui seront soumis à la Conférence des chefs d'États arabes.

26-29 octobre : VIIIe sommet arabe de Rabat.

7 novembre : La commission culturelle de l'UNESCO adopte, par 54 voix contre 21 et 25 abstentions, une résolution présentée par 48 pays et condamnant Israël « pour son attitude persistante à modifier le caractère historique de la ville de Jérusalem ». Cette résolution engage le directeur général de l'UNESCO à « suspendre l'aide de l'Organisation à Israël dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, tant qu'Israël ne respectera pas scrupuleusement la constitution de l'UNESCO. »

13 novembre : Accueil triomphal de Y. Arafat, président de l'OLP, à l'ONU. Il se prononce, dans un important discours, pour un seul État démo-

cratique réunissant juifs, chrétiens et musulmans.

19 novembre: Opération de Beth-Shean (Bissan), revendiquée par le FDPLP. Elle fait 4 morts et 18 blessés chez les Israéliens.

21 novembre : La Conférence générale de l'UNESCO refuse, par 48 voix contre 33 et 31 abstentions, d'inclure Israël dans une région du monde.

22 novembre: L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution réaffirmant le droit inaliénable des Palestiniens au retour dans leur foyer, et reconnaissant le droit du peuple palestinien à recouvrer ses droits par tous les moyens. La résolution est adoptée par 89 voix contre 8 et 37 abstentions.

Novembre-décembre : Des manifestations populaires, conjuguées avec des actions de guerilla (notamment à Jérusalem, Bethléem et Ramallah) entreprises par les fedayin, se succèdent en Palestine. Les autorités sionistes déclarent avoir démantelé cinq réseaux « terroristes » en Cisjordanie. L'OLP est acclamé par les participants aux manifestations, en majorité des jeunes gens. Même les derniers fidèles du roi Hussein appuient l'organisation dirigée par Yasser Arafat.

Abbouchi, W.-F.: The Angry Arabs, Westminister Press, New York, 1974. Abcarius, M.-F.: Palestine through the fog of propaganda, Hutchinson, London,

Abel, M. : Histoire de la Palestine depuis la conquête d'Alexandre jusqu'à l'invasion arabe, Gabalda, Paris, 1952 (2 vol.).

Abu Chilbaya, M. : La voie vers la liberté, le salut et la paix, en arabe, Jérusalem, 1972. Pas de paix sans État palestinien libre, en arabe, Jérusalem, 1971.

Abu Hammam : La Résistance sur le plan militaire, en arabe, Dar at-tali'a, Beyrouth, 1971.

Abu Lughod, Ibrahim (ed.): The transformation of Palestine, North Western University Press, Evanston, 1971. La traduction arabe de cet ouvrage

a été publiée par le Centre de recherches palestiniennes à Beyrouth.

Al-Abid, Ibrahim: 127 questions and answers on the Arab-israeli Conflict,
CRP, Beyrouth, 1973.

Al-Ameri, Adib : Le caractère arabe de la Palestine à travers l'histoire, en arabe, Sidon et Beyrouth, 1972.

Al-Ameri, Annan : Le développement agricole et industriel de la Palestine de 1900 à 1970, en arabe, CRP, Beyrouth, 1974. Alami, Musa: The future of Palestine, Beyrouth, Hermon Books, 1970.

1. Nous limiterons cette bibliographie aux ouvrages de toutes tendances traitant de l'histoire de la Palestine, du problème palestinien et de la Résistance. Nous n'avons pas jugé opportun de relever ici tous les ouvrages publiés par le Centre de recherches palestiniennes (CRP) et de l'Institute for Palestine Studies. Ces ouvrages, ainsi que les revues Chou'un Filastiniyyah (Affaires palestiniennes) et le Journal of Palestine Studies sont des instruments indispensables de travail. Les titres des ouvrages publiés en arabe ont été traduits en français afin de ne pas alourdir le texte.

Al-Azm, Sadik Jalâl: Une étude critique de la pensée de la Résistance palestinienne, en arabe, Dar Al-'audaĥ, Beyrouth, 1972. Études « de gauche » sur le problème palestinien, en arabe, Dar at-tali'a, Beyrouth, 1970.

Alem, Jean-Pierre : Juifs et Arabes : 3000 ans d'histoire, Grasset, Paris, 1968. Alencastre A.: El-Fatah: les commandos arabes en Palestine, Sned, Alger, 1970. Al-Ghawri, Emile : La Palestine en soixante ans, en arabe, Dar al-Nahar, Beyrouth, 1972.

Al-Hassan, Belal: Les Palestiniens au Koweit, en arabe, CRP, Beyrouth, 1974. Al-Husseini, Amin: Vérités sur le problème palestinien, en arabe, le Caire, 1954. Al-Khafch, Saleh Husni (mémoires de) : Sur le mouvement ouvrier arabe palestinien, en arabe, CRP, Beyrouth, 1973.

Al-Khatib, Hossam : Sur l'expérience révolutionnaire palestinienne, en arabe, ministère de la culture, Damas, 1972.

Allouche, Nagi: La résistance arabe en Palestine, en arabe, CRP, Beyrouth, 1967. La résistance palestinienne : ses dimensions et ses problèmes, en arabe, Dar at-tali'a, Beyrouth, 1970. Vers une nouvelle résistance palestinienne, en arabe, Dar at-tali'a, Beyrouth, 1972. Le mouvement national palestinien face aux juifs et au sionisme 1882-1948, en arabe, CRP, Beyrouth, 1974.

Andrews, Fannie Fern: The Holy Land under Mandate, 2 vol. Houghton Mifflin, Boston, 1931.

Aruri, Nasser (ed.): The Palestine Resistance to Israeli occupation, Medina University Press, Wilmette Ill. 1970.

Atiyah, Edward S.: The Palestine Question, Diplomatic Press, London, 1948. Autori Vari : Dossier Palestina : testimonianze sulla repressione israeliana nei

territori occupati, Ed. Bertani, Verona, 1974.

Avnery S. (ed.): Israel and the Palestinians, St. Martins Press, New York.

1971. Traduction française, Le Seuil, Paris.

Azcarate y Florez Pablo de: Mission in Palestine 1948-1952, Middle East Institute, Washington, D.C. 1966. Azouri Nagib : Le réveil de la Nation arabe dans l'Asie turque, Paris, 1905.

Barbour, Nevill: Nisi dominus, a survey of the Palestine controversy, G.-G. Harrap, London, 1946. Édition américaine : Palestine : Star or Crescent? Odyssey Press, New York, 1947.

Bauberot, Jean: Le tort d'exister, des juifs aux Palestiniens, éd. Ducros, Bordeaux, 1970.

Baumkoller, Abraham: Le mandat sur la Palestine, Paris, 1931.

Bergleaud, Edmond: Les Palestiniens, Bordas, Paris, 1972. Bernadotte, Folke: To Jerusalem, Hodder and Stoughton, London, 1951.

Berque, Jacques: Les Arabes, Sindbad éd., Paris, 1973.
Berque, Jacques, J. Couland, L.-J. Duclos, J. Hadamard, M. Rodinson: Les Palestiniens et la crise israélo-arabe, Ed. Sociales, Paris, 1974.

Burrows, Millar: Palestine is our business, Westminister Press, Philadelphia, 1949.

Carré, Olivier : L'idéologie Palestinienne de Résistance : analyse de textes 1964-1970, A. Colin, Paris, 1972. Proche-Orient entre la guerre et la paix, Epi éd., Paris, 1974.

- Cattan, Henry: Palestine, the road to peace, Longmans, London, 1971. Palestine, the Arabs and Israel: the search of justice, Longmans, London, 1969. Palestine in international law: the legal aspects of the Arab-israeli
- conflict, Longmans, London, 1973.
 Cattan Henry et Edouard Atiyah: Palestine, terre de promesse et de sang, Cujas, Paris, 1968.
- Chasik Mounir : Sur la contradiction et la pratique dans la résistance palestinienne, en arabe, dar at-tali'a, Beyrouth, 1971. La Résistance palestinienne entre la critique et la flétrissure, Dar at-tali'a, Beyrouth, 1973.
- Challiand, Gérard: La Résistance palestinienne, Seuil, Paris, 1970.
 Chehadeh, Youssef: La situation palestinienne et le mouvement syndical, CRP, Beyrouth, 1973.
- Choukeiri, Ahmed: Liberation not negociation, CRP, Beyrouth, 1966.
- Colloque des juristes arabes : La question palestinienne, Alger, 1967. Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine : Pour la Palestine : actes
- de la première conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine, Imprimerie Hebdo-TC, Paris, 1972. Cooley, John K.: Green March, Black September: The story of the Palestinian
- arabs, Frank Cass, London, 1973.
- Dabbagh, Moustafa: A brief history of Palestine, ministry of Education, Amman, 1956.
- Darwazah Mohammad I.: Le problème palestinien dans ses différentes étapes,
- en arabe, Manchourât al Maktaba al-Açriyyah, Sidon, 1951. Denoyan, Gilbert: El-Fath parle: les Palestiniens contre Israël, Albin Michel, Paris, 1970.
- Edwards, O.S.: Palestine: land of broken promise, Dorothy Crisp and Co., London, 1946.
- Erstine, Beatrice: Palestine of the Arabs, George Harrap, London, 1935. Esco Foundation for Palestine: Palestine: a study of Jewish, Arab and British Policies, Yale University Press, New-Haven, 1947.
- El-Fath: La Révolution palestinienne et les juifs, éd. de Minuit, Paris, 1970. Feiwel, T.R.: L'Anglais, le juif et l'arabe en Palestine (trad. française), Éd. de France, Paris, 1939.
- Ferguson, Pamela: The Palestine Problem, Martin Brian and O'Keefe, London, 1973.
- Francos, Ania: Les Palestiniens, Julliard, Paris, 1968.
- Friedman, Isaiah: The question of Palestine 1914-1918: British-Jewish-Arab relations, Routledge and Kegan Paul, London, 1973.
- Furlonge, Sir Geoffrey: Palestine is my country: the story of Musa Alami, John Murray, London, 1969.
- Gaspard, Lorand: Histoire de la Palestine, Maspero, Paris, 1968. Palestine, année O. Maspero, Paris, 1970.

Geries, Sabri : Les Arabes en Israël, Maspero, Paris, 1967.

Gervasi, Frank Henry: To whom Palestine, Appleton, New York, 1946. Goichon, A.M.: Jordanie réelle, 1er vol, Desclée de Brouwer, Bruxelles, 1967 et 2e vol. Maisonneuve et Larose, Paris, 1972.

Granott, A.: The Land system in Palestine, London, 1952.

Grant, Elihu: Palestine today, J.-H. Furst, Baltimore, 1938. The people of Palestine, J.-B. Lippencott, Philadelphia, 1921.

Hadawi, Sami: The bitter harvest: Palestine Problem between 1914-1967, New World Press, New-York, 1967. Palestine: loss of a heritage, The Naylor Co., San Antonio, Texas, 1963. U.N. Resolutions on Palestine 1947-1965, Institute for Palestine Studies, Beyrouth, 1965. Palestine before the U.N., Institute for Palestine Studies, Beyrouth, 1965. Statistiques foncières en Palestine 1945, en arabe, Beyrouth, CRP, 1971. Palestine: questions and answers, Arab Information Center, New-York, 1961.

Harkabi, Yehosfahat: Palestine et Israël, Ed. de l'Avenir, Genève, 1972.

Fedayeen action and Arab strategy, Adelphi Papers, London, 1968.

Himadeh, Saïd (ed.): Economic organization of Palestine, American Press, Beyrouth, 1938.

Hindi, Khalil (et autres): La Résistance palestinienne et le régime jordanien, en arabe, CRP, Beyrouth, 1971.

Hobman, J.B. (ed.): Palestine's economic future, London, 1946.

Horn, General Carl von: Soldiering for peace, Cassel and Co. Ltd., London, 1966.

Howard, Harry: The King-Crane commission, Khayats, Beyrouth, 1963. Hurewitz, Jacob Coleman: The struggle for Palestine, Harper and Bros. New-York, 1953.

Hyamson, Albert: Palestine under the Mandate 1920-1948, Methuen, London, 1950.

Ingrams, Doreen: Palestine papers 1917-1922: Sedes of Conflict George Braziller, New-York, 1973.

Jargy, Simon: Guerre et paix en Palestine, éd. de la Braconnière, Neuchâtel, 1968.

Kayyâli, Abdel Wahâb (ed.): Documents sur la résistance arabe palestinienne contre l'occupation britannique et le sionisme 1918-1939, en arabe, Institute for Palestine Studies, Beyrouth, 1968. Histoire moderne de la Palestine, en arabe, Al-Mu'assassah al Arabiyyah lil tiba'ah wal Nashr, Beyrouth, 1970.

Khader, Bichara: Histoire de la Palestine, Maison tunisienne d'édition, Tunis, 1975. 3 volumes.

Khaled, Leila: Mon peuple vivra, Gallimard, Paris, 1973.

Khaled, Mohammad: From here we start, American Council of learned societies, Washington, 1953.

- Khalidi, Walid (ed :) From heaven to conquest : readings in Zionism and the Palestine Problem until 1948, Institute for Palestine studies, Beyrouth,
- Kimche, John: Both sides of the Hill: Britain and the Palestine war, Secker and Warburg, London, 1960. Palestine or Israel: the untold story why we failed Secker and Warburg, London, 1973.
- Kishtainy, Khalid: Palestine in perspective, CRP, Beyrouth, 1971.
- Laabi, A.L.: La poésie palestinienne de combat, Oswald, Honfleur, 1970.
- Laqueur, W.: Histoire du sionisme, Calmann-Lévy, éd. Paris, 1973.
 Lilienthal, Alfred: There goes the Middle East, The Bookmailer Inc. New York, 1960. What price Israel? Henry Regnery, New-York, 1953.
 Lowerdermilk, Walter: Palestine, land of Promise, Harper and Bros, New-
- York, 1944.
- Luke, Charles and Keith-Roach, E.: Handbook of Palestine and Transjordan, Mcmillan, London, 1930. The untried approach to the Palestine problem, American Christian Palestine Committee Publication, New-York, 1948.
- Mahmoud Hussein: Les Arabes au présent, Seuil, Paris, 1974.
- Mahmoud Hussein et S. Friedlander: Arabes et Israéliens, un premier dialogue, Seuil, Paris, 1974.
- Mansour, George: The Arab worker under the Palestine Mandate, The Commercial Press, Jerusalem, 1937.
- Marlowe, John: Ribellion in Palestine, The Cresset Press, London, 1946. The seat of Pilate, The Cresset Press, London, 1959.
- Mogannam, Matiel: The Arab woman and the Palestine problem, (Herbert Joseph, London, 1937.
- Monroe, Elisabeth: Britain's moment in the Middle East 1914-1956, Chatto and Windus, London, 1963.
- Murquos, Elias: La résistance palestinienne et la situation présente, en arabe, dar al-Haqîqah, Beyrouth, 1971. Le spontanéisme de la théorie dans la résistance palestinienne, en arabe, dar al-haqîqah, Beyrouth, 1970. Mury, Gilbert : Septembre Noir, Sindbad, Paris, 1973.
- Newton, Frances: Fifty years in Palestine, Goldhatbour Press, London, 1948.
- Parkes, James: A history of Palestine from 135 to modern times, Gollancz, London, 1949. London, 1949.
- Peretz, Don: Israel and the Palestine Arabs, Middle East Institute, Washington, 1958. The Palestine Arab Refugee Problem, Rand Corporation, Santa Monica, 1969.
- Quandt, W.-B., Jaber F., Moseley-Lesch A.: The politics of Palestinian nationalism, University of California Press, Berkeley and Los Angeles, 1973.

Rachid Mohammad: Vers une Palestine démocratique, CRP Beyrouth, 1970. Reynier, Jacques de : A Jérusalem un drapeau flottait sur la ligne de feu.

Reynier, Jacques de: A Jerusalem un drapeau fiotaut sur la ligne de feu,
Ed. la Braconnière, Neuchâtel, 1950.

Rif'at, Bey: The Palestine problem, le Caire, 1947.

Robinson, Jacob: Palestine and the United Nations: prelude to solution,
Public Affairs Press, Washington, 1947.

Robnet, George W.: Conquest through immigration: how Zionism turned
Palestine into a Jewish state, Institute for Special research, Pasadena, California, 1968.

Rodinson, Maxime: Israël et le refus arabe: 75 ans d'histoire, Seuil, Paris, 1968.

Rondot Pierre: Destin du Proche-Orient, Centurion, Paris, 1954.

Rossi, Pierre: Les Clefs de la guerre, Sindbad éd., Paris, 1970. Royal Institute of International Affairs: Great Britain and Palestine 1915-1945, Oxford University Press, London, 1946.

Shaath, Nabil: Le potentiel humain palestinien hautement qualifié, Beyrouth,

Sharabi, Hicham : Palestine guerrillas : their credibility and effectiveness, Geergetown Univ. Press, Washington, 1970. Palestine and Israel: the lethal dilemna, Pegasus, New York, 1969.

Stetler, Russel (ed.): Palestine: the Arab-Israeli conflict, Ramparts Press, San Francisco, 1972.

Stone, E.: Underground to Palestine, Boni and Laer, New York, 1946.

Tibawi, A.-L.: A modern history of Syria, including Lebanon and Palestine, & Mcmillan, London, 1969. Arab education in mandatory Palestine, Luzac, London, 1956.

Triki, Hussein: Voici la Palestine, STD, Tunis, 1972.

Tuma, Émile : Les racines du problème palestinien, en arabe, CRP, Beyrouth, 1973.

Turki, Fawaz: The disinherited: journal of a Palestinian exile, Monthly Review Press, New-York, 1972.

Vergès, J.-M.: Pour les fidayin, préface de Jérôme Lindon, éd. de Minuit, Paris. 1969.

Waines, D: The unholy war: Israel and Palestine, 1897-1971, Chateau Books, Montreal and New York,-1971.

Wavell, A.: The Palestine campaigns, Constable, London, 1928.

Worsfold, Willam Basil: Palestine of the Mandate, T.-F. Unwin, London, 1925.

Yassin, Soubhi : La grande révolte arabe en Palestine 1936-1939, en arabe, Dar al-kitâb al-arabi, le Caire, 1959.

Table



9	Introduction : La longue marche des Palestiniens,
	1900/1974
11	La société et la résistance palestiniennes jusqu'en 1948
26	Entre deux batailles : 1948-1967
47	De juin 1967 à la bataille d'octobre 1973
68	Le tournant arabe, la Palestine devant les nations
95	Avertissement

OLP Organisation de libération de la Palestine

4 Originalité et indépendance de la révolution nationale » charte nationale palestinienne, juillet 1968
4 Ca guerre révolutionnaire du peuple est la voie fondamentale de la libération de la Palestine » plate-forme commune du septième
Conseil national palestinien, Amman, mai 1970

- 111 Tâches et méthodes de la Résistance en Palestine et en Jordanie; ses rapports avec les forces progressistes arabes et les révolutionnaires du monde entier programme politique de l'OLP, janvier 1973
- 121 Après l'offensive arabe d'octobre 1973 et les succès de l'OLP déclaration et programme politiques de l'OLP, Le Caire, juin 1974
- 128 « Je suis venu ici tenant, d'une main, le rameau d'olivier et, de l'autre, mon fusil de révolutionnaire » discours de Yasser Arafat aux Nations-Unies, 13 novembre 1974

El-Fath Mouvement de libération nationale palestinienne

- 159 « Non » à la Résolution du 22 novembre 1967 et « oui » à la lutte de libération des peuples Déclaration du Comité central, 1er janvier 1969
- 160 De la Révolution palestinienne à la Révolution arabe, 1970
- 168 L'expérience et l'erreur, après septembre 1970, 1971
- 175 Arabes et juifs dans la nouvelle Palestine démocratique, 1970
- 189 Après octobre : la nouvelle stratégie palestinienne, déclarations d'Abou Ayad, 1974

FPLP Front populaire de libération de la Palestine

201	« Les ennemis de la Révolution »,
	par Georges Habache, février 1969
212	Les tâches de la nouvelle étape
	rapport politique du troisième congrès, mars 1972
23 2	Pour une solution démocratique, 1970
237	« Non » à la négociation et à un État provisoire
	Georges Habache développe les positions
	du « front du refus », 1974

FDPLP

Front démocratique populaire de libération de la Palestine

251	Organiser la lutte populaire armée					
	manifeste du premier congrès clandestin, août 1968					
259	Nécessité de l'autocritique, novembre 1970					
278	Des propositions stériles à la solution démocratique, mai 1970					
282	Un Palestinien parle aux Israéliens interview de Nayef Hawatmeh, mars 1974					
288	La Résistance doit utiliser les bouleversements engendrés par la bataille d'octobre 73					

2 95	Les	autres	organisations	palestinienne s	de	résistance
317	Chro	nologie	palestinienne,	1896 1974		

déclarations de Nayef Hawatmeh, 1974

345 Bibliographie